

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

#### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + Make non-commercial use of the files We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + Maintain attribution The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + Keep it legal Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

#### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <a href="http://books.google.com/">http://books.google.com/</a>



### A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

#### Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

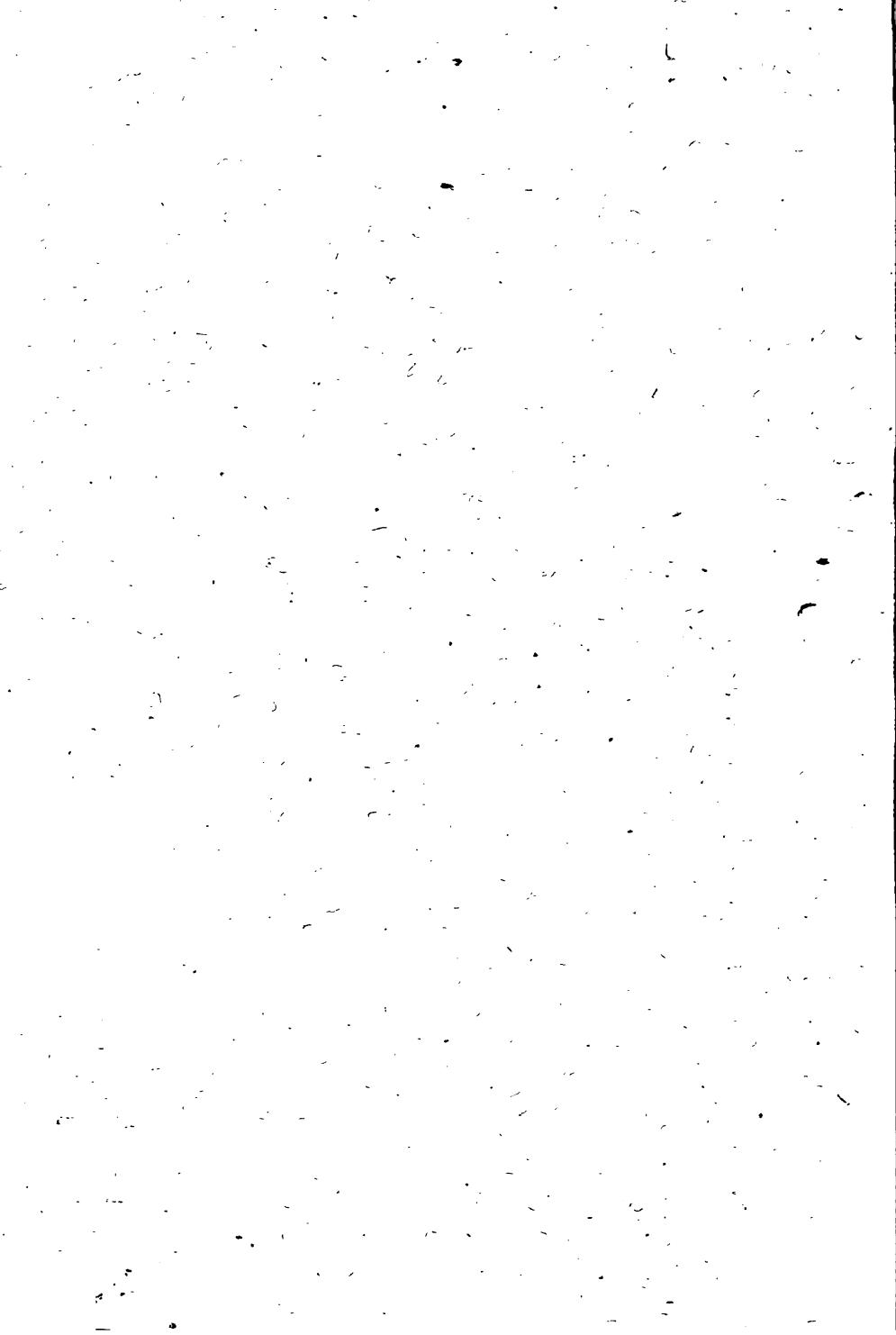
- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + Ne pas supprimer l'attribution Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

#### À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <a href="http://books.google.com">http://books.google.com</a>







## HISTORIA POLITICA

DE LOS

**ESTABLECIMIENTOS** 

## ULTRAMARINOS

DE LAS

## NACIONES EUROPEAS

POR

EDUARDO MALO DE LUQUE.

TOMO II.

### EN MADRID

POR D. ANTONIO DE SANCHA.

ANO DE M. DCC. LXXXV.

Se hallará en su Librería en la Aduana vieja.

Con las Licencias necesarias.

, • . 

## PROLOGO.

INTRE fines del año pasado de 1783, y principios del presente, me hallaba concluyendo el Libro III.; quando la extraordinaria sermentacion, que causaban en Inglaterra las importantes providencias sobre los negocios de la India Oriental, tenia en curiosa expectatíva á toda la Europa. Esta circunstancia me traxo al pensamiento la idéa de formar el Apéndice, que ocupa la mayor parte de este volumen. Contiene la constitucion Inglesa, y la continuacion de los asuntos del Asia, desde donde concluye dicho Libro, hasta la clausura del Parlamento, en este pasado mes de Agosto; dos objetos de una íntima analogía, de una mútua correspondencia.

He procurado tratar la materia con la imparcialidad conveniente: faltar á ella, sería barrenar la verdad; disimular esta,

50-

sería una adulacion reprehensible. Si la constitucion Inglesa es digna de aplauso, no es justo degradarla de él: si no lo es, tampoco es razon hacer su elogio. Con la debida indiferencia la pongo à toda su luz, para que el lector la dé las calificaciones que guste. Le comunico lo que sé en esta parte, con el fin de su mayor instruccions no le aconsejo lo que ha de opinar; pero sí me tomo la licencia de decir, que no es siempre oportuna la comparacion.

Hay Naciones que constantemente han vivido baxo del Gobierno enteramente Monárquico, como la España, la Francia, y otras. No es altora de nuestro asunto ventilar expresamente qual es el mejor Gobierno: en todos hay sus respectivos inconvenientes y ventajas. Quando una Nacion obedece a una Monarquía absoluta, si logra gozar buenos Soberanos, puede llamarse la mas dichosa. Reunido todo el poder, es mas fuerte, mas efectivo, tiene mayor actividad: libre de las travas de los Gobiernos compuestos ó modificados con varias restricciones, puede obrar el Monarca con mas eficacia, con menos

embarazo: ademas de estas ventajas, gozan los Pueblos la de aquella tranquilidad,
que no tienen los otros, siempre agitados
en el contínuo contraste de la insaciable
sed de participar del mando; en la viva
pasion de los acalorados partidos, y á veces por huir precipitadamente la sombra
del despotismo, que les asusta, se enredan en las cadenas con que tropiezan, y
se hallan esclavos de muchos dueños, en
lugar de Subditos de un solo Príncipe.

Hablo en el supuesto de Monarquía, no en el de un despotismo Asiático: los límites entre este y aquella no están suficientemente conocidos, como tampoco lo están otros muchos límites: bien sabidos son los terribles y ordinarios efectos del conflicto de jurisdicciones. Semejante que se halía: su discusion iria muy fuerá de mi intento.

Lo que la arrastraria seguramente, si me hallase con suficientes fuerzas para desempeñarlo, sería el procurar persuadir a mis compatriotas aquella union, que haciendo centro el deseo de los Soberanos,

que tenemos la fortuna de poseer, encaminase todas nuestras miras ácia sus benéficas sanas intenciones: fundaria tambien toda mi gloria en poder inspirar el dulce amor de la patria, ordinariamente mas tibio en los Estados Monárquicos, que en los Republicanos; pero que debe acalorar el fuego de la lealtad Española, distintivo con que gloriosamente se ha señalado por tan larga série de siglos. Siempre la España fue Monarquía, con solo aquellas variaciones proprias de sus diversas y respectivas circunstancias; este ha sido y es el genio, complexion, y caracter de la Nacion; no puede sufrir incensar la pluralidad de Deidades, hablando humanamente; la unidad de una sola es la que la lleva y ocupa todas sus atenciones, es á la que dirige su veneracion; al modo que es una sola la Divina, à quien rinde sus adoraciones, tributa sus cultos. No por esto debe apartarse nuestra Nacion de aquellas justas consideraciones y respetos por las respectivas Gerarquías de que se compone su gobierno, clases, y estados, como corresponde al orden en toda Sociedad, y que

nécesariamente constituye el estado civil de las Gentes.

Caminando baxo de estos principios observemos las situaciones de la constitucion, y estado de Inglaterra. Será ignorancia compadecerla; serla baxeza envidiarla; contribuye à la utilidad publica el saberla. Poco debe costarme hacer comprehender a mis lectores, lo conveniente que espara la España el conocimiento de sas intereses, indole, y Gobierno Enemiga 6 amiga, es la Gran Bretasa una Potencia, con quien estan muy ligados nuestros intereses, muy estrechas nuestras relaciones políticas y mercantiles. Todos necesitan contar con estos conocimientos: los hombres de estado, por lo que respecta à nuestras posesiones ultramarinas, à nuestro comercio exterior, à nuestras operaciones de Hacienda, à nuestras conexiónes Europeas: el negociante, por lo que mira á sus cálculos, especulaciones, y negocios: el curioso, por lo que puede servirle para su instruccion util, y quizas necesaria.

Con el fin de no interrumpir el hilo de las noticias, materias, y discursos, que com-

comprehende el Apéndice, se han colocado á lo ultimo quatro piezas anexás al mismo, que en él se citan. La primera, el Tratado con las Naciones Maratas en 1783. La
segunda, el de este año de 1784. con el Nabad Tipoo-Saib, hijo del famoso HiderAli Can. La tercera, la Relacion presentacia an el Parlamento por los Directores de
la Compañía de las Indias Orientales, sobre sus caudas y estado, por orden de la
Camara de los Compas, dada en 23 de
Enero de este año de 1784. Y la quarta, el
controvertido, ruidoso, y prolixo Bill de
la proyectada reforma, concerniente á los
megocios y posesiones del Indostan.

## TABLA.

### LIBRO TERCERO.

- y conquistas de los Ingleses en las Indias Orientales.
- CAP. 1..... Idea del antiguo comercio de los Ingleses, y sus primeros viages á Ja India. Pag. 1.
- CAP. 11.... Diferencias de los Ingleses con los Holandeses, y con los Portugueses: liga, y amistad con la Persia: decadencia del comercio Inglés en el Asia. 18.
- CAP. III... Restablecimiento del comercio Inglés en el Asia: sus faltas, y desgracias en aquellas regiones: debates en Inglaterra, ocasionados por los privilegios de la Compañía. 33.
- CAP. IV.... Guerras de Ingleses, y Franceses:

  descripcion de la Arabia: revolueiones que ha experimentado: comercio general de la Arabia, y en

TOM. II,

par-

CAP. V.... Revoluciones, y mudanzas que ha experimentado el comercio en el Golfo Pérsico: su estado actual, y en particular el de los Ingleses. 75.

CAP. VI... Descripcion de la Costa de Malabar: idea de los estados que la forman: sus particulares produciones. 93.

eap. vii... Descripcion de Canara: estado actual de Góa: historia de los piratas Angrias: estado actual de los Maratas: revoluciones acaecidas en Surate: descripcion de la Isla de Salsete: descripcion de la de Bombay, y. su estado presente. 109.

CAP. VIII. Estado de la Costa de Coromandel: arribo, y comercio de los Europeos: posesiones de los Ingleses en ella. 125.

CAP. 1X.... Establecimiento Inglés en la Isla de Sumatra: adquisicion de Balambangan, y su pérdida: revoluciones acaecidas en Bengala:

la: antiguas costumbres de los Indios en Bisnapore: productos, manufacturas, y extracciones de Bengala. 150.

- CAP. X.... Idea que puede formarse de la Colonia Inglesa de Santa Elena: uso que hacen los Ingleses de las Islas de Comora. La Compañia permite á los navegantes particulares el comercio de India á India. Travas que en su comercio ha experimentado la misma Compañia. Fondos que ha puesto, y extension que les ha dado. 183.
- CAP. XI.... Conquista de Bengala: medidas que han tomado los Ingleses para conservarla: vexaciones, y erueldades que han cometido en este país. 195.
- CAP. XII... Medios que ha puesto el Gobierno Británico, y la Compañia
  misma, para reformar los desordenes de toda clase: situacion
  de la Compañia. 221.

## ERRATAS.

Pag.	Lin.	Dice.	Lease.
67.	24.	las	los
68.		expidiciones	expediciones.
73•	9.	slo	los

A

. HOM. II.

te



•

# LIBRO TERCERO

ESTABLECIMIENTOS, COMERCIO, Y CONQUISTAS DE LOS ÎNGLESES EN LAS INDIAS ORIENTALES.

## CAPITULO PRIMERO.

IDEA DEL ANTIGUO COMERCIO DE LOS Ingleses, y sus primeros viages : á la India.

O se sabe la epoca de la poblacion de las Islas Británicas, ni qual fué el origen de sus primeros habitantes. Lo unico que nos enseñan los monumentos históricos mas fidedignos, es, que succesivamente srecuentadas por los Fenicios, Cartagineses, y Galos. Los negociantes de estas naciones iban á cambiar utensilios de barro, sal, y todaisucite

FOM. II.

te de instrumentos de fierro, y de cobre, con pieles, esclavos, perros de caza, y de presa, y sobre todo con estaño. La mutua utilidad era la medida de las cosas cambiadas. Se llevaban á aquellos pueblos salvages las cosas que ellos tenian por mas importantes, que las que daban. No hay que acusar á los unos de ignorancia, ni á los otros de mala fé. A qualquiera parte del universo, que se vaya, se encuentra al natural del pais tan astuto en su proprio respectivo interes, como el forastero, y no dará nunea sino lo que estima menos, por lo que estima mas.

En las Islas, la guerra, y los males de una sociedad demasiado estrecha, deberian sugerir antes que en los continentes, la necesidad de las leyes, y de las convenciones, ó pactos. No obstante, se ve que sus costumbres, y gobierno, se formaron mas tarde, y mas imperfectamente que en los continentes. Del seno de ellas ha nacido esta multitud de bárbaras, y estrañas instituciones, tan contrarias á la poblacion y humanidad, como el comer carne humana, la castracion, la infibulacion, y otras crueldades y estravagancias. Quando los Isleños descubrieron los medios de salir de su es-

trecho recinto, donde algunas causas fisicas los habian tenido como encerrados, quizas siglos enteros, llevaron sus usos al continente; en donde se fueron perpetuando de edad en edad, y donde aun hoy ponen en aprieto á los Filososos que quieren buscar la razon de esto. La superabundancia de poblacion en las Islas, fuè causa de la lentitud de la civilizacion de sus habitantes. El parage donde los individuos de una muchedumbre estrecha se ven como obligados á exterminarse entre sí mismos, es la mansion de una extrema barbarie. El comercio de los pueblos, unos con otros; es lo que disminuye su serocidad: su separacion la hace durar. Los Isleños de nuestros dias, no han perdido enteramente su primitivo caracter ó indole, y puede ser que un atento observador halle hoy algunos vestigios en la Gran Bretaña, de lo que sue en otro tiempo.

El dominio Romano, no sue bastante duradero ni pacísico, para adelantar mucho la industria de los Bretones. Aun los pocos progresos que habian hecho durante esta epoca el cultivo y las artes, so aniquiló luego que esta Potencia altiva se determinó á abaudonar su conquista. El espiritu de esclavitud, que

### .ESTABLECIMIENTOS

babian contraido los pueblos meridionales de la Bretaña, les quitó el ánimo de resistir, primero á la invasion de sus vecinos los Pictos, que se habian libertado del yugo Romano, huyendo hácia el norte de la Isla; y poco despues á las expediciones sangrientas, porfiadas, y mas combinadas de los pueblos feroces, que salian como enxambres de las regiones septentrionales de Europa, Todos los imperios tuvieron que llorar este terrible azote, acaso el mas destruidor de los que han perpetuado en la memoria los anales del mundo. Pero las calamidades que padeció la gran Bretaña, son inexplicables. Todos los años, y á veces muchas al año, miraba arrasados sus campos, quemadas sus casas, ultrajadas sus familias, sus templos robados, y sus habitantes atropellados; esclavos, o muertos. Todas estas desgracias se sucedian unas á otras, con una rapidez apenas creible: quando ya el país no tenia con que saciar la feroz codicia de estos bárbaros, se apoderaron del país mismo. A una nacion sucedia otra: la que llegaba, arrojaba, ő exterminaba la antecesora ya establecida; y este tropel de revoluciones perpetuaba la inercia, la desconfianza, y la miseria. En estos tiempos calamitosos, no tenian los Bretones quasi relacion alguna de comercio con el continente: aun los cambios eran tan raros entre ellos, que era necesario testigos para la menor venta.

Parece que debia cesar el curso de tantos infortunios en el siglo once, por la reunion de todos los reynos en uno solo, quando Guillermo el Conquistador subyugó la Inglaterra. Los que le seguian, venian de regiones algo mas cultas, industriosas y activas; esta comunicacion debia rectificar y extender las ideas; pero la introduccion del Gobierno fendal ocasionó tanta revolucion en las propries dades, que todo cayó en una nueva consusion. Apenas se sosegaron los ánimos; apenas los vencedores y vencidos empezaban á mirarse como un mismo pueblo, quando las suerzas de la Nacion se emplearon en sostener las pretensiones de sus Soberanos á la Corona de Francia. En estas crueles guerras manifestaron los Ingleses sus talentos y su conocimiento, y espiritu marcial; pero despues de grandes esfuerzos y victorias, se vieron obligados á retirarse á su Isla, en donde las disensiones domésticas les volvieron à precipitar en nuevas cala-'Dumidades.

Durante estos diferentes periodos, el comercio estuvo enteramente en las manos de Judios y de Lombardos, á quienes miraban como necesarios, despreciables y peligrosos; y alternativamente los llamaban, los maltratraban y los echaban. Aumentaba estos desórdenes la audacia de los piratas, que á veces protegidos por el Gobierno, con quien partian la presa, se arrojaban indiserentemente sobre todos los navios; y muchas veces tenian la impiedad de ahogar las tripulaciones. El interes del dinero estaba á cinquenta por ciento. No salia de Inglaterra sino cueros, pieles, manteca, plomo, estaño por una suma moderada, y por alguna mas considerable treinta mil sacas de lana. Como los Ingleses ignoraban el arte de teñirla y de maniobrarla con alguna perfeccion, volvia á pasar el mar la mayor parte de este dinero; para remediar el inconveniente, se llamaron texédores estrangeros, y se prohibió el vestirse de otros generos que los fabricados en el país; al mismo tiempo se prohibió la exportacion de lanas toxidas, y de sierro trabajado; dos leyes bien dignas de aquel siglo.

Henrique Septimo permitió á los Baro-

nes la enagenacion de sus tierras, y al estado llano la facultad de comprarlas: providencia que quitó la grande desigualdad de caudales, causó cierta independencia en los comunes, y difundió en el pueblo el deseo de adquirir, con la esperanza de disfrutar sus riquezas; esicaz somento de aplicacion. Pero otras leyes mal premeditadas, eran obstáculos para los progresos de la Nacion; algunas se remediaron, otras subsistieron; entre ellas, por desgracia, permaneció la ley que reglaba el precio de todos los comestibles, el de las lanas, el de estosas, el salario de los obreros y artesanos: por erradas combinaciones se añadieron várias travas ó embarazos al comercio: el préstamo á intereses, y los beneficios del cambio se proscribieron severamente como usurarios, ó proprios á introducir la usura: se ignoraba que el dinero, representando todas las cosas venales, es reciprocamente representado por éstas; es un genero como los otros, que es preciso abandonar á él mismo; que á cada instante debe bajar y subir de precio por mil diversos incidentes; que toda policía sobre este punto, no puede menos de ser absurda y nociva; que es un medio de multiplicar los usureros, el prohibir la usura; pues semejante prohibicion viene á ser un privilegio exclusivo á favor de los que tienen la osadia de arrostrar con semejante ignominia, y es ridícula la providencia, siempre que hay medios ciertos de eludirla; que la concurrencia general, que nace del libre comercio del dinero, hace reducir necesariamente los interreses; y que el precio es mas fuerte y favorable á los usureros, á proporcion de su menor número, y de ser la ley prohibitiva mas rigorosamente observada.

Por la propria ceguedad se prohibió en la misma epoca la salida del dinero, y para que los negociantes estrangeros no le sacasen clandestinamente, se obligó á convertir en mer; caderias Inglesas el producto entero de las que habian trahido á Inglaterra. Se prohibió tambien la salida de caballos, pues no habia entonces bastante luz para ver que esta prohibicion haria descuidar la multiplicación y perfeccion de la especie. En fin, se establecie, ron en todas las ciudades los cuerpos de oficios, esto es, el Estado autorizó á todos los que seguian una misma profesion, para hacer las ordenanzas ó reglamentos, que juzgasen uti-

ntiles á su conservacion y prosperidad exclusiva. La Nacion padece todavia la preocupacion de aquella providencia tan contraria á la industria universal, y que todo lo reduce á una especie de monopolio.

Al ver semejantes leyes, se podria pensar que Henrique Septimo miraba con indiferencia la prosperidad de la Nacion, 6 que le faltaban luces: no obstante se halla bien probado, que este Principe, á pesar de su grande avaricia, prestó muchas veces sin interes, sumas considerables à negociantes que no te? nian fondos suficientes para las empresas que se proponian hacer. La conducta de su Gobierno es ademas de esto tan aplaudida, que pasa con razon por uno de los mayores. Monarcas, que han ocupado el trono de Inglaterra: pero à pesar de los essuerzos de su talento, no podia adelàntar mucho en una ciencia que necesita siglos, antes do poderla reducir á principios simples : sucede en ciertas teóricas lo que en las máquinas, que empiezan siempse por ser muy complicadas, y despues con el tiempo, la observacion, y la experiencia, se las descarga y alivia de las ruedas parasitas ó superfluas, que multiplican el flotamento.

TOM. II.

B

En

En 1509. munió Henrique Septimo: las luces de los reynados signientes no sueron. mucho mas claras sobre las materias que tratamos: los Flamencos que habian pasado á Inglaterra, eran los unicos buenos artifices; casi siempre se veian insultados y oprimidos par los artesanos Ingleses, celosos, sin emulacion. Se quexaron éstos al Gobierno, porque acudian á aquellos las gentes; y el Gobierno adoptó sus preocupaciones populares: prohibió á los estrangeros que ocupasen en sus telares mas de dos hombres. No fueron los mercaderes mejor tratados, y aun los que se naturalizaron, se vieron obligados á pagar los mismos derechos que los mercantes no establecidos. Era tan general la ignorancia, que las mejores tierras de cultivo las dexaban para pastos, al mismo tiempo que las leyes limitaban á dos mil el número de carneros de que habia de componerse un rebaño. Todos los negocios mercantiles estaban reconcentrados en los Países Baxos: sus habitantes compraban las mercancias Inglesas, y las hacian girar por toda la Europa: es muy verosimil que la Nacion Inglésa hubiera todavia tardado mucho en elevar su estado en esta parte,

sin la fortuna de las circunstancias que bourd rieron.

-. El gobierno demasiado severo del famoso Duque de Alva, hizo pasar á Inglatersa los mas hábiles sabricantes, que llevaron a Londres el arte de las hermosas munufacturas de Flandes. Las disensiones de Francia dieron á la Inglaterra un crecido número de Protes tantes, excelentes obreros de voda especie. La Reynz Isabel, abpoluta y popular, Princesa politica, y bien obedecida, se sirvió de las mismas sermentaciones que agitaban sus estados, como sucedia en toda la Europa, para hacer broter en Ingliteera una viva emulaeion en el comercio y progresos de la nacion. Los Ingleses aprendieron á construir sus na rios i, que antes compraban de los negociantes de Lubeck, y de Hamburgo. Bien presto hieleran el los solos et comerció de Mescovia por la viaide Arcangoloxque acababa de descubeirse i y, no tarderou um nompetivió entras en concurrencia con las ciudades Ambenticasen Alemania: y. al. Norre, voo menustroniel comorcio de Turquia: muchos de sus havegantes intentaron, aunque sin frute, abrirse un paso à las Indies, por los impres del Norve. En

sin; Drake, Stephens, Caivendish, y algunos otros arribaron á ellas; unos por el mar del sud; otros por el cavo de Buena-Espezanza.

El fruto de estos viages sue bastante gran: de para determinar en 1600, los mas hábiles negociantes de Londres á formar una Compañia: obtuvo ésta un privilegio exclusivo: para:el comercio de la India: el acto que la daba, fixaba su duración á quince años : se dice en él, que si este privilegio pareciese dañoso al bien del Estado, sería abolido, y la Compañia suprimida, advirtiendo: á los interesados dos años antes. Tuvo su origen esta reserva en el sentimiento que recientemente babian mostrado los comunes, de una concesion: que podia herirles por su novedad : la Reyna revocói las providencias dadas, y en esta ocasion habló de un modo bien digno de servir de leccion y exemplo. "Señores, dixo á los parlamentarios encargados de la i, arengaede gracias i yo estoy muy satisfecha "de vuestra buena ley, vide la atencion con ", que de ella me dais una nanténtica prueba-"Vuestro asecte por mi persona, os ha de-,, terminado: á prevenirese una falta len, que

"habia incurrido por ignorancia; pero en ,, que mi voluntad no tenia la menor parte: ", si vuestro vigilante cuidado no me hubiese " descubierto les males que podia producie "mi error; jequé dolor hubiera vo tenido, " pues nada aprecio tanto como el amor y " conservacion de mis Pueblos! Sequese mi , mano repentinamente, atraviese 'un pufial "mi corazon, antes que yo conceda privile. ,, gios particulares, de que puedan quexarse " mis vasallos. El explendor del trono no me ", ha deslumbrado al punto de pensar en prepe ferir el abuso de una autoridad ilimitada, ,, al uso de un poder exercido con justicia. "No ciega el explendor del trono, sino á los "Principes que no conocen las obligaciones " que impone la corona. Yo me atrevo á ase-" gurar que no se me contará en el número ,, de estos Monarcas. Yo se muy bien, que "no poseo el cetro para mi propria conve-"niencia, y que debo ser toda de la Nacion ", que ha puesto en mi su confianza. Mi ente-", ra selicidad es ver que el estado ha pros-" perado baxo de mi gobierno, y que tengo "por vasallos unos hombres, dignos de que " yo renunciáse por ellos el trono y la vida.

No me imputeis las salsas medidas en que ;, se me puede empeñar, ni las irregularida-;, des que pueden cometerse con mi nombre. ;, Vosorros bien sabeis que los Ministros de ;, los Principes, muchas veces se dexan llevar ;, de sus intereses particulares; que la verdad ;, llega raras veces á los Reyes, y que en el ;, froped de negocios que les agovia; viendo; ;, se obligados á pararse sobre los mas impor; ;, tantes no pueden mirarlos todos por sí mis; ;, mos, ,

fondos de la Compañía: el ammamento de quatro naviose, que partieron en Enero de 1601. absorvió una gran parte: el resto se embareó en dinero y generos. Lancaster, que conducia la expedicion, llegó el año siguiente al puerto de Achen, célebre entonces. Sabian alli las victorias navales que habia lograto su Nacion sobre los Españoles, y tuvo un recibimiento muy distinguido. El Rey hizo por el tanto, como si fuera por un igual su yo: quiso que sus proprias mugeres, ricamente vestidas, tocasen en su presencia varios instrumentos: á este favor se siguió el de facilitarle quanto podia desear para el estableci-

miento de un seguro y ventajoso comercio. Este Almirante Inglés pasó luego á Bantam, donde fue igualmente bien recibido; y un bastimento que destacó para las Malucas, le traxo bastante cantidad de clavo y moscada: con estas preciosas especies y la pimienta que habia cargado en Java y Sumatra, hizo un seliz retorno á Europa. La Compania, que habia encargado sus intereses á un hombre tan prudente, se resolvió con este feliz ensayo á formar establecimientos en las Indias Orientales, pero á formarlos con el consentimiento de las Naciones indigenas, no como conquistas, sino como empresas de meros negociantes: esta conducta de los Ingleses les hizo amables, les valió algunas factorias, y les puso en estado de sostener la competencia de los pueblos, que se hacian temer.

Los Portugueses y Holandeses poseian grandes provincias, plazas bien fortificadas, y buenos puertos: estas ventajas aseguraban su comercio contra los naturales del país, y contra los nuevos concurrentes; facilitaban sus retornos á Europa; les daban los medios de deshacerse utilmente de las mercaderias que llevaban al Asia, y de tener á un precio co-

modo las que querian comprar. Al contrario los Ingleses, dependiendo del capricho de los pueblos, y de las estaciones, sin fuerzas y sin asilo; y sacando sus fondos solo de Inglaterra, no podian, segun el sistema que entonces habian abrazado, hacer un comercio ventajoso. Pensaron que dificultosamente se adquieren grandes riquezas, sin grandes injusticias, y que para sobrepujar, ó solamente competir las Naciones que antes habian censurado, era preciso imitar su conducta. Este es un error, que les llevó á extraviados caminos: con mas sanas máximas hubieran conocido, que si la humanidad no conduce al fin tan rapidamente como la violencia, sentada aquella sobre mas respetable basa que esta otra, su poder es mas sólido y durable: con la tirania, solo se obtiene una autoridad précaria, una turbada posesion: la que dimana de la justicia, queda por fin victoriosa: el imperio de la fuerza se mira como un azote, el de la virtud como una bendicion.

El proyecto de hacer establecimientos sólidos, y de intentar conquistas, parecia superior á las fuerzas de una Compañia principiante: se lisongeó ser protegida, porque se

consideraba util a pero la engañaron sus esperanzas: no pudo obtener nada de Jácobo Primero, Principe debil, infectado de la Filososia de su siglo, sutil, pedante, y mas proprio para estar á la cabeza de una Universidad, que de un Reyno. La Compañia suplió la falta de socorro de su Soberano, por su actividad, su perseverancia, y la buena eleccion de sugetos; construyó fuertes, y fundó colonias en las Islas de Java, de Puleron, de Amboina, y de Banda. De este modo partió con los Holandeses el comercio de la especeria, que será siempre el mas sólido del Oriente, porque su objeto ya es de una real necesidad: era todavia mas importante en aquellos tiempos, porque el luxo de fantasia aun no habia hecho en Europa los progresos, que despues; y las telas de Indias, las estofas, los tés, los charoles, la loza ó china, &c. no tenian el prodigioso despacho que al presente.

## CAPITULO II.

Holandeses, y con los Portugueses: liga y amistad con la Persia: decadencia del comercio Inglés en el Asia.

habian los Holandeses echado á los Portugueses de las Islas de la especeria, para dexar establecer en ella la Nacion Inglesa, cuyo poder marítimo, caracter y Gobierno, hacian todavia mas temible su competencia. Tenian innumerables ventajas sobre sus rivales: poderosas colonias; bien cimentadas alianzas; una marina veterana; un gran fondo de riquezas; el conocimiento del país, y el de los principios y menudencias del comercio: todo esto faltaba á los Ingleses, que fueron atacados de todos modos. Comenzaron sus rivales, por desviarlos de los lugares fértiles, donde habian formado establecimientos: en las Islas, donde su autoridad no estaba todavia bien establecida, buscaron el modo de hacerles odiosos á los naturales del país, denigrandolos quanto pudieron. Estos vergonzosos medios no lograron todo el buen exîto que habian esperado los Holandeses, y determinaron servirse de medios violentos.

Una ocasion extraordinaria hizo empezar las hostilidades, antes de lo que se habia previsto. Es estilo de Java, que las novias disputen á los novios los primeros favores, y con ellos el sacrificio de su libertad: el Rey de Bantam acababa de vencer la resistencia de una nueva Esposa, y en celebridad daba siestas públicas; fueron convidados á estos regocijos los estrangeros que habia en el puerto, y habiendo sido los Ingleses mas distinguidamente tratados, los Holandeses se picaron de aquella preserencia, y no difirieron un instante su venganza. El Océano Indico sue el teatro de sangrientos combates entre los navegantes de las dos naciones: se buscaban, atacaban, y peleaban con encono, queriendo vencer, ó morir; el valor era igual de ambas partes, pero las suerzas muy diserentes: iban muy de vencida los Ingleses, quando algunos animos moderados, buscaron en Europa, á donde no se habia comunicado el suego de la guerra, los medios de reconciliacion.

Se adoptó el mas irregular, por una ceguera de que no es facil hallar la causa. En 1619. sirmaron las dos Companias un tratado, diciendo que las Malucas, Amboina y Banda, pertenecerian en comun á las dos Naciones; los Ingleses tendrian un tercio, y los Holandeses dos de las produciones, cuyo precio se fixaria; que cada Compañia contribuiria á proporcion de sus intereses, á la defensa de estas Islas; que una junta compuesta de sugetos inteligentes de cada parte, reglaria en Batavia todos los negocios del comercio; que este acuerdo asegurado por los Soberanos respectivos, duraria veinte años; y que si en este intervalo sobrevenian diserencias que no pudiesen componer las dos Compañias, las decidirian amigablemente las dos Cortes respectivas. Entre todas las convenciones políticas, de cuya historia ha quedado memoria, dificilmente se hallará otra mas extraordinaria, y tuvo la suerte que debia tener.

Luego que los Holandeses de las Indias la supieron, tomaron todas las medidas para inutilizarla. La situacion de las cosas favorecia sus miras: los Españoles y Portugueses, se habian aprovechado de la division de sus ene-

migos, para establecerse nuevamente en las Malucas; podían dar permanencia en ellas á sus establecimientos, y era grande el peligro de dexarles el tiempo de hacerlo. Los Comisarios Ingleses convinieron en que era muy ventajoso el atacarlos sin dilacion, pero consesaron que no tenian los aprestos necesarios para ello: esta declaracion, que tenian bien prevista los Holandeses, la hicieron formalizar, y sus asociados emprendieron solos la expedicion, de la que se reservaron todo el fruto. No les faltaba á los Agentes de la Conpañia de Holanda mas que un paso, para acabar de poner en sus manos toda la especeria, y era arrojar sus rivales de las Islas de Amboina

Lograron su sin por un medio bien extraordinario. Un Japones, que estaba al servicio de los Holandeses, en Amboina, se hizo sospechoso por una indiscreta curiosidad, le prendieron, le dieron tormento, como tambien á los cómplices, y una afrentosa muerte calmó la sospecha. Los Ingleses no han visto en esta acusacion y proceso, sino el esecto de una codicia sin límites; han sostenido que era un absurdo, suponer que diez sactores, y on-

ce soldados, hubiesen podido formar el provecto de apoderarse de una plaza, que tenia doscientos hombres de guarnicion, y muchas -fuerzas de la propria nacion en todas aquellas partes; que para hacerlo verosimil, eran uecesarias otras pruebas que las del tormento, que solo lo es de la staqueza, ó vigor del paciente. Estas consideraciones, apoyadas de otras muchas bastante fuertes!, han hecho tan sospechoso aquel procedimiento de los Holandeses en Amboina, que comunmente se ha mirado como un velo de que se cubrió su atroz avaricia. El Ministerio de Jacobo Primero, y la Nacion entera, ocupada entonces en sus eclesiásticas sutilezas, y en la discusion de los derechos del Rey y del pueblo, no hizo alto sobre los ultrages que el nombre Inglés padecia en el Oriente. Esta indiferencia produxo una circunspeccion, que degeneró bien presto en abatimiento.

Sin embargo, el valor Inglés se sostuvo mejor en Goromandele y en Malabar. Habian formado factorias en Musulipatan, en Calicut, en otros muchos puentos, y aun en De-lhy. Surate, la mas rica escala de estas regiones, tentó su ambicion en 1611. estaban en

el pusto de ser recibidos, quando los Portugueses declararon á los Gobernadores, que si admitian el establecimiento de esta Nacion, quemarian todas las ciudades de la costa ; y. apresarian todos los bastimentos Indianos: este tono contuvo al Gobierno. Midleton, perdidas sus esperanzas, se vió reducido á retirarse del fronte de la plaza por medio de una numerosa flota, á la que hizo mas mal que el que ricibió. El Capitan Thomas Best vino: el año siguiente á estos parages con mayores fuerzas; y fue recibido en Surate sin contradiccion: apenas los Agentes, que traia, habian empezado sus operaciones, quando pareció. un formidable armamento que habia salido de Goa: reducido el Comandante Inglés á la alternativa de abandonar los intereses que se le habian confiado, ó de exponerse á grandes peligros por defenderlos, tomó este ultimo partido: dos veces atacó á los Portugueses, y ambas quedó victorioso á pesar de la superioridad de la esquadra enemiga: sin embargo, la ventaja que sacaban los vencidos de su situacion, sus puertos, sus fortalezas, hacian siempre muy dificultosa la navegacion de los Ingleses en el Guzurate: sue preciso pelear to-

-:.5

davia contra un enemigo lleno de teson; cuyas derrotas no le hacian ceder: no se llegó á conseguir la tranquilidad, sino comprando. la con nuevos combates, y nuevos triunfos El ruido de estos brillantes sucesos, contra una Nacion que hasta entonces habia pasado por invencible, penetró hasta la Capital. de la Persia. Esta vasta region, tan célebre en la antigüedad, parece haber gozado libre en sus principios la forma de gobierno: sobre las ruinas de una bastardeada República; se levantó la Monarquía. Los Persas fueron feliqes largo tiempo, baxo de esta forma de administracion; sus costumbres eran sencillas, como sus leyes. Al fin, la ambicion de conquistas, se apoderó del animo de los Soberanos. Luego los tesoros de Asiria, los despojos de muchas naciones comerciantes, los tributos de un gran número de provincias, hicieron entrar inmensas riquezas en el Imperio, y estas riquezas no tardaron en mudarlo todo. El desorden llegó á tal exceso, que parece que el cuidado de festejos y diversiones públicas, llevaba la principal atencion del Go-, bierne. Un pueblo tan entregado á los placeres, no podia tardar en verse esclavo: en efec-

esecto lo fue succesivamente por los Macedonios, por los Parthos, por los Arabes, por los Tartaros, y hácia el fin del decimo quinto siglo por los Sosis, que pretendian ser descendientes de Aly, autor de la famosa reforma que dividió el Mahometismo en dos sectas.

Ningun Principe de esta nueva raza ha sido tan célebre como Schah-Abbas, por sobrenombre el Grande: conquistó el Kandahar, muchas importantes plazas en el mar Negro, una parte de la Arabia, y echó á los Turcos de la Georgia, de la Armenia, de la Mesopotamia, y de todos los países que habian conquistado de la otra parte del Eufrates. Estas victorias produzeron notables mudanzas en lo interior del Imperio: fueron sujetados los Magnates, que aprovechandose de las turbaciones civiles se habian hecho independientes; y los puestos importantes se confiaron á estrangeros, que no podian formar partidos ó facciones: á la Milicia, que antes estaba en posesion de disponer del trono segun su capricho, se la contuvo con tropas estrangeras de diserente religion y costumbres. La Anarquia habia despertado en los pueblos una inclinacion á sediciones; se establecieron en las ciudades D

y lugares colonias escogidas de las naciones mas opuestas á aquellos habitantes por su genio y estilos; de estas providencias resultó el despotismo mas absoluto que puede haber experimentado jamas region alguna.

Es bien notable en tales circunstancias, que el grande Abbas haya sabido unir á un Gobierno, opresor por su naturaleza, algunas miras de utilidad pública: atraxo á sí todas las artes, y las estableció en la Corte y las Provincias todos aquellos que concurrian á sus estados con alguna habilidad ó talento, estaban seguros de ser bien recibidos, ayudados, y recompensados. Decia repetidas veces, que los estrangeros eran el mas bello adorno de un Imperio, y hacian mas honor al Principe, que las magnificencias del mas refinado luxos que las magnificencias del mas refinado luxos.

Mientras la Persia se levantaba de sus ruinas con los diserentes ramos de industria que en todas partes se establecian, una colonia de Armenios transserida á su capital Hispahan introducia en el centro del Imperio el espiritu de comercio. Bien presto estos negociantes, y los naturales del país, que sabian imitarles, se disundieron por el Oriente, la Holanda, la Inglaterra, el Meditarráneo, y el Báltico, y por todas partes, donde el comercio era vivo y considerable. El Sofi se asociaba á sus empresas, y les adelantaba sumas considerables, que hacian valer en los mas famosos mercados del universo: se obligaban á restituir los fondos á los plazos convenidos, y si los habian aumentado, les concedia alguna recompensa.

Los Portugueses que comprendieron que una parte del comercio de la India con el Asia y la Europa iba á tomar su rumbo por la Persia, le opusieron estoryos. No permitieron que el Persa compráse las mercancias en otra parte que en sus almacenes; fixaron su precio, y si consentian que las tomasen de la misma fábrica, era siempre debiendolas conducir en sus Navios, y baxo de un subido flete y enormes derechos. Esta tirania irritó al grande Abbas, de modo que enterado del referido resentimiento de les Ingleses, solicitó unir sus fuerzas de mar á las suyas de tierra, para sitiar à Ormuz. En consequencia las dos Naciones combinadas atacaron esta plaza, y la tomaron á los dos meses en 1623: partieron el botin, que fue inmenso, y la arruinaron hasta los cimientos. A tres ó quatro leguas

de distancia habia en el continente el puerto de Gombroon, que despues se ha llamado Bender-Abassi: parece que la naturaleza no le habia destinado á ser habitable; pues se hallaba situado al pie de elevadisimas montañas; era de un ayre ardiente; de mal sanos vapores; y se veian sus campos áridos, y negros, como si hubieran sido incendiados; pero sin embargo de estos inconvenientes, la ventaja de su situacion á la entrada del golfo, le hizo escoger por el Monarca Persa, para servir de escala al grande comercio que premeditaba hacer en las Indias. Se unieron los Ingleses á este proyecto: se les concedió una perpétua exêncion de derechos, y la mitad del producto de las aduanas, con la condicion que mantuviesen en el golfo dos navios de guerra. Pareció indispensable esta precaucion, para hacer vano el resentimiento de los Pottugueses, cuyo rencor era todavia formidable.

Desde este momento Bender-Abassi, que solo habia sido hasta entonces una miserable aldea de pescadores, vino á ser una ciudad floreciente. Los Ingleses conducian las especerias, la pimienta y el azucar de los mercados del Oriente; el fierro, el plomo, y los pa-

ños,

sobre todos estos generos se aumentaba la del flete, excesivamente caro, que les pagaban los Armenios, quienes quedaban todavia con la posesion del mas rico ramo de comercio de las Indias.

Estos negociantes habian emprendido largo tiempo antes el tráfico de telas ó lenceria: no les habian suplantado los Portugueses, cebados en la rapiña; ni los Holandeses, cuyas especerias habian fixado su atencion: los Armenios hacian entonces, lo que siempre han hecho despues: iban á las Indias, compraban el algodon, le distribuian entre las hilanderas, hacian fabricar las telas á su vista. las llevaban á Bender-Abassi, de donde las pasaban á Hispahan: de alli se difundian á las diferentes provincias del Reyno, en los estados del Gran Señor, y hasta en Europa, en donde se contraxo el hábito de llamarlas telas de Persia, 6 Persianas; aunque jamas se han fábricado siño en la costa de Coromandel. Tal es el influxo de los nombres en las opiniones, que el error popular que atribuye á la Persia las telas de la India, pasará, puede ser, con el curso de los siglos, por una incontextable

Las dificultades insuperables que esta especie de errores ha causado en la Historia de Plinio, y de otros autores antiguos, deben hacernos sumamente apreciables las tareas de los sabios de nuestros tiempos, que recogen los progresos de la naturaleza y las artes para segura instruccion de la posteridad.

En cambio de las mercancias que recibia la Persia, daban las produciones de su territorio, ó el fruto de su industria. De la seda, que era la primera mercaderia, se extraia en--tonces grande cantidad: La lang de Caramania, que se parece mucho á la de Vicuña, era otro artículo considerable; se empleaba ventajosamente en las manufacturas de sombreros y algunas estofas : las cabras que la dan, tienen de particular, que su vellon cae por sí mismo en el mes de Mayo. Las turquesas, que eran mas ó menos perfectas, segun las tres minas de donde se sacaban, eran en otros riempos de mucho uso en el adorno de las mugeres. Los brocados de oro, genero de un precio superior á todo lo que se trabaja en las mas célebres manufacturas, constaban de dos clases, la una simple, y la otra doble. Las alfombras, que despues se han imitado tambien en Europa; y es uno de los muebles mas
rices de los estrades. El marequia, que tenia
como los otros cheros, un grado de perfeccion, á que no habian llegado en otras partes; la zapa ó lixa; el pelo de cabra; la aguarosa; las raices de medicina; las gomas para
los tintes; los datiles; los caballos a las armes
y otras muchas cosas, que unas se vendian enlas Indias, y otras pasaban á Europa.

Aunque los Holandeses habian llegado, á apropiarse rodo el comercio de la especeria, no miraban sin embidia lo que pasaba en Persia: les pareció que los privilegios que gozaba el Inglés su rival en la rada de Bender-Abassi, podian ser equivalentes à la ventaja que ellos tenian de poseer mayor cantidad de especerias, y entraron en competencia. Los Ingleses, perseguidos en sus mercados por un enemigo poderoso, ocupado sin cesar en su rnina ; decaian progresivamente : aceleraron su caida las disensiones civiles y religiosas, que imundaban de sangre su patria, y sofocaban todos los fomentos : otros intereses mas urgentes les hizo olvider las Indias; y la Compania oprimiday, desanimada ya no est

nada á la muerte instructiva y terrible de Carles Primero.

Cromuel, irritado de que los Holandeses hubiesen favorecido á los desgraciados Estuardos, y dado asilo á los Ingleses que él habia proscripto; indignado de que la República se gloriáse del Imperio del mar; engreido con sus felices sucesos; conociendo sus fuerzas y las de la Nacion que mandaba, quiso hacerla respetar; quiso vengarse, y declaró la guerra à la Holanda. De quantas guerras maritimas nos hace memoria la historia, esta fue la mas sabiamente sostenida; la mas ilustre por la capacidad de sus Geses, y el valor de sus marinos; la mas fecunda en combates sangrientos y tenaces: los Ingleses por fin, lograron la ventaja, que debieron al grandor de sus navios, que despues ha imitado la Europa.

El Protector dió la ley, pero no hizo todo lo que podia tocante á las Indias: se contentó con asegurar en ellas el comercio Inglés;
con hacer desaprobar el cruel proceso de Amboina; y con prescribir las indemnizaciones
para los descendientes de las infelices victimas
de aquella horrible accion. No se hizo en el

Holandeses habian tomado á la Nacion en la Isla de Java, y en muchas de las Malucas: solo se estipuló la restitucion de la Isla de Puleron; pero antes de entregarla, arrancaron todos los arboles de la especeria. Sin embargo, como el terreno podria con el tiempo y cultívo reproducirlos, y servir de obstáculo al monopolio Holandes, la conquistó nuevamente la República en 1666, y las instancias de la Francia no bastaron á que la Holanda hiciese el sacrificio de volverla á restituir.

## CAPITULO III.

RESTABLECIMIENTO DEL COMERCIO DE LOS Ingleses en el Asia: sus faltas y desgracias en aquellas regiones: debates en Inglaterra ocasionados por los privilegios de la Compañía.

Dientales, á pesar de sus descuidos, obtuvo del Protector Cromuel en 1657. la renovacion de su privilegio, y se vió sólidamente 2011. 11.

apoyada de la autoridad pública, mostró el vigor que sus pasados infortunios la habian hecho perder; y aumentó su animo con su derecho. La fortuna que conseguia en Europa, la siguió al Asia: la Arabia, la Persia, el Indostan, el Levante de la India, la China, en sin, todos los mercados que habian frequentado antes, los tuvieron abiertos; y aun se les recibió con mas franqueza y confianza, que la que Itabian experimentado en otros tiempos: los negocios fueron bien vivos, y muy considerables las ganancias: solo faltaba á su fortuna penetrar en el Japon; lo intentaron: pero los Japoneses, noticiosos por los Holandeses que el Rey de Inglaterra se habia casado con una hija del Rey de Portugal, no quisieron recibir á los Ingleses en sus puertos.

A pesar de esta contradicion fueron brillantisimas las prosperidades de la Compañía: la esperanza de dar todavia mas extension y solidez á sus negocios, les lisongeaba risueñamente, quando se vió detenida en su carrera por una rivalidad que sus mismas felicidades habian causado. Varios negociantes, acalorados con las ganancias que se hacian en la India, resolvieron dirigir su navegacion á aquel país.

país. Carlos Segundo, que solo parecia en el trono un particular voluptuoso y disipador, les vendió el permiso, mientras que por otro lado sacaba considerables sumas de la Compañia, por autorizarla á perseguir á los que emprendian aquel comercio. Una compete ncia de esta naturaleza debia degenerar en recíproca rapiña: los Ingleses, enemigos entre sí unos de otros, se perseguian con un encarnizamiento y animosidad, que les desacreditó en los mares de Asia.

Los Holandeses quisieron aprovecharse, y sacar partido de tan singular crisis: estos Republicanos se habian visto bastante tiempo finicos dueños del comercio de las Indias, y habian mirado con pesar salir de sus manos una parte de él al fin de las turbaciones civiles de Inglaterra. La superioridad de sus fuerzas les hacia esperar el recobro de aquella parte, quando las dos Naciones en 1664, empezaron la guerra general; pero las hostilidades no duraron tiempo suficiente para verificar sus esperanzas: la paz les impidió usar de fuerza abierta, y se determinaron á atacar á los Soberanos del país, obligandoles á que cerrasen los puertos á su rival. La conducta lo-

ca y despreciable de los Ingleses acrecentó la audacia Holandesa, hasta llegar á echarlos de Bantam ignominiosamente en 1680.

Un insulto tan grave y público dió aliento á la Compañia Inglesa: la pasion de restablecer su fama, de satisfacer su venganza, de mantener sus intereses, la determinó á los mayores essuerzos: armó una slota de veinte y tres navios, y de ocho mil hombres de tropa reglada; se hacia á la vela, quando llegaron las ordenes del Monarca para suspender su partida. Carlos, cuyas urgencias y corrupcion no conocian límites, habia esperado que por revocar esta suspension le darian una gran cantidad de dinero; no pudiendola obtener de sus vasallos, se resolvió á recibirla de sus enemigos: sacrificó el honor y comercio de su Nacion por 2.2500000 libras, que le entregaron los Holandeses, á quienes habian asustado tan grandes preparativos; y no tuvo esecto la expedicion proyectada. La Compañia, apurada con los gastos de un armamento que la venalidad de la Corte habia dexado inutil, envió sus bastimentos á la India sin los fondos necesarios para formar su carga; pero con orden á sus factores de juntarlos á credito,

si era posible. La buena sé que hasta entonces habia mostrado en sus empeños, la hizo encontrar 6.7502000. libras: nada hay mas extraordinario que su posterior proceder.

Josias Child, que de Director se habia hecho el tyrano ó absoluto de la Compañía, hizo pasar, segun dicen, sin que lo supiesen sus compañeros, ordenes á la India, para que se inventasen todos los pretextos que pudiesen frustar de su credito á los prestadores: la execucion de este sistema de iniquidad fue especialmente confiada á su hermano Juan Child, Gobernador de Bombay. Inmediatamente este hombre codicioso y seroz, presentó al Gobernador de Surate ciertas pretensiones, unas mas locas que otras. Estas demandas impertinentes y aun provocativas fueron recibidas como merecian y se esperaba: de resultas se echó Child sobre todos los navios de los vasallos de la Corte de Delhi, y con preserencia sobre los despachados para Surate, por ser los mas ricos: no respetó ni aun los bastimentos que navegaban con el seguro de sus pasaportes, y llegó su osadia á apoderarse de una flota cargada de víveres para un exército del Mogol. Esta horrible pirateria, que duró todo el año de 1688. causó en el Indostan inestimables pérdidas.

Aurengzeb, que manejaba con fortaleza y brio las riendas del Imperio, no consintió diferir un momento el castigo de tan grande ultrage. Uno de sus Generales desembarcó al principio de 1689. con veinte mil hombres en Bombay, Isla importante del Malabar, que la Infanta Doña Catalina de Portugal, habia llevado en dote á Carlos Segundo, y que este Monarca habia cedido en 1668. á la Compañia. Al acercarse el enemigo, abandonaron los Ingleses el fuerte de Magazan con tanta precipitacion, que olvidaron dinero, víveres, muchos caxones llenos de armas, y catorce piezas de cañon de gran calibre. El General Indio, animado con esta ventaja, los atacó en el llano, los derrotó, y los reduxo á encerrarse todos en la principal fortaleza, donde les embistió, esperando forzarles á rendirse.

Juan Child, tan cobarde en el peligro, como habia parecido audaz en su pirateria, inmediatamente envió diputados á la Corte pidiendo perdon despues de varias súplicas y baxezas, fueron admitidos estos Ingleses á

la presencia del Emperador, las manos atadas, y prosternados sus rostros hasta el suelo. Auren gzeb, que queria conservar una alianza util para sus estados, no fue inflexíble: despues de haber hablado como Soberano irritado que podia vengarse, cedió al arrepentimiento y sumisiones de los rendidos: el destierro del autor de las turbaciones, y una conveniente indemnizacion para los vasallos que habian padecido, fueron los actos de justicia á que reduxo su voluntad suprema aquel Despota, acaso el mas absoluto que jamas se ha visto. Asi concluyó este desgraciado negocio, que interrumpió el comercio de la Compañía por muchos años; que ocasionó un gasto de nueve á diez millones; que causó la pérdida de cinco navios grandes, y gran número de pequeños; que costó la vida á muchos miles de excelentes marineros; y que se terminó con la raina del honor y del crédito de la Nacion: Hos cosas, cuya estimacion ó valor no puede calcularse, y de lo que los dos hermanos Childs debian haber pagado la pérdida con sus cabezas. a de la

Mudando de máximas y de conducta, podia la Compañia prometerse salir del horrible

ble precipicio en que ella misma se habia sumergido: pero una revolucion en que no tuvo parte, bien presto arruinó estas dulces esperanzas. Jacobo Segundo, Principe de genio despótico y tenaz, pero Principe que en su siglo era quien mejor entendia la marina y comercio, fue destronado en 1689. suceso que armó toda la Europa: las consequencias de estas sangrientas divisiones son bastante notorias: puede ser que se ignore que los armadores Franceses apresaron á la Gran Bretaña quatro mil y doscientos bastimentos, valuados en seiscientos setenta y cinco millones de : libras, y que volvian de las Indias una considerable parte de los vasos, comprehendidos en esta lista satal. A estas desgracias se siguió una providencia del Gobierno, que debia acelerar la ruina de la Compañia. Los refugiados Fraceses habian introducido en Irlanda y Escocia el cultivo del lino y del cáñamo: para somentar este ramo de industria, se creyó que convenia prohibir el uso de las telas de la India, á excepcion de las musolinas, y de aquellas necesarias para el comercio de Afri-'éa. Un cuerpo ya tan derrotado no podia re-'sistir tanto gelpe.

· La paz, que debia concluir semejantes desgracias, vino á aumentarlas: se alzó contra la Compania un grito general en los tres Reynos. Su decadencia no era lo que la suscitaba enemigos, aunque sí les daba mas aliento: ya habian padecido contradiciones los primeros pasos, y ocasionado grandes debates. Desde 1615. algunos políticos habian declamado contra el comercio de las Indias Orientales: se le acusaba de que debilitaba las fuerzas navales por el grande consumo de gente, y disminuia sin equivalente las expediciones del Levante y del Norte. Estos clamores, aunque contradichos por personas inteligentes, llegaron á ser tan violentos hácia el año de 1628. que viendose expuesta la Compañia á la animosidad de la Nacion, recurrió al Gobierno, suplicando exâminase la naturaleza de su comercio a le prohibiese en caso de ser contrario à los intereses del estado; ó si le era favorable e els autorizase, con una declaracion pública. El tiempo no habia hecho mas que suspender esta nacional oposicion, y se renovó mas furiosamente que nunca, en el que hablamos. Los menos rigidos en sus especulaciones consentian en que se hicie-TOM. II.

se aquel comercio, pero sostenian que habia de quedar abierto á toda la Nacion: un privilegio exclusivo les parecia un manifiesto atentado contra la libertad: segun ellos, los pueblos no establecieron el gobierno sino para el bien general, y se le vulneraba, sacrisicanda por adioses monopolios el interes público á intereses particulares; fortificaban este incontestable y secundo principio con una reciente experiencia. Durante la rebelion, decian los mismos, los mercaderes particulares que se habian apoderado de los mares del Asia, llevaron el doble que antes de mercancias nacionales, y se hallaron en estado de dar los generos de retorno á un precio bastante baxo, para desquiciar á los Holandeses de todos los mercados de Europa. Pero estos hábiles republicanos, seguros de su pérdida, si los Ingleses seguian mas tiempo sus negocios baxo los principios de una entera libertad, hicieron insinuat à Cronwuel por algunas personas, que habian ganado, la especie de que formase una Compañia exclusiva: fueron ayudades en estos pasos por los negociantes Ingleses qué ent tonces hacian este comercio, y se prometian para en adelante mas considerables ganancias, ··· quanquando quedandose ellos solos diesen la ley á los compradores. El Protector, llevado de las artificiosas insinuaciones de unos y de otres, renovó el monopolio; pero solamente por siete años, á fin de poder volver atras, si hallaba que habia tomado un errado camino.

Este partido no parecia mal á todos: bastantes gentes pensaban que el comercio de las Indias no podia florecer sino al abrigo de un privilegio exclusivo; pero muchos de los de esta opinion sostenian que la carta o cédula del privilegio actual no por eso dexabade ser nula, porque se habia concedido por los Reyes, que no tenian el derecho de concederla: palan à la memoria muchos actos de semejante naturaleza, derogados y casados por el Parlamento baxo, de Eduardo Tercero, Hénirique Quarto, Jacobo Primero, y otros reynados. Es cierto que Carlos Segundo habia ganado una causa de esta especie en la Corte, ó Tribunal llamado Commons Pleas : pero por una razon bien singular: este Tribunal: promunció..., Que el Principe debia tener la " autoridad de impedir que sus vasallos co-"merciasen con los Infieles por el temor de ,, que no se alterase la pureza de su fe. 56. . . ;

F 2

Aun-

Aunque los partidos de que ultimamente e ha hablado, tuviesen sus miras particulares y aun opuestas, se unieron todos sobre :el punto de hacer libre el comercio, ó por lo menos hacer anular el privilegio de la Compañia. La Nacion en general se declaró á falver de estas opiniones; pero el cuerpo atacado opuso á este choque la fuerza de sus partidarios, de los Ministros, y de todo lo que tocaba á la Corte, con quien hacia causa comun: de ambos lados se emplearon los me-. dios de libelos, intrigas, y corrupcion. Del choque de estas pasiones se levantó una de aquellas borrascas, cuya violencia no suele, senz tirse en otras partes como en Inglaterran Las facciones, la religion, las sectas, los intereses se entrechocaron: todos sin distincion de grado, de edad, de sexô, tomaron partido. Los mas extraordinarios sucesos no hubieran suscitado mayor entusiasmo. La Compañia, para apoyar el servor de sus protectores ofreció prestar grandes sumas con la condicion de que la dexasen su privilegio; sus adversarios otras. mas considerables por hacerle revocar.

Las dos Cámaras del Parlamento, ante quienes se litigó el proceso, se declararon por

los

de la India en sociedades, o separadamentes en esecto, se phintaron y sormaton una nueva Compañía. La antigua obtuvo el permiso de continuar sus armamentos; hasta que espirase su su cédulai, que ya estaba muy cerca; de sue tener a un tiempo dos Compañías de las Indias Oriental les, autorizadas por el Parlamento en yez de una sola establecida por la real autoridado co

Por la chvidia y el encono que la ambiciony la avaricia nunca dexan de inspirar, se manifésté su division con grande auide en Europa, y sobre todo en Asia: pero al fin, las des sociedades se reconciliaron, y concluyeron sus ardientes diferencias uniendo sus fondos en 1702. Desde esta época se manejaron los negocios de la Compañia con mas luces, inteligencia, y dignidad. Los principios del comercio, que se desenvolvian mas y mas en Inglaterra, influyeron en su administracion; quanto lo permitian los intereses de su monopolio: formó nuevos establecimientos, y mejoró los antiguos: lo que una mayor concurrencia la quitaba de ganancias, buscaba el medio de procurarsela por ventas mas considePables: su privilegio se veia combatido con menos violencia, desde que habia recibidoda sanción de las leyes, y obtenido la protección del Parlamento.

Algunas pasageras desgracias turbaron sus prosperidades. Los Ingleses habian formedo en 1702, un establecimiento en la Isla de Pulocondor, dependiente de la Cochinchina. Era su fin participar del comercio de este rico Reyno, del que hassa entonces no se has bia hecho granicaso. Una excesiva severidad exasperó diez y seis soldados Macassares de la guarmicion: en la noche de 5. de Marzo de 1705. pusieron suego á las casas del suerte, y mataron á los Europeos conforme salian para apagarle ti de 45. que eran, 30. perez cieron de esta suerte, los restantes á manos de los naturales del país, mal contentos de la insolençia de estos estrangeros. La Compañia perdió por este accidente los gastos que le había costado su empresa, los fondos que se hallaban en la factoria, y las esperanzas que habia concebido. Otras nieblas se habian levantado en muchas factorias spor la inquies ted ly avaricia de sus agentes: pero una moderada política las hizo disipar y quedé luego restablecida la tranquilidad.

## CAPITULO IV.

descripcion de la Arabia: revoluciones qua les experimentado: comercio general de la Arabia, y en particular el de los Ingleses.

المراجع المراج

Compañia Inglesa en la India grandisimos intereses: la Francia y la Inglaterra entraron en giterra en 1744. Todas las partes del unitores illegaron à ser el teatro de sus diferencias. En la India, como en los demas parages, cada Nacion sostavo su caracter ó genio. Los Inglases, animados siempre del espicitu mercantil, atacaron el comercio de sus enemigos y le destruyeron à los Franceses llevados des su pasion de conquistas, se apoderaron del principal establecimiento de sus contrarios; los sucesos hicieron ver qual de estas dos Nasciones habia obrado con mas acierto. La sque se occupó en usua contratio cayó en una

entera inaccion, mientras que la otra, aunque privada del centro de su poder, daba mayor extension á sus empresas.

Luego que ambas Potencias dieron fin á sus hostilidades, entraron como auxiliares en las altercaciones de los Principes de la India. Pocos años despues volvieron á tomar las armas por sus proprios intereses. Antes de concluirse la guerra, los Franceses se hallaban desalojados del continente y de los mares de Asia: á la paz de 1763. la Compañia Inglesa quedó con la posesion de su Imperio en Arabia, en el golfo Pérsico, en las costas de Malabar y Coromandel, y en Bengala. Todas estas régiones se diferencian por elelima; por el terreno, por las produciones, por la industria, por ventas y por las compras: merecen ser exâcta y profundamente conocidas:vamos à pascarlas con paso ligero en la relacion presente pues parece que su descripcion debe pertenecer con especialidad á la historia de la Nacion, que se ha adquirido en tan vastos países el mas notable influxo, y que de ellos saca las mayores ventajas. masicini socioni co La Arabia es una de las mas grandes Peinínsulas del mundo conocido : tiene por límic

tes, al medio dia, el Océano Indico; al levante, el Seno Pérsico; al poniente el mar Roxo, que la separa de Africa; al norte una linea tirada á la extremidad de los dos golsos, la servia verosimilmente de límite en los tiempos antiguos; parece que hoy le forman el Irk-Arabi, el desierto de Siria, y la Palestina. Está dividida la Península de norte á mediodia, por una faxa de montañas menos estériles y mas templadas que lo demas del país. En la mayor parte de ellas llueve dos ó tres meses, ó poco mas cada año, pero á épocas discrentes segun su exposicion: las aguas que caen, se pierden en las arenas de los valles, ó van á echarse en el mar, formando torrentes, segun su pendiente y distancias. Hay una estacion en que son tan fuertes los calores, que nadie viaja, y aun los esclavos no parecen por las calles sin grande necesidad: se suspende entonces todo trabajo en las principales horas del dia: la mayor parte del tiempo se pasa en dormir en los subterráneos, en donde se renueva el ayre por un cañon ó linterna.

Comunmente se divide esta region en tres partes: la Arabia petrea, la Arabia desierta, Ton. II.

y la Arabia feliz: nombres análogos al terreno de cada una. La Arabia petrea es la mas
occidental y menos extensa: está generalmente inculta, y quasi toda cubierta de peñas.
No se ve en la Arabia desierta, sino áridas
llanuras, montes de arena que levanta y disipa el viento; montañas escarpadas que nunca tienen la menor verdura: son alli tan raros los manantiales de agua, que se disputan
siempre con las armas en las manos. La Arabia
feliz debe menos este lisongero nombre á su fertilidad, que á la vencidad de las esteriles Provincias que la rodean: estas diversas regiones
gozan constantemente un cielo puro y sereno.

Todos los monumentos denotan que este país es de los mas antiguamente poblados: verosimilmente pasaron sus primeros habitantes de la Siria y de la Caldea: se ignora la época en que empezaron á civilizarse: parece que el Sabeismo fue su primitiva religion conocida: daban culto á los Astros, como á cuerpos animados por espíritus celestes; no era atroz su religion sino entre los Arabes del Desierto, pues algunos de sus pueblos sacrificaban al Sol víctimas húmanas: hasta el tiempo de Mahoma no les infesto el fanatisismo.

mo. Quando Mahoma estableció una nueva creencia en su patria, introduxo con facilidad el zelo de sus sectarios, y este zelo los hizo conquistadores. Extendieron sus dominios desde los mares de Occidente á los de la China, y desde las Canarias á las Islas Malucas: llevaron tambien entonces las artes utiles que luego perfeccionaron. Fueron menos venturosos en las bellas artes, aunque á la verdad mostraron algun ingenio; pero ninguna idea de este buen gusto que dió la naturaleza pocos tiempos despues á los mismos pueblos que se hicieron sus discipulos.

Arrastrados los Arabes de su fanatismo y de su pasion por la guerra, no tuvieron nunca esta templanza de gobierno y de estado que forma el gusto: pero llevaron al país de sus conquistas las ciencias que habian adquirido ó robado en el curso de sus devastaciones; y todas las artes necesarias á la prosperidad de los pueblos. Ninguno, contemporáneo suyo, tuvo un comercio tan vasto como el de ellos, pues atendieron cuidadosamente á este ramo, en medio del furor de sus conquistas. Desde la España á Tonquin tenian negociantes, manufacturas, escalas y almacenes, ó depósitos;

y los demas pueblos, á lo menos los de oecidente, sacaban de ellos las luces, las artes, y los generos utiles para las comodidades, la conservacion, y el deleyte de la vida humana. Quando el poder de los Califes empezó á declinar, á exemplo de muchas Naciones que habian sometido, sacudieron el yugo de estos Principes; y el país volvió á tomar la antigua forma de su gobierno, como tambien sus primeras costumbres. A esta época la Nacion, dividida en Tribus como antiguamente baxo el mando de diferentes Gefes, recayó en su primer caracter ó índole, del que la ambicion y el fanatismo la habian sacado.

Los Arabes con una pequeña estatura, un cuerpo delgado, una voz atiplada, tienen una complexion robusta, el cabello negro, el color moreno, los ojos negros y vivos; y una ingeniosa, pero no agradable fisonomia. Este contraste de facciones y de calidades, parece haberse juntado en esta raza de hombres, para formar una nacion singular, cuya figura y caracter se distinguen tan fuertemente de entre los Turcos, los Africanos y los Persas; Naciones con quienes confinan. Graves y sérios hacen vanidad de su barba larga, habian

poco, sin gestos, sin interrumpirse, y sin tropezarse en sus expresiones. Se precian entre ellos de la mas exact a providad, por una consequencia de este amor proprio; y de este espiritu patriota, que ambos juntos hacen que una Nacion, una Tribu, una clase, un cuerpo se estime, se considere, se presiera á todo lo restante del mundo. Quanto mas conservan su caracter slemático, tanto mas son temibles en la cólera que les saca de él. Este pueblo tiene bastante inteligencia, y aun perspicacia para las ciencias, pero las cultiva poco, sea por falta de proporcion, o por ociosidad; presiriendo carecer de los bienes ó padecer los males, al trabajo de la aplicacion, ó satiga. En les Arabes de nuestros dias no se ve ningun monumento de ingenio, ninguna producion de su industria, que les haga recomendables en la historia del entendimiento humano. Su pasion dominante son los zelos, tormentos de las almas ardientes, débiles, ociosas: dicen que de los Arabes han tomado muchas naciones del Asia, del Africa, y aun de la Europa misma, las viles precauciones de la infibulacion, el candado, y otras que inspira esta odiosa pasion contra un sexò que parece

debe ser el depositario, y no el tributario de nuestros placeres. Esta práctica conocida en todas las partes de la Arabia, es quasi generalmente recibida en la Petrea. Esta es la Nacion en general: la diferente manera de vivir de los pueblos que la componen, ha debido producir necesariamente en sus caracteres algunas singularidades dignas de notarse.

El número de los que habitan la Arabia desierta puede llegar á dos millones de almas: se dividen en gran número de aduares, mas ó menos numerosos, mas ó menos considerables; pero todos independientes unos de otros: su gobierno no es nada complicado. Un Gefe hereditario, asistido de algunos ancianos sentencia las diserencias, castiga los culpables; si es caritativo, humano y justo, es amado en extremo: si es soberbio, avaro, cruel, es condenado á muerte, y le dan un succesor de su misma familia. Estos pueblos viven acampados en todas las estaciones, no tienen morada fixa, hacen mansion donde hallan agua, frutas, y pastos. Esta vida errante les parece de-·liciosa, y miran a los Arabes sedentarios, como si fueran esclavos : se mantienen ordinariamante icon lecht my carne de sus rebaños:

sus vestidos, sus tiendas, las alfombras sobre que duermen, todo se hace con la lana de sus ovejas, y con el pelo de sus cabras y camellos: esta es la ocupacion de las mugeres de cada familia, pues en todo el desierto Arabe nunca hubo artesanos. Lo que consumen de tabaco, café; arroz; y datiles, lo pagan con menteca que llevan á la frontera; y con mas de veinte mil camellos que venden anualmente. Estos animales tan utiles en el Oriente, los llevaban antes á Siria, pero la mayor parte; va despues á la Persia, desde que en este reyno las continuas guerras han multiplicado la necesidad de ellos, y disminuido la especie.

Como estos objetos no bastan á: los Arabes para surtirso de lo que necesitan, han imaginado: poner en contribucion las tarabanas
que la superstición hace transitar por sus arenas: la mas numerosa, que va desde Damasco
á la Meca, compra la segunidad de su viago
por un tributo de cien holzas alique se hasomendo el Gran Señar; y por antiguas convenciones se reparte entre todas las Tribus:
las demas carabanas solamente se ajustan con
aquellas jurisdicciones por donde pasan. Indepêndientemente de este receivo, los Arabes

de la parte del desierto que está mas al norte, han buscado otro medio en sus correrias. Estos hombres tan humanos, tan fieles, tan desidteresados entre ellos anismos, son feroces y codiciosos con las Naciones estrangeras. Huespedes benignos, y generosos en sus tiendas, asuelan por costumbre los lugares y villas de sus cercanias: se tiene observado que son buenos padres, buenos maridos, buenos amos, pero que todo lo que no es su familia, es enemigo suyo. Sus correrias se extienden muchas vaces bien lexos, y algunas hasta la Siria, la Mesopotamia, y la Persia.

Los Arabes que se dedican enteramente á esta vida bandolera, se asocian, digamoslo asi, con sus camellos; los forman y adjestran desde que nacen; á los exercicios y rigores que han de sufrir toda la vida; los acostumbran á trabajar mucho y á consumir poco; estos animales pasan los dias sin beber, y las noches sin dormir; los exercitan á doblar las rodillas, para cargar su espalda de fardos, cuyo peso aumentan insensiblemente á proporcion que creen sus fuerzas con la edad y la fatiga; los acostumbran á la carrera por emulacion con un caballo; este animal, aunque mas pron-

to y ligero, se cansa al fin, y aquel queda vencedor á largo trecho. Quando ya el, camello está bien agil y diestro para todo el servicio, parte el Arabe con él, atraviesa las arenas del desierto, va á esperar en los confines al mercader ó caminante; para robarle : el hombre despoja y mata i y los camellos llevan el botin: si acaso el amo observa que les persiguen, monta en el camello favorito, aprieta el paso de la huida y la siguen hasta una distancià increible, sin descargar los camellos, ni darles mas que una hora de reposo por dia, y un poco de pasta por alimento. A veces pasan todo el tiempo sin beber, si no sienten casualmente algun manantial, pues entonces doblan el paso, y corren hasta encontrar el agua con un ardor, que les hace beber con exceso para apagar la sed pasada y la futura. Este es el animal tan nombrado en la Biblia, en el Alcoran, y en los Romances orientales.

Los Arabes que habitan los terminos donde hay algunos pastos y terrono proprio para la cosecha de cebada, crian caballos que son
los mejores que se conoceu. De todas las pattes del mundo se buscan estos caballos, pana
mejorar y reparar las castas de esta especie
rom. 11.

animal; pues ningunos tienen la ligereza, hermosura, y la inteligencia ó instinto que los caballos Arabes: sus amos los cuidan mucho; y les tienen grande amor. Son estos Arabes gente de sencillez, dulzura y docilidad: las diferentes religiones que han reynado en sus países: los gobiernos de que han sido vasallos ó tributarios, han alterado muy poco el catracter que habían recibido del clima, ó de sus hábitos y costumbres.

Los Arabes que tienen asiento fixo sobre las costas del Océano Indico, y en las del mar Roxo; y los que habitan lo que se llama la Arabia seliz, eran antes un pueblo dulce, enamorado de su libertad, contento de su independencia, sin pensar en conquistas: estaban demasiado adheridos á un hermoso cielo; a una tierra que les abastecia de quanto necesitaban, quasi sin cultura, para tentarse de la pasion de dominar en otro clima ni en otros campos. Mahoma mudó sus ideas; pero ya no les que da rastro del impulso que les habia dado. Pasan su vida sumando, tomando opio, sorbete ó café, y haciendo quemar exquisitos perfumes, cuyo humo reciben sus vestidos, ligeramente rociados de una aspersion de agua-rosa: estos placeres son ordinariamente precedidos, ó seguidos de poesias eróticas: sus composiciones tienen cierta gracia, blandura, delicadeza y expresion, muy celebrada entre los versados: en esta especie de poesia é idioma: y la gracia con que hablan á sus damas, es semejante á la que segun ellos, debe tener en el otro mundo el lenguage de sus Huries ó Electas en su Parayso Musulman.

Antes que los Portugueses hubiesen interceptado la navegacion del mar Roxo, tenian los Arabes mas actividad; eran los Agentes de todo el comercio que se hacia por esta viai Aden, situada á la extremidad mas meridional de la Arabia, sobre el mar de Indias, era el general mercado; la situacion de su puerto, que la proporcionaba faciles relaciones con el Egypto, la Ethiopia, la India y la Persia, la habia hecho, durante muchos siglos, una de las mas florecientes plazas de comercio del Asia. Quince años despues de haber resistido al grande Alburquerque, que quiso destruirla en 1513. se sometió á los Turcos; que la poseyeron largo tiempo. El Rey de Yemen, dueño de la unica porcion de Arabia que merece el nombre de feliz, les echó de Aden,

y atraxo todos los negocios á Moka, rada de sus estados, que hasta entonces no habia sido mas que una aldea. Luego fue muy considerable su tráfico: la myrra, el incienso, el aloe, el bálsamo de la Meca, algunas aromas, algunas drogas para la medicina, hacian la basa de este comercio. Estos objetos, cuya extraccion continuamente vexada con excesivos derechos no pasa en el dia de setecientas á ochocientas mil libras, eran en aquel tiempo mas apetecidos de lo que lo han sido despues. Lo que bien presto causó una gran revolucion en interes y costumbres; fue el café.

El arbol del casé viene originariamente de la alta Ethyopia, donde ha sido conocido de tiempo inmemorial, y donde todavia se cultiva con seliz suceso. Un Agente de la Compañia Francesa en las Indias, llamado Lagrence de Mezieres, hombre de grande inteligencia, curiosidad y aplicacion, ha poseido y usado de su fruto: le ha encontrado mas grueso, algo mas largo, menos verde, y quasi del mismo olor que el que empezó a cogerse en la Arabia á sines del siglo quince. Comunç mente se cree que un Molacho, ó especie de Sacerdote, por nombre Chadely, sue el pri-

mer

mer Arabe que hizo uso del case, con la mip ra de libertarse de una sonolencia continua que no le permitia cumplir debidamente con su rezo y praciones nocturnas: le imitaron los Dervis, religiosos Musulmanes 9 y adoptaron su exemplo los Legistas. No se tardó en conocer que esta bebida purificaba la sangre con una dulce agitacion, disipaba las pesadecès del escómago; avivaba los espiritus; y se fue estendiendo su uso. De las orillas del mar Ro. xo pasó á Medina, á la Meca, y á todos los países Mahometanos, por medio de los peres grinos. En estas regiones, donde el trato es ten corto y austéro, se imaginó establecer: casas públicas para tomar casé: las de Persia se prostituyeron de modo, que tomó la mano el Gobienno, y de resultas de su reforma fueron estas casas um denente asilo para las personas desocupadas, y para las ocupadas un desahogo: los políticos hablaban de novedades. los poëtas recitaban sus versos, los Molachos sus pláticas.

En Constantinopla causó mas novedad la introduccion de esta bebida: fue excesiva la frequencia con que se acudia á los cafés: el Gran Muphti, viendo abandonadas las Mez-

qui-

quitas, declaró el casé comprendido en la ley de Mahoma, que proscribe los licores fuernes; y la Puerta hizo cerrar aquellas casas. Despues de varias providencias, aprevaleció. por sin su uso ; y se estendió prodigiosamen. te su: consumo dentro y fuera de la capital: todas las calles y mercados estan llenos de casés, y no hay casa donde á lo menos no se tome dos veces al dia; en algunas continuamente : es estilo presentarle á las personas que entran, y sería tanta descortesia rehusarle, como no ofrecerle. Precisamente en aquel tiem: po que se cercaron los casés en Constantinue pla, se abrieron en Londres; esta novedad la introduxo en 1652. un Mercader ilamado Eduardo, que volvia de Levante; y gustó á los Ingleses : todas las Naciones de Europa han adoptado despues su uso; pero con una moderación, que no conocen los países en donde la religion prohibe el vino.

El arbol que produce el casé, se cria en el territorio de Betelsagui, ciudad del Yemen, situada á diez leguas del mar Roxo, en unos áridos arenales: se cultiva en una estension de cipicuenta leguas de largo, sobre quince á veinte de
ancho. Su fruto no tiene el mismo grado de per-

fec-

feccion en todo aquel terreno: el que crece en los sitios elevados, especialmente en Ouden, o: Udeh; es mas pequeño; masp verde; mas pesado; y es generalmente preserido.

Se cuentan en Arabia doce millones de almas : el casé es la delicia de la mayor parte: la dicha de mmarle purb queda réservada par ra los ricos : la plebe se conforma con tomarle de la cascara y de la telilla de una haba tan preciosa. Estas despreciadas sobras componen una bebida bastante claia, sin tener su amargo, mi su fuerza: se compran estos objetos & muy baxo precio en Betelfagui:,: que estel mercado general, y en donde tambien se compra todo el café; que: sale: dal pais para tierra adentro; lo restante se condute à Moka, que dista treinta y cinco leguas, 6 á los puertos mas vecinos de Lohia, ó de Hodeida, de donde pasa en pequeños bastimentos á Godda. Los Egypcios van a tomarle à esta ultima plaza, y los demas pueblos á la primera. La extraccion del casé viene à ser de trece millones pesados. Los Europeos compran millon y medio; Los Persas tres millones y medio; la Mora de Suez seis millones y medio; el Indos. tan, las Maldivias, y las colonias Arabes de

la costa de Africa medio millon; las Caravanas de tierra un millon, El casé que saçan las Caravanas y los Huropeos es el mas escogido, y cuesta á 1,7 sueldos la libra. Los Persas se contentan con el mas inferior, y no le pagan sino. á 12. ó 13. such dos siá los Egypoios des galeiá aga so asiánell dos; porque sus cargazones se componen par te del superior, parte del ínsimo. Reducient dose el casé à catorce sueldos, que es precip medio medio media de su amal salida ihane entration Arabia de ocho á nueve millones de libras: no gueda en el país este dinero; pero le pone en estado de pagar lo que importan los generos estrangeros que entran ponlos puertos de Gedda y Moka: ..... be

Este último puerto recibe de la Abissinia carneros, dientes de elefante, algalia, y esclavos: de la costa oriental de Africa, pro, esclavos, ambar, y marfil: del golfo Persied, datiles, tabaco y trigo: de Surate una inmensa cantidad de telas gruesas, con pocos fardos de finas: de Bombay y de Pondichery, fiero, plomo, y cobre, traido alli desde Europa: de Malabar, arroz, gengibre, pinienta, azafran de la India, cayro, madeta y carda-

momo: de las Maldivias, benjui, palo de aguila, y pimienta, que estas Islas han adquirido por cambio: de Coromandel, quatrocientos á quinientos fardos de telas quasi todas azules. La mayor parte de estos generos, cuyo valor puede llegar á seis millones, se consume en lo interior del país: lo restante en Abistinia, en Socotora, y en la costa oriental de Africa.

Ningun negocio de los que se tratan en Moka, ni en todo el Yemen, aun en Sanaa mismo su capital, corre por las manos de los naturales del país. Las vexaciones con que se hallan continuamente amenazados por el Gobierno, les impiden el mezclarse y aun el interesarse en aquellos negocios. Los tienen todos las casas de comercio de los Banianes de Surate, ó de Guzurate, que procuran restituirse á su patria, luego que hacen algun caudal. Ceden entonces sus establecimientos á negociantes paisanos suyos, que tambien se desaparecen á su tiempo, y succesivamente, quedan otros en su lugar.

No debe admirarnos la dureza de este gobierno: en el mas érmonos debe notarse la diferencia, y paraisa muestra reflession: pues -: 79M. II. I

no hay region alguna donde dexe de conocerse el precio de las cosas, excepto el del hombre: Aun las Naciones mas cultas no han lle-, gado todavia en este punto al grado que debieran. Lo testifican las penas capitales que se infligen por delitos bastante leves: se condena á muerte á una joven de diez y bcho años, que pudiera ser madre de muchos hijos; á un mozo robusto de veinte á treinta años, de quien pudiera sacarse un conveniente partido, por el desgraciado crimen de un robo ligero, comoi hemos visto un exemplar en Madrid este: mismo año de 1783, sin poderlo remediar los Jueces, segun las leyes subsistentes. Estos castigos hacen ver que hasta ahora no se han meditado suficientemente las tablas de la probabilidad de la vida humana, tan sabiamente, calculadas en el dia; pues se ignora, ó no se hace reflexion sobre lo que la naturaleza sacrifica de individuos, y lo que la cuesta antes, de criar una hasta aquella edad. Se venga uni corto daño:á la sociedad con otro mucho ma-, yor: la severidad de la pena suele hacer pasar el culpable del robo al asesinato. Los deudores padecen respectivamente una orueldadi en que no tiene proporcion la culpa conceli

.12 Cas-

castigo, y en que este mismo imposibilita la solvencia, inutilizando con la falta de libertad al pago del acreedor, quien solo satisface inutil y cruelmente su enojo por este medio, en perjutio del público. Estas reflexiones son demasiado abstractas y patrióticas para entendimientos preocupados y corazones duros; pero debemos esperar que de resultas de los acertados esfuerzos del Señor Lardizabal en su Discurso sobre las penas, que dexamos citado en el lib. 2. cap. 6. se logre la util reforma que necesitan nuestras leyes, y que tanto descan los hombres de sano juicio y talento.

Las Compañias Europeas que tienen el privilegio exclusivo de comerciar de la otra parte del Cavo de Buena. Esperanza, habian antes establecido Agentes en Moka; pero á pesat de una solemae capitulación que habia fixado á dos y quatro por ciento los desechos que debian pagarse, experimentaron frequentes vexaciones. El Cobestador, de la Plaza exigia de ellos considerables presentes, que le servian para compor el favor de las contesanos, y aun del Principe mismo. Sin embargo las ganancias que hacian con los generos que

vendian de Europa, especialmente los paños, les obligaba á conformarse con aquellas estafas. Luego que el Gran Cairo empezó á surtir el país de estos diferentes objetos, no pudieron los Agentes sostener semejante rivalidad, y abandonaron los establecimientos sixos que habian tenido.

Este comercio se hacia por navios que salian de Europa con el fierro, plomo, cobre, y plata, esectos necesarios para pagar el case que se compraba: los Sobrecargas encargados de este negocio, le concluian en cada viage: estas expediciones, al principio bastante numerosas y utiles, cayeron succesivamente. Los planties de casé hechos por las naciones Europeas en sus establecimientos hicieron disminuir asi el consumo, como el precio del de Arabia. Con el tiempo estos viages dexaron de dar la suficiente ganancia, para sostener el coste de fixcer en derechura semejantes expidiciones : y las Compañias de Inglaterra y de Francia tóimaron el partido de enviar a Moka, la nna desde Bombay, y la otra desde Pondichery, algunos navios con generos de Europa y de la India; y muchas veces recurren á otro medio impnos dispendioso. Los Ingleses y Franceses, que navegan de India á India, van todos los años al mar Roxo: aunque alli vendan con bastante lucro sus mercancias, no les basta nunca para formar una carga de retorno, y por un flete moderado cargan café de las Compañías, que le pasan á los navios que el las despachan desde Malabar y Coromandel á Europa. La Compañía de Holanda, que prohibe los armamentos particulares, y que ella misma no hace expediciones al golfo Arábigo, se priva de la parte que pudiera tomar en este ramo de comercio. Igualmente ha desistido de otro mucho mas rico, que es el de Gedda.

Este es un puerto situado bácia el medio del golfo Arábigo, á quince ó diez y seis leguas de los Santos Lugares: es bastante seguto, pero de dificil abordo. Los negocios han atraido á Gedda de nueva á diez mil habitantes; la mayor parte vive en cabañas, respira un ayre corrupto, y behe un agua salobre. El Gobierno es mixto. El Gerife de la Meca, y el Gran Señor o que tiene allitura inutil y corta guarnicion, se dividen la autoridad y el producto de las aduanas. Estos derechos son de ocho por ciento para los Europeos, y de

pre en mercancias que los Administradores obligan á los negociantes del país á comprar bastante caras. Mucho tiempo hace que los Turcos, que han sido echados de Aden, de Moka, y de todo el Yemen, lo huhieran sido tambien de Gedda, si no se hubiera temido se entregasen á una venganza que destruyese las peregrinaciones y el comercio.

Surate enviatodos los años á Gedda tres navios con telas de todos colores, Chaales y estofas de mezcla de algodon y seda; muchas enriquecidas de flores de oro y plata; su venta produce de nueve á diez millones de libras. Bengala despacha para el mismo destino dos ó tres navios, cuya carga, que es de los Ingleses, puede valer cosa de un tercio menos que la de Surate, y consiste en arroz, gengibre, azafran, algunas estofas de seda, y una considerable cantidad de telas, la mayor parte comunes. Estos bastimentos que pueden entrar en el mar. Roxo desde principio de Diciembre hasta fin de Mayo, encuentran en lGedda la flora de Suez.

Suiez, ciudad que se creo edificada sobre las ruinas de la antigua Arsinoe, está situada

á la extremidad del mar Roxo, á dos ó tres jornades del Gran, Cairo. Parte de sus habirances son Egypcios, y parte Arabes. El sitio es tan mal gano y falto de agua potable, que hacen poca mansion en él, y todos los que pueden le habitan solamente el tiempo de la, llogada, y: de la pantida de los inavios cauna: y: otra regladas apon vientos periódicos, que allireynan invaniablemente. Veinte navios, parecidos en la forma á los de Holanda, pero mal construidos, mal equipados, mal gebernados, se despethan todos los años para Gedda. [La mayor parte de su carga consiste en comestibles, con la diferencia de que cinco bastimentos, que son del Gran Señor, llevan gratuitamente vivores para Medina y la Meca : los. demas, wenden su carganpor lo comun á uni precio muy ventajoso. Lievan tambien toda, especie de vidreria de Venecia, coral y ambas amasillo sode del que hacen los Indios brazaletes y kollares. En cambio de sus, viveres, danssis mercancias un isobre todo de su oro, embarcan estes bastimentes de seis á siete millones pesados de casé; y en telas, en estofas y con especetia popor el valor de siete á achomillones dedissas comesas. Es tanta la igno?

rancia y la inercia de estos navegantes, que jamas llega á su destino el total de estos ricos objetos; pues una gran parte queda ordinariamente sumergida en las olas, no obstante el cuidado que tienen de echar siempre el ancora á la entrada de la noche. El comercio del mar Roxo adquiriria mucha mayor extensión, y estaria menos expuesto á tantos peligros, si la negociación que ha hecho pocos años hace la Inglaterra, tiene las consequencias que parece prometerse:

Por un tratado concluido en 7. de Marzo de 1775, entre el primeto de los Beys, y
el General Hastings, Gobernador por la Gran
Bretaña en Bengala, los Ingleses establecidos
en las Indias quedan dueños de introducir y
hacer circular en lo interior del Egypto, fodas las mercancias que quieran, pagando un
seis por ciento de las que procedan del Ganges y de Madrás, y una ocho por las que habiesen cargado en Surate y Bombay. Esta convencion ha empezado á executarse, y el bueno
esito ha sobrepujado las esperanzas. Si la Coro
te Otomana y los Arabes no embarazan la nueva comunicación sel se component puerson de y
Suez, que las afénas canocurando a si em lim

calmasen las sediciones que trastornan sin cesar las Provincias del Nilo: puede ser que las comunicaciones de Europa con Asia volviesen á tomar en parte, ó en todo, su canal antiguo.

El país consume una parte de las mercancias de Surate y de Bengala, que no extrae la flota Egypcia, y la mayor cantidad la compran las Caravanas que pasan todos slo años á la Meca. Esta ciudad siempre fue predilecta de los Arabes; creian que habi a sido la mansion de Abrahan. Mahoma, diestro político y gran conquistador, se valió de este mismo entusiasmo para sus fines. Con el de aumentar tambien el concurso de estrangeros en una ciudad que destinaba para capital de su secta y de su Imperio, mandó que todos los que siguiesen su ley, la visitasen una vez en la vida, só pena de morir como réprobos. Es-. te precepto iba acompañado de otro que mostraba bien su astucia, y era, exîgir que cada peregrino comprase, é hiciese bendecir cinco piezas de tela de algodon, para servir de sudario asi á él, como á todos los de su casa, que por valederas razones se hallasen imposibilitados de emprender este santo viage. K

Semejante política debia hacer de la Arabia el centro de un gran comercio, pues debia llegar el número de peregrinos á muchos millones. El celo se ha ido entibiando, sobre todo en la costa de Africa, en el Indostan, y en la Persia, á proporcion de la distancia en que están de la Meca estos países: de suerte, que se reduce á ciento cinquenta mil su actual número, Turcos la mayor parte. Llevan comunmente setecientas cincuenta mil piezas de tela de diez anas ó varas francesas de largo, sin contar las que muchos compran para reventa. Les, convida á esta especulacion mercantil la ventaja que logran atravesando el desierto, de no verse molestados por las aduanas, y las vexaciones que hacen tan ruinosas las escalas de Suez y de Bassora. El dinero de estos peregrinos, el de la flota, y el que los . Arabes han sacado de la venta de su casé, va á sepultarse en las Indias. Los navios de Surate, del Malabar, del Coromandel y de Bengala llevan todos los años de catorce á quince millones de libras, y cerca de la octava parte de esta suma en mercaderias. En la particion que las naciones comerciantes de Europa hacen de estas riquezas, los Ingleses han

llc-

Abassi de Orma arrunada

Toda Grun

de Mozandon

K 2 do

de ,

oa hacen de estas fiquezano y mo ambiento lle-

llegado á apropiarse la mas considerable porcion. Esta misma superioridad han adquirido en Persia.

## CAPITULO V.

REVOLUCIONES Y MUDANZAS QUE HA
experimentado el comercio en el golfo
Pérsico: su estado actual, y en
particular el de los Ingleses.

mitida en el Imperio Persa, que, como ya se dixo, los Holandeses siguieron sus huellas apresuradamente. El comercio de estos Republicanos se estableció al principio sobre un pie nada ventajoso; pero libres luego por las guerras civiles de Inglaterra de un rival que gozaba demasiado favor, para ser contrarestado por la maña económica, se vierón sin competidor, y por consequencia dueños de poner el precio que les convenia á lo que vendian y á lo que compraban. Sobre este desigual systema se fundaban las relaciones que tenian los Persas con los Holandeses; pero quan-

K 2

do

do volvieren los Ingleses, á quienes los Franceses no tardaron en imitar, tomaron los negocios un nuevo y mas razonable semblante.

En el tiempo que las tres naciones hacian los mayores esfuerzos para conseguir cada una la superioridad, y que estos esfuerzos se volvian todos en ventaja del Persa, se les hizo padecer mil vexaciones, mas odiosas y mas injustas unas que otras. El trono estuvo continuamente ocupado por tiranos ó fatuos, cuyas injusticias y crueldades debilitaban las relaciones de los vasallos con los otros pueblos. Era tan seroz uno de estos Despotas, que un grande de la Corte decia, que siempre que satia de la Cámara del Rey, se tentaba la cabeza con ambas manos, para ver si aun la tensa en sus hombros. Tuvo un succesor, que quando se le daba cuenta de que los Turcos habian invadido una de sus mejores provincias, respondia friamente, que se le daba poco cuidado como le dexasen á Hispahan. A este sucedió un hijo tan puerilmente dado á todos los menudos exercicios de su secta, que le llamaban por burla el Monge é Donado Hussein: caracter que no es odioso en un Principe; pero si inuy arriesgado para su

gobierno y pueblos. Baxo de estos débiles Principes los negocios peligraban cada dia mas, y los Aghuanes le reduxeron á nada.

Estos Aghuanes son un pueblo del Kandahar; pais montuoso del Norte de la India: unas veces estuvieron sujetos á los Mogales, otras á los Persas, y las mas independientes. Los que no habitan la capital, wiven en tiendas al modo de los Tártaros. Son pequeños y mal hechos; pero nerviosos, robustos, diesi tros, asi en el arco, como en el manejo de un caballo, y duros en la fatiga. Es notable su modo de pelear una tropa de soldados escogidos divididaneno dos neucopos se tarroja :sobre el enemigo sini observar orden, ni buscar mas que abrir camino al exército que les sigue, a empeñado el combate, se retinan á los flancos y retaguardia, donde su fin es que ninguno mielva atras s si alguno quiere huir, so cchan sobre él con sable en mano, y le fuerzan á volver á su fila.

Hácia el principio del siglo se vió á estos hombres seroces salir de sus montañas, echavise sobre la Persia, llenarla de espanto, y sinalizar por esclavizarla, despues de veinte años de horrible carniceria. Los Rusos, los Tur-

cos,

cos y los Tártaros devastaban al mismo tiempo las provincias donde no habian penetrado los Aghuanes. Encendidos estos de un fanático celo por las supersticiones de los Turcos, y de un implacable odio contra la secta de Ali, mataban á sangre fria millares de Persas. El famoso Thamas-Koulikan logró echar de su patria todos estos atroces vecinos, pero mostrandose aun mas bárbaro que ellos. Su violenta muerte ha sido un nuevo manantial de calamidades, pues la anarquia sobrepuja las crueldades de la tirania. Uno de los mas bellos Imperios del mundo no es ya sino un vasto cimenterio; monumento para siempre vergonzoso del instinto asolador de los hombres sin policía; pero inevitable consequencia de los vicios del gobierno despórico. En esta confusion de cosas, Berder-Abassi, y los otros puertos de la Persia han ido quedando perdidos: el corto comercio que se hacia en ellos, pasó quasi todo á Bassora.

Esta es una grande ciudad sundada por los Arabes en el tiempo de sus grandes prosperidades, á quince leguas mas abaxo de la union del Tigris con el Eustrates, y á la misma distancia del golso Pérsico, dondo desaguan

estos rios. Su poblacion es de cincuenta mil almas : compuesta de Arabes, de unos mil y quinientos Armemios; y de un corto nuniero de familias de orras naciones que ha conducido alli la esperanza de hacer dinero. Su territorio es abundante de arroz, frutes, legumibres, algodon, y sobre rada de detiles. El puerto llegő á ser, como lo esperaban sus sundadores, una celebre escala. Las mercancias de Europa llegaban por el Eufrates, y las de la India por mar. La interesada y severa politica de los Portugueses interrumpió esta comunicacion: se hubiera vuelto á abrir en el tiempo de su decadencia, si este desgraciado país no hubiera sido perpetuamente el teatro de las disensiones de los Arabes, Persas y Turcos. Habiendo quedado estos ultimos tranquilos poscedores de Bassora, se han aprovechado de las desgracias de sus vecinos, para volver á llamar alli el comercio : y la rada ha recobrado su conveniencialy explendor.

Esta mudanza no ha dexado de tener sus dificultades: las gentes del país no querian recibir los navegames sino en el rio, previendo que si los estrangeros tenían la libertad de fixarse en el puebló, no se les podría dar la

ley, y que guardarian en sus almacenes lo que no habian podido vender en una Monzon, para deshacerse mas utilmente en otro tiempo. A esta razon, fundada en una mal entendida codicia, se juntaban sus ideas supersticiosas. Decian que era contrario al respeto debido á su secta, que los infieles habitasen en una ciudad consagrada por la sangre y las cenizas de tantos santos personages del Mahometismo. Esta preocupacion parecia hacer bastante impresion en el gobierno; pero habiendo hecho callar sus escrúpulos el dinero que dieron los negociantes Europeos, se les permitió establecer factorias, y aun tambien decorarlas con sus pavellones.

Asia, que es imposible sea tan seguido el comercio como lo es en nuestras regiones. Estas contingencias, juntas á la poca comunicacion que hay por tierra y por mar entre sus diferentes estados, deben causar grandes variacionnes en la abundancia y en el précio de los generos. Bassora, muy distante por su situacion del centro de los negocios, experimenta este inconveniente mas que ninguaz etra plaza. No obstante, combinando los tiempos, sin ter

mor

mor de separarse mucho de la exacta verdad, se pueden regular en doce millones de libras tornesas las mercancias que alli se conducen por el golfo Pérsico. Los Ingleses entran en esta suma por quatro millones; los Holandeses por dos; los Franceses, los Moros, los Indios, los Armenios y los Arabes por lo restante.

Los carguios de todas estas Naciones se componen de arroz, azucar, musolinas lisas, rayadas y bordadas de Bengala; especeria de Ceylan y de las Malucas; telas gruesas, blancas y azules de Coromandel; cardamomo, pimienta y palo de sandalo del Malabar; estosas de oro ó plata, turbantes, Chaales, y afiil de Surate; perlas de Baharem, y casé de Moka; fierro, plomo y paños de Europa: otros objetos menos importantes vienen de discremtes parages. Algunos de estos generos se conducen en pequeños bastimentos Arabes; pero la mayor parte en navios Europeos, que logran un considerable stere. Todas las mercancias se venden á dinero contante : pasan por las manos de los Griegos, Judios, 6 Armenios. Se emplean tambien los Banianes en cambiar las monedas corrientes en Bassora . IGM. II. çon

con especies mas estimadas en las Indias.

Por tres canales se da salida á los diferentes generos que se juntan en aquel puerto. Pasa.la mit ad á Persia por medio de las Caravanas, porque no hay en todo este Imperio rio navegable: el consumo principal se hace en las provincias septentrionales, algo menos devastadas que las del mediodia. Unas y otras pagaron algun tiempo con pedreria, que el botin de la India habia hecho bastante comun. Despues recurrieron à utensilios de cobre que la abundancia de sus minas habia multiplicado prodigiosamente. En fin se ha llegado al oro y plata que una larga tirania habia hecho enterrar, y que todos los dias sale de las entrañas de la tierra. Si no se dexa el tiempo de retoñar á los arboles que producen las gomas, y que se han cortado; si no se multiplican las cabras, que daban tan hermoso pelo; si prosiguen en hacerse raras las sedas, que ya apenas llegan para las pocas manufacturas que han quedado en la Persia; si este estado en sin no renace de sus cenizas; se apurarán los metales, y será preciso abandonar este manantial de comercio.

El segundo canal es de mas seguro despa-

cho: se hace por Bagdad, por Alepo y por todas las ciudades intermedias, de donde acuden los negociantes à hacer sus empleos en Bassora. El café, las telas, la especeria, y las demas mercaderias que toman este camino, se pagan con oro, paños de Francia, agalla y oropimente, especie de arsénico, que entra en los colores, y de que los orientales hacen grande uso para el afeyte de sus cuerpos.

El tercero, mucho menos considerable, es el del desierto. Los Arabes mas inmediatos á Bassora van todos los años á Alepo por la primavera, á vender sus camellos. Comunmente se les consia por quinientos á seiscientos mil frances de musolinas, de que se cargan por un precio bien barato: vuelven al Otofio, y traen paños, coral, quincalleria, vidrio, cristales y espejos de Venecia. Las Caravanas Arabes no padecen nunca embarazo en su ruta. Aun los estrangeros no correrian riesgo, si tuvieran la precaucion de hacerse acompañar de un Arabe de cada Tribu de las que deben encontrar. Esta seguridad, juntamente con la celeridad y buen precio, haria preferir siempre el camino del desierto al de Bagdad, si el Pachá de la provincia, que ha establecido barreras en diserentes parages de su gobierno, no tomase las mayores precauciones para impedir semejant e comunicación: no es sino sorprendiendo la vigilancia de sus subalternos, que se logra el buen esecto de encargar á estos Arabes algunas mercancias de corto volumen. Independient emente de estas salidas, se hace en Bassora y, su territorio grande consumo de los citados ge neros, y sobre todo de casé: estos objetos se satisfacen con datiles, perlas, aguarosa, frutos, y á veces granos, quando se permite la extracción.

Se estenderia mucho este comercio, si se le desembarazase de las travas que le sujetan: pero la actividad que pudieran tener los naturales del país, se halla continuamente oprimida con las vexaciones que se les hace, especialmente en los parages distantes del centro del Imperio. No están menos oprimidos los estrangeros por los Comandantes, que sacan desus extorsiones los medios de perpetuarse en su mando, y muchas veces de conservar su cabeza. Si alguna vez pudiera calmarse esta sed del oro, bien presto se despertaria por la rivalidad de las Naciones Europeas, que trabajan siempre por suplantarse unas á otras,

y para lograr sus fines no se detienen en usar de los mas exécrables medios. En 1748, se ha visto un notable exemplo de esta odiosa envidia. El Baron de Knyphausen manejaba la factoria Holandesa con extraordinario provecho. Viendo los Ingleses muy próxîma á perder la superioridad que habian adquirido en esta plaza, como tambien en la mayor parte de las escalas de la India; el temor de un suceso que al mismo tiempo que perjudicaba sus intereses, heria su vanidad, les hizo injustos. Fomentaron el Gobierno Turco contra un comercio que le era util, y consiguieron que se despachasen las correspondientes ordenes para confiscar las mercancias y riquezas de su rival.

El Factor Holandés, que baxo las ocupaciones de comerciante cubria el alma de un profundo político, tomó inmediatamente su partido como hombre de talento. Se retiró con sus gentes y los restos de su fortuna á la pequeña isla de Karek, situada á quince leguas de la desembo cadura del rio; y se fortificó de modo, que deteniendo los bastimentos Indianos y Arabes, forzó al Gobierno á que le indemnizase de las pérdidas que le habia causa-

do. La fama de su integridad y capacidad atraxo luego á su Isla los armadores de los puertos vecinos, y aun tambien los negociantes de Bassora, y los Europeos que alli trafican. Esta nueva colonia iba creciendo cada dia en prosperidad, quando la abandonó su fundador. No mostró su succesor el mismo talento, y fue echado de la plaza hácia fines de 1765. por Mirmahana corsario Arabe. Perdió la Compañia tan importante puesto, y mas de dos millones en artilleria, víveres y generos. Este suceso libertó á Bassora de una rivalidad que dañaba á sus intereses; pero la sobrevino otra mas temible, que fue la de Mascate.

El golfo Pérsico confina por su occidente con la costa oriental de la Arabia. Los habitantes de esta region se mantienen con datiles y el producto de una facil y abundante pesca: lo es tanto, que aun el poco ganado que pueden criar, le alimentan con pescado. Cada pequeño distrito tiene un Scheik particular que cuida y provee su familia con su industria y trabajo. A la primer señal del mas leve peligro se refugian estos pueblos en las Islas vecinas, de donde vuelven al continente luego que el enemigo se ha retirado, y se ha particular que el enemigo se ha retirado, y se ha particular

sado el recelo. No hubo jamas en el país poblacion que tuviese propriedades dignas de conservarse, sino es Mascate.

El Grande Alburquerque tomó esta ciudad en 1507. y arrninó su comercio, porque trataba de reconcentrarle todo en Ormuz:perdida esta plaza, quisieron los Portugueses restablecer el de Mascate; pero fueron inutiles sus esfuerzos: los navegantes tomaron el camino de Bender-Abassi, porque temjan las altiveces de aquellos tiranos de la India, y nadie quiso siarse de su buena se. No vió el puerto arribar mas navios que los que conducian ellos mismos, y no los recibió de ninguna Nacion, desde que estos imperiosos dueños fueron echados de alli el año de 1648. pues pudiendo mas su orgullo que su interes, no quisieren acudir á aquel puerte; pero aun habian quedado bastante poderosos para impedir que otros entrasen ó saliesen.

La decadencia de su poder convidó á los habitantes de Mascate á esta misma pirateria, de que largo tiempo habian sido víctimas. Hicieron varios desembarcos en las costas de sus antiguos opresores, y sus ventajas los animaban á atacar los pequeños bastimentos Moros

ó Europeos que frequientaban el golfo Pérsico: pero fueron castigados tan severamente por muchas naciones, y sobre todo por los Ingleses, que se vieron forzados á desistir de semejante pirateria. La ciudad cayó desde entonces en una obscuridad, que hicieron durar largo tiempo las turbaciones internas, y las estrangeras invasiones; pero en fin, habiendo llegado á ser mas regular el gobierno en Mascate, y en todo el país, sujeto á su Iman, volvieron á verse concurridos sus mercados hácia el año de 1749.

El país consume arroz, telas azules, fierro, plomo, azucar, y algunas especerias: paga estos generos con myrra, incienso, goma
arábiga, y un poco de plata. Este consumo
no sería suficiente para atraer los navegantes,
si Mascate, situada bastante cerca de la entrada del mar Pérsico, no fuera una excelente
escala para lo interior del golfo. Todas las Naeiones comerciantes empiezan á preferirle sobre Bassora, porque abrevia su viage como
cosa de tres meses: no se experimenta ninguna vexacion; y los derechos se hallan reducidos á uno y medio por ciento. A la verdad es
preciso llevar luego las mercancias á Basso-

ra, cuya aduana exige tres por ciento; pera los Arabes navegan con sus barcos á un precio tan barato, y son tan diestros en el fraude para no pagar los derechos, que trae siempre ventaja el hacer las ventas en Mascate. Ademas de esto, los datiles, que es el mejor y mas abundante producto de Bassora, se echan á perder quasi siempre en los navios grandes, cuya marcha es lenta; y por la extrema celeridad de los bastimentos chicos llegan buenos al Malabar y al mar Roxo. Una razon particular determinará siempre á los Ingleses que trabajan por su propria cuenta á frequentar Mascare, que es, el estar exêntos del cinco por ciento que tienen que pagar en Bassora, como en todos los parages donde ha formado establecimientos la Compañía.

No ha pensado ésta en establecerse en la Isla de Baharem, y no se sabe por que. Baharem, situada en el golfo Pérsico, ha mudado de dueño muchas veces. Pasó al dominio de los Portugueses, quando Ormuz, de quien dependia: la perdieron estos conquistadores, y experimentó despues gran número de revoluciones. Thamas Kaulikan, la reduxo al dominio de la Persia, de quien antes habia sirom. 11.

do. Este soberbio conquistador tenia entonces un vastisimo plan de dominacion: queria reynar sobre dos mares en que poseia algunas orillas; pero habiendo penetrado que sus vasallos, en vez de ayudarle en sus miras so oponian á ellas, imagino, siguiendosu capricho, que no cuesta nada á los tiranos trasladar los vasallos del golfo Pérsico al mar Caspio, y los de este mar á aquel golfo. Esta doble transmigracion le parecia conducente para romper las respectivas relaciones que tenian estos dos pueblos con sus enemigos, y asegurarse, si no de su fidelidad, á lo menos de su: sumision. La muerte desvarato sus grandes proyectos; y la confusion en que cayó su Imperio, ofreció á la ambicion de un Arabe atrevido la facilidad de hacerse dueño de Baharem, donde todavia reyna.

Esta Isla, célebre por su pesqueria de perlas, en el tiempo mismo que se cogian en Ormuz, Karek, Keshi, y otros lugares del golfo, ha llegado á ser mas importante desde que se han apurado los otros bancos, sin que el suyo haya padecido ninguna disminucion sensible. Esta pesca empieza en Abril, y acaba en Octubre; coge el espacio de quatro á cin-

co leguas. Los Arabes son los unicos que se emplean en ella , van á dormir todas las nou ches à la Isla, ó à la costa inmediata, si los vientos no se le impiden. Autes pagaban todos un derecho á las galectas establecidas para cobrarle : desde la ultima revolucion sola» mente le pagan les habitantes de la Isla, pues su Scheik no tiene bastante poder para obtenerle de los demas. Las perlas de Baharem son menos blancas que las de Ceilan, y del Japon; pero mucho mas gruesas que las primeras, y de una forma mas regular que las otras. Tiran un poco hácia el amarillo; pero no puede disputarse la ventaja de conservar su agua dorada, mientras que las perlas mas blancas pierden con el tiempo su brillo, particularmente en los países cálidos. La concha de unas y otras, conocida con el nombre de nacar, 6 madre perla, sirve en el Asia para infinitos usos.

El producto anual de la pesca que se hace en los bancos de Baharem, se regula en 3.6000000. libras; las perlas desiguales pasan á Constantinopla y resto de la Turquia: las grandes sirven alli para adorno de la cabeza, y las pequeñas se emplean en los bordados.

M 2

Las

Las perfas perfectas se reservan para Surate, de donde se despachan en todo el Indostan. No hay que temer se disminuya el precio, ó el consumo i este luxo es la mas suerte pasion de las mugeres, y la supersticion aumenta el despacho de este producto del mar. No hay gentilique no juzgite como punto de religion el taladrar a lo menos una perla al tiempo do su matrimonio. Sea él que suese el sentido misterioso de este estilo en un pueblo en donde la politica y la moral se encierran en alegorías y en donde la alegoría viene a ser resigion, este emblema del pudor virginal es util al comercio de las perlas. Las que no han sido agujereadas frescamente, entran en los adornos; però no pueden servir para la ceremonia nupcial, en donde se quiere, que por lo menos haya una perla nueva ; por lo que valen un veinte y cinco y treinta por ciento de menos, que las que llevan del golfo, donde han sido pesdadas.

y Les per nones so emphases to los bondades

CA-

## CAPITULO VI.

and the line of the line of the

DESCRIPCION DE LA COSTA DE MALABAR!

de de los estudos que la forman : sus
particulares produciones.

mente lleva este nombre, se reduce à la parte situada entre el Cavo Comorin y el rio de Neliceram eno obstanté para hacer mas clatra la narracion, conformandonos con las ideas generalmente recibidas en Europa, llamarée mos asistodo el espacio que se estiende desde el Indo hasta el dicho Cavos y aun tambien comprehenderemes las Islas vecinas, empezando por las Maldivias.

Forman las Maldivias una cadena de Islas al oste del Cavo Comprin, que es la tierra firme mas cercanas están divididas en rece
provincias que llaman Atollones. Esta division
esobra de la naturaleza, que ha cercado cada
Atollon de un banco pedroso, que le defiende mojor que las mas regulares fortificaciones
contra el impetu de las olas o araques de los

enemigos. Dicen los naturales del país, que llega á doce mil el aúmero de sus Islas: las mas chicas de estas solo son un monton de arenas sumergidas en las altas mareas, y de pequeñisima circunferencia. Entre los muchos canales que las sepazan, colamente quatro son navegables; los demas tienen tan poca profundidad, que rara vez llevan mas que trei pies de agua. Con fundamento se conjetúra, que antes era una sola Isla sodas estas, y que el continuo choque de las olas, y la fuerza de las corrientes, é qualquiera otro grande accidente de la naturaleza, las ha dividido en muchas porciones pequeñas.

Es muy verosimil que este Archiplelage, fue originariamente poblado por gontes del Malabar. Despues los Arabes pasaron a ullas, usurparon la soberania, y establecieren su religion. Las dos naciones formaban solo una, quando los Portugueses las sujetaron poco tiempo despues de su arribo a estas Indias. Duró poco su dominio; pues fue exterminada lu guarnicion, y recobrason en liberad los Maidivios. Desde esta spoca están sujetas a un Despota, que tiene su Conte en Maide, que ha abando ando meda en a mobaliad á sus Sucredo.

tes, y que es el unico negociante de sus es-

Semojante Gobierno, y la esterilidad del pais, que solo produce ceces, hacen alli poco considerable et consercie. Se reducen sus generos à capro, pescado, y curies. Cayro es la correra de la palma que da los cocos, como se ha explicade en el primer tomo: sirve principalmente para exples, que se usun en la napegacion de la India, y en minguna parte so halla ran beseno, ni en tanta abundancia como en estas Islas: se lieva una gran cantidad, como tambien de cauries à Ceilan, donde se trueca con arecas. El pescado llamado en el país complemassa se seca al Sol, se le sala zambullendole en el agua del mar repetidas veces, y se le divide en tiras del grueso y largo de un dedo :: Achen recibe todos sis años dos carguins, que paga con ora y benjui: el oro queduca las Maldivias, y el benjui se envia Moka, y sirve para comprar cerca de trescientas balas de casé, necesario para su consume. Los cauries son unos caracolillos blancos y lustrosos, que en Filipinas llaman sigay: la pesca se hace dos veces al mes; tres dias antes y tres despues de luna nueva : es trabajo de

que están encargadas las mugeres: se meten en el agua hasta la cintura para cogerlos en las arenas del mar: se forman paquetes de doce mil caracolillos cada unos lo que no queda para circular en el país, ó no se lleva á Ceilan, pasa á las riberas del Ganges. De este famoso rio sale todos los años un gran número de embarcaciones que van á vender azucar, arroz, telas, y algunos otros generos menos considerables á las Maldivias ; y en retorno cargan de curies por el valor de setecientas á ochocientas mil libras. Una parte se despacha en Bengala, donde sirve de pequeña moneda: toman le restante les Europees, que le emplean utilmente en su comercio de Africa: pagan la libra á seis sueldos, la venden despues de doce á diez y ocho en las Metropolis, y vale en Guidea hasta treinta y cinco sueldos.

El reyno de Trabancor, que se estiende desde el Cavo Comorin hasta las fronteras de Cochin, no era en otro tiempo mucho mas opulento que las Maldivias. Es verosimil que debió á su pobreza la independencia que conservó quando los Mogoles conquistaron el reyno de Maduré. Un Monarca que subió al tropo hácia el año de 1730. y que le ocupó cerca.

de quarenta años, dió á esta corona la dignidad que no habia gozado hasta entonces: era hambre de exquisito y profundo talento. Un dia recibiendo dos Embaxadores, escuchó con paciencia la prolixa arenga del uno; pero al continuarla el otro, le dixo seriamente: No seais largo, la vida es conta. Era Naire de casta; y tenia la flaqueza de sentir mucho no ser de la primera casta. Con la mira de incorporarse en ella, en quanto le fuese posible, hizo fundir en 1752. un ternero de oro, se entró en él por el hocico, y salió por la parte opuesta. Sus edictos fueron después datados desde este glorioso dia, en que se suponia renacido, y con grande escándalo del Indostan fue reconocido Brasma por los vasallos suyos, que gozaban de esta grande prerrogativa.

Habiendose valido de un oficial Francés, llamado la Noye, llegó este Monarca á formar el mas bien disciplinado exército que jamas se habia visto en aquellas regiones. Con estas fuerzas meditaba la conquista de todo el Malabar; y puede ser que el éxîto hubiese coronado sus ambiciosas miras, si las Naciones Europeas no se le hubiesen atravesado. A pessar de estos obstáculos, consiguió por lo messar de estos obstáculos por lo messar de estos obstácu

mos estender largamente las fronteras de sus Estados, y lo que es mucho mai dificil; habitel sus usurpaciones utiles à sus pueblos. En medio del estrépito de las armas sue promovida la agricultura, y se establecieron manus-facturas de algodon, aunque toscas.

Dos estables imientos Europeos se han formado en este reyno de Trabancor. El que los Dinamarqueses tienen en Coleschey es do tan corta actividad, que es muy raro que esta Nacion haga en él compras ni ventas.

El de la factoria Inglesa de Anjinga está colocado en una lengua de tierra, á la desembocadura de un riachuelo obstruido por las arenas la mayor parte del año. La ciudad está muy poblada, y llena de telares. La defendian quatro bastiones sin foso, y una guarnicion de ciento y cincuenta hombres; pero se ha juzgado inutil este gasto, y un solo Agente gobierna los negocios con menos aparato y mas utilidad.

Cochin era muy considerable quando los Portugueses arribaron á la India. Se hicieron dueños de esta plaza, de la que los Holandeses poco despues les despojaron. El Soberano que la perdió, habia no obstante conservado

sus estados, que despues en el espacio de veinte y cinco años fueron succesivamente invadidos por el de Trabancor. Sus desgracias le han reducido á refugiarse baxo los muros de su antigua capital, donde se mantiene con 14.400 libras tornesas, que por antiguas capitulaciones se le debe dar sobre el producto de las aduanas. Hay en el mismo arrabal una colonia de Judios blancos, bastante industriosa, que tiene la mania de creerse establecida alli desde el tiempo del cautiverio de Babilonia; pero lo cierto es que hace largo tiempo que lo está. Una ciudad rodeada de muy fértiles campiñas, edificada á la margen de un rio que admite navies de quinientas toneladas, y que forma en lo interior del país muchos brazos ó canales navegables, debia ser por lo natural muy floreciente: si no lo es, no puede acusarse sino al espiritu opresor del Gobierno. El mismo perverso espiritu se hace igualmente sentir en Calicut.

Este puerto recibe tédas las Naciones; pero ninguna démina en él. El Soberano que
reyna es Bracman, y el pueblo vive baxo el
Gobierno Theocrático á su modo; las ordenes del Desputa se transforman en eráculos, y

la desobediencia se califica de rebeldia contra el Cielo. El trono de Calicut es casi el unico de la India que ocupa esta primera casta: en los otros reynan Principes de castas menos distinguidas, y en alguno son de gente tan obscura, que sus criados quedarian deshonorados y echados de sus Tribus, si se baxasen á co-mer con sus Monarcas. El servirles es obligacion y suerte; el sentarse á sú mesa es accion de igualdad ó favor, que pueden oscusar. Esta preocupacion es tan ridícula como otras infinitas del mundo; pero no mas que muchas de ellas: humilla el orgallo de los Principes, y corrige la vanidad de los cortesanos: tal es el. imperio de la supersticion: por ella ha solido la maña repartir el mando con la fuerza: 66ta conquista y sujeta; y aquella da la ley á su vez: quando las dos se encuentran opuestas, corre en arroyos la sangre de los ciudadanos. Los Bracmanes, depositarios de la religion y de las ciencias en el Indostan, son los que gozan todos los empleos en la mayor parte de aquellos estados si y disponen de todo á su voluntad.

Todo el Calicut está mal gobernado, y la capital mucho peor : no tiene policía, ni for-

tissciones su comercio, embarazado con una instinidad de dereches está casi enteramente en las manos de algunos Moros de la peor gente del Asia. Una de sus mayores ventajas es recibir por el rio Beypur, que solo dista dos leguas, al palo de Teck, que se halla con abundancia en las llanuras y montañas vecinas.

Las posesiones de Colastri, inmediatas á Calicut, no son conocidas sino por la colomia Francesa de Mahé, que renace de sus cemizas; y la Inglesa de Tallichery, que no ha experimentado desgracia. Esta ultima colonia contiene de quince á diez y seis mil almas, Esta taba defendida con trescientos blancos, y quintaba defendida con trescientos blancos, y quintaba desde que la Nacion ha adquirido en estas fueras desde que la Nacion ha adquirido en estas manes una superioridad, con que no tiene ya que temer que sean insultados sus alojamentos. Saca en esda año sá muy poca costa ta, millon y sucho de libras de pimienta su algunos, otros generos de poca importancia.

A excepcion de algunos principados que apenas merceca nomitrarse; los estados de que se ha hablado, forman propriamente lo que se llama el Malabar, region mas deliciosa que rica. Lo que de ella se extrae principalmen-

rables son palo de sandalo, azatran de la Îndia, cardamomo, gengibre, falsa canela, y
pimienta.

El sandalo es un arbol del tamaño del nogal : sus hojas son enteras y ovaladas; su flor de una solai pieza, de ocho estambres, y colocada sobre el pistilo, que luego se hace una baga insípida, semejante en la forma á la del laurel. Su madera epblanca por fuera, y amas rilla en el centro, quando es viejo el arbol: ese ta diferencia de color constituye dos varias suertes de sandalo; pero empleadas en los mismos visos ; y dotadas igualmente de un gusto amargo y de un olor aromático. Se prepara con los polvos de este palo una pasta, que sirve para flotarse el cuerpo en la China, en las Indias, en Persia, en Arabia, y en Turquia. Offemade tambien sirve pasa perfumatulos quartos con su suave y saludable glor. La mayor cantidad de este nombrado palo, al que se le atribuye una virtud incisiva y atemianterp queda enclas Indias Paractuaer & Europa; se prefiere el sandrioraxo, aunque mienos citie mado y de menos general uso. Esta especie de sandelo es de un arboi diferente, mpy comun

en la rostande Commandel. Algunos, viage resile confundencon interestation, iquel d ferencia por sus linjas muchennik snagiosmia on El asafean deila-Indian que los Medicos Haman Gurcuna, & Terra merita:, tiene uh tallo-muy baxo y herbacco reformado por la reunion descinco ó seisobojas largas y parecidas en el color al de la sgila i ó cebolla albanrana; sus flores, en figura de una espiga esv camosa, son purpurinas, de seis divisiones designales, y noviene mazque un estambre jum; to como ellas al pistilo, aque luego se convierte en una coca, ó, casillardo tres: celdillas Henas de granos redondos: la raiz se compone de cinco á seis tubérculos oblongos y nudosos, p es asayisemojante al gengibre : se la califice de aperitiva y propria pazakutar ja tiricia.: Los Indios se sirven de ella para el tinte amarillo, y entra en todos los guisos para sazonar los manjares.

Muchas especies de cardamomo se encuentran én las diversas regiones de la India, pero aun no están hechas las suficientes observaciones de sus distintivos caracteres. El que se cria en los territorios de Cochin, de Calicut y de Cananor, es el mas pequeño y mas estimado:

Tie-

1

Tiene, como las otras especies, mucha analogia con el azalran de la India, del que se
diferencia por sus hojas mucho mas numerosas; por su tallo mas alto; por su espida de
flores mas floxa y nacida inmediatamente de la
raiz misma; y por su fruto, que es mas pequeño: sus granos sen aromáticos, y sirven en la
mayor parte de los guisados indios: muchas
vetes se mezclan con la areca y el betel; y
algunas otras se masca despues. En la medicina sirve principalmente para ayudar la digestion, y para fortificar eliestómago. El cardamomo nace sin cultivo, y ordinariamente se
cria en los parages llenos de ceniza de las plantas que se han quemado.

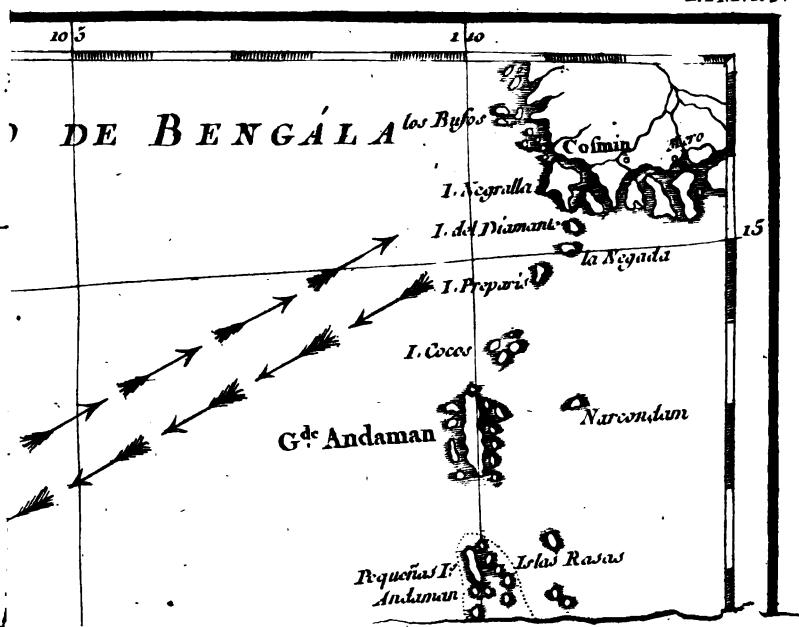
El gengibre se parece bastante al cardanadmapor la disposicion y estructura de sus flores:
la espiga parte del mismo punto: la raix es nudosa y echa muchos tallos de tres pies de alto,
cuyas hojas son mas estrechas. Es blanco, tierno, y de un gusto casi tan picante, como el
de la pimienta. Los Indios le echan en el arroz,
que es su ordinario sustento, para sazonarle.
Esta especie, mezclada con otras, presta á las
viandas que sazona un gusto demassiado fuerte, que desagrada á los paladares estrangeros.

No obstante, los que llegan al Asia con pocos medios, se ven forzados á conformarse: otros se acostumbran por complacer á sus mugeres, que por lo comun son nacidas en el país. Alli, como en todas partes, es mas facil á los hombres adoptar el gusto y el capricho de las mugeres, que curarlas de ellos: puede ser tambien que el clima exíja esta suerte de alimento. El mejor gengibre es el que se cultiva en Malabar, La segunda calidad es el de Bengala; se estimai menos el de Decan y todo el Archipielago Indico, si se exceptua el gengibre roxo de las Malucas, especie diferente del ordinario por el color de la raiz, y por su sabor menos acre.

La canela bastarda, ó falsa canela, conocida con el nombre de Cassia lignea, se cria en Timor, Java, Mindanao, y en la costa de Malabar, que es la mas superior en su genero. El arbol de que se saca es, como el de Ceilan, una especie de laurel; da los mismos productos, y se le parece en la mayor parte de sus caracteres. Sus hojas son mas largas; su corteza mas gruesa y mas roxa, tiene menos sabor, y sobre todo se distingue por una glutinosidad que se halla mascandola. Estas señales sirven para descubrir el fraude de los mer-

caderes, que la venden con la verdadera canela, cuya virtud es infinitamente superior, y su precio quatro veces mas considerable. Los Holandeses en el tiempo de su preponderancia en el Malabar, desesperanzados de poder extirpar los arboles que la producen, imaginaron exîgir de los Soberanos del país, que renunciasen el derecho de despojarles de su corteza. Esta condicion, que nunca han cumplido bien, ha quedado sin uso, desde que el poder que le dictó ha perdido su fuerza, y ha subido el precio de la canela de Ceilan. La del Malabar viene à ser en el dia un objeto de doscientas mil libras pesadas. La mayor parte se consume en la India, y el resto pasa á Europa. Este comercio está enteramente en las manos de los Ingleses libres, esto es, no dependientes de la Compañia, y debe ir en aumento; pero no llegará nunca al de la pimienta.

El pimentero es un arbolillo, cuya raiz es fibrosa y negruzca: su tallo, á modo de sarmiento, es flexíble; necesita, como el de la cepa, de una estaca ó apoyo para elevarse; y trepa como la yedra: es ramoso y nudoso; de cada nudo sale una hoja oval, aguda, muy



. . · · · · . • • • . £ -. . **?** • • • • . • • • • , ٠--• -•

lisa, y señalada de cinco pestañas, eu yo olor es suerte, y picante el gusto. Dicen los naturales del país, segun resiere Christoval de Acosta, que las hojas de un verde mas claro, y que tienen las fibras por igual orden, son las hembras; y que las hojas de verde obscuro y con las venas desiguales, son los machos; unas y otras en la misma planta y ramo. A la mitad de las ramas, ó mas comunmente hácia los extremos, se ven unos pequeños gajos ó racimillos, al modo de los de la grosella, que llevan como unas treinta florecitas, compuestas de dos estambres y un pistilo. El fruto que las sucede, es al principio verde, y despues roxo, y del grueso de un guisante. Se coge ordinariamente en Octubre, y se pone al Sol por siete ú ocho dias: entonces toma el grano el color negro, que le da el nombre de pimienta negra; pero queda blanca si se le quita la pielecilla exterior. La pimienta mas gruesa, mas pesada, y menos arrugada es la mejor. Dice el citado Acosta, que la pimienta blanca es mas aromática, y de mejor gusto que la negra.

El arbol de la pimienta se cria en las Islas de Java, de Sumatra y de Ceilan; pero mas particularmente en la costa de Malabar: no se siembra: se planta, y pide mucho cuidado la eleccion del vástago que ha de plantarse. No da fruto hasta fines del tercer año: el primero de su fecundidad, y los dos siguientes son tan abundantes, que hay arbusto que produce seis ó siete libras de pimienta. Despues van disminuyendo las cosechas, y degenera con tanta rapidez, que al duodecimo año queda esteril.

No es dificil el cultivo del pimentero: basta colo carle en tierras crasas, y arrancar con cuidado las yerbas que crecen abundantemente al rededor de su raiz, particularmente los tres años primeros. Como necesita de mucho Sol, es preciso, quando está para dar el fruto, rozar bien la estaca ó arbol que le sirve de apoyo, para que no le dañe su sombra.

La extraccion de la pimienta, que antes estaba enteramente en las manos de los Portugueses, ahora se reparte entre Holandeses, Ingleses y Franceses. Puede subir actualmente á diez millones de libras pesadas, que á diez sueldos la libra hace un objeto de cinco millones de libras tornesas. Sale del país en otros productos la mitad de esta suma. Estas ventas le ponen en estado de pagar el arroz, que saca

del

del Ganges y de Canara; las telas ordinarias de que le abastece el Mayssur, y la Bengala; y diversas mercancias que envía la Europa: la balanza en dinero es nada, ó muy poca cosá.

## CAPITULO VII.

de Goa: historia de los piratas Angrias: estado actual de los Maratas: revoluciones acaecidas en Surate: deseripcion de la Isla de Salsete: descripcion de la de Bombay, y su estado présente.

ANARA, region limitrophe del Malabar, ha estendido sus límites succesivamente con las provincias de Onor, Baticala, Bandel y Cananor; y es muy fertil, sobre todo en arroz. Antes era el estado mas floreciente de estas regiones; pero declinó, desde que su Soberano se vió obligado á dar todos los años un millon y doscientos á trescientos mil francos á los Maratas, sus vecinos, para ponerse á cubierto de sus correrias. Ha ido á mas su decadencia, desde que está Ayder Alican á la cadencia, desde que está Ayder Alican á la cadencia, desde que está Ayder Alican á la cadencia, desde que está Ayder Alican á la cadencia,

beza de ellos. Mangalor, que es su puerto, ha decaido en las mismas proporciones. Ha sido menos frequentado de los navegantes estrangeros, porque los generos no eran ya tan abundantes, y la multiplicacion de derechos aumentaba excesivamente su precio. No obstante, las costumbres han conservado la misma corrupcion que habian tenido de tiempo inmemorial. Este país permanece en la posesion de surtir á los otros de las mas voluptuosas y hermosas cortesanas, y baylarin as de todo el Indostan.

El comercio, que hizo salir de sus lagunas á la antigua Venecia, de sus pantanos á la moderna Amsterdam, habia hecho de Goa el centro de las riquezas de la India, y uno de los mas famosos mercados del universo. El tiempo; las revoluciones tan comunes en Asia; el inseparable orgullo de los grandes y favorables sucesos; la molicie, consequiencia de una opulencia facilmente adquirida; la competencia de naciones mas diestras en el comercio; las infidelidades del fisco, y de los particulares; en fin, las perfidias, las atrocidades de todos generos: estas causas y otras, que acaso se nos esconden, han precipitado hasta el abismo esconden,

ta soberbia ciudad. Ya no es nada; y los arraigados resabios de su mala administracion, la corrupcion de sus ciudadanos, y otros motivos, no permiten la esperanza de su restablecimiento. Despojada de tan fértiles provincias, como las que antes recibian ciegamente sus leyes, no ha quedado á Goa de su antiguo poder, sino la pequeña Isla en que está situada, y las dos Penínsulas que forman su puerto.

Al norte de Goa, dueños los Maratas de algunos puertos en las orillas del mar, infestaban este Océano con sus piraterias. Estas osendieron al Mogol, que acababa de sujetar las partes septentrionales de la costa. Para proteger la navegacion de sus vasallos, creó una flota, destinada á reprimir este espiritu de rapiña; disposicion que ocasionó el rompimiento entre las dos potencias. En los frequentes y sangrientos combates que se siguieron, el Marata Conagy Angria mostró tan distinguidos talentos, que se le confirió la direccion de las fuerzas marítimas de su Nacion, y poco despues el gobierno de la importante fortaleza de Swerndrog, construida en una Isla chica, á corta distancia del continente.

Este extraordinario marino convirtió en

particular provecho sus triunfos. Formó un plan de independencia, que hizo adoptar á los compañeros de sus victorias, y con su ayuda se hizo dueño de los navios de su propria Nacion, que habia mandado tanto tiempo, y tan selizmente. No bastaron los essuerzos de aquella, para que volviese á entrar en la sumișion debida. El cebo del botin, y la fama de su generosidad le atraxeron tan crecido número de intrépidos aventureros, que llegó á ser facilmente un célebre conquistador. Se estendió su Imperio desde Tamana hasta Rajapur, quarenta leguas sobre la costa, y veinte ó treinta millas tierra adentro, segun la disposicion de los lugares, y la facilidad de defensa. No obstante, siempre debió sus felices sucesos y su afamado nombre á las operaciones navales, que continuaron con la misma actividad, el mismo valor, y la misma inteligencia los herederos de su nombre y estados. Estos corsarios no atacaron al principio, sino los navios Indios, Moros ó Arabes, que no habian comprado sus pasaportes. Despues ya insultaron la bandera Europea, y se vieron reducidos sus navegantes á no surcar aquellos mares sin convoy: precaucion que era costosa,

y que se vió no era suficiente; pues los navios de escolta fueron muchas veces atacados, y tomados al abordage.

Habian durado cincuenta años estas correrias, quando en 1722, los Ingleses juntaron sus fuerzas con las de los Portugueses contra estos piratas: se resolvió de comun acuerdo, destruir su proprio dominio; pero fue infeliz y vergonzosa la expedicion. La que dos años despues emprendieron los Holandeses con siete navios de guerra, y dos galeotas á bomba, no tuvo mejor éxîto. En fin el Marata, á quien los Angrias habian negado el tributo que le pagaban antes, hizo un concierto con los Ingleses, de que mientras estos les atacaban por mar, su exército les atacaria por tierra. Esta operacion combinada contra este comun enemigo, tuvo completamente su feliz suceso. La mayor parte de los puertos y fortalezas cayeron en su poder en la campaña de 1755. Geriath, capital del Estado, corrió la misma suerte en 1756. y en sus ruinas quedó sepultado el Imperio de los Angrias, cuya prosperidad tuvo solamente por basa las públicas calamidades. Por desgracia, de sus despojos se aumentó el poder de los Maratas, que TOM. II. ya

ya era demasiado temible.

El Marata sue largo tiempo un pueblo reducido á sus montañas; despues se ha ido estendiendo poco à poco hácia el mar; ya en el dia ocupa el vasto espació que media entre Surate y Goa, y amenaza igualmente sorberse estas dos grandes ciudades. Es célebre y temido en la costa de Coromandel, en las partes de Delhi, y en el Ganges, por sus incursiones y correrias; pero su punto céntrico, la masa de sus fuerzas, y su morada fixa, son en el Malabar. El espiritu de rapiña que lleva en las regiones donde no hace mansion, le pierde en las provincias que ha conquistado. Ya ha mejorado los parages que quedaron devastados en el tiempo de los Portugueses, y que han aumentado succesivamente su dominio: Es bien diserente su conducta en los mares vecinos: no solamente saquea el Marata los bastimentos que no pueden resistirle, sino que concede asilo á los piratas estrangeros que se convienen en darle parte en sus presas.

Surate sue mucho tiempo el unico puerto por donde el Imperio del Mogol daba salida á sus manusacturas, y recibia quanto necesitaba. Para tenerle sujeto y desendido, se

cons-

construyó una ciudadela, disponiendo que el Comandante no tuviese ninguna autoridad sobre el de la ciudad, y aun se tuyo el cuidado de escoger para estos dos gobiernos personas, cuyos genios no confrontasen, con el fin de que su desunion misma contribuyese á evitar qualquiera opresion del comercio. Unas desgraciadas nircunstancias dieron ocasion á un tercer mando, que sue el de Almirante. Los mares de la India se hallaban infestados de piratas, que interceptaban la navegacion, é impedian á los devotos. Musulmanes su viage á la Meca. Le pareció al Mogolin que el Gesq de una colonia de Cafres, que se habia estable. cido en Rajapur, sería á proposito para detener el curso de estas correrias, y le escogió por Almirante suyo. Se le señaló el sueldo anual de tres lakes de rupies, que hacen 7200000. libras. No habiendo sido exactamente pagada esta suma, el Almirante se hizo dueño del fuerte, y desde, él oprimia la ciudad. Todo cayó entonces en consusion: la avaricia de los Maratas, siempre inquieta, se mostró mas viva que nunca. Tiempo habia que estos bárbaros, estendiendo sus fuerzas hasta las puertas de la plaza, recibian el tercio de los im-P 2 pues-

puestos, con condicion de no turbar el comercio que se hacia en lo interior del país. Se habian contentado con este tributo, mientras no se les presentó ocasion favorable de saciar mas su avaricia; pero luego que vieron el fermento de los animos, concibieron la esperanza de que alguno de los partidos les sería parcial, y se acercaron à las muralles con grandes suerzas. Viendose los negociantes en visperas de perderlo rodo, llamaron en su socorro á los Ingleses en 1759. y les ayudaron á apoderarse de la ciudadela. La facultad que lograron los Ingleses de toner en su guarda la fortaleza, como tambien el mando del Almirantazgo, se les aseguró por la Corte de Delhy, con el sueldo destinado á los dos puestos. Esta revolucion restableció alguna calma en Surate, y tranquilizó á su Nabad; pero quedando todos en una absoluta dependencia de la potencia que habian convocado en su auxílio.

Este suceso dió mayor fomento á la ambicion de los Agentes de la Compania Inglesa, que conducian los negocios del Malabar. y se consumian de un secreto despecho, por no tener parte en las inmensas ganancias que se hacian en Coromandel y en Bengala. Sus

codiciosas ideas, que andaban por todas partes acechando los medios de adelantar su fortuna, pusieron al fin la mira el año de 1771. en Barokia, ciudad grande, á treinta y cinco millas de la desembocadura del rio Nerbedal, en el golfo de Cambaya; muy célebre en tiempos antiguos por la riqueza de su territorio, y la abundancia de sus manufacturas. Suben las navios, nanque scan de pequeño porte, con la alta marea, y baxan con su refluxo. Quinientos blancos y mil negros partieron de Bombay para conquistar la referida plaza,bano de bien frívolos pretextos. Se desgració la expedicion por salta de pericia en su Gese; pero se renovó al año signiente. Los sitiados, enimosos con la pasadà experiencia, y ann todavia mas con una tradicion antigua de que nunca sería tomada, se desendieron mucho tiempo; pero al fin la ganaron por asalto sus enemigos. Durante el sitio, la madre del Nabad no dexó un instante á su hijo, despreciando el cañon y las bombas. Salieron juntos de la plaza, quando ya la vieron forzada á rendirse, y dixo al Nabad aquella varonil mugeri Addant aos, hallareis asilo y socorro en vues: tros aliados s yo me quedaré à retardar la

marcha del enemigo. Viendose ya apretada del alcance, tomó el partido de que hay bastantes exemplares en el Indostan en personas, de su sexô: se mató á puñaladas, por no quedar esclava. Su hijo la sobrevivió muy poco.

Este Principe, antes de su desastre, estaba obligado á dar á los Maratas seis diezmos de rus rentas, que no pasaban de 1.6802000. libras. Como poscedores que cran de Ameti Abad, capital de Guzurate, exigian estos bátbaros tan grande tributo. Los Ingleses no solo rehusaron pasar por esta humillacion, sind que quisieron tambien exercer jurisdiccion en toda la provincia. Tan opuestas pretensiones fueron una semilla de discordia; pero todo quedó pacífico en 1776. por un tratado que regló, que los antiguos usurpadores (los Maratas) conservarian sus conquistas; pero que los nuevos (los Ingleses) tendrian la posesion libre de Barokia : añadiendose á su término un territorio, cuyos impuestos rentasen 7200000. libras.

La situacion, en que á la sazon se hallaban los Maratas, parecia no prometerles tan favorable ajuste. Nunca se habia alterado la union de esta especie de vandoleros hasta entonces.

Su concordia las habia asegurado una decidida superioridad sobre las otras potencias del Indostan. Rompieron sus primeras divisiones en 1773. por disputarse el mando el hermano y el hijo de su ultimo Gese, y divididos los vasallos tomaron todos partido, segun sus inclinaciones ó intereses.

En el curso de esta guerra civil, el Subá del Decan volvió á ponerse en posesion de las provincias, que la desgracia de los tiempos le habia forzado á abandonar á estos bárbaros, Hider-Ali Kan halló la coyuntura de apropiarse la parte de los territorios que mas le convenian. Los Ingleses juzgaron que la ocasion era favorable para hacer la adquisicion de Salsete, que los Maratas habian tomado á los Portugueses en 1740.

No se halló tan facil la conquista de esta Isla, como se habia pensado. La ciudadela de Tanah, en que consiste toda su fuerza, se defendió con una inteligencia y constancia, no conocidas en estas regiones. Requerido el Gobernador, hombre de ochenta años, respondió altivamente: No he venido á mandar esta plaza para rendirla, y redobló su actividad y espiritu. Despues de muerto, despues

que sus valientes compañeros sostuvieron, un sangriento asalto, fue quando las tropas Británicas entraron en la plaza el 28. de Diciem: bre de 1774.

Entonces el vencedor se vió dueño de un territorio, que á la verdad solo tiene veinte millas de largo, sobre quince de ancho, pero ès de los mas poblados y fértiles del Asia. En el centro está el monte de Keneri lleno de escavaciones vastas y profundas, todas hechas en roca viva: son unas Pagodas adornadas de inscripciones y figuras, cortadas ó grabadas en la piedra misma. Se hallan estas mismas singularidades en la Isla del Elefante, vecina de Salsete. Tan especiales monumentos han sido el origen de muchas fábulas: el vulgo cree, que es obra de quinientos mil años hace, executadas por divinidades de orden inferior. Algunos Bracmanes hacen este honor al grande Alexandro, inclinados á condecorar su memoria con lo que parece superior á las fuerzas naturales del hombre. Puede esperarse fundadamente, que los Ingleses, que han dado ya tantas luces en los asuntos del Asia, no olvidarán sus diligencias para alcanzar la inteligencia de estos monumentos, que pueden aclarar mucho

cho el conocimiento de la historia y religion de las Indias orientales. Les pueden ser tanto mas faciles sus investigaciones, que Salset te se halla separado de Bombaya solo por un canal muy estrecho.

Bombaya ó Bombay, que es una Isla de solo veinte y cinco millas escasas de circunferencia, fue mucho tiempo un objeto de horror. Nadie se atrevia á residir en un terreno tan mal sano, que se decia por proverbio que dos monzones eran la vida de un hombre. Los campos estaban llenos de Bambuces y de cocos: con pescado podrido estercolaban los arboles: pantanos infectos corrompian el ayre. Estos principios de destruccion hubieran sin duda desviado á los Ingleses de un país tan enfermo, si no les hubiera detenido el ver que esta Isla gozaba el mejor puerto del Indostan, y el unico que, como el de Goa, puede recibir navios de linea. Una ventaja tan particular les hizo procurar los medios de dar salubridad al ayre; lo que consiguieron abriendo el pais, y dando corriente á las aguas. Lucgo acudieron á este establecimiento gentes de las regiones inmediatas, atraidas de la dulzura de su gobierno.

TOM. II.

Q

Ac-

Actualmente se cuentan en Bombay cerca de cien mil habitantes, y de estos, siete á ocho mil marineros. Algunas manufacturas de seda y de algodon ocupan un corto número de artifices. La mayor parte se ha dedicado á la agricultura; y como sobre peña viva no podian prosperar grandes cosechas, se emplea su industria en el cultivo de una excelente cebolla, que con el pescado que se hace secar, se vende muy ventajosamente en los mas distantes mercados. Estas labores parecen incompatibles con la indolencia tan general del clima; pero sin embargo esta gente se ha mostrado capaz de emulacion con el exemplo de los infatigables Parsios, pueblo del Guzurate. Estos no son unicamente pescadores y labradores; la construccion, aparejo, expedicion de los navios, y todo lo que toca á la navegacion, ó la rada, se confia á su industria y actividad.

Antes de 1759. los bastimentos de Europa para el mar Roxo, el golfo Pérsico, y el Malabar, abordaban generalmente á las costas, en donde debian poner su dinero y mercaderias, y donde debian hallar sus cargamentos; pero todos han parado en Bombay: alli se juntan sin gastos las produciones de los países vecinos, desde la expresada época, despues que la Compañia Inglesa, revestida de la dignidad de Almirante del gran Mogol, tiene que mantener una marina, y bastante numerosa, en estos parages. Se han multiplicado, como era preciso para tan considerable trísico, los astilleros, los navios, y los negociantes, y por consequiencia la Isla se ha ido alzando rapidamente con toda la navegacion, y una gran parte del comercio que Surate y otros mercados vecinos habian hecho hasta entonces en los mares de Asia.

Era indispensable dar la debida estabilidad á estas ventajas. Para lograrlo se ha cercado de fortificaciones el puerto, que es el movil de tantas operaciones, y donde se deben componer las esquadras que envia la Gran Bretaña al Océano Indico. Estas obras están solidamente construidas, y dicen que no tienen otro defecto, sino su demasiada extension. Las guarnecen mil doscientos Europeos, y un número mucho mas crecido de tropas Asiáticas. En 1773. las rentas de Bombay con sus despendencias subian á 13. 6070212. libras, y 10. sueldos, y sus gastos á 12.7110150. li-Q 2 bras.

bras. La situacion de estas colonias demasiado numerosas se ha ido todavia mejorando desde esta época; pero no podemos señalar el término de sus mas modernas económicas disposiciones.

. Las posesiones de los Ingleses y de los Maratas están demasiado mezcladas, sus intereses demasiado opuestos, y sus respectivas pretensiones son demasiado vastas, para que tarde ó temprano estas dos Naciones dexen de medir sus suerzas encarnizadamente. No puede decirse por qual de estas dos potencias quedará decidida la victoria. Este caso dependerá de las circunstancias en que se hallen; de las alianzas que formen; y principalmente de los hombres de Estado que dirijan su política, y de los Generales que manden sus exércitos. En esecto asi ha sido; pararon sus diserencias en abiertas hostilidades; pero hasta ahora, año de 1783. no ha producido la guerra que se ha hecho, y acaba de concluirse, unos sucesos bastante decisivos, que nos hagan todavia formar un juicio suficientemente fundado. Se necesitan noticias posteriores y exactas, y aun es preciso esperar el éxîto de la próxîma guerra, que, segun apariencias, no puede

menós de volverse á encender en aquellos parages.

## CAPITULO VIII.

ESTADO DE LA COSTA DE COROMANDEL:
arribo y comercio de los Europeos:
posesíones de los Ingleses
en ella.

La As costas de Coromandel y de Orixa, se estienden desde el cavo de Comorin, hasta el Ganges. Los Geógrafos y los Historiadores distinguen siempre estas dos regiones limitro, phes, habitadas por pueblos, cuyas costumbres y cuyas monedas no se parecen nadattambien se diferencian en la lengua. Los de Orixa tienen un idioma particular: sus vecinos hablan generalmente la lengua Malabara. No obstante, como el comercio que se hace en estas regiones, es el mismo á corta diferencia, y se hace del mismo modo, se tratará de ellas baxo el solo nombre de Coromandel. Las dos costas tienen otras muchas semejanzas. En una y otra son muy fuertes los calores; pero des-

de principio de Junio hasta mitad de Octubre se levantan los vientos de mar á las diez de la mañana, duran hasta las diez de la noche, y hacen tolerable el clima: por Julio, y sobre todo por Noviembre, aun es mas fresco por las lluvias casi continuas.

Esta inmensa playa por el espacio de una milla adentro es de una arena enteramente esteril, donde vienen à romperse con violencia las olas del Océano Indico. Antes no abordaban sino canoas, hechas de tablas ligeras juntas, y por decirlo asi, cosidas con cairo. Los. primeros Europeos que arribaron á estas riberas, quisieron servirse de mayores y mas sólidos buques; pero repetidas desgracias curaron su presuncion; y con la experiencia comprehendieron que nada era mas puesto en razon, que conformarse con la práctica recibida; aunque desde luego les habia parecido, que era solamente propria de un pueblo inculto. Hicieron poco caso de esta region al principio, quando pasaron á estos mares, porque unas: montañas inacesibles la separaban del Malabar, donde estos osados navegantes trabajaban por establecerse; porque no se encontraba en ellas aromas ni especerias, que era lo que principalmente fixaba su atencion; en fin, porque las turbaciones civiles habian desterrado del país la tranquilidad, la seguridad y la industria.

A esta época el Imperio de Bisnagar, que daba la ley en este gran país, se desplomaba por todas partes. Los primeros Monarcas de este bello estado habian debido su poder á sus grandes talentos. Se ponian á la cabeza de sus exércitos en tiempo de guerra. Durante la paz, dirigian sus consejos; visitaban las provincias; administraban la justicia: les echó á perder su misma prosperidad. Poco á poco se acostumbraron á mostrarse raras veces á sus pueblos, y abandonar el cuidado de los negocios á sus Generales y Ministros. Esta conducta, que en todo tiempo ha arrastrado la ruina de los Imperios florecientes, preparaba la de éste. Los Gobernadores de Visapur, de Carnate, de Golconda, de Orixa, se hicieron independientes, tomando el nombre de Reyes. Los de Maduré, de Tanjaor, de Maissur, de Gingi, y algunos otros usurparon tambien la soberana autoridad; pero sin dexar su antiguo título de Naick. Esta grande revolucion estaba todavia reciente, quando apare-i. cieron los Europeos en la costa de Coromandel.

Era entonces muy escaso el comercio con los estrangeros: se reducia á diamantes de Golconda, que llevaban á Calicut y Surate; de alli á Ormuz ó á Suez, de donde se despachaban á Europa ó al Asia. La ciudad mas rica y mas poblada de estas regiones, era Mazulipatam, unico mercado de lienzos. En una gran feria que se celebra en ella todos las años, los compraban los Arabes y los Malayos, que frequientaban su rada; y las Caravanas, que alli venian de lexos. Esta lenceria tenia el mismo destino que los diamantes.

Enropa por las manufacturas de Coromandel, inspiró la resolucion de formar establecimientos á todas las Naciones Europeas que frequientaban los mares de las India s orientales. No las detuvo, ni la dificultad de hacer tracr las mercancias de lo interior del país sin un rio navegable; ni la privacion total de puertos en mares peligrosos una parte del año; ni la esterilidad de las costas, la mayor parte incultas y desiertas; ni la instabilidad y tirania del gobierno. La codicia á todo halla salida:

calculó, que la industria vendria á buscar el dinero; que el Pegú abasteceria maderas para los edificios, y Bengala granos para la subsistencia; que nueve meses de una navegacion apacible era mas que suficiente para los cargamentos; y que con la precaucion de fortificarse podrian ponerse á cubierto de las vexaciones de los poco poderosos Despotas que oprimian estas regiones.

Las primeras colonias se establecieron á la orilla del mar: algunas debieron su origen á la fuerza; las mas se formaron con el consentimiento de los Soberanos: todas tuvieron un terreno muy estrecho. Señalaba sus límites un Vallado guarnecido de plantas espinosas, que hacia toda su defensa. Con el tiempo se hicieron sortificaciones I.a tranquilidad que estas procuraban, y la blandura del gobierno multiplicaron en poco tiempo el número de colonos. El lustre y la independencia de estos establecimientos llegaron á causar bastante resentimiento á los Principes, en cuyos estados se habian ido formando; pero fueron inutiles sus esfuerzos, para aniquilarlos. Cada colonia vió aumentar sus prosperidades, á proporcion de sus riquezas, y de la inteligencia TOM. II.

de la Nacion que la habia fundado.

Ninguna de las Compañias que exercen privilegio exclusivo de la otra parte del Cavo de Buena Esperanza, emprendió el comercio de los diamantes: éste quedó siempre á los negociantes particulares, y por grados cayó enteramente en manes de los Ingleses, ó de los Judios y Armenios, que vivian baxo de su proteccion. En el dia este grande objeto de luxo y de industria es aqui poco considerable. Las revoluciones acaecidas en el Indostan han descartado á todos de estas ricas minas; y la anarquia en que está sumergido este desgraciado país, no permite la esperanza de que se acerquen á él en mucho tiempo. Todas las especulaciones de comercio en la costa de Coromandel se reducen á tolas do algodon.

Se compran telas blancas; telas estampadas, cuya maniobra, copiada al principio servilmente en Europa, despues se ha simplificado y perfeccionado por la industria Europea; y en fin, telas pintadas que no se ha emprendido imitar. Se engañan los que creen que lo subido de los jornales de estotra parte del mundo, comparados con los suyos, ha impedido solamente adoptar este genero de indus-

tria: ha sido la naturaleza, que no nos ha dado las materias que entran en la composicion
de estos brillantes y permanentes colores, que
hacen el principal mérito de las obras de la
India; y que sobre todo nos ha privado de
las aguas necesarias para ponerlas en obra con
aquel feliz éxîto. Los Indios no siguen en todos los parages el mismo método para pintar
sus telas, sea que haya alguna práctica ó manipulacion particular á ciertas provincias; sea
que los diferentes terruños producen drogas
diferentes, proprias á los mismos usos.

Sería abusar de la paciencia de los lectores, referir la marcha lenta y penosa de los
Indios en el arte de pintar sus telas. Se diria
que mas bien le deben á su antigüedad que á
la fecundidad de su ingenio. Lo que parece
autoriza esta conjetura, es, haberse parado
esta gente en la carrera de las artes, sin adelantar un solo paso en muchos siglos; mientras los cultos Europeos la han andado con extrema rapidez, y miran con una emulacion
llena de confianza el inmenso trecho que todavia les separa de aquel término. Al considerar la poca invencion de los Indios, puede
hallarse qualquiera tentado á creer, que de

R<sub>2</sub>

un tiempo inmemorial han recibido las artes que cultivan, de algun pueblo mucho mas industrioso; pero quando se reflexiona, que estas artes gozan de una íntima proporcion exclusiva con las materias, las gomas, los colores, y en fin las produciones de la India, no puede menos de conocerse, que han nacido en el país.

Una cosa que podria sorprender, es la del precio de las telas, en donde entran todos los colores; pues no cuestan mucho mas, que aquellas en que solo entran dos ó tres; pero es preciso observar, que los mercaderes del país venden por junto á todas las Compañias una cantidad muy considerable, y que en los surtidos que entregan, no se les pide sino una corta cantidad de aquellas telas de todos colores, porque no son las mas estimadas, 6 de mejor despacho en Europa.

Aunque en toda la parte del Indostan, que se estiende desde el Cavo Comorin hasta el Ganges, hay telares de todas estas especies; puede decirse, que las hermosas telas finas se fabrican en la parte Oriental; las comunes ó regulares en el centro; y las gruesas en la parte mas Occidental. Se encuentran algunas:

manufacturas en las colonias Europeas, y en la costa; pero abundan á cinco, seis, y mas leguas de la mar, donde es mejor el algodon y mas bien cultivado; y donde son mas baratos los víveres: se hacen en aquellas partes grandes compras, que se internan hasta treinta y quarenta leguas. Los mercaderes Indios, establecidos en las factorias Europeas, son siempre los que se encargan de estas operaciones.

Se arregla con ellos la cantidad y calidad de las mercaderias que se quieren: se ajusta el precio sobre las muestras; y se les dá, segun la escritura ó contrato, una tercera ó quarta parte del dinero que han de costar. Este convenio trae su origen de la necesidad en que están ellos mismos, de hacer por medio de sus asociados 6 Agentes los adelantamientos á los obreros, celarlos para la seguridad de estos fondos, y disminuir succesivamente la masa, retirando de los telares todo lo que se va concluyendo. Sin estas preçauciones los negociantes de Europa no recibirian nunca lo que piden. Los texedores Indianos solo fabrican por su cuenta lo preciso para el consumo interior; empresa que no exige sino un corto

capital, que volviendo á entrarles todas las semanas, rara vez pasa de las facultades del mayor número de ellos: pero muy pocos tienen suficientes medios para trabajar sin aquel socorro las telas finas destinadas para la extraccion; y los que pudiesen, no se atreverian de temor, bien fundado, de las exâcciones demasiado comunes en un gobierno tan opresivo. Las compañias que tienen fortuna ó conducta, siempre reponen en sus establecimientos nn año de fondo adelantado. Este método les asegura para el tiempo conveniente la canțidad de generos que necesitan, y de la calidad que los desean; pues sus obreros y sus mercaderes, que no se hallan un instante sin verse empleados, jamas les abandonan.

Las Naciones á quienes falta dinero y crédito, no pueden empezar sus operaciones de comercio hasta el arribo de sus navios, y solo tienen cinco ó seis meses, á lo mas, para la execucion de las ordenes que reciben de Europa. Las mercancias se fabrican y exâminan con precipitacion, y aun es preciso reducirse á recibir algunas, conociendo no ser buenas, y que en otro tiempo se desecharian. La precision de completar los carguios, y expedir los

bas-

bastimentos antes del tiempo de los uracanes, no permite otro arbitrio. No le hay en pensar que se encarguen algunas gentes del país de fabricar por su cuenta; pues ademas de las razones dichas, si algun imprevisto acaso impidiese el armamento, ó arribo de los navios que se esperaban, quedarian los mercaderes Indios sin despacho de sus generos, porque el vestuario de aquellos países exíge otras medidas de largo y ancho, que el de las telas fabricadas para Europa: y hallandose ya las otras Compañias Europeas provistas ó aseguradas de lo que pide su comercio, y permiten sus facultades, no tendrian recurso.

No hay tampoco el medio de tomar din nero á interes, medio imaginado para salir de embarazos; porque es uso inmemorial en el Indostan, que el ciudadano que toma prestado, hace una obligacion á su acreedor, en que intervienen tres testigos, y en que se explica el dia, mes y año de aquel contrato, y su interes; sujetandose de tal modo, que si falta á la escritura, no se atreve ni aun á comer sinel permiso del acreedor, lo que hace sumamente raro este medio entre ellos.

Los Indies distinguen tres suertes de inte-

reses; uno que es pecado; otro que no es pecado ni virtud; y el tercero que es virtud: este es su lenguage. El primero es de quatro por
ciento al mes, el segundo de dos, y el tercero de uno. Este ultimo, segun su juicio, es un
acto de benignidad ó de caridad, que solo corresponde á las almas heroicas ó virtuosas.
Aunque este buen tratamiento es el que logran las Naciones Europeas quando se ven reducidas á tomar prestado, es bien notorio que
no pueden disfrutar de este recurso sin caminar hácia su ruina á paso largo.

El comercio exterior de Coromandel no está en manos de naturales del país: solamente en la parte occidental hay unos Mahometanos, conocidos con el nombre de Chuliatos, que en Naur y Portonovo hacen sus expediciones mercantiles para Achen, Merguy, Siam, y la costa del Est. Fuera de los bastimentos bastante considerables, que emplean en estos viages, tienen otras embarcaciones menores para el tráfico de la costa, para Ceilan, y para la pesca de perlas. Los Indios de Mazulipatam emplean de otra manera su industria: hacen venir de Bengala telas en blanco, que tiñen ó imprimen, y van á revender-

las con una ganancia de treinta y cinco ó quarenta por ciento á los parages mismos, de donde las han sacado.

A excepcion de estos artículos, todos los negocios han pasado á manos de los Europeos, que solo tienen por asociados algunos Banianos ó algunos Armenios, avecindados en aquellos establecimientos. Pueden valuarse en 3500. balas la cantidad de telas que se sacan de Coromandel para las diserentes escalas de la India. Los Franceses llevan 800. al Malabar, 4 Moka, y á la Isla de Francia. Los Ingleses 1200. á Bombay, al Malabar, á Sumatra y á Filipinas. Los Holandeses 1500. á diversos establecimientos suyos: y á excepcion de 500. balas destinadas para Manila, que cuesta cada una á 2400. libras, las otras se componen de mercancia tan comun, que su valor primitivo no pasa de 720. libras; por lo que el total de las 3500. balas viene á ser de 3. 360000. libras. El Coromandel surte á la Europa de 9500. balas; 800. por los Dinamarqueses, 2500. por los Franceses, 3000. por los Ingleses, y 3200. por los Holandeses. Entre estas telas hay una gran cantidad pintadas de azul, ó rayadas de azul y roxo, proprias para el co-TOM. II. mermercio de los negros. Las otras son beatillas, indianas pintadas, y pañuelos de Mazulipatam, ó de Paliacate. La experiencia prueba, que una con otra sale cada bala á solo 960. libras; de suerte que son 8. 160000. libras las que deben pasar á las manufacturas de donde salen las 9500. balas.

Ni la Europa, ni la Asia las pagan enteramente con dinero: los Europeos dan en cambio paños, fierro, plomo, cobre, coral, y otros artículos menos considerables: la Asia por su parte da especeria, azucar, trigo y daniles. Todos estos objetos suben á 4. 800000: libras; y resulta de este cálculo, que el Coromandel recibe en dinero 6. 72000. libras.

La Inglaterra, que ha adquirido en esta tosta la misma superioridad que en otras parces, ha formado muchos establecimientos. El primero que se presenta, es Divicoté, de que se hizo dueño el Coronel Lawence en 1749. Varias consideraciones políticas determinaron al Rey do Tanjaor á coder lo que le mabian tomado, añadiendo un territorio de très millas de circunferencia.

Pasó esta plaza al dominio Frances en 1758, pero para volver á entrar sin fortifica-

ciones en el de sus primeros conquistadores. Se habian lisonjeado estos, poder hacer de ella un puesto importante, porque se creia casi generalmente, que el rio Colram, que lame sus muros, podia ponerse en estado de recibir navios de gran porte; en cuyo caso la Potencia que en la costa de Coromandel se ha-Ilase en posesion de la unica rada capaz de ser un buen puerto, lograria un poderoso medio para el comercio y la guerra, que no tendrian ·las Naciones rivales. Es preciso que algunos obstáculos imprevistos é insuperables hayan hecho impracticable este proyecto; pues se ha abandonado este puesto, y entregado á un arrendador por la renta de quarenta á cincuenta mil libras.

Compraron los Ingleses en 1686. á un Principe Indio la Villa de Goudelour con un territorio de ocho millas á lo largo de la costa, y quatro tierra adentro, por la suma de 7420500. libras. Les aseguraron en esta posesion los Mogoles, que poco tiempo despues conquistaron el Carnate. Haciendo reflexion posteriormente, que la plaza estaba á una milla del mar, y podian ser cortados los socortos que la destinasen, construyeron á tiro de

cañon el fuerte de San David á la entrada de un rio, y sobre la costa del Océano Indico. Con el tiempo se han fundado tres aldeas, que con la Villa y el fuerte componen una poblacion de sesenta mil almas. Su ocupacion es tenir de azul, ó pintar las telas que vienen de tierra adentro, y fabricar por el importe de millon y medio de francos las mejores cotonias del universo. El destrozo que hicieron los Franceses en 1758. y la destruccion de sus fortificaciones, no causó á los Ingleses mas que un dano muy pasagero; y ha vuelto à parecer con aumento su actividad, aunque no se ha reedificado San David, y se han contentado con poner la plaza de Goudelour en estado de hacer una mediana defensa. Un desembolso anual de 144000. libras cubre todos los gastos que puede ocasionar esta colonia.

Mazulipatam muestra unas utilidades de otro genero. Esta ciudad, situada en la desembocadura del rio Krisna, sirve de puerto á las provincias que antes componian el Reyno de Golconda, y á otras regiones, con quienes mantiene un facil comercio por el rio, y por muy buenos caminos. Era antiguamente el mercado mas activo, rico, y poblado del In-

dostan. Los grandes establecimientos que sor maron succesivamente los Europeos en la costa de Coromandel, la hicieron baxar mucho de su estado sigreciente. Los Franceses se hir cieron dueños de esta plaza en 1750, parquiendoles muy posible volverla á dar una gran parte de su antiguo explendor. Nueve años despues pasó al poder de la Inglaterra, que ha quedado en posesion de ella.

No han podido los Ingleses volverla á su primer estado floreciente; pero no se han perdido enteramente sus essuerzos. Como las plantas que sirven para el tinte de las telas, son mas abundantes y de mejor calidad en este territorio que en ningun otro, se ha logrado sesucitar algunas manufacturas, y aumentar otras: no obstante será siempre mas util para los Ingleses esta posesion por los generos que despachen en ella, que por los que compren. De tiempo inmemorial los pueblos de lo interior del país venian á esta costa en Caravanas á proveerse de sal : en el dia concurren aun de mas lexos, y en mayor número que antes, y llevan no solo este genero de absoluta necesidad, sino tambien mucha mercancia de lana, y otras varias de la industria Europea. Este movimiento que ha procurado una ventaja considerable á las aduanas, debe ir creciendo, si no le defiene alguna de estas revoluciones, que con frequencia, y tan cruelmente mudan la faz de esta rica parte del globo.

La Gran Bretaña posee tambien en estos parages las provincias de Condovir, de Mutafanagar, de Elur, de Ragimendri y de Chicakol, que se estienden á seiscientas millas sobre la costa, y se internan en el país desde Treinta á noventa. Los Franceses se las hicieron ceder en el tiempo de su corta prosperidad, y las perdieron en la época de sus imprudencias y desgracias. Estas mismas provincias, aunque por poco tiempo, volvieron á formar una porcion de la Subabia, 6 Gobierno de Decan, del que se las había arrancado; pero en 1766. sue preciso cederlas á los Ingleses, cuya insaciable ambicion se hallaba demásiado bien sostenida por unas entrigas, diestramente conducidas, y por unas formidables fuerzas. Respetaron, no obstante, las colonias que las naciones rivales habian formado en este grande espacio: pero Visagapatnam y las otras factorias del pueblo dominante, acrecentaron su número, y recibieron una nueva ac-

tividad. El país salió algo de aquel estado de anarquia, en que le tenia sumergido un cierto número de pequeños tiraños. Da de rentai g. 000,000 de libras, de ouva cantidad-se en tregan 2.022000. al Principe Indiano, áquitil despojaron de aquellos dominios. Sus extracciones son actualmenté cinco veces mas considerables que lo cran antés del afio de 1770. Se aumenta la masa de la industria oftrabajo, en razon de la que se disminuye en la absoluta autoridad que los Zemindaras habian usurpado durante las turbaciones de su patria; á medida que se les ha ido reduciendo á la imposibilidad de hacorse mutuamento la guerras y à proporcion que los distritos sujetos à su jurisdiccion padecen menos vexaciones. Los Zemindaras sueron originariamente una espetie de asentistas ó afrendadotes; que se alzaron con el Sefferio. Serian todavia mas rapidás y brillantes las prosperidades del Gobierno Inglés, si de las inundaciones del Krisna y'del Guadavery quisiera preservar un inmenso territorio, cubierto de ellas los seis meses del año; si distribuyeran sabiamente estas aguas para el riego de aquellas campiñas; y si juntasen ambos rios por un canal navegable. Los antiguos Indios pensaron en estos proyectos, y las gentes instruidas juzgan que son muy practicables, y no muy costosos. Pero es vana la esperanza de estas mejoras; y parece que no puede acusarsele de injusto, á quiensospeche que la Compañia Inglesa, llevada de un interes mas cercano, emplea principalmente su conato en la adquisición de Orixa.

La provincia de Orixa se estiende sobre las costas de aquel mar, desde las posesiones Inglesas en Golconda, hasta las orillas del Ganges, que tambien domina. Esta region componia parte de la de Bengala antes del año. de 1736.: á esta é poca la conquistaron los Maratas, y han quedado due nos de ella; pero respetando las factorias Europeas, se establecieron en lo interior de las tierras. Su capital es Naagapur: quarenta mil caballos son sus fuerzas militares: sus pueblos se ocupan especialmente en hilar algodon, que van á vender á la costa. Un desmembramiento tan grande del rico Imperio que los Ingleses han conquistado en esta parte del globo, les disgusta mucho, y absorve su ambicion en estos parages el anhelo de volverla á unir á su dominio. Sea lo que suese; las mercaderias com-

pradas ó fabricadas en los establecimientos formados por la Inglaterra entre el Cavo de Comorin y el Ganges, vienen todas á juntarse en Madrás.

Guillermo Langhorne fundó y edificó esta ciudad mas de un siglo hace en el país de Arcate, sobre la orilla del mar. Como la colocó en un terreno arenoso, enteramente árido, y sin agua potable, que es preciso ir á buscar á la distancia de mas de una milla, se han buscado las razones que le podian haber determinado á tan mala eleccion del sitio. Sus amigos decian que se habia prometido, lo que ha sucedido en efecto, atraer alli todo el comercio de Santo Tomas; y sus contrarios le acusaban de que habia llevado el fin de no alexarse de una amiga, que tenia en la inmodiata Colonia Portuguesa.

Se divide Madrás en Ciudad blanca y Ciudad negra: la primera, mas conocida en Europa con el nombre del Fuerte de San Jorge, solo la habitan los Ingleses: estuvo largo tiempo mal fortificada, pero despues se la han añadido considerables obras. La Ciudad negra, antes abierta, se ha fortificado desde el año de 1767. con una buena muralia, y un foso an-

cho, lleno de agua. Esta precaucion, y la ruina de Pondicheri ha juntado en este sitio el crecido número de trescientos mil hombres, entre Judios, Armenios, Moros ó Indios. A una milla de este grande establecimiento está Chepauk, donde se ha fixado la Corte del Nabad de Arcate desde 1769. El territorio de Madrás no era nada antiguamente; ahora se estiende cincuenta millas al Ouest, sincuenta al Norte, y cincuenta al Súr. En este vasto espacio se ven considerables manufacturas, que van cada dia en aumento, y unas campiñas hermosas, util y variamente cultivadas, de año en año mas florecientes: estas labores ocupan los brazos de cien mil almas.

Tan pingues concesiones fueron el precio del plan que los Ingleses habian formado, de poner á Mamet-Alikan en posesion del Carnate; el premio de los combates que tuvieron que dar para mantenerle en el puesto á que le habian elevado; y el efecto de la fortuna que tuvieron en destruir el poder de los Franceses, siempre dispuestos á derribar su hechuna. No taidó mucho el afortunado Nabad en recoger el fruto de su reconocimiento. Emprendieron sus protectores, por su proprio pro-

vecho, y por el del protegido, estender los: límites de sus estados y de su autoridad. Antes que el gobierno del Mogol hubiese degenerado en anarquia, muchos Principes, asi Moros como Indios, estaban obligados á poner sus tributos en Carnate, que los hacia pasar al tesoro del Imperio: desde que cayó aquel poder, no se cumplian estas obligaciones. Los Ingleses aseguraron la independencia del país que miraban como su apanage ó legítima: pero querian, que las provincias que le estaban subordinadas á causa de su proteccion, volviesen á entrar en las mismas sujeciones: los mas débiles obedecieron luego; los poderosos resistieron; pero al fin unos y otros quedaron sujetos.

Todos estos medios juntos han formado à Mamet-Alikan un dominio muy vasto, y una renta de 31.5000000. libras: de esta suma cede nueve millones á los Ingleses, encargados de la defensa de sus estados y fortalezas; y le quedan 22.5000000. para sus gastos personales, y su gobierno civil.

La Compañia Inglesa poseia en la coeta de Coromandel preciosas posesiones; mantenia diez y ocho mil Cipayes, bien disciplinados, y tres mil y quinientos hombres de tropa blanca; disponia libremente de todas las fuerzas del Carnate; miraba alli abatida la Francia, unica nacion Europea que la podia hacer sombra; el pacífico goce de tantas ventajas le parecia seguro; quando en 1767. se vió atacada por el famoso Ayder-Alikan, asortunado caudillo, que despues de haber aprendido de los Europeos el arte militar, habia logrado grandes conquistas, y se habia hecho dueño del Mayssor. Este osado y activo aventurero, á la cabeza del mejor exército que hasta ahora haya mandado un General Indio, entró arrogantemente en las regiones, cuya defensa corria al cargo del valor Británico.

Convirtió la guerra en ardides, como lo pedia su artificioso ingenio: y habiendole enseñado la experiencia á temer la infanteria y artilleria, con quien tenia que pelear, rehusó quanto pudo, acciones campales y regladas; ciñendose á vagar al rededor de su enemigo, acosarle, hacer prisioneras sus partidas, y cortarle sus váveres; mientras la caballeria talaba los campos, saqueaba las provincias, y llevaba la desolacion hasta las puertas de Madrás.

drás. Estas calamidades hicieron desear á los Ingleses alguna composicion; la que obtuvieron despues de dos años de una guerra ruinosa, y que no les hacia honor.

encontractur (miser)

Desde esta época los Ingleses han formado el sistema de estorvar, que Ayder-Alikan, los Maratas, y el Subá del Decan, que son las tres principales Potencias de aquella peninsula, hagan conquistas, ó formen entre ellas una estrecha union. Mientras que les salga bien esta política, conservará la Compañia Inglesa su preponderancia en la costa de Coromandel; pero la será igualmente preciso, aumentar su renta, que en 1773. no pasaba de 24. 196, 680. libras; 6 disminuir sus gastos, que al mismo tiempo eran de 26. 397,585. Renovada la guerra, sobrevino despues la que ha sido tan renida por mar y tierra, en aquellos parages; cuyos sucesos recientes, varios, y notorios, no son de este lugar. La paz de París de este año de 1783. la hecha en la India; la muerte del formidable enemigo Ayder-Alikan; y los ultimos sucesos, pueden hacer mudar de semblante aquelles negocios.

## CAPITULO IX.

establecimiento ingles en la isla de Sumatra: adquisicion de Balambangan, y su pérdida: revoluciones acaecidas en Bengala: antiguas costumbres de los Indios en Bisnapore: productos, manufacturas, y extracciones de Bengala.

I los negocios de la Compañia Inglesa toman el semblante que se promete la Nacion, se pondrá en estado de proteger eficazmente los importantes establecimientos de Sumatra 6 Samatra, como antes deciamos. Aunque desde que los Ingleses llegaron á las Indias Orientales, frequentaron las radas de esta grande Isla, no fue admitida ninguna colonia de su Nacion hasta el año de 1688. Los navegantes despachados desde Madrás tenian orden de colocar la factoria en Indapura, que es la parte del país mas abundante en orospero el destino decidió diferentemente: los vientos llevaron los navios á Bencouli, y se juzgó

con-

convenia fixar su establecimiento en este pa-

Ambos pueblos hicieron desde luego sus cambios reciprocamente con mucha confianza y franqueza. Despues los Agentes de la Compañia se entregaron á este espiritu de rapiña y de tirania, que tan generalmente llevan los Europeos á las regiones ultramarinas. Se empezaron á levantar entre ellos y los naturales del país los vapores de discordia, que poco á poco tomaron cuerpo. Ya llegaba á extremo la animosidad, quando á dos leguas de la ciudad los Ingleses tenian fuera de cimientos una fortaleza, á cuya vista los habitantes de Bencouli tomaron inmediatamenta las armas; se unió á ellos toda la comarca; quemaron los almacenes, y se vieron obligados los Ingleses á embarcarse precipitadamente: pero no fue larga la proscripcion, y de su pasado desastre sacaron la ventaja de concluir sin contradicion el suerte de Malborough.

Duró su tranquilidad hasta el año de 1759. que los Franceses tomaron, y destruyeron el fuerte, y quanto pertenecia á los Ingleses. Fue de poca monta el botin que hicieron, porque todo lo que podia ser de algun valor, se ha-

bia salvado en tiempo. Aun antes de concluirse las hostilidades, volvieron á entrar en esta posesion: pero no restablecieron las obras. Desde entonces el fuerte Malborough salió de la dependencia en que habia estado de Madrás, y se formó una particular direccion.

Los Chinos, los Malayos, y los esclavos trahidos de Mozambique, forman la población de este establecimiento, que le desienden quatrocientos Europeos, y algunos Cypayes. Todo el comercio que alli se hace, pertenece á los comerciantes libres, á excepcion del de la pimienta. La Compañia saca de ésta anualmente 1500. toneles, que logra á un precio muy moderado: la mitad del producto se lleva en un bastimento á la Gran Bretaña; la otra mitad se embarca en dos navios despachados desde Europa, que la pasan á la China, en donde se vende ventajosamente. En 1773. la renta de esta sactoria subia á 4. 982, 895. libras, y sus gastos á 3. 165, 480.

No les parecia á los Ingleses de bastante utilidad esta Colonia, y pensaban abandonar-la; pero despues de conseguido un gran pro-yecto que tenian muy meditado. Era éste adquirir una posesion que les sirviese de escala,

pun-

## E LA GRAN BRETAÑA as al Parlamento, y recogidas

	BETRAC	CIONES.	EXCESO EN LOS RETORNOS.			
4	S.	D.	Libs. esteris.	S.	D.	
	8.	7.	195.742.	12.	II.	
	•••••	•••••	560. 786.	10.	6.	
	-1::5313:34	<b>9</b> ,1444	661.033.	12.	<u>-6.1</u>	
	•••••	••••••	298.760.	7.	5.	
	•••••	•••••	440.678.	i.	6.	
		••••••	219: 287.	13.	7.	
	1	•••••	341.911.	18.	<b>8</b> .	
	•••••	••••••	372. 196.	18.	9.\	
1	•••••	••••••	307. 592.	<b>6.</b>	3.	
	••••••	••••••	266.441.	0.	5.	
	12.	3.	100000000000000000000000000000000000000	•••••	•••••	
	•••••	••••	308. 35 <i>9</i> .	2.	2.	
-	••••••	••••••	624. 009.	<b>5.</b>	I.	
	9.	0.	••••••	•••••	*******	
	I.	. 5.	••••••••••	******	•••••	
	••••••	••••••	172. 252.	II.	7.	
,	••••••	•••••	17. 244.	<i>6</i> .	2.	
	••••••	•••••	541. 310.	7.	I.	
Ī	••••••	••••••	1. 192. 019.	9.	II.	
	••••••	•••••	708. 518.	6.	Io.	
	•••••	••••••	351. 880.	3.	6.	
		••••••	657. 844.	16.	6.	
	•••••	••••••	· 859. 596.	II.	<b>6</b> .	
	*******	••••••	697.314.	II.	Io.	
	••••••	••••••	1. 531. 831.	3•	9.	
	••••••	••••••	1. 087. 389.	ī.	II.	
	I 2.	5.	43. 935. 269.	0.	2.1	
760	9	$94.\frac{1}{2}$ 998. 543. 552147.				
å 4			- /   / / /	I		

۳ , .: . and the second of the second o . . . . į • • : , mind to answer the to

punto de union y depósito, en donde las mercancias y los generos de la China y de las Indias Orientales fuesen cambiados con los generos y las mercancias del Indostan y de la
Europa. Su plan era hacer de este comun
centro el mas considerable mercado del Asia.
La Isla de Balambangan, situada á la punta
septentrional de Bornéo, les pareció propria
para llenar estas medidas, y el Rey de Solor
se la cedió en 1766. El año siguiente enarbolaron en ella su bandera; pero no formaron el
establecimiento hasta el de 1772.

Algunos Agentes, trescientos soldados entre blancos y negros, un navio y dos bastimentos pequeños, fueron los primeros materiales de un edificio, que con el tiempo debia levantarse á una inmensa altura. Por desgracia los Gefes se desavinieron; se hallaron demasiado dispersas las pocas tropas que escaparon de una especie de epidemia, que empezó á manifestarse; y los navios fueron á abrir algun comercio con los Estados inmediatos: en estas desastradas circumstancias fue atacado, tomado, y destruido el nuevo establecimiento. Los Ingleses ignoran, ó hacen que ignoran, de donde les vino aquel acto violento,

que les ha costado nueve millones de libras: han dirigido succesivamente sus sospechas sobre los Holandeses, inquietos siempre á causa de las Malucas; sobre los Españoles, aunque sospechados sin razon, porque pudieran temer su vecindad á las Filipinas; sobre los bárbaros vecinos, cuya libertad se veia tan amenazada, y aun á veces han pensado que fue una conspiracion, tramada por estos tres enemigos, todos de acuerdo: sospecha demasiado maliciosa, y seguramente no cierta. En sin, sea de donde suese, que les haya venido este golpe, el mal es sin remedio. La Nacion Británica podrá encontrar en Queda, sobre alguna parte del continente de Malaca, ó en alguna de las numerosas Islas de este estrecho, lo que ha perdido en Balambangan; y si aun quedasen todavia inutiles sus essuerzos, por algunos obstáculos demasiado poderosos, puede snuy bien hallar muchos motivos de consuelo en Bengala.

Es el Reyno de Bengala una vasta region del Asia, que confina al Oriente, con el Reyno de Ashan y de Aracan; al Poniente, con varias provincias del gran Mogol; al Norte, con horrorosos peñascos; y al Mediodia, con el mar.

Se estiende por las dos orillas del Ganges, que se forma de diversos manantiales en el Thibet, corre errante algun espacio en el Caucaso, y entra en la India, atravesando las montañas de sus fronteras. Este samoso rio, despues de haber formado en su curso un gran número de Islas considerables, fértiles, y pobladas, va á perderse en el Océano por muchas bocas, de las que solamente dos son conocidas y frequentadas. En la parte alta de este rio habia antiguamente una ciudad, llamada Palybothra, que Diodoro de Sicilia asegura haber sido edificada por aquel Hercules, á quien los Griegos atribuian todo lo que se habia hecho de grande y prodigioso en el mundo. En el tiempo de Plinio eran célebres sus riquezas por el universo entero: se consideraba como el mercado general de todos los pueblos, situados de una y otra parte del nombrado rio, que bañaba sus muros.

La historia de las revoluciones, de que Bengala ha sido el teatro, se hal'a tan mezclada de fábulas, que mas vale omitirla. Solamente puede muy bien percibirse, que este Imperio ha tenido unas veces mas extension, otras menos; á veces épocas dichosas,

156 á veces periodos desgraciados; y que ha formado alternativamente, ya un solo reyno, ya muchos estados diferentes. Se hallaba mandada esta vasta region por un solo Principe, quando un Despota mas poderoso, llamado Egbar, abuelo de Aurengzeb; emprendió su conquista la empezó en 1590. y la concluyó en 1595. Desde entonces la Bengala ha continuado en reconocer á los Mogoles por sus Soberanos. El Gobernador encargado de mandarla tenia su Corte en Raja-Mahol; se transfirió mas adelante à Daca; pero desde 1718. está en Moxudabad, ciudad muy grande, situada tierra adentro, á dos leguas de Casimbazar. Muchos Nabades y muchos Rajas están subordinados á este Virrey, llamado el Soubá.

Los hijos del gran Mogol sirvieron largo tiempo este eminente y lucrativo empleo; pero abusaron tan frequientemente de las fuerzas y riquezas de que disponian, turbando el Imperio, que pareció confiarle á personas menos autorizadas, y mas dependientes. Los nuevos Gobernadores no causaron los mismos temores à la Corte de Delhy, pero fueron muy omisos en enviar al Real Erario los tributos que cobraban. Este desorden tomó mas cuerpo despues de la expedicion de Kaulikan, y llegaron las cosas á tanto extremo, que el Emperador, viendose en el conflicto de no poder pagar á los Maratas lo que les debia, les autorizó en 1740. á que ellos mismos fuesen á cobrar su deuda á Bengala. Estos militares salteadores, repartidos en tres exércitos, asolaron aquel hermoso país durante diez años, y no salieron hasta haber sacado de él sumas inmensas.

El Gobierno despótico, que por desgracia es el de toda la India, se ha mantenido siempre en Bengala, sin embargo de todos estos movimientos: pero por una singularidad, bien estraña en estos países, hay un corto distrito, que alli mismo habia conservado y todavia conserva su independencia. Este afortunado Canton, cuya extension viene á ser de ciento y sesenta millas, se llama Bisnapore. De tiempo inmemorial le gobierna un Brama Rajapura. Se cuenta que en él se halla sin alteracion la pureza y la equidad del antiguo sistema político de los Indios: no obstante se ha mirado hasta ahora con demasiada indiferencia este unico gobierno, que es el mas precioso, y mas interesante monumento que ha-

ya en el mundo. No nos queda de los antiguos pueblos, sino el marmol y el bronce, que hablando solamente á la imaginacion y á la conjetura, son unos interpretes poco fieles ó seguros de los usos y costumbres que ya no exîsten. El Filósofo, transportado á Bisnapore, se hallaria de un golpe testigo de la vida que llevaban mil años hace los habitantes de la India; conversaria con ellos; seguiria los progresos de esta Nacion, que se hizo célebre al salir, por decirlo asi, de las faxas; veria formarse un gobierno, que no teniendo por base sino felices preocupaciones, sus costumbres puras y sencillas, la dulzura de sus pueblos, y la buena se de sus Geses, ha sobrevivido á este cúmulo de legislaciones, que no han hecho mas que aparecer en el mundo, y desvanecerse con la série de afligidas generaciones. Bisnapore, mas sólido y mas durable que otros edificios políticos, ha establecido y mantenido su gobierno baxo de principios que no mudan, y no han padecido alteracion estos mismos principios. La singular situacion de esta region ha conservado á sus habitantes en la primitiva bondad de su índole, poniendoles á cubierto de ser conquistados, ó de

ser conquistadores. La naturaleza ha rodeado el país de abundantes aguas, prontas á inundar sus posesiones, sin mas trabajo que abrir las eclusas de los rios. Los exércitos que se han enviado para reducirlos, han sido tantas veces anegados, que se ha abandonado el proyecto de su conquista. Por ultimo, sus poderosos vecinos han tomado el partido de contentarse con una apariencia de sumision.

Se miran en Bisnapore como sagradas la libertad y la propriedad: no se oye hablar de robos particulares, ni de robos públicos. Luego que entra un caminante, sea quien suese, fixa la atencion de las leyes, que se encargan de su seguridad : se le dan gratuitamente guias, que responden de su persona y esectos; y quando se mudan, los nuevos guias dan á los otros un testimonio de su conducta, que se remite despues al Raja. Se le hace el gasto al forastero todo el tiempo que permanece en el territorio, á no ser, que pida el permiso de quedarse mas de tres dias en un mismo parage, que entonces se mantiene á su propria costa. Este trato benéfico para con los estrangeros es una prueba y consequencia de aquella viva cordialidad que tienen los ciuda-

danos entre sí mismos. Tan lexos están de danarse unos á otros, que el que se halla una bolsa, ó qualquiera otro efecto de precio, le cuelga de un arbol, avisa al cuerpo de guardia mas inmediato, que á son de tambor lo hace saber al público. Estas máximas de providad se miran tan arraigadas generalmente, que dirigen todas las operaciones del Gobierno. De siete á ocho millones de libras, que percibe anualmente, sin que padezcan el cultivo y la industria, se emplea en mejoras lo que no se consume en los indispensables gastos del Estado. Puede el Raja entregarse á tan benignos cuidados, porque no da al Mogol, sino el tributo que le parece, y quando lo juzga conveniente.

Lectores mios, cuyos sensibles corazones se llenan de gozo, al oir la narracion de las sencillas costumbres, y sabio feliz gobierno de Bisnapore, fatigados de los vicios y desorden que ois, y experimentais de otras regiones, y aun entre vosotros mismos; con disgusto, acaso, voy á destruir la dulce ilusion que os habreis formado, y mezclarla de amargura; pero la verdad me obliga á declararos, que este Bisnapore, y quanto de él se ha referido

puede muy bien no ser sino una fábula. Me parece, exclamaréis, que es triste cosa, que hayan de ser ciertas, la calamidad, las atrocidades; las desgracias, los vicios, en fin los males; que hayan de ser tan dudosos los bienes; y,que quando nos lisonjeamos que en este baxo mundo hay un rincon, en donde se goza de la selicidad que cabe en nuestra humana miseria, se convierta en sueño nuestra lisonjera esperanza. Yo proprio me he hecho las mismas reflexîones, siguiendo las del autor original, al encontrar en esta obra las dos autoridades que se citan, ambas de un igual peso, en favor, y contra la exîstencia de Bisnapore. Es testigo de la favorable un viagero Inglés, que ha hecho en Bengala la larga mansion de treinta años; y es testigo de la contraria otro viagero tambien Inglés, que ha vivido en el mismo Bengala otro grande espacio de tiempo: exâminad y escoged prudentes lectores.

Aunque el resto de Bengala esté bien lexos de la felicidad verdadera ó fabulosa de Bisnapore, no dexa de ser la provincia mas rica y poblada del Imperio Mogol. Ademas de sus consumos, precisamente considerables, se hacen extracciones inmensas. Va una parte de

X

mer-

mercancia á lo interior del país: pasa al Thibet cantidad de telas, á lo que se añade fierro, y paños graidos de Europa. Los Montañeses de aquel país vienen á buscar los generos, y los pagan con almizcle y reobarbaro, ó ruibarbo, como comunmente decimos.

El almizcle es una droga particular del Thibet : se forma en un pequeño saco del grueso de un huevo, que crece á manera de vexiga entre el ombligo y partes naturales de una especie de corzo, y viene á ser en su origen una porcion de sangre putrida, que se coagula en el saco del animal: la vexiga mas gruesa solo produce media onza: su olor es tan fuerte, que para el uso ordinario es preciso templarle con otros olores suaves. Para mayor ganancia habian imaginado los cazadores, quitar de las vexigas una parte de almizcle, y llenar el huevo con hígado y sangre coagulada del animal, picandolo junto. El Gobierno, para evitar el frande; mandó que todas las vexigas, antes de coserse, se visitasen por unos Inspectores, que las cerrasen ellos mismos, y las sellasen con el sello Real, Esta precaucion corrigió los fraudes que alteraban la calidad, pero no los que aumentaban el peso; pues abriendo sutilmente las vexigas, introducen algunas partículas de plemo.

No es nada el comercio de Bengala con el Thiber, en comparacion del que hace con Agra, con Delhy, y con las provincias vecinas de estas soberbias capitales. Se lleva alli sal, azucar, opio, seda, estofas, una infinidad de telas de lenceria, y en particular musolmas. Juntos estos articulos subian antes á quarenta millones al año. Una suma tan considerable no pasaba á las orillas del Ganges, pero hacia quedar otra casi igual de la que solia salir, para pagar los tributos, y para otros usos. Desde que los Tenientes del Mogol se consideran como independientes; desde que no le envian de sus rentas, sino lo que les parece, ha disminuido mucho el luxo de la Corte, y por consequencia para aquellas partes no es tan suerte el ramo de extraccion que queda reserido. El comercio marítimo de Bengala, que hacen los naturales del país, no ha padecido semejante menoscabo: no era de tanta extension, y viene á dividirse en dos ramos, de los quales es mas considerable el de Catek.

Este es un distrito de bastante extension,

hácia la desembocadura mas occidental del Ganges: le sirve de puerto la ciudad de Balassor, situada sobre una ria navegable. Se ha reconcentrado en esta rada la navegacion de las Maldivias, que los Ingleses y Franceses se han visto obligados á abandonar por la intemperie del clima. Se carga en Balassor para dichas Islas arroz, lenceria ordinaria, y alguna sederia, y se recibe en cambio aquellos caracolillos llamados cauries, y en Filipinas sigay; que sirven de moneda en Bengala, y que venden los Europeos.

Los habitantes del Catek, y algunos otros pueblos del baxo Ganges, tienen considerables tratos con el país de Asham. Se cree, que este Reyno hacia en otros tiempos parte de la Bengala, de la que solamente le separa un rio que entra en el Ganges. Debia ser mas nombrado Asham, si suese cierto, como se asegura, que se le debe la invencion de la pólvora, de donde pasó al Pegú, y del Pegú á la China. Sus minas de oro, de plata, de sierro, y de plomo, le hubieran añadido grandisimo nombre, si hubiesen sido bien trabajadas. En medio de estas riquezas, de que hacia poco uso, le saltaba la sal, que era de tan indispensable necesidad. Estaba reducido el país á la

que podia procurarse por la decoccion de algunas plantas, quando á principios del siglo algunos Bramanes, Bramines, 6 Bramas de Bengala, introduxeron sus supersticiones en Asham, que antes solo conocia una especie de religion natural, y persuadieron al pueblo con esta ocasion, á que substituyesen la sal pura y sana del mar, á la que sacaban de los vegetables. Consintió el Soberano en recibirla con condicion de que el comercio exclusivo quedase en manos del mismo Principe; que no se portearia, sino por los Bengalies ó Bengalas; y que los barcos que la conduxesen, pararian en la frontera del reyno. Desde este convenio todos los años va del Ganges á Asham como cosa de quarenta embarcaciones pequeñas, cuyos carguios de sal producen cerca de doscientos por ciento de beneficio. Se recibe en paga un poco de oro, otro de plata, marsil, almizcle, palo de aguila, gomalaca, y sobre todo mucha seda.

Esta seda, unica en su especie, no pide el cuidado que la nuestra: los gusanos nacen en los arboles, en ellos se nutren, y hacen todas sus metamoforsis: el labrador solo tiene el trabajo de coger la cosecha: los capullos que

quedan, renuevan la simiente: mientras que ésta se fecundiza, brotan del arbol nuevas hojas, que succesivamente sirven de alimento á los nuevos gusanos. Estas periódicas produciones se repiten doce veces al año; pero con mas utilidad en los tiempos secos que en los lloviosos. Las estofas fabricadas con esta seda tienen mucho lustre, y poca duracion.

A reserva de estos dos ramos de navegacion, que algunas razones particulares han
conservado á los naturales del país, se han visto los Bengalas, ó Bengalies, como se dice
modernamente, arrancar todos los otros ramos
por los Europeos, y era imposible que no sucédiese asi, pues un pueblo floxo, circunspecto, oprimido, que navega lentamente lo largo de las costas con pequeñisimos bastimentos, no puede competir contra estos, estrangeros de genio activo, que gozan particulares prerrogativas en el Ganges mismo, y en
todas las otras playas, y que montan navios
de gran porte, y no temen la braveza de los
vientos.

Habiendo tropezado con el embarazo de hallarse exhausto este país de quanto exîge la construccion de navios, imaginaron el recur-

so de valerse de los astilleros del Pegú. Está situado el Pegú en el golfo de Bengala; entre los reynos de Aracam y de Siam. Se repiten aqui mas que en otras partes las revoluciones, tan frequentes de todos los Imperios despóticos del Asia. Se le ha visto ser alternativamente, ya el centro de una grande Potencia, ya la provincia de muchos estados, que no le igualaban en extension. Actualmente depende de Ava, donde solo los Armenios compran todo lo que da el Pegú de topacios, zasiros, amatistas y rubies. El unico puerto donde es permitido abordar, se llama Siriam. Los Portugueses le poseyeron largo tiempo; entonces gozaba de un explendor, que desapareció con las prosperidades de esta Nacion brillante. Volvió á animarse, quando los Europeos establecidos en Bengala dispusieron hacer construir en él los muchos bastimentos, que exîgia la extension de sus tratos; pero se vió, que los materiales eran de tan mala calidad, que fue preciso abandonar este recurso, y volvió á caer Siriam en la obscuridad de que habia salido. Todo se reduce actualmente al trueque de algunas telas ordinarias beras del Ganges, ó de la costa de

Coromandel, por cera, madera, estaño, y marfil.

El mas considerable ramo de comercio, que hacen los Europeos de Bengala con las demas regiones de la India, es el del opio. El opio se saca de la goma ó lagrima de la adormidera ó amapola blanca, cuyas partes contienen un humor ó jugo lacteo. Esta planta suele tener de altura tres pies; cada ramito termina en una flor bastante grande; su pistilo se convierte en una cáscara ó cebolla esférica, guarnecida de un capitel rayado, y lleno de un crecido número de simientes redondas, blancas y aceytosas. Quando la adormidera está en la fuerza de su jugo, y que esta cebolla ó cabeza esférica empieza á engruesarse, se la hacen una ó muchas incisiones, para que destile en lagrimas el licor lacteo que contiene, y que se recoge en su punto. Esta operacion se repite hasta tres veces; pero su esecto va siempre disminuyendo en cantidad y calidad. Despues de recogido, se le humedece, y se le amasa con agua, ó con miel, hasta que haya adquirido la consistencia, la viscosidad, y el lustre de la pez bien preparada, v se reduce á pequeños panecillos. Se

estima el que es un poco blando, que obedece á la impresion del dedo, que es inflamable, de color moreno y negruzco, y de un olor fuerte y desagradable: se desecha el que es seco, quebradizo, tostado y mezclado de arena ó de tierra. Segun las diferencias de sus preparaciones, y segun sus dosis, son sus efectos; adormece, procura ideas gratas, ó causa furia.

El meconio, u opio comun, se hace del zumo que se exprime de las mismas cabezas que han destilado sus lagrimas por las incisiones hechas: se humedece con agua, y se amasa, y en forma de panecitos se trae á Europa: como suele tener alguna mezcla, se purifica antes de servirse de él.

La provincia de Bahar es el país donde mas se cultiva esta amapola, y sus campos están cubiertos de ella. Es grande la cantidad de opio que va tierra adentro; y la que sale por mar todos los años, llega á seiscientas mil libras pesadas. Este opio no es refinado como el de Syria y Persia, que se gasta en Europa; es solamente una pasta sin preparacion, que hace diez veces menos efecto que la otra.

Todos los pueblos que están al Este de la rox. 11. Y In-

India tienen por el opio la mas viva aficion que puede imaginarse: han sido vanas las leyes de la China, que han condenado al fuego los navios que le llevasen al Imperio, y las casas que le recibiesen; à pesar de estas penas no ha sido menos fuerte el consumo. Es todavia éste mas considerable en Malaca, en Bornéo, en las Malucas, en Java, en Macassar, en Sumatra, y en todas las Islas de aquel inmenso archipielago. Estos isleños le fuman con tabaco; los que quieren intentar alguna accion desesperada, se emborrachan con este humo: en su embriaguez se arrojan igualmente sobre el primero que encuentran, que sobre su mayor enemigo. Estas atrocidades no han persuadido á los Holandeses, dueños de los parages donde el opio tiene las mas perniciosas resultas y el mas peligroso influxo, de la obligacion en que deben estar, de corregir, ó de limitar el uso: pues por no privarse de la considerable ganancia de su venta, han prescrido á qualquiera otra humana y prudente providencia, la muy arriesgada de autorizar á todos los vecinos, para que maten á estos furioses que corren per las calles con las armas en la mano. En esto se ve que algunas legislaciones introducen ó alimentan pasiones, tropiniones desarregladas, y quando ha enfermado el pueblo con esta suerte de males, no se sabe otro medio, sino el de los suplicios.

Los Ingleses, que toman quanta parte les es posible en este odioso comercio, tienen otros ramos que le son peculiares. Llevan á la costa de Coromandel, arroz y azucar, que les pagan con metales; llevan al Malabar cantidad de telas, que cambian con especerias; llevan sedas á Surate, por las que reciben algodon; al golfo Pérsico llevan arroz, gomalaca, y lencerias, y sacan frutos secos, aguarosa, y sobre todo una buena parte de oro: llevan en fin, ricos y variados carguios al mar Roxo, que les da dinero. Todos estos tratos con las diferentes escalas de la India, hacen entrar cada año en Bengala de veinte y cinco á treinta millones de libras.

Aunque este comercio pasa por las manos de los Europeos, y se hace baxo de su bandera, no es enteramente de cuenta suya. Los Mogoles, comunmente ceñidos á las plazas del Gobierno, rara vez tienen parte en estos armamentos; pero los Armenios, que desde las revoluciones de Persia se han avecindado

en las orillas del Ganges, donde antes solo hacian algunos viages, colocan en este trato sus capitales. Son tambien considerables los fondos que en él ponen los Indios. La imposibilidad en que se ven aquellos naturales, de gozar sus riquezas baxo de un gobierno opresor, no les embaraza el trabajar continuamente en aumentarlas: como correrian demasiado riesgo en negociar descubiertamente, se encuentran reducidos á buscar estos medios obliquos. Luego que llega un Europeo, le estudian bien estos gentiles, que conocen los hombres mas de lo que se piensa; y si hallan que tiene inteligencia, actividad, economia, se le ofrecen por corredores ó caxeros, y le prestan ó le procuran el dinero á interes, que por lo menos es ordinariamente de un nueve por ciento, y llega á ser mas fuerte, quando hay la precision de tomarle de los Chetzos.

Son estos una samilia de Indios muy poderosa en el Ganges, de tiempo inmemorial.
Tiempo hace que sus riquezas han puesto en
sus manos el banco de la Corte, el arrendamiento general de rentas, y la direccion de la
moneda, que bate anualmente con un nuevo
cuño, para renovar todos los años el benesi-

cio de semejante operacion. Todos estos medios juntos han puesto á esta familia en estado de prestar al Gobierno, de un golpe, quarenta, sesenta, y hasta cien millones de libras. Quando no se ha podido ó querido pagar el préstamo, se les ha permitido á estas gentes, indemnizarse oprimiendo los pueblos. Parece imposible que en el centro de la tirania, y en medio de las revoluciones haya podido sostenerse una fortuna tan prodigiosa. Para comprehender este misterio, es preciso saber, que esta casta ha mantenido siempre un decidido influxo en la Corte de Delhy; que los Nabades y Rajas de Bengala se han puesto baxo de su proteccion; que tienen sobornado, y á su orden, todo quanto cerca al Souba; que aun el Souba mismo se ha sostenido, ó se ha precipitado por las intrigas de esta familia. Añadese á esto, que como sus individuos, y sus tesoreros están dispersos, no ha sido nunca posible hacerles, sino un corto daño, que les hubiera dexado mas recursos de los necesarios, para vengarse con exceso. Se estendió su despotismo hasta los Europeos, que habian formado factorias en esta region. Ellos mismos se entregaron al yugo, tomando prestado de estos codiciosos Asentistas inmensas sumas á un interes aparente de diez por ciento, pero en esecto de doce por la moneda en que las reciben, y en que es preciso volverlas.

Los Portugueses, que abordaron á Bengala mucho tiempo antes que los otros navegantes de Europa, se establecieron en Chatigan, puerto situado sobre la frontera de Aracan, no lexos del brazo mas oriental del Gan-' ges. Los Holandeses, que sin compromoterse con enemigos tan poderosos entonces, querian tener parte en aquel ventajoso comercio, buscaron una rada, que sin perjudicar á su proyecto, no les expusiese en lo posible á grandes hostilidades. Pusieron la mira en Balasor, año de 1603. y todos sus rivales, mas bien por imitacion que por combinaciones bien premeditadas, siguieron su exemplo. La experiencia enseñó á estos negociantes, que les convenia acercarse mas á los diferentes mercados de donde salian sus ricas cargazones, y subieron el brazo del Ganges, que despues de haberse separado del cuerpo de este gran rio en Morchia, entra en el Océano ya con el nombre del rio Ougly. El Ministerio del país les permitió colocar sus lonjas en todos los parages abundantes de manufacturas; y les concedió, bien imprudentemente, construir fortalezas á las orillas de este rio.

Subiendo rio arriba, se encuentra luego el establecimiento Inglés de Calcuta, cuyo ayre es mal sano, y el ancorage poco seguro: pero à pesar de estos inconvenientes, esta ciudad, en donde la seguridad y la libertad han atraido succesivamente muchos negociantes ricos, Armenios, Indios y Moros, ha visto crecer su poblacion hasta seiscientas mil almas en estos ultimos tiempos. De la parte de tierra quedaria absolutamente abierta á sus enemigos, si los tuvieran ó fueran temibles; pero el fuerte Williams ó Guillermo, que solo dista media legua, es muy capaz de defenderla contra las fuerzas que lleguen de Europa, para atacarla ó bombardearla. Se compone de un octagono regular con ocho bastiones, muchas contraguardias; y algunas medias lunas, sin glasis, ni camino cubierto: el soso de esta plaza, cuya construccion ha costado mas de veinte millones de libras, viene á tener ciento y sesenta pies de ancho, sobre diez y ocho de profundidad.

Seis leguas mas arriba se halla Frederic-NaNagor, fundado en 1756. por los Dinamarqueses, para reemplazar una colonia, donde no habian podido mantenerse. Este establecimiento no ha adquirido todavia la suficiente consistencia, y todo hace creer que nunca será gran cosa.

Otras dos leguas y media mas adentro del rio, está situada Chandernagor, posesion de los Franceses. Tiene el inconveniente de verse dominada de parte del Oueste; pero su puerto es excelente, y el ayre el mas puro que es posible en las orillas del Ganges. Estos edificios están fundados sobre estacadas; pues siempre que se quieran sólidos en estos sitios, y todos los demas de Bengala, es preciso hacer asi los cimientos, porque á tres ó quatro pies de profundidad se encuentra agua. Hay en esta jurisdiccion, que tiene poco mas de una legua en circunferencia, algunas manufacturas, que las persecuciones del país han obligado á refugiarse á esta y otras factorias de los Europeos. Los Portugueses habian establecido en otros tiempos su comercio en Bandél, á ochenta leguas del desague del Ganges, y á un quarto de legua mas arriba de Ougly; aunse ve alli todavia su bandera, con un corto número de gente miserable, que ha olvidado su patria, y ha sido olvidada de ella.

Pueden en todo tiempo entrar en el Ganges los navios Europeos, á excepcion de los meses de Octubre, Noviembre y Diciembre, en que los uracanes, casi continuos, hacen impracticable el golfo de Bengala. Los que quieren subir el rio, reconocen antes la punta de las Palmeras: en ella los reciben los Pilotos que cada nacion tiene establecido en Balassor: el dinero que llevan lo embarcan en botes de sesenta á cien toneladas, que van siempre delante de los navios: arriban por un canal estrecho, entre dos bancos de arena, al rio Ougly. Antes paraban en Coulpy; pero con el tiempo se han atrevido contra las corrientes, y los bancos movedizos, que parecia cerraban la navegacion del rio; y le suben hasta el respectivo destino. Esta audacia ha causado muchos naufragios, que han ido en disminucion, á medida que la experiencia ha adquirido mayor conocimiento, y que se han hecho exâctas observaciones. Debe esperarse que el exemplo del Almirante Watson, que con un navio de setenta cañones ha llegado hasta Chandernagor, tendrá expertos imitadores. Si se apro-TOM. II.

aprovecha semejante empresa, se ahorrará mucho tiempo, cuidados, y gastos.

A mas de esta grande navegacion, hay otra para hacer llegar los generos desde sus parages hasta la capital de cada Compañia. Unas flotillas de ochenta á cien barcos, y aun de mas número, sirven para este tráfico. Hasta estos ultimos tiempos se han guarnecido con soldados blancos y negros, para contener la insaciable codicia de los Nabades y Rajas, que se hallan en su ruta. Lo que se saca del Ganges alto, de Patna, de Cassimbar, baxa por el rio Ougly: las mercancias de los otros brazos del rio, todos navegables en lo interior del país, y comunicandose unos con otros, mayormente hácia el Ganges baxo, entran en el Ougly, por Pangafoula y Baratola, á quince ó veinte leguas del mar; y de alli suben al principal establecimiento de cada Nacion.

Sale de Bengala para Europa, almizcle, laca, palo roxo, pimienta, cauries, y otros artículos menos considerables, traidos alli de otros países. Los generos propriamente suyos son borrax ó atincar, salitre, seda, sederias, musolinas, y cien especies de telas diferentes.

La especie de goma, llamada atincar ó horrax, que se halla en la provincia de Patna, es una substancia salina, que los Chímicos Europeos han intentado contrahacer; pero hasta ahora en vano. Algunos la miran como un sal álkali, que se encuentra enteramente formado en esta rica parte del Indostan: otros quieren que sea producto de volcanes ó de incendios subterráneos. Sea lo que fuese, sirve el borrax ó atincar utilisimamente para trabajar los metales, de los que facilita la fusion y purificacion. Convertido prontamente en materia vidriosa por la accion del fuego, se carga esta substancia de las partes estrañas, con las que estos metales están combinados, y las reduce á escorias. Es preciso el borrax por necesidad indispensable para los ensayos de las minas, y para soldar los metales. Solo los Holandeses saben purificarle. Se dice, que les traxeron este secreto algunas familias Venecianas, que fueron á buscar en Holanda la libertad que no tenian en su país.

El salitre viene tambien de Patna. Son tan comunes sus operaciones entre nosotros mismos, que es inutil detener al lector sobre la explicacion de ellas. Extraen los Europeos pa-

ra sus colonias de Asia, ó para sus Metropolis cerca de diez millones de libras pesadas. Compran alli la libra á tres sueldos, y la venden en Europa á diez y seis por lo menos: bien sabido es, que veinte sueldos hacen una libra tornesa, ó peseta Española. Casimbazar, que se ha enriquecido de la ruina de Malde, y de Rajamohol, es el mercado general de la seda de Bengala, y es su territorio el que surte la mayor parte. Los gusanos se crian y alimentan como en las demas regiones; pero la calor del clima les hace producirse y prosperarse todos los meses del año. Se fabrica una grande cantidad de estofas de seda pura, y de seda y algodon. La mayor parte de las primeras se gasta en Delhy, ó en los países septentrionales: las segundas sirven para muchas regiones de Asia. En quanto á la seda en rama, podia valuarse en otro tiempo su extraccion para Europa en trescientos á quatrocientos millares, que empleaba en sus manufactu. ras: despues ha disminuido; pero los Ingleses llevan de algunos años á esta parte una gran cantidad para su uso, y el de otras naciones. En general es ordinaria, mal hilada, no toma lustre en el tinte, y apenas puede

emplearse en otras labores del arte, que en las de la trama de las estofas de brocado.

El algodon tiene mayor perfeccion, y es á proposito para todo: se emplea utilmente en cien especies de telas que se gastan por todo el mundo. Las que son mas particulares al mismo Bengala, y de un uso mas universal, son las musolinas lisas, rayadas ó bordadas: la labor es mas facil en la estacion lloviosa, porque la materia se presta mejor, y se rompe menos: en las demas estaciones suplen los texedores quanto es posible esta humedad del ambiente, poniendo vasos de agua debaxo de sus telares.

Aunque estos telares están esparcidos por la mayor parte de Bengala, se puede mirar á Daca como su mercado general. Hasta estos ultimos tiempos Delhy y Moxudabad sacaban de alli las telas necesarias á su consumo: ambas Cortes mantenian en aquella ciudad un Agente, que las hacia fabricar: gozaba de una autoridad independiente de los Magistrados, sobre todos los obreros que tenian parte ó conexion con esta manufactura. Era desgracia para algunos el parecer ó ser demasiado hábiles, porque se les obligaba á solo

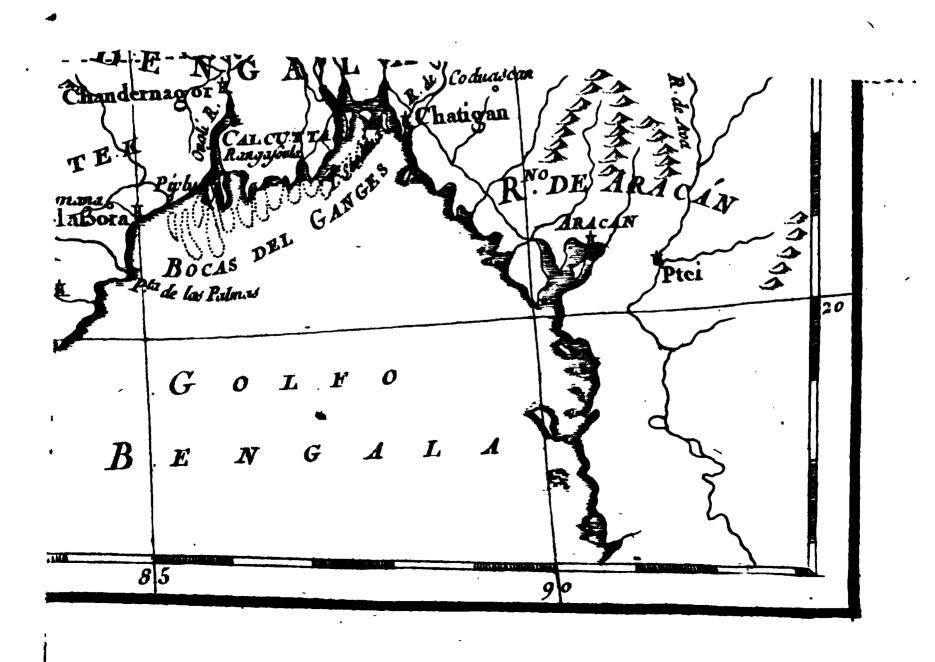
trabajar para el Gobierno, que les pagaba mal, y sujetaba á una especie de esclavitud. Quando quedaba enteramente satisfecho su capricho, se permitia á los Europeos, á los demas estrangeros, y á los naturales, empezar sus compras; y aun entonces estaban obligados á pagar los Corredores establecidos por el Ministerio. Estos rigores y vexaciones sofocaban la industria, hija de la necesidad, pero compañera de la libertad.

Las revoluciones que han dado nuevos Soberanos á Bengala, han debido introducir otras máxîmas: no obstante vemos, que las mercaderias que de alli nos vienen, no son mas perfectas: quizás los que las fabrican no habrán mejorado de condicion, y aun puede ser que cesando de ser esclavos de los Nabades, hayan pasado á mas pesadas cadenas.

Pocos años hace, que veinte millones de libras pagaban todas las compras hechas en Bengala por las Naciones Europeas: su hierro, su plomo, su cobre, sus generos de lana, y la especeria de los Holandeses cubrian con poca diferencia el tercio de estos valores; lo restante se soldaba en dinero. Desde que los Ingleses han quedado dueños de esta rica region.

T

gion, se han visto aumentar sus extracciones, y disminuir sus entradas; porque los



182 ESTABLECIMIENTOS trabajar para el Gobierno, que les pagaba mal, mujetaba á una especie de esclavitud. Quangion, se han visto aumentar sus extracciones, y disminuir sus entradas; porque los conquistadores han sacado mayor cantidad de mercancias, y han hallado el modo de pagarlas con las rentas del país. Puede presumirse, que esta revolucion en el comercio de Bengala, aun no llega á su término, y que tarde ó temprano tendrá consequencias y efectos mas considerables.

## CAPITULO X.

IDEA QUE PUEDE FORMARSE DE LA COLONIA
Inglesa de Santa Helena: uso que hacen los
Ingleses de las Islas de Comora: la Compañia permite á los navegantes particulares
el comercio de India á India: travas que en
su comercio ha experimentado la misma Compañia: fondos que ha puesto, y extension que les ha dado.

ARA mantener con la vasta region de Bengala, y los demas establecimientos de Asia, bien ligadas sus relaciones ó correspondiencias, dispuso la Compañía Inglesa asegurarse una conveniente escala en Santa Helena. Esta Isla, que solo tiene veinte y ocho millas de circunferencia, esta situada en medio del Océano Atlántico, á quatrocientas leguas de las costas de Africa, y á seiscientas de las de América. Es un disforme monton de rocas y montañas, que á cada paso muestran las señas de un volcan apagado. En 1602, la descubrieron los Portugueses, y la abandonaron. Despues los Holandeses hicieron en ella un corto establecimiento, del que fueron echados por los Ingleses, que se han mantenido en la Isla desde 1673. Sobre este suelo tan esteril se ha ido formando una poblacion de veinte mil habitantes, entre libres y esclavos.

No han prosperado en Santa Helena nuestros arboles frutales, á excepcion del pérsico. La viña tampoco se ha logrado. Las legumbres han sido constantemente el regalo de los insectos. Poco es el grano que escapa de la voracidad de los ratones. Ha sido preciso contentarse con criar vacadas, y aun esto solamente se ha conseguido despues de haber visto perecer un crecido número de estos utilisimos animales. Agostaba el clima las diversas especies de yerbas que se querian cultivar. Se ha pensado despues en plantar arbustos, que no temiesen el calor ni da sequedad, y por fin ha
nacido á su sombra un cesped fresco y sano.
Sin embargo esta yerba no ha sido bastante,
para que pudiese pastar á un tiempo tres mil
cabezas mayores, número que aun no es suficiente para el abasto del vecino, y de los navegantes. Para suplir esta falta podria recurrirse á los prados artificiales, que los viageros
inteligentes dicen que serian practicables, segun el actual estado del territorio: pero dificilmente podrán lograr aquellas gentes este
medio, porque el monopolio se ha reservado
los mejores terrenos para el servicio, utilidad
6 fantasias de sus empleados.

Las casas que circundan el puerto, fabricadas salpicadamente, mas bien dan la idea de un campamento, que de una ciudad. Son poco considerables las fortificaciones, y se compone la guarnicion de solo quinientos soldados, mal contentos de ella. La colonia solo tiene algunas vacas, y pocos refrescos que dar á los navios que arriban, en cambio de los generos y mercaderias que llevan de Europa y de Asia. El pescado es el alimento regular de los negros, y aun tambien de muchos blancos.

TQM. II.

Aa

Es-

Este es, con la mas exâcta verdad, el estado de Santa Helena, donde paran todos-los
bastimentos que vuelven de las Indias á Inglaterra, y donde en tiempo de guerra encuentran á los navios de escolta. Los vientos
y las corrientes desvian los que van de Inglaterra á las Indias: muchos, por evitar los inconvenientes detan largo viage sin algun descanso, hacen arribada en el Cabo de BuenaEsperanza: otros, particularmente los destinados al Malabar, van á tomar sus refrescos
á las Islas de Comora.

Son quatro estas Islas: están situadas en el Canal de Mozambique, entre la costa de Zanguebar y Madagascar. Comora, que es la principal, y que da su nombre á este pequeño archipielago, es muy poco conocida; porque los Portugueses que la descubrieron en sus primeras expediciones, se hicieron odiosos, y de tal modo aquellos naturales detestaban á todos los Europeos, que los que desde entonces se han atrevido á abordar á ella, han sido muertos, ó tan mal recibidos, que ya la han perdido de vista enteramente. Las de Mayotte y de Moely, tampoco son frequientadas, porque son dificiles sus entradas, y no es se-

guro su fondeadero. En la de Anjovan es donde los Ingleses hacen su descanso.

En esta Isla, cuyo circuito es de treinta leguas, parece que la naturaleza se muestra con todas sus riquezas y sencillez. Hermosas lomas ó cerros, siempre verdes; amenos valles, siempre risueños; forman por todas partes variados y deliciosos países. Treinta mil habitantes componen el número de sus moradores, repartidos en seteuta y tres pueblos: su len-. gua es la Arabe: su religion un Mahometismo, ya muy desfigurado: tiene algunos principios de moral mas razonables que lo son comunmente los de esta parte del globo. El hábito de mantenerse solo con vegetables y leche, les ha dado una insuperable aversion al trabajo. Nace de esta pereza cierto ayre de orgullo, que en las gentes distinguidas consiste en dexarse crecer las uñas. Para convertir! en adorno este estudiado descuido, se las tinen de un roxo amarillado, que sacan de un arbolillo del país.

Este indolente pueblo ha perdido la liberatad que vino á buscarse desde el inmediato continente, á quien, segun parece, debió su origen. No hace todavia un siglo, que un ne-

gociante Arabe mató à un hidalgo Portugues, se escapó en un barco, y la casualidad le conduxo á Anjovan. Este estrangero supo aprovecharse tan felizmente de la superioridad de sus luces, y del auxílio de algunos paisanos suyos, que se alzó con una autoridad absoluta, que aun exerce en el dia su proprio nieto. Esta mudanza en el gobierno no ha alterado en nada la libertad y seguridad que hallaron los Ingleses en su arribada á la Isla. Han continuado pacificamente en baxar á tierra sus enfermos, donde lo saludable del ayre, y la excelente calidad de las frutas, de los víveres y del agua, los restablece bien presto. Solamente se han visto obligados á pagar mas caras las provisiones, porque habiendo los Arabes tomado el rumbo de esta Isla, donde reynaba un Arabe; han introducido el gusto de las mercancias de la India, y como los cauries ó caracolillos, las nueces de coco, y otros generos que tomaban en cambio, no bastaban para pagar este luxo, los Isleños se han visto precisados á exigir dinero, por sus bueyes, sus cabras, y su volateria, que antes entregaban por cuentas de vidrio, y otras vagatelas de vil precio. Sin embargo, esta novedad no

ha desviado á los Ingleses de este punto de descanso que no tiene otro defecto, que el de la demasiada distancia de la Europa para servir de escala á sus navegantes.

Semejante inconveniente no embarazó 4. la Compañia Inglesa el dar una grande extension á su comercio. No ocupó largo tiempo su atencion, el que podia hacer del otro lado del Cabo de Buena-Esperanza, y de un puerto al etro de la India. Fue bastante avisada y cuerda, para comprehender desde luego, que no la convenia esta navegacion; pero con su permiso la emprendieron sus Agentes, y se brindó á todos los Ingleses que quisiesen partir con ellos este tráfico, baxo la condicion de una fianza de 45000. libras, que respondiese de su conducta en esta parte. La Compania para facilitar y acelerar las ventajas que debian con el tiempo aumentar las suyas, animó. á estos negociantes, tomando alguna parte en sus expediciones; cediendoles algunos intereses en sus proprios armamentos; y aun muchas veces encargandose de sus mercancias por un moderado flete. Este generoso modo de portarse, inspirado por un noble espiritu nacional, tan opuesto en todo al caracter del

monopolio, dió prontamente grande actividad, fuerza, y consideracion á aquellas Colonias Inglesas.

El comercio particular se ha aumentado con las prosperidades de la poderosa protectora, que le sirve de apoyo, y á su turno, ha contribuido reciprocamente á darle mas solidez. Emplea actualmente grandisimos capitales, y ocupa cerca de doscientos bastimentos, desde cincuenta á seiscientas toneladas, tados servidos por marineros Indios. Aun hubiera sido mayor el número, si la Compañia no hubiera exigido en todas sus factorias el derecho de un cinco por ciento, sobre todas las mercancias del comercio libre, y de ocho y medio por ciento, de todas las remesas que los Agentes de este tráfico quieran hacer pasar á la Metrópoli, Quando sus urgencias no la forzaban á afloxar la rienda sobre esta ultima medida, estos fondos particulares se entregaban á otros: negociantes Europeos, ó á los oficiales Ingleses, que no siendo propriamente dependientes de la Compania, podian trabajar para ellos, naveganda par ella.

Si por un lado el monopolio hacia las vezaciones á los particulares, era por otro obstigado, á su vez, por las leyes fiscales. Sus navios estaban obligados á entrar siempre á vuelta en una rada Inglesa, y los que traian generos prohibidos, en el puerto mismo de Londres. Por un reglamento bastante estraño, y aun indigno de un pueblo comerciante, no la era permitido enviar en dinero á las Indias mas cantidad, que 6.750, 000. libras. Se la obligaba á extraer en generos del país el diezmo de lo que hacia embarcar en metales. Todos los productos del Asia, que consumia la Nacion, adeudaban en el tesoro público veinte y cinco por ciento, y algunos mucho mas.

Aunque hayan influido bastante en el número y utilidad de las expediciones de la Compañia, la ignorancia y la capacidad de los Administradores; la paz y la guerra; los prósperos sucesos, y las desgracias de la Metrópoli; la indiferencia, y la pasion de la Europa, por las manufacturas del Asia; la mas y la menos rivalidad ó concurrencia de las otras Naciones: puede muy bien decirse, que su comercio ha prosperado, y se ha extendido á medida que se han aumentado sus capitales. Al principio solo fueron de 1. 620, 000. libras; creció con el tiempo este debil fondo,

aumentandole la parte de ganancias que no se repartian, y las cantidades de mas ó menos consideracion, que iba succesivamente añadiendo la entrada de nuevos asociados. Habia subido el capital á 8. 322, 547. libras, y diez sueldos, quando en 1676: los interesados juzgaron por mas conveniente el doblarle, que el hacer una exôrbitante reparticion, como se lo permitian sus prosperidades. Se aumentó extraordinariamente, quando las dos Companias, que se habian hecho una destructiva guerra, unieron sus riquezas, sus proyectos y sus esperanzas; y llegó despues á 67. 500, 000. libras. Con estos fondos se compraban los generos y mercaderias, que surten las Indias tan abundantemente. Lograban su salida y consumo en la Gran Bretaña; en sus factorias de Africa; en sus Colonias del nuevo mundo; y en muchas regiones de Europa...

Con el tiempo llegó á ser el thé uno de los mayores objetos de este comercio. Le introduxeron en Inglaterra los Lordes Arlington y Ossori, habiendole traido de Holanda en 1666. y puesto en moda sus mugeres, entre las gentes de su clase. Se vendia entonces en Londres la libra pesada á cerca de setenta

la-

libras tornesas, aunque en Batavia solo hubiese costado tres ó quatro. Este gran precio que no baxó sino muy lentamente no estorbó los progresos que hizo el gusto, que se tomó á esta bebida. Sin embargo no llegó á ser de un uso comun hasta 1715. año mas ó menos. Luego empezó á tomarse el thé verde, pues hasta aquel tiempo solo se habia conocido y gastado el thé bouy. Despues se ha hecho general la aficion á esta yerba Asiática. Mania que no dexa de tener algunos inconvenientes; pero tampoco puede negarse, que la Nacion la debe mas sobriedad que han podido conseguir las mas severas leyes, las mas eloquentes declamaciones de los Oradores; y los mejores tratados de moral.

En 1766. se han traido de la China seis millones de libras pesadas de thé para los Ingleses; quatro millones y medio para los Holandeses; dos millones y quatrocientas mil libras para los Suecos; otro tanto para los Dinamarqueses; y dos millones, cien mil libras para los Franceses: estas cantidades juntas forman un total de diez y siete millones quatrocientas mil libras. La preferencia que la mayor parte de los pueblos Europeos dan al choco-

TOM. II.

Bb

late, al casé, y á otras bebidas; las seguidas observaciones hechas con cuidado, durante muchos años; los mas exâctos cálculos que ha sido posible hacer en materias tan complicadas: todo nos decide á juzgar, que el consumo del thé en lo restante de Europa, en el citado tiempo, apenas subia á cinco millones y medio; y en este caso el de la Gran Bretaña debia acercarse á doce millones.

En la referida época contaba esta Potencia tres millones de personas, que hacian uso del thé habitualmente; la tercera parte en sus Colonias. Cada persona consumia al pie de quatro libras al año; la libra, inclusos los derechos, se vendia una con otra á seis libras y media. Segun esta cuenta, el precio de este genero llegaria á setenta y dos millones: pero no era asi; porque la mitad entraba fraudulentamente, y costaba mucho menos á la Nacion.

La guerra de la Gran Bretaña con sus Colonias de la America septentrional ha obligado á la Compañia á disminuir su transporte de thé. Sin embargo no ha padecido su comercio; porque ha llenado este hueco una mayor cantidad de seda, que la han surtido

la China y Bengala; porque ha dado una grande extension á las ventas que ordinariamente hacia de las produciones de las manufacturas del Coromandel y del Malabar, y sobre todo su principal recurso ha sido la reciente conquista de Bengala; materia que va á ocupar el próxîmo capítulo.

## CAPITULO XI.

CONQUISTA DE BENGALA : MEDIDAS QUE han tomado los Ingleses para conservarla: vexaciones y crueldades que han cometido en este país.

AA conquista de Bengala ha causado una revolucion prodigiosa, y puede preguntarse ¿ esta revolucion que ha influido tan sensiblemente sobre el destino de los hombres de una gran parte del Asia, y sobre el comercio que hacen las Naciones Europeas en estos climas, ha sido el efecto y las resultas de una cadena de combinaciones políticas? ¿ Ha sido uno de estos eventos de que puede gloriarse la prudencia? Debe responderse, no; solo el acaso

Bh 2

ha decidido de ella; y las circunstancias que han abierto á los Ingleses una rica mina de poder y de gloria, lexos de prometerles los felices sucesos que han tenido, parecia al contrario pronosticarles los mas funestos reveses.

Desde cierto tiempo à esta parte se habia introducido en estas regiones la perniciosa costumbre, de que todo Gobernador de qualquiera establecimiento Europeo se tomaba la licencia de dar asilo á los naturales del país, que temian castigos ó vexaciones. Las sumas, á veces muy considerables, que recibia por precio de su proteccion, le hacia cerrar los ojos sobre el peligro á que exponia los intereses de sus superiores. Un principal vasallo de Bengala, que conocia este recurso, se refugió al establecimiento Inglés de Calcuta, para librarse de las penas que merecia por su infidelidad y malversaciones. Tuvo su acostumbrada buena acogida; de que, como era regular, se ofendió el Subá; se puso á la cabeza de su exército; atacó la plaza, y la tomó. Hizo meter la guarnicion en un estrecho calabozo, donde pereció sofocada al cabo de doce horas; solo quedaban vivos veinte y tres hom-

hombres. Estos infelices ofrecian grandes sumas á la guardia, para que avisasen al Principe del triste estado de su situacion. Sus gritos y gemidos compadecian al pueblo; pero nadie se atrevia á avisar al Despota: está durmiendo, decian á los Ingleses ya agonizando. No habia nadie en Bengala que pensase, que para salvar la vida de un número de hombres, debia interrumpirse el sueño de un tirano. Tal es la fuerza del despotismo, que acostumbrando su yugo al temor ó respeto, llega á un extremo tan servil, tan cruel, y tan inhumano: El Almirante Watson, que acababa de llegará la India con una esquadra. y el Coronel Clive, que tan distinguidamente se habia portado en la guerra del Carnate, no tardaron en dexar vengada su Nacion. Juntaron los Ingleses dispersos y fugitivos, subieron el Ganges en Diciembre de 1756. recobraron á Calcuta, se hicieron dueños de otras muchas plazas, y consiguieron una completa victoria contra el Subá.

Apenas puede concebirse tan grande y tan rápido suceso, quando se considera, que era un cuerpo de solo quinientos Ingleses, el que asi peleaba contra todas las suerzas de Benga-

la: pero sí en parte debieron sus ventajas á la superioridad de su disciplina, y al decisivo ascendiente, que tienen los Europeos en la guerra sobre las Naciones Indianas; en la mayor parte debieron mas utilmente estas ventajas á la ambicion de los Gefes; á la codicia de los Ministros, y á la naturaleza del mismo gobierno, que no conoce otros resortes, que el interes del momento y el temor. Esta union de diversas circuastancias es la que supieron aprovechar en su empresa, y en las que la han seguido. El Subá se hallaba aborrecido de sus pueblos, como lo son casi siempre los Despotas; sus principales cortesanos vendian su poder á los Ingleses; fue desamparado traidoramente á la cabeza del exército, cuya mayor parte rehusó el combate, y cayó él mismo en las manos de sus enemigos, que le hicieron dar garrote en la prision.

Dispusieron de la Subabia en favor de Jaffer-Alikan, cabeza de la conspiracion. El nuevo Principe cedió à la Compañia algunas provincias, y la otorgó todos los privilegios, todas las exênciones, todos los favores que podia desear: pero cansado luego del yugo que se habia impuesto, buscó sordamente

los medios de evadirse de sus contraidas obligaciones. Penetraron los Ingleses sus designios, y le arrestaron en medio de su propria capital.

Fue proclamado en lugar suyo Kossin-Alikan su yerno: pero no gozó largo tiempo de esta usurpacion, que habia logrado á fuerza de dinero; pues impaciente del yugo, como su predecesor, se mostró indocil: rehusó recibir la ley; y se encendió inmediatamente la guerra. El mismo suegro Jaffer-Alikan, que tenian prisionero los Ingleses, fue nuevamente proclamado Subá de Bengala. Marcha el exército contra Kossin-Alikan; se consigue sobornar á sus Generales: por traicion queda enteramente derrotado: y aun perdiendo sus estados, se consideró muy dichoso, porque salvó la vida y las inmensas riquezas que habia acumulado.

En medio de este desastre no perdió Kossin Alikan la esperanza de vengarse: llevó sns tesoros y su resentimiento á los dominios del Nabad de Benarés, primer Visir del Imperio Mogol. Este Nabad, y los Principes circunvecinos se coligaron contra el comun enemigo: pero no era ya un puñado de Euro-

peos, con quien tenian que hacer; estaban ya juntas todas las suerzas de Bengala, que tenian en su poder los Ingleses. Animados estos con sus felices sucesos, no esperaron que les acometiesen; fueron los primeros á buscar esta formidable liga, y marcharon con la confianza que les inspiraba el General Clive, cuyo nombre parecia haberse hecho garante de la victoria. Sin embargo no quiso Clive arriesgar nada: una parte de la campaña se pasó en negociaciones: en fin, las riquezas que habian sacado de Bengala, les sirvieron para asegurarse todavia otras nuevas conquistas. Sobornaron á los Gefes del exército Indiano. y quando el Nabad de Benarés quiso empeñar la accion, se halló envuelto en la fuga de los suyos, sin haber podido pelear. Esta victoria dexó al arbitrio de los Ingleses el país de Benarés, y parece que nada podia estorbarles el agregar esta Soberania á la de Bengala. Pero fuese moderacion, prudencia, ó necesidad, se contentaron con exîgir ocho millones de contribucion, y ofrecieron la paz al Nabad baxo de unas condiciones que le ponian en la imposibilidad de danarles; pero que él mismo se consideró afortunado aceptandolas, para volver á la posesion de sus estados. Entre estas desgracias, Kossin-Alikan halló todavia medio de salvar una parte de sus tesoros, y se refugió entre los Seiks, pueblos de las cercanias de Delhy; donde procuró hacerse aliados, y suscitar enemigos á los Ingleses.

Mientras pasaba todo esto en las partes de Bengala, el Emperador Mogol, ó el Gran Mogol, que comunmente decimos, echado de su capital Delhy por los Patanes, que en su lugar habian proclamado á su hijo, andaba errante de provincia en provincia, buscando un asilo en sus proprios estados, y pidiendo en vano el socorro de sus vasallos. Abandonado de estos, vendido por sus proprios aliados, sin apoyo, sin exército, noticioso y admirado del poder de los Ingleses, imploró su proteccion. Le prometieron conducirle à Delhy, y restablecerle en su trano; pero empezaron por hacerse ceder antes la Bengala en toda soberania. Se hizo esta cesion por un acte auténtico, y revestido de todas las formalidades de estilo en el Imperio Mogol.

Dueños los Ingleses de este título, que en cierto modo legitimaba su usurpacion á la vista de los pueblos, bien presto olvidaron CC sus

dor, que no les permitian las circunstancias intentar semejante empresa; que era preciso esperar mas favorable coyuntura; y le señalaron el parage de su residencia para tener su Corte, con la correspondiente renta para mantenerse. El Imperio Mogol se halló entonces dividido entre dos Principes; el uno, condecorado prisionero, era reconocido Emperador en las diferentes regiones de la India, donde la Compañia Inglesa tenia establecimientos y autoridad; el otro reynaba en Delhy; en las provincias cercamas de esta capital; y en los países donde no tenia influxo la Compañia.

Los Ingleses, viendose asi soberanos de Bengala, les pareció que debian conservar el simulacro de las antiguas formalidades del gobierno en un país, donde ellas constituyen el mayor poder, y aun quizás el unico que sea seguro y durable. Sobre estos principios, baxo el nombre de un Subá gobernaban el Reyno, y cobraban las rentas y tributos. Este Subá, que lo era por nombramiento suyo, y que estaba á su sueldo, aparentaba el dar las ordenes: parecian dimanados de él los astos públicos y los decretos, que realmente se

habian despachado en el Consejo de Calcuta: de modo que estos pueblos, despues de haber mudado de Señor, podian creer largo tiempo, que aun estaban todavia baxo de la misama coyunda. Es fuerte indignidad del ambicioso, querer exercer las vexaciones sin parecer injusto; querer recoger el fruto de sus rapiñas, y echar á otros sus odiosos efectos; avergonzarse del nombre de tirano, y no des la tirania.

La conquista de Bengala, cuyos límites despues se han extendido hasta los montes que separan el Thibet y la Tartaria del Indostan, sin acarrear ninguna mudanza sensible á la forma exterior de la Compañia Inglesa, ha mudado de objeto muy esencialmente. Ya no es asociacion comerciante; es una potencia territorial, que maneja sus rentas al favor de un comercio, en que antes consistia toda su exîstencia, y que ahora, á pesar de la extension que ha recibido, no es mas que la parte accesoria en las combinaciones de su actual grandeza.

Las medidas pensadas para asegurar en lo posible la estabilidad de tan favorable situacion, son sumamente razonables. La Inglatera tiene en la India un estado de 9,800. hom-

Cc 2

bres

bres de tropas Europeas, y 54, 000. Cipayes, bien pagados, armados, y disciplinados: igualmente otros 3, 000. de los primeros, y 25, 000. de los segundos, repartidos en las orillas del Ganges. Esto se entiende sin contar las fuerzas extraordinarias que ha enviado, desde que se empezó la guerra.

El mas considerable cuerpo de estas tropas está por lo regular en Benarés; antes cuna de las ciencias Indianas, y aun todavia la mas famosa Academia de estas ricas regiones, donde la avaricia Europea no respeta nada. Se ha escogido este puesto, porque ha parecido el mas favorable para detener los belicosos pueblos que puedan baxar de las montahas del Norte, pues en caso de ataque, sería mas conveniente sostener la guerra fuera del país, en donde se recogen las rentas. A la parte del Mediodia se ocupan los desfiladeros, por donde un inteligente y activo enemigo, pudiera penetrar en la provincia. Daca, que es el centro, tiene baxo de sus muros una fuerza considerable, siempre pronta para acudir adonde sea necesario su socorro. Todos los Nabades, todos los Rajas, que dependen de la Subabia de Bengala, están desarmados, rodeadeados de espias para descubrir las conspiraciones, y de tropas para disiparlas.

Para el caso de una desgraciada revolucion, que obligase los conquistadores á levantar sus quarteles y abandonar sus puestos, se ha construido cerca de Calcuta el fuerte de Willams, (Guillermo) que en semejante urgencia sirva de asilo al exército, y le dé tiempo de esperar los socorros necesarios para volver á cobrar la superioridad perdida. A pesar de la prudencia con que los Ingleses toman sus precauciones, siempre ha de causarles inquitud los riesgos que les cercan. La Potencia del Mogol puede tomar nuevos brios y firmeza, y pensar en recobrar la bella provincia de Bengala. A los Principes, ahora discordes, puede reunir el interes de la libertad comun. A las naciones bárbaras puede atraer nuevamente la ventaja del clima. Los proprios soldados Indios, que componen la mayor fuerza Inglesa, pueden rebelarse, volviendo las armas contra los mismos que les han enseñado el manejo de ellas. Sobre todo puede venirse á plomo aquella grandeza, unicamente fundada sobre la ilusion. Pero lo que desde luego les da mas cuidado, es la irrupcion de

los Maratas; pues si esta especie de bandidos repite con fortuna sus correrias, necesariamente han de baxar los tributos, y han de aumentarse los gastos; aun quando tan temible enemigo no logre mayores ventajas.

Supongamos no obstante, que no ocurran estas desgracias; no es verisimil que las rentas de Bengala sean siempre las mismas. En 1773. subian á 71, 004, 465. libras; pero los gastos y rapiñas absorbian 61.379, 437. la Compañia Inglesa no lleva ya dinero á aquel país, antes bien le saca de sus factorias. Sus Agentes hacen caudales increibles; y bastante grandes los negociantes particulares. Las demas Naciones Europeas hallan en los tesoros mismos de la Potencia dominante suficientes recursos, que las dispensa la introducion de nuevos metales. Todas estas combinaciones han de dexar en el numerario de aquellas regiones un vacío, de que tarde 6 temprano se ha de resentir el cobro de las rentas públicas.

No llegaria este caso, ó sería remoto, si los Ingleses, respetando los derechos de la humanidad, descartasen de estas provincias la opresion en que gimen tantos años hace. Entonces Calcuta, lexos de ser un objeto de terror para los pueblos, sería un Tribunal abierto á las quexas de los infelices, que la tirania
se atreviese á perseguir; saldria de las entrañas de la tierra el oro, que tienen sepultado
el temor y la avaricia; se animaria la agricultura y la industria; serian más considerables
los objetos de extraccion, y en vez de disminuir, se aumentaria la renta, conciliando su
beneficio con el del comun. No puede decirse
que este plan es meramente especulativo: la
misma Compañia ha dado pruebas de su posibilidad.

La mayor parte de Naciones Europeas, que han adquiride territorios en la India, se han valido de arrendadores naturales del país, de quienes exigen considerables adelantamientos: para satisfacerles, y quedar gananciosos estos codiciosos asentistas, hacen mil extorsiones á los pueblos, y muchos de sus infelices vecinos se ven obligados á abandonar sus hogares. No han seguido este rumbo los Ingleases en sus posesiones de la costa de Coromandel: observaron que las aldeas se componian de familias, que la mayor parte estaban entre sí emparentadas, ó muy unidas; sirviendose de esta observacion, abandonaron aquella

forma de arrendamientos: tasaron cada porcion de terreno en un cierto canon ó tributo, y
el respectivo Gefe, ó Padre de familias, salia fiador por sus parientes y allegados. Este
método unia los Colonos entre sí, les suscitaba el deseo, y les daba los medios de sostenerse reciprocamente. Esta era la causa que habia levantado los establecimientos de la Nacion al grado de prosperidad de que eran capaces; mientras que las naciones rivales tenian extenuados los suyos, sin cultivo, sin
manufacturas, y por conseqüencia sin la correspondiente poblacion.

Tan excelente plan de administracion, que hace honor á la humanidad y á la razon misma, no se ha estendido fuera del pequeño territorio de Madrás, ni servido de exemplo á los mas considerables: consistirá quizás, en que la moderacion suele ser una virtud unícamente conforme con la mediania. La Compañia Inglesa hasta estos ultímos tiempos habia llevado una conducta muy superior á la de las otras Compañias. Se escogian con acierto sus Agentes, sus factores, los principales eran jóvenes de buenas familias, que no temian ir á servir á la patria de la otra parte

de los mares; de estos mares inmensos, que mira la Nacion como una parte de su Imperio. La Compañia habia considerado las mas veces el comercio en grande, y casi siempre le habia hecho como una sociedad de verdaderos políticos, al mismo tiempo que espertos negociantes. En fin sus Colonos, sus Mercaderes, sus Militares, habian conservado mejores costumbres, mayor disciplina, mas vigor, que los de otras Naciones.

Quién hubiera pensado que esta misma Compañia, mudando, casi de un golpe, de conducta y de sistema, llegaria tan presto al punto de que los pueblos de Bengala echasen menos el despotismo de sus antiguos Señores! Esta funesta revolucion ha sido bien pronta, y bien cierta. Una tirania metódica ha sucedido á la autoridad arbitraria. Las exâcciones son generales y uniformes. La opresion ha sido continua y absoluta. Se ha perfeccionado el arte destruidor de los monopolios. Se han inventado otros nuevos. En una palabra, se han alterado y corrompido todas las fuentes de la confianza y de la felicidad pública.

Baxo el gobierno de los Emperadores Mogoles, los Subaes encargados de la administrarom. 11. Dd cion cion de rentas, se veian precisados por la naturaleza de la constitucion del país á abandonar las cobranzas à la disposicion de los Nabades, los Paleagares, los Zemindares, que las arrendaban à sugetos ricos: estos las subarrendaban 2 otros: y estotros todavia a otros mas inferiores: de suerte, que el producto de las itierras pasaba., y se perdia en gran parte entre las manos intermedias, antes de llegar al tesoro del Subá, del que él mismo entregaba muy corta porcion al Emperador. Esta administracion, tan viciosa por muchos caminos, tenia por lo menos de savorable para los pueblos, que no mudaba de arrendadores, ni de precio de los arriendos, porque qualquier aumento trastornaria la cadena en que tantos gradualmente sacaban su provecho, y causaria infaliblemente un levantamiento : recurso temible, pero el unico en un país tan oprimido del despotismo. En esta orden de cosas habria muchas injusticias y vexaciones particulares. Pero por fin, haciendose el cobro de las rentas sobre un pie fixo y moderado, no se extingia enteramente la emulacion. Los labradores cuidaban y adelantaban sus la branžas; los texedores y demas artesanos sus :manusacturas; todos gozaban los medios de mantener sus samilias. Estas evidentemente han sido las causas del alto grado á que han llegado en Bengala la agricultura, la industria, y la poblacion. Parece que debian de haberse aumentado baxo el dominio de un pueblo, que se le considera libre, y amigo de la humanidad. Pero la sed del oro, la mas devoradora, la mas cruel, la mas insana de todas las pasiones, ha producido una destructiva administracion.

Luego que los Ingleses quedaron soberanos de Bengala, no contentos con percibir las
rentas sobre aquel pie, han aumentado los arriendos; y al mismo tiempo se han apropriado las ganancias. Para conseguir este doble
beneficio, la Compañia Inglesa, aunque soberana, se ha hecho la Asentista de su proprio
Subá: ha dospojado los arrendadores Indios,
y en su lugar ha puesto unos Agentes de la
misma Compañia: tambien se ha hecho dueña, siempre baxo el nombre del Subá, de la
venta exclusiva del tabaco, de la sal, del betel, objetos de primera necesidad en estas regiones. Aun ha hecho mas: ha creado en su
favor, por medio del mismo Subá, un privi-

Dd 2

lc-

legio exclusivo para la venta de algodon procedente del estrangero, á fin de subirle á un excesivo precio: ha mandado aumentar las aduanas, y ha concluido por hacer publicar un edicto, prohibiendo el comercio en lo interior de Bengala á todos los particulares Europeos, excepto solamente los Ingleses.

Si se hace reflexion sobre estas bárbaras prohibiciones', parece que solo han sido inventadas para apurar todos los medios de aniquilar este desgraciado país, á cuya prosperidad debia contribuir la Compania por su proprio interes. Bien se conoce que ha dictado ran iniquas leyes la codicia personal de los que componen el Consejo de Calcuta. Han querido asegurarse el producto de todas las manufacturas, para forzar despues á los negociantes de las demas naciones, que quieran comerciar de India en India, á comprar de los mismos Ingleses estos objetos, o si no abandonar sus empresas. Para cubrir o paliar su tirania, y ostentar una apariencia de celo con sus corresponsales superiores, dicen que la competencia ó concurso de otros mercaderes particulares danaria à las compras que necesita hacer la Compañia, y pasar á Inglaterra, segun

la grande extension de su comercio.

Con este mismo pretexto, y para estender indirectamente la exclusiva hasta las demas Compañias, pareciendo al proprio tiempo que respetan sus derechos, han dado comision estos ultimos años para mas cantidad de generos, que los que puede surtir Bengala. Se ha prohibido al mismo tiempo á los texedores el trabajar por cuenta de otras Naciones, basta que quedasen cumplidas las ordenes de la Compañia Inglesa. De este modo, no dexando arbitrio á los obreros, tienen que dar sus manufacturas al precio que les han querido poner. Pero en lo que no cabe pretexto, y es cosa que aturde, es la alteracion de la moneda. Los Ingleses, vencedores de Bengala, y señores de los tesoros inmensos que alli junta la fecundidad del terreno, y la ·industria de sus habitantes, se han atrevido á alterar la ley, ó título de las especies: baxeza inaudita en aquel país. Una operacion tan contraria á la fe pública, no pudo sostenerse largo tiempo: la Compañia misma se resintió de sus perniciosos efectos, y resolvió recoger aquellas especies; en cuya segunda operacion tambien ha procedido de un modo iniquo,largo de referir.

Una opresion tan general no podia menos de ir acompañada de mil violencias; de suerte, que repetidas veces ha sido preciso recurtir á la fuerza de las armas, para hacer executar las ordenes del Consejo de Calcuta. No se ciñó esta tropelia á solo los Indios; la experimentaron los Europeos, particularmente los Franceses, que sin embargo de su decadencia en aquellas partes, causabar celos al Consejo, y en medio de una profunda paz, se renovaron los aparatos y ruidos de guerra.

Si á la pintura de las vexaciones públicas se añadiese la de las exâcciones particulares, se veria una série individual y respectiva de calamidades, que enternecerian el corazon mas duro. Quando la suerte persigue á una region ó á una persona, parece que se conjuran contra ella todas las desdichas. Como si no fueran bastantes las que padecia este pueblo por parte de los hombres, concurrieron los elementos con una sequía, que no ha tenido exemplo en estos climas, á preparar el terrible azote de la hambre, en el país mas fertil del mundo.

Logra coger Bengala dos cosechas al año, una en Abril, otra en Octubre: la primera,

que es la pequeña, se compone de semillas ó granos menores; la segunda, llamada la grande, es la del arroz: faltaron las lluvias, que comunmente empezando en Agosto, acaban en Octubre, y hicieron perder la grande del mismo año de 1769. y la pequeña del siguiente de 1770. Aunque padeció poco el arrez, 'que se cultiva en las montañas, éste no cra suficiente para abastecer el país. Los Ingleses, con el motivo de precaver la carestia, para su subsistencia y la de su tropa, se hicieron logreros; y tuvo su cruel monopolio las tristes consequencias que parecen increibles, y que nos abstendremos de referir. Poco faltó para que à la pálida hambre se siguiese la hedionda peste, que arrebatase el resto de sus habitantes. Parece que segun los cálculos, recibidos generalmente por ciertos, perecieron tres millones de almas, que vienen á ser la quarta parte de aquel Reyno. Es singularmente notable el caracter, ó inercia moral y fisica de estos pueblos: pues en medio de este terrible ezote, acosados de tan acerbo conflicto, quedaron en una inaccion total, sin intentar nada para su propria conservacion. Todos los Europeos, y especial mente los Ingleses, tenian

provistos sus almacenes, y sueron respetados, como tambien lo sueron las casas. No cometieron estos Indios ningun atentado; no usaron de la menor violencia; no hubo tumulto alguno: entregados estos infelices á una quieta desesperacion, se conformaban con solo implorar socorros que no conseguian; y esperaban pacientemente su triste sin. Considerese ahora, si una semejante calamidad assigiese alguna parte de Europa, quántos desordenes, quántas atrocidades, quánto suror, quántos crímenes se cometerian.

Dexando á un lado la acusacion del monopolio, con que puede acriminarse mas ó
menos la conducta de los Ingleses; en lo que
absolutamente no puede disculparseles, es en
su enorme omision, que debe tratarse de negligencia ó insensibilidad delinquente. El autor que sigo, expone con esta ocasion en boca de aquellos Indios una quexa muy patética, que juzgo digna de trasladarla.

"¿ Es posible que solo para oprimirnos, "habeis de ser fecundos en los medios? Los "inmensos tesoros que una larga série de si-"glos habia acumulado en esta region, han "sido presa vuestra, que habeis transportado

" á vuestra patria; habeis aumentado los tri-,, butos; los habeis hecho cobrar por vuestros "Agentes; sois señores de nuestro comercio ,, interno, y lo sois exclusivamente de todo el ", comercio exterior. Vuestros numerosos na-", vios cargados de los efectos de nuestro ter-", ritorio y de nuestra industria, van á enri-,, quecer vuestras factorias y vuestras colonias: " todo esto lo ordenais y executais para solo ", vuestro provecho, ¿Pero qué habeis hecho " por nuestra conservacion? ¿Qué medios ha-"beis tomado para alejar de nuestras perso-" nas el azote que nos amenazaba? Privados " de toda autoridad , despojados de nuestros "bienes, agoviados baxo de vuestro temible "poder, no hemos podido hacer mas, que "levantar las manos para implorar vuestro ", socorro. Habeis oido nuestros gemidos, ha-"beis visto que se acercaba la hambre á gran ", paso: entonces os dispertasteis; pero para " recoger la corta subsistencia que habia esca-"pado de la esterilidad, y distribuirla entre ,, vuestros soldados; y á nosotros, tristes ju-, guetes de vuestra codicia, desdichados al-" ternativamente por vuestra tirania, ó vuesn tra indiferencia, nos tratais como esclavos, Ee TOM. II.

., quando nos suponeis con riquezas; y quan-,, do tenemos necesidad, no nos mirais siquie-" ra como hombres. ¿ De qué nos sirve que ,, la administración ó gobierno de las fuerzas ", públicas resida toda entera en vuestras ma-3, nos? ¿ Donde están estas leyes, estas cos-,, tumbres, de que os mostrais tan soberbios? "¿ Qué gobierno es este de que tanto ponde-" rais la prudencia? ¿ Habeis detenido la pro-", digiosa extraccion de vuestros negociantes " particulares? ¿Habois mudado de destino " á vuestros navios? ¿ Han corrido los mares ", que nos rodean, para buscar víveres? ¿Los ", habeis procurado en las provincias inmedian tas? ¡Ha! ¿ para qué el cielo ha permitido ,, que nos hayais roto la cadena que nos su-" jetaba á nuestros antiguos Soberanos? Me-", nos avarientos, mas humanos que vosotros " hubieran procurado atraer la abundancia de , todas partes del Asia; hubieran facilitado " las comunicaciones, hubieran derramado "los tesoros: en sin, hubieran creido enri-" quecerse conservando sus vasállos. "

Esta ultima reflexion es de una naturaleza, que debia hacer una impresion bastante viva en los Ingleses, aun suponiendo que se

hu-

hubiese entinguido todo sentimiento de humanidad en sus cdrazones: pero sin meternos ahora en hablar de tan notable indiserencia, que se hace incomprehensible, es preciso convenir en que no tomaron: las medidas conducentes para salvar las vidas de tantos inselices. Estos parece son los efectos de la corrupcion, á que se entregaron desde el primer momento de su elevado poder; de la opresion, que fue su consequencia; de los abusos, que de dia en dia se iban multiplicando; del profundo olvido de todos los buenos principios. Todo esto forma um contrasee bien estrafio con su conducta pasada en las Indias mismas: y.con la constitucion actual de su gobierno en Europa. Esta especie de problema moral podrá resolverse sin grande embarazo, si se considera atentamente el efecto natural de los sucesos, y de las circunstancias.

Dueños sin contradicion de un Imperio, en donde solo habian sido negociantes, era dificil que los Ingleses no abusasen de su poder. Lexos de su patria, no les hacia sonrojar la presencia de sus compatriotas. En un clima cálido, donde el cuerpo pierde su vigor, el alma pierde su fuerza. En un país, donde la

naturaleza y las costumbres inclinan á la molicie, facilmente se dexan los hombres arrastrar de ella. En unas regiones donde han ido para enriquecerse, se olvida con facilidad la caridad y la justicia: sin embargo, puede ser que hubiesen por lo menos conservado alguna apariencia de moderacion y de virtud, si les hubiese détenido el freno de las leyes; pero no habia ninguna que les pudiese obligar, 6 dirigir. Todos los reglamentos que habia hecho la Compañía, miraban las especulaciones, operacion y asuntos del comercio, sin la menor analogia con el nuevo orden de cosas; y el Gobierno Inglés, no considerando la conquista de Bengala, sino como un medio de aumentar el numerario de las rentas de la Gran Bretaña, habia abandonado por 9.000, 000. al año, el destino de doce millones de hombres.

## CAPITULO XII.

MEDIOS QUE HA TOMADO EL GOBIERNO Británico, y la Compañia misma, para reformar los desordenes de todas tlases: situation de la Compañia.

causa de las referidas desgracias ó atrocidades, se llegós ver amenazado de una total ruina. Ya se consideraba en su ultima pendiente, quando acudió la autoridad con su auxílio en 1773. y le puso en estado de hacer frente á los temerarios empeños que habia contraido. Pero mandó el Parlamento, que todos los detalles (\*) de una administracion tan desordenada, se pusiesen á su vista; que los multiplicados y ruidosos abusos que se habian com

(\*) Esta voz está ad- muchas han pasado con mitida en la Milicia, y menos razon, y pasan de debe pasar generalmente uno á otro idioma.

á la lengua, como otras

metido, se hiciesen patentes publicamente; que los derechos de aquellos pueblos fuesen pesados en la balanza de la libertad, y de la justicia. Con esta ocasion el mismo autor exclama con su acostumbrada vehemencia.,,Sí, , augustos Legisladores, vereis cumplidos ,, vuestros deseos. Restituireis á la humani-,, dad sus dereches; refrenareis la codicia; ,, rompereis el yugo de la tirania; hareis subs-,, tituir la recta autoridad de las leyes á una ,, administracion puramente arbitraria. A la " vista de esta justa autoridad desaparecerá " siempre el monopolio, tirano de la indus-", tria: las travas que ha puesto al comercio ,, el interés particular, las hareis ceder á favor ", del interés comun. No os ceñireis á esta mo-", mentánea reforma; estendereis mas lexos "vuestras miras; calculareis el influxo del " clima; el riesgo de las circunstancias; el ,, contagio del mal exemplo; y precavereis , los efectos. Empleareis hombres escogidos, "sin conexîon, sin pasiones en aquellas lexa-", nas provincias, y partirán desde la Metró-,, poli para ir á reconocer aquellos países, es-,, cuchar las quexas, desterrar los abusos, cor-", regir las injusticias: en una palabra, para

" mantener; y estrechar el nudo del buen " orden en todas sus partes.

"Si executais este saludable plan, sin du-" da habreis hecho mucho para el beneficio " de los pueblos; pero no lo suficiente para "vuestra gloria. Os queda que vencer una ", preocupacion, y esta vietoria es digna de " vosotros. Repartid entre ellos sus nativos " campos, aprenderán á cultivarlos para sí " mismos. Obligados con esta benevolencia, " todavia mas que con el temor, pagarán con " alegria los tributos, que les impondreis con " moderacion. Enseñarán á sus hijos á querer "y á admirar vuestro gobierno; y las suc-" cesivas generaciones les dexarán con su he-" rencia la dulce opinion de su felicidad y de " su reconocimiento. Entonces los animos pia-" dosos celebrarán vuestros selices sucesos; se " entregarán á la esperanza de ver renacer la " prosperidad sobre un suelo que hermosea " la naturaleza, y que no ha cesado de de-"vastar el despotismo. Les servirá de una " grata memoria el pensar que las calamidai, des que afligian estas regiones, quedaron " desterradas para siempre: os perdonarán las " usurpaciones con que despojasteis de su po", sesion sus antiguos despotos, y os convida-", rán á nuevas conquistas, viendo estenderse ", el influxo de vuestra sublime constitucion ", hasta las extremidades del Asia, para hacer ", brotar en ella la libertad, la propriedad, y ", la felicidad."

Por las nuevas providencias que se han ido tomando, es preciso juzgar si estas esperanzas, fundadas sobre la alta opinion que se tiene de la legislacion Inglesa, pueden llegar á verificarse en todo, en mucho, ó en algo: veamos.

Para precaver desde luego una quiebra ó bancarrota inevitable, cuyo rechazo tendria graves consequencias, permitió el Gobierno, que la Compañia tomase prestado 31.500,000. libras, al interes de un quatro por ciento. Ha sido succesivamente satisfecha esta suma, y se hizo el ultimo pagamento en 1776. El Gobierno desembarazó despues á la Compañia de la carga anual de 9.000,000. de libras, que pagaba al fisco desde el año de 1769. No se fixó la época de la renovacion de este anual servicio: se resolvió solamente, que no podrian los interesados cobrar un dividendo mayor que ocho por ciento, sin par-

tir con el Gobierno la demasia.

Ocupó al mismo tiempo la atencion de la superioridad el bien de los interesados. No se habia conocido bastante claramente el comercio de las Indias Orientales, y se habia conducido por principios muy varios en el ultimo siglo; de lo que nacia, que en algunas circunstancias se hacían enormes beneficios, y otras veces grandes pérdidas. Los repart imientos que recibian los accionistas, segujan las mismas irregularidades: con el tiempo se fueron acercando mas á una proporcion regular, pero sin llegar nunca á ser uniformes. En 1708. el dividendo no era mas que de cinco por ciento: llegé á ocho en 1709. y á nueve en 1710. Fue de diez los once años siguientes, y solamente de ocho desde 1721. hasta 1731. Desde este año hasta el de 1743. no pasó de siete por ciento. Desde 1743. á 1756. se alzó á ocho; pero para volver á caer á seis desde 1756. hasta 1766. En 1767. subió á diez, y se aumentó dos mas succesivamente los años siguientes. En 1771. llegó hasta doce y medio, pero diez y ocho meses despues el Parlamento le reduxo á seis; sobre cuyo pie debia quedar hasta la satisfaccion del préstamo de los 31.500,000. Ff . TOM. II.

libras. Habiendo quedado enteramente libre la Compañia del expresado empeño, alzó su dividendo á siere y despues á ocho, luego que pagó tambien la mitad de su grande deuda, conocida baxo el títuló de Bonds.; (Villetes de obligacion) la qual era de 67.500,000. libras.

Desde chorigen de la Compañia, los interesados siempre habian escogido cada año veinte y quatro individuos suyos, para dirigir sus negocios. Aunque estos Directores podian ser reelegidos hasta tres veces de seguido, y los más acreditados solian lograr esta ventaja, estaban demasiado sujetos, ó dependientes del mismo cuerpo, para formar un plan de sistema seguido, y obrar vigorosamente. Mandó el Parlamento, que en adelante cada Director sirviese quatro años, y que solo se renovase en cada uno la quarta parte de esta direccion.

La consusion que reynaba en las deliberaciones, dió motivo para poner otra regla. Hasta entonces las juntas públicas habianisido tumultuosas, porque gozaba el derecho de votar todo accionista que tuviese en la Compafiia la cantidad de 17. 250. libras. Se resol-

vió, que en adelante no tendrian voto, sino los poseedores de una suma doble de aquella: y aun se les obligó à que afirmasen baxo de juramento, que eran verdaderamente los proprietarios de aquel capital, y que lo eran de mas tiempo de un año entero. Ademas de estas nuevas medidas, dispuestas por el Parlamento, la Compañía por sí misma tomó algunas otras de visible utilidad.

Desde su principio este gran cuerpo concibió el proyecto de tener una marina propria: pero no exîstia, quando volvió á entrar en su, comercio en tiempo del Protectorado, Desepsa entonces de aprovechar la ocasion, determinó servirse de los bastimentos particulares, y lo que hizo por necesidad, lo ha continuado por economía. Los negociantes daban en flete á la Compañia sus navios, todos equipados y provistos para llevar á la India y traer, de ella el número de toneladas en que se ajustaban. Siempre se convenian sobre el tiempo que habian de detenerse en el parage de su destino. Aquellos á quienes no podia la Compañia dar carga, los ocupaban comunmente algunos mercaderes libres, que de buena gana se encargaban de la indemnizacion del armamento. Debian ser despachados los primeros el año siguiente, para que no se gastase demasiado su jarcia: en caso de necesidad la Compañia la surtia de sus almacenes; pero se la hacia pagar al precio estipulado, de cincuenta por ciento de beneficio.

Los buques empleados en esta navegacion, eran del porte de seiscientas á ochocientas toneladas. A su partida la Compañia no empleaba sino las precisas para su fierro, su plomo, su cobre, sus generos de lana, y los vinos de madera; unicas mercancias que enviaba à aquéllas Indias. Los proprietarios podian completar el resto de su navió con víveres para tan largo viage, y con todos los objetos de que no hacia comercio el cuerpo que servian. Al retorno tenian el derecho de disponer de treinta toneladas, que se habian reservado por su contrato: podian tambien cargar de los mismos generos que la Compañia, con la obligacion de pagarla un treinta por ciento de semejantes artículos. En 1773. se reduxo este derecho á la mitad, con la espezanza de que un favor semejante empeñaria los armadores y sus Agentes, á cumplir mas exactamente su obligacion, y cesarian las introducciones fraudulentas. No habiendo producido esta providencia el esecto que se esperaba, tomó la Compañia el partido de quedar enteramente dueña de todo el buque de los bastimentos.

Desde esta revolucion transporta la misma cantidad de mercancias; pero en un número mucho mas corto de navios, y logra hacer anualmente un ahorro de 2. 250, 000. libras. En 1777. despachó solamente quarenta y cinco buques, que componían 33, 161. toneladas, tripulados con quatro mil hombres de equipage. El Cirujano de cada bastimento que llega á las Indias, ademas de su sueldo, recibe veinte y quatro libras de gratificación por cada individuo que vuelve á Europa. Con razon se ha pensado, que recompensando bien al Cirujano, cuidaria mejor de aquellos, cuya sahud está á su cargo; y que la vida de un marinero importa mas, que qualquiera ayuda de costa.

La reforma establecida en Europa era muy cuerda y necesaria; pero faltaba la que correspondia á las Indias Orientales, donde se hallaban tan ultrajadas la justicia, la humanidad, y aun la misma política: veamos ahora los medios que se han imaginado pa-

ra restablecer el buen orden.

Los mas resueltos, ó ambiciosos Ministros que componian el Gabinete Británico, pensaban que era conveniente empeñar al cuerpo legislativo á que decidiese que las conquistas 6 adquisiciones territoriales hechas en Asia, no debian pertenecer á la Compañia, y que sin demora debia la Nacion tomar posesion de ellas. Por mas que á este sistema acompanasen los mas especiosos razonamientos, le hubiera seguramente desechado el Parlamento. Hubieran visto hasta los menos advertidos eiudadanos , que este orden de cosas debia prestar demasiado influxo á la Corona; y hubiera asustado aun los espiritus venales, que hasta entonces se habian mostrado los mas adictos á la autoridad Real.

Le pareció al Parlamento, que debia ceñirse á establecer para Bengala un Supremo Consejo, compuesto de cinco Ministros, cuyas plazas, segun vacasen, las proveyese la Compañia; pero con la aprobacion del Monarca. Se le dió á este Consejo la administracion ó gobierno absoluto de todas las provineias conquistadas en aquel país; y aun se le estendió su jurisdiccion hasta las demas regiones de la India, en donde tienen posesiones los Ingleses. Los que en ellas exercen la autoridad, no pueden, sin su consentimiento, hacer la guerra, ni la paz, ni algun tratado con los Principes del país. Debe obedecer las ordenes que dimanan de la direccion, que por su lado tiene la obligacion de presentar al Ministerio todos los informes que recibe. Aunque las operaciones del comercio no estén sujetas á su inspeccion, en realidad es el árbitro de ellas; porque teniendo á disposicion suya las rentas públicas, puede, segun le parezca, conceder ó negas sumas adelantadas.

Ilas del Ganges una forma de gobierno mas tolerable, sue preciso pensar en castigar y en precaver las atrocidades, que cada dia agobiaban mas inhumanamente esta rica parte del Asia. Se permitió, que en los otros establecimientos prosiguiesen en administrar la justicia civil y criminal los principales Agentes de la Compañía: pero para el Reyno de Bengala creó el Parlamento un Tribunal, compuesto de quatro Magistrados, cuya nominacion toca al trono, y sus disposiciones ó sentencias no pueden ser anuladas sino por el Rey en su

Consejo privado. Les es prohibido todo comercio á estos jueces, como tambien á los del mencionado Consejo Supremo. Para consolar-les, ó recompensarles de esta privacion, se les han señalado unos sueldos muy considerables, á cuyo pago se ha obligado á los accionistas, sin haberlos reglado ni concedido.

Se habia introducido un grandisimo abuso, que era el de construir por todas partes costosas fortificaciones sin necesidad, y aun á veces sin ninguna utilidad, á lo menos aparente: solo la codicia de los Agentes decidia de semejantes construcciones: en muy pocos años habian costado mas de cien millones. La direccion atajó este excesivo desorden, reglando prudentemente la suma que podria emplearse en adelante para este genero de defensa. El espiritu de orden se estendió á la cobranza de las rentas públicas; á la manutencion de la tropa; á la marina militar; á las operaciones del comercio; en fin, á todos los objetos de la administracion.

Habiendose refugiado en Bengala el Gran Mogol, se le habia señalado una pension de 6. 240, 000. libras. Fue restituido al trono por los Maratas, y se vieron libres los IngleULTRAMARINOS.

ses de una especie de tributo, que daban con impaciencia, desde que ya no necesitaban de aquel debil apoyo. No les sirvió la fortuna tan felizmente, para despojar al Subá de aquella region; y sin embargo reduxeron á 7.680, 000. libras la renta de 12.720, 000. con que se habian obligado por el tratado de 1765. Se le rebaxó á su succesor en 1771. á 3.840,000. con el pretexto de que era un menor. Puede todavia esperarse una nueva rebaxa, pues ya no se emplea su nombre en todos los actos de Soberania, como habian creido deberlo hacer hasta el año de 1772.

Era muy regular que todas estas reformas llenasen, y cubriesen el foso ó precipicio que habian labrado á la Compañía la presuncion, el descuido, la malversacion, las facciones, y los delirios acaecidos en todo genero. Puede juzgarse, á que grado se ha mejorado su situacion, segun el estado siguiente.

Este cuerpo, cuyas aparentes prosperidades aturdian todo el universo, en 31. de Enero de 1774. solo tenia 255. 240, 742. libras, y diez sueldos: debia 250. 847, 842. libras, y diez sueldos: de suerte que la balanza á su favor no era mas que de 4. 392, 900. libras.

TOM. II.

Gg

Su

Su capital en 31. de Enero de 1776. era de 256. 518, 067. libras y 10. sueldos, y su deuda de 195. 488, 655. libras: por consequencia en dos años habia aumentado su riqueza de 56.876, 512. libras, y diez sueldos. Despues ha reembolsado 11. 250, 000. libras del préstamo de 31.500, 000. libras: ha retirado hasta la suma de 11. 500, por sus Villetes de obligacion, Bonds: ha extinguido muchas deudas antiguas, contraidas en las Indias; de forma que en 31. de Enero de 1778. tenia la Compañia á su disposicion, enteramente libre, la suma de 102. 708, 112. libras, y diez sueldos, sin contar sus almacenes, sus navios, sus fortificaciones, y todo lo que servia al producto y administracion de sus diversos establecimientos.

Debe ir en aumento esta prosperidad á proporcion que sea mas bien gobernado el inmenso territorio, adquirido por los Ingleses. En
1773. rentaban estas posesiones 113.791,252.
libras, y diez sueldos: los gastos de cobranza
absorbian 81. 153, 662. y diez sueldos: el
producto líquido se reducia á 32. 660, 100.
libras. Despues ha crecido gradualmente, segun se han ido corrigiendo los desordenes, y

aumentará todavia, porque aun hay muchos que corregir. La extension que ha tomado el comercio formará otro nuevo manantial de riquezas. La venta de 1772. fue de 79.214. 872. libras, y diez sueldos. La de 1773. de 71. 992, 552. y diez sueldos. La de 1774. de 82. 665, 405. libras. La de 1775. de 78. 627, 711. y diez sueldos. La de 1776. de 74. 400, 457. libras y diez sueldos.

Añadase á estas operaciones de la Compañia la suma de 11.250,000. libras, en que se valuan las mercancias que todos los años llegan de aquellas Indias clandestinamente. Añadanse 4. 500, 000. libras por los diamantes. Añadanse los fondos mas ó menos fuertes, pero siempre muy considerables, de los quales han surtido el valor á las Naciones Europeas los Ingleses esparcidos por las diferentes factorias del Asia. Añadanse las riquezas que estos negociantes traen ellos mismos al fin de su carrera, para gozarlas en el seno de su patria. Observese que estas vastas especulaciones que hacen tributarios de la Gran Bretaña á casi todos los pueblos del Africa, de la Europa, de la América, no hacen salir anualmente de su país para las Indias Orientales, sino 2. 250, 000. libras, ó lo mas 3. 375,000. y se puede formar una idea de las inmensas ventajas que traen á sus poseedores estas Colonias tan distantes.

En 1780. espira el privilegio exclusivo de la Compañia: todo muestra la apariencia de que será renovado. (\*) ¿ Despues de asegurarse el Gobierno de la mayor parte del producto de las conquistas, entregará nuevamente estas regiones al pesado yugo del monopolio?

"¡ Desgraciados Indios!" dice en tono de imprecacion el original que me guia, "En va"no han llegado vuestras súplicas al Ministe"terio, al Senado, al Pueblo. El Ministerio
"solo piensa en sí proprio. Está en delirio el
"Senado. La sana porcion del pueblo se mues"tra muda, ó inutilmente alza la voz. La codi"ciosa y feroz asociacion de comerciantes, que
"ha causado vuestras desgracias, las agrava,
"y goza tranquilamente. Privilegiados ban"didos, que teneis tanto tiempo hace, una
", gran parte del globo sujeta á las cadenas de
"la prohibicion, y que la habeis condenado

<sup>,,</sup> á

<sup>(\*)</sup> Se escribia esto en 1778.

" à una perpetua pobreza, ¿ no os basta es-" ta tirania? ¿ Es preciso abrumarla con fe-" roces hechos, que hagan exécrable el nom-" bre de vuestra patria?

"¡ Qué he dicho! ¡ vuestra patria! ¿ te-" neis alguna? pero si la voz del interes par-,, ticular es la unica que os merece la atencion ,, del oido, escuchadla. Os perdeis, os per-"deis, os digo. Vuestra tirania ya toca á ,, su fin. Despues de un uso tan monstruoso. ,, como el que haceis de vuestra autoridad, ,, que se renueve, ó no, es preciso que fenez-", ca. ¿ Pensais que la Nacion, cuya embria. ,, guez ó demencia precisamente ha de pa-,, sarse, no os pedirá cuenta de vuestras ve-" xaciones? ¿Juzgais que no han de expiar " vuestras crueldades la pérdida de vuestras ", riquezas, empapadas en crímenes, ó quizás. ,, la esusion de vuestra sangre impura? Os " engañais, si os prometeis el olvido de vues-" tras abominaciones. Siempre aparecerá el ", espectáculo de tan vastas regiones, saquea-" das, asoladas, reducidas á la mas cruel ser-" vidumbre. La tierra cubre los cadáveres de " tres millones de hombres, que habeis dexa-"do, ó hecho perecer:pedirán venganza des-

,, de sus sepulcros al cielo, y á la tierra; y la " obtendrán. El tiempo y las circunstancias " solo hacen suspender vuestro castigo. Sí, ,, veo llegar el momento de la apelacion con-,, tra vosotros, y de vuestro terror. Os veo , arrastrar á los calabozos que mereceis. Os " veo salir de ellos pálidos y trémulos de-,, lante de vuestros jueces. Escucho los gritos , de un ensurecido pueblo, agolpado al re-" dedor de los Tribunales. El esforzado dis-" curso de vuestro Orador intimidado queda ,, interrumpido. El pudor y el temor embar-", gan su voz; abandona vuestra defensa; se , pronuncian la confiscacion de vuestros bie-,, nes, y la sentencia de vuestra muerte. Pue-,, de ser, que al oirme, os sonriais, desprecian-"do mi amenaza. Estais persuadidos que el " que puede arrojar masas de oro en la balan-" za de la justicia, la hace inclinar á su gusto: ,, y aun puede ser os prometais que la Na-"cion corrompida, protegiendo la prorroga ", de vuestra Real Cédula, se confiese culpa-" ble de los crímenes que habeis cometido, y " cómplice de los que todavia cometereis. No, ", no, prosigue, es preciso que tarde ó tem-" prano se haga justicia, si no fuese asi, diri"giria yo mis clamores al público Ingles, y "diria: pueblos, cuyos rugidos han hecho "temblar tantas veces á vuestros mismos So-"beranos, ¿qué esperais?; para quándo re-"servais vuestras encendidas antorchas, y "las piedras de las calles? arrancadlas...

Pero los ciudadanos honrados, si aun hay algunos, alzarán en fin la cabeza. Se verá, que el espiritu monopolista es pequeño, y cruel. Se verá que es insensible al bien público. Se verá que no le contiene, ni el baldon presente, ni la exècracion futura. Se verá que no mira nada, que no sea el momento que le ocupa su avaricia. Se verá, que en su mismo delirio ha pronunciado el siguiente decreto, y le ha pronunciado en todos los tiempos, y en todas las naciones.

"Perezca mi país, perezca la region don-"de mando. Perezca el ciudadano y el estran-"gero. Perezca mi asociado, como yo me en-"riquezca con sus despojos. Todos los para-"ges del universo me son iguales. Quando "yo haya devastado, disfrutado, extenuado "una region, me quedará siempre otra, á "donde podré llevar mi caudal, y gozarle."

#### TABLA ALFABETICA

DE MATERIAS CORRESPONDIENTE A ESTE LIBRO TERCERO.

#### A

Aden..... Puerto de Arabia, pag. 59. Aguanes...... Pueblos del Candahar, pag. 77. Almizcle..... Producion particular de Thibet, pag. 162. Angrias..... Famosos piratas de la India, pag. 111. y siguientes. Anginga...... Factoria Inglesa en el Reyno de Travancor, pag. 98. ..... Una de las Islas de Comora, pag. 187. Aventura que fue causa de haber subido al Trono un Arabe, cuya casa reyna todavia, pag. 188. Arabes..... Caracter de las diferentes ramas que habitan las tres Arabias, pag. 50. y siguientes. Una de las mayores Penínsulas del Arabia.. mundo: su descripcion, pag. 48. y siguientes. Reyno de la India, donde se dice Asham .. fue la invencion de la pólvora, pag. 164. AtoAtincar...... Vide Borrax.

Atollones...... Nombre de cada una de las trece Provincias en que se dividen las Maldivias, pag. 93.

Aurengzzh.... Se venga de los Ingleses, y estos imploran humildemente su clemencia, pag. 38.

Azafran de la India. Su descripcion, pag. 103.

#### B

Baharem...... Isla del Golfo Pérsico, célebre por la pesca de perlas, pag. 89. y 90.

Balambangan. Isla situada á la parte septentrional de Borneo; se establecen en ella los Ingleses en 1772 pag. 153. Es destruido su establecimiento, idem.

Balasson...... Pueblo del Ganges, pag. 163. Los Holandeses se establecen en el año de 1603. pag. 174.

Bandel....... Plaza de la India, cerca de Ougly, donde se establecieron los Portugueses, pag. 176.

Barokia..... Ciudad considerable del Imperio Mogol, que tomaron los Ingleses en 1771. pag. 117.

Bassora..... Ciudad muy grande edificada por los Arabes mas abaxo de la junta del Tigris con el Eufrates, pag. 78.

rom. II. Hh Be-

Benarés...... Provincia de la India, pag. 204.

Bonder-Abassi. Puerto del Golfo Pérsico, pag. 28.

Bengala...... Descripcion de esta vasta region del Asia, pag. 154. su conquista por los Ingleses, pag. 195.

Betelfagui.... Ciudad del Yemen, á diez leguas del mar Roxo: en su territorio es la grande cosecha del café: esta ciudad es su mercado general, pag. 62.

Bisnagar...... Imperio de la costa de Coromandel, que decayó, y se dividió en diferentes gobiernos independientes, pag. 127.

Bisnapore...... Pequeño distrito de Bengala, que ha conservado su independencia, pag. 157. duda sobre su existencia, pag. 160.

Berrax 6 Atincar. Producto de la Provincia de Patna en Bengala, pag. 119.

Británicas.....(Islas): incertidumbre de la época de su poblacion, pag. 1. su antiguo comercio, pag. 2. reflexiones filosóficas sobre las costumbres de los Isleños, pag. 3.

		•
Gaft	. Su origen de Ethiopia, conocido de tiempo i	
	pag. 60. su grande extra	•
•	derna, pag. 63.	
Calla	Origen de las casas púb	dicas de es-
Cafés		illas de es-
<b>a</b> 1.	te nombre, pag, 611	T 1.
Calicut		-
•	ocupa un Soberano: que	es de las
•	primeras castas, pag. 10	0.
Galcuta	Establecimiento Inglés	en Bengala;
•	pag: 175,	
Camellos	Modo con que los adiesti	ran los Ara-
,	bes para sus correrias, pa	
	Region limitrophe del M	
Camara:		
	tes muy floreciente, aho	
	caida por los tributos par	a los Ma-
	ratas, pag. 1091	•
Canelai	. (falsa) <i>6: casia lignea</i> : có	mo se dis-
	tingue de la verdadera,	
Car daemomo	Planta comun en mucha	s regiones
	de la India:, pag. 103.	,
Castas	Hay en la India Soberan	os origina-
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	rios de algunas tan obse	
,	•	
	sus reriados, se: desdeñan	de comer
:	con ellos, pag. 1000	
Cassimbazar	Provincia de: Bengala,	_
1	Hh 2	tie-

• • •

244 tiene el mercado general de la seda de aquella region, pag. 180. Cauries..... Caracolillos blancos y lutrosos, que sirven de moneda en Bengala. En Filipinas se llaman sigay, pag 95. y 164. Chandernagor. Factoria Francesa en Bengala á las orillas del Ganges, pag 176. Chatigan...... Puerto de Bengala, que fue antiguamente de los Portugueses, y ahora es de la Compania Inglesa, pag. 174. Ghild ... . (Josias) Director de la Compañia de las Indias Inglesas, cuya mala fé castiga Aurengzeb, pag. 37. Chuliatos..... Nombre de mercantes Mahometanos, que hacen algun comercio en la parte occidental de la costa de Coromandel, pag. 136, . (General) sus victorias, pag. 200. Cochin..... Capital de un Reyno de las Indias, pag. 98. Hay en un arrabal una Co-Ionia de Judios; que pretende estar alli establecida desde el tiempo del cautiverio de Babilonia, id. Comora...... Isla que dá el nombre á todas las quatro situadas en el Canal de Mozambique, entre Madagascar, y la

Com-

costa de Zanguebar, pag. 186.

origen en 1600. pag. 12. debates que ocasionan sus privilegios, pag. 41. y siguientes. Se forma una sequenda Compañia, y se reunen en 1702. pag. 45. Sus respectivos progresos, y su estado hasta estos tiempos, casi todo el libro.

Coromandel.... Temple de esta region, pag. 126.
Sus manufacturas, &c. pag. 128. y
siguientes.

Crédito 6 dinero á interés. La forma con que se contrata en el Indostan, pag. 135.

Curcuma ó terra merita. Nombre del Azafran de la India: su descripcion, pag. 103.

#### D

Divicoté...... Posesion Inglesa en la costa de Coromandel, pag. 138.

#### E

Egypto....... Su comercio interior, permitido á los Ingleses, mediante eiertos derechos, pag. 72.

#### F

Frederio-Nagor. Establecimiento formado en Bengala por los Dinamarqueses, pag. 175.

#### G

Gedda...... Puerto del Seno Arabigo, pag. 63.
Su comercio, pag. 69.

Gengibre..... Planta de la India, bastante parecida al Cardamomo, pag. 104. El mejor es el del Malabar, pag. 105.

Góa..... En otro tiempo el centro de las riquezas de la India; ahora no es su sombra, pag. 110.

Golfo 6 Seno Pérsico. Su-descripcion, pag. 86.

Mascate es la unica ciudad considerable que tiene, pag. 87.

Goudelur..... Posesion Inglesa en la costa de Coromandel, pag. 339.

Guillermo el Conquistador. Subyuga la Inglaterra en el siglo once, pag. 5.

Guillermo 6 Williams. Fuerte de los Ingleses, inmediato á Calcuta, pag. 175. y 205.

#### H

Helena..... (Santa) Isla situada al medio del Océa-

Océano Atlantico: escala de los Ingleses, pag. 183.

#### T

Interés ó dinera d'erédito. Entre los Indios le juzgan de tres suertes; la primera tenida por pecado; la segunda por indiferente; la tercesa por virtud, pag. 136.

Inglaterra..... Su gobierno, su conquista, por Guillermo I. &c. pag. 4. y siguientes. Vid. Islas Británicas.

Ingleses....... Se unen con la Persia contra los Portugueses, pag. 27. Su primer establecimiento en Bender-Abassi, &c. pag. 28.

#### 1

#### K

Karek....... Isla del Golfo Pérsico, pag. 85.

Katek....... Region del Ganges, pag. 163.

Kayro 6 Cayro. Corteza de la Palmera de la India, ó coco; el mejor es el de las Maldivias, pag. 95.

#### L

Lardizabal... Autor del discurso sobre las penas, pag. 67.

## 

Madrás...... Ciudad de la costa de Coromandel ; edificada por Guillermo Longhorne: su division, su poblacion, su comercio, pag. 145. y 146.

Malabar...... Baxo de este nombre se comprehende todo el país, desde el Indo hasta el Cabo Comorin, y se incluyen tambien las Maldivias, pag. 93. Sus extracciones, pag. 102.

Maldivias..... Son una larga cadena de Islas, divididas en trece provincias llamadas Atollones, pag. 93.

Maratas..... Antiguos piratas al Norte de Góa, pag.

pag. 111. Descripcion de este pueblo, pag. 114.

Mascate...... La mas considerable ciudad del Seno ó Golfo Pérsico: su comercio, pag. 86.

Mazulipatan.. Posesion Inglesa en la costa de Coromandel, pag. 140.

Mecca.......... Ciudad querida, y reverenciada siempre por los Arabes, que creian haber sido mansion de Abraham, de esta creencia sacó partido Mahoma, y la hizo floreciente, pag. 73. su comercio, pag. 60.

Meconio...... Adormidera comun: modo de prepararla para su uso, pag. 169.

Moka......Ciudad de la Arabia, pag. 60. Su comercio, pag. 64.

#### N

Nabades...... Magistrados, ó Gobernadores, que cobran las rentas en el Mogol, pag. 210.

#### O

Opio...... Se saca de la Amapola blanca de los jardines en la India: su descripcion, su uso, &c. pag. 168.

TOM. II. Ii Ori-

Oriza......Region de la India, pag. 125. Antes hacia parte del Reyno de Bengala, pag. 144.

## P

Paleagares.... Magistrados del Imperio Mogol encargados del cobro de las rentas, pag. 210.

Palybotra...... Antigua Ciudad de la India á las orillas del Ganges, que ya no exîste, pag. 155.

Parsios.......... Pueblo del Guzurate, Península de la India, pag. 122.

Pegú-...... Provincia de Bengala, dependiente de Ava, abundante en piedras pre-ciosas, pag. 167.

Persia......... Su gobierno, pag. 24. Objetos de su comercio, pag. 28. y siguientes.

Persianas...... Razon porque se llaman asi, siendo manufacturas de Coromandel, p. 29.

Pimentero..... El arbol que lleva la pimienta, pag. 106. y siguientes.

Pimienta...... Su descripcion, pag. 107. Su extraccion estaba antes en las manos de los Portugueses; en el dia está en las de los Holandesés, Ingleses, y Franceses, pag. 108. Pu-

Pulocondor..... Isla dependiente de la Cochinchina, pag. 46.

#### S

Salitre..... Producion de Patna, Provincia de Bengala, pag. 179. Salsete..... Isla del mar de la India, pag. 119. La conquistan los Ingleses, p. 120. Sandalo..... Arbol comun del Malabar : su descripcion, pag. 102. Scaah-Abbas. Por sobrenombre el Grande, Sosi de Persia, pag- 25. Seda de Asham. No exîge cuidado alguno, p. 161. Sigay 6 Cauries. Caracolillos que sirven de moneda en Bengala, pag. 95. Soubas..... Especie de Ministros ó Virreyes del Imperio Mogol, pag. 156. Suez..... Ciudad situada á la extremidad del mar Roxo, pag. 70. Sumatra..... Isla pag. 150. En ella han construido los Ingleses el fuerte de Malborug, pag. 151. Surate..... Ciudad del Guzurate, pag. 22. Su comercio, pag. 70, Para su defensa, y sujecion se construye una Ciudadela, pag. 114.

#### T

Tanah.......... Ciudadela de Salsete, pag. 119.

Thamás-Kaulican. Hace transmigrar sus vasallos del Golfo Pérsico al mar Caspio, y

los de este mar á aquel Golfo,

pag. 90.

Tracancor..... Reyno, pag. 96.

Thé...... Producion de la Asia, que se introduxo en Inglaterra en 1666. pag. 192. Ha llegado á ser de uso comun en 1715. poco mas ó menos, pag. 193.

#### Z

Zemindaras... Magistrados encargados de la cobranza de rentas del Imperio Mogol, pag. 143.

# APENDICE AL LIBRO TERCERO

DELA

## HISTORIA DE LOS ESTABLECIMIENTOS ULTRAMARINOS

DE LAS

#### NACIONES EUROPEAS.

POR

EDUARDO MALO DE LUQUE.

CONTIENE

LA CONSTITUCION DE INGLATERRA, Y

LA CONTINUACION DE LOS ASUNTOS

DE LA COMPAÑIA INGLESA DE LAS

INDIAS ORIENTALES.

• • • . . , **"** • ` • The same way --

.

## TABLA

#### DEL APENDICE.

ARTI I.... ve, comparacion apologetica de las antiguas conquistas Españolas en el nuevo Mundo con los modernos establecimientos Ingleses en el Asia, pag. I.

ART. II... Ideas generales sobre la Monarquía y constitucion Inglesa: sus modificaciones desde Guillermo I. hasta Guillermo III. pag. 8.

ART. III.. Nueva época de la constitucion desde el reynado de Guillermo III.: relacion de las prerrogativas reales, pag. 27.

ART. IV... Funciones del Parlamento: respectivas
facultades en general de los ramos
que le componen: su origen, y su
estado actual, pag. 44.

ART. v.... Facultades, en particular, de la Cámara de los Pares: facultades, en

par-

particular, de la de los Comunes, pag. 58.

ART. VI... Analisis de los principales puntos constitucionales: libertad de la prensa,

pag. 73.

ART. VII.. Explicacion de las libertades Inglesas: Jurisprudencia criminal, pag. 83.

ART. VIII. Empleos, dignidades, clases, tratamientos, distinciones, estilos, y los relativos recíprocos efectos de estas calidades, y de su influxo en el gobierno, pag. 98.

ART. IX... Especies sobre la Marina, Exército, comercio, y denda nacional:
reflexiones particulares, y resumen final de la constitucion, pag.
109.

ART. x.... Situacion política de la Gran Bretana: estado en que se hallaba, quando espiró el tiempo de la Real Cédula de la Compania Inglesa de las
Indias Orientales: Bill de renovaeion de esta Real Cédula: mudanza de Ministerio: disposiciones para las reformas en los asuntos de la
India, pag. 123.

ART. XI... Discrencias y revoluciones en el Minis-

nisterio: y en el Parlamento sobre el Bill de aquellas reformas, pag. 150.

ART. MII. Continuacion de estas diferencias, debates, y mudanza del Ministeterio: disolucion del Parlamento: formacion de otro nuevo, y demas sucesos memorables relativos al mismo Bill, hasta su conclusion, y vacaciones del Parlamento en Agosto de este año de 1784, pag. 183.

## PIEZAS

#### ANEXAS AL APENDICE.

II........... Tratado con Tipoo-Saib: citado en la pag. 10.

III.

## ERRATAS DEL APENDICE.

P ag.	Lin.	Dice.	Lease.
21	última	derecho	derechos
28	21	ellos	ellas
30	23	ligada	ligado
70	15	síes ó nóes	si es ó no es
78	5	llevaban	lleva <b>ba</b>
114	6	Caballerros	<b>Caballeros</b>

•

.

•

## APENDICE.

## ARTICULO

sos asuntos de la Compañía Inglesa de las Indias Orientales han llegado á ser de suma importancia; de considerables consequencias. Se ha visto su origen, su auge, sus aciertos, sus errores, sus vicisitudes, su estado hasta el año de 1778. veamos ahora la continuacion de sus principales acaecimientos hasta el de 1784. en que actualmente escribo.

Procuremos asir la cadena de los hechos; observemos como están eslabonados; atendamos el ruido que mete su agitado movimiento en las presentes críticas circunstancias; consideremos el modo y série con que se han ido respectivamente verificando los pronósticos; reflexionemos los fundamentos sobre que se habian hecho; examinemos la filiacion de los sucesos: tendrémos un completo resultado que nos haga conocer política y filosoficamente, como debe saberse, la historia. ¿Y qué his-

TOM. II.

historia? la presente, siempre la mas importante, y la que ordinariamente se ignora ó se descuida; la historia de los grandes intereses de la Nacion mas comerciante; la historia de sus considerables establecimientos ultramarinos, en cuyas remotas conquistas, políticos manejos, especulaciones mercantiles, expertas navegaciones, ambiciosas tareas, inconsideradas vexaciones, monstruosas atrocidades, y poderoso influxo por todo el universo, tenemos tanto que aprender, mucho con que escarmentar, no menos en que consolarnos.

En solo la persona del tirano y célebre Clive desde luego tropezamos con una terrible y notable leccion de asombroso exemplo. Era hombre de corta fortuna; ésta le elevó á la altura del mando, de los honores, de la fama, de la riqueza, pero no bastó á libertarle de la exêcrable memoria de que es objeto. Gobernador General en la India tan feliz y hábil, como hemos dicho; aunque rapidamente, en el capítulo once; tan cruel como se ha omitido referir, promovido á Lord de Irlanda; poseedor de un caudal que pasaba de tres millones de libras esterlinas, fruto de sus extorsiones, gozando una pension de otras 270000. premio que por sus importantes servicios le señaló anualmente la Compañia por el tiempo de treinta años; lleno de aplausos, de émulos, y de maldiciones, fue Capitulado.

Rara vez los grandes y opulentos facinorosos

salen delinquentes de los juicios ó Tribunales donde se ventilan sus causas: al abrigo de las formalidades que exígen las leyes, ó al de los defectos
que conourren en la misma legislacion por inveterados errores consagrados con el estilo, se ocultan
siempre sus crímenes; al tiempo mismo de cometerlos semejantes reos, saben precaverse con ciertos modos y medios, para eludir las pruebas en el
proceso que ya se temen: de resultas del suyo el
Lord Clive quedó albo como el armiño.

¿ Pero de qué le aprovechó tan feliz éxîto? Otro Tribunal superior le condenaba irremisiblemente. El gusano torcedor de su propria conciencia pronunció la sentencia sin mas apelacion. Acerbos remordimientos continuamente agitaban su espiritu; internos sobresaltos le presentaban sin cesar á la imaginacion sus enormes atrocidades; ya creia ver á cada momento las tiernas criaturas moribundas; las afligidas madres espirando entre amargos sollozos; los caducos ancianos acelerando el triste fin de sus agoviados años; los robustos mancebos perdiendo con las vidas sus esperanzas; las lozanas ióvenes malogrando su florida juventud: ya le parecia oir los penetrantes ayes, los tristes lamentos del inseliz Nabad, que desde la cumbre de su grandeza, despues de los afanes que le habian costado la adquisicion de su tesoro, y el cuidado de ocultarle de la codiciosa vista del insaciable Européo, caminaba conducido ignominiosamente al patíbulo, á

padecer sobre un lento fuego los mas inhumanos tormentos, que inventaron los antiguos tiranos, y que renuevan los modernos de nuestro siglo filosófico. Ya le parecia palpar los espantosos espec-"tros, que le acosaban en el lecho, en la mesa, á cada paso, en cada accion, amenazando venganza, pidiendo justicia::: Pero apartemos de nuestra idea tan horrible consideracion, ó espectáculo, que él mismo no pudo soportar. Berdugo de sí proprio en su magnífica y deliciosa casa de campo, una nabaja fue el instrumento, con que justiciero y desesperado executó el castigo, á que le habian condenado el clamor, y la sangre inocente de tantos infelices. Este suicidio hizo grande impresion aun en un Londres, donde no son raros semejantes despechados suplicios, ó demencias.

No puedo menos de llamar aqui la atencion de mis lectores, para que haciendo reflexion sobre quanto ha pasado, y pasa en las Indias Orientales en nuestros tiempos, consideren sus diferencias, y sus diversas situaciones comparadas con las primeras conquistas en ambas Indias. Despues de las lecciones, y experiencias de tres siglos seguidos; despues de los adelantamientos de las ciencias, de las artes, de la decantada humana política; despues de las luces, con que han iluminado el mundo culto famosos escritores; despues del continuo clamor con que han abogado célebres Filosófos á

rfavor de la caridad, ó la humanidad con tanta energía, con tanta fuerza; despues de tan amargas críticas, de tan enconadas detracciones, de tan absurdas calumnias contra la España; la Nacion Inglesa, que ha ocupado este Libro III. y ocupa este Apendice; la Nacion Inglesa, que pasa por tan reflexíva, tan filósofa, tan generosa, tan amiga de la libertad; en fin esta Nacion comerciante, y en este siglo, ha manchado sus glorias, ha minado sus mismos verdaderos intereses, se ha faltado á sí misma en su conducta en la India; se ha mostrado cruel, soberbia, avara, injusta.

No me culpe el lector estrangero, ni se escandalice el compatriota de este lenguage; no tiene
otro el original que he seguido en el cuerpo de la
obra, sin embargo de ser algo mas indulgente con
esta que con otras Naciones; ni los mismos Ingleses se explican de otro modo en público Parlamento, quando claman por el urgente remedio para
un mal que les deshonra y les arruina.

Con quanta razon puede quexarse la Nacion Española de los improperios que ha padecido; de las imprecaciones con que se ha declamado contra ella; de las injurias con que se la ha zaherido tan obstinadamente; de la fama y estimacion que se la ha pretendido arrancar, pintando todas sus hazañas con los mas negros colores! Verdaderamente la mayor parte de las plumas estrangeras se ha empeñado á porfia en desacreditar la España, sin

haber leido ni exâminado sus verídicas y naturales historias, sus exâctas auténticas relaciones; y quando semejantes escritores siguen algun autor Español, es bebiendo unicamente en la cenagosa cisterna de un solo particular sospechoso (Fr. Bartolomé de las Casas) que ciego de un zelo indiscreto, ó de otros intereses, se dexó llevar de su exâltada cólera, y ardiente espiritu de partido.

¡No parece cosa de sueño la descripcion que hace Casas de la Isla Española? Hablando del Reyno de Magua ó de la Vega, el primero de los cinco en que divide la Isla, dice que esta vega tiene ochenta leguas de largo, y cinco, ocho, y diez de ancho; que la entran sobre treinta mil rios y arroyos, entre los quales son los doce tan grandes como Ebro, Duero, y Guadalquivir; que los rios que baxan de la Sierra de Poniente, que contiene la Provincia de Cibao, y son los veinte y cinco mil, son riquisimos de oro. ¡Excelente Aritmético! ¡Historiador exactisimo! Empieza con este disparate, en sí indiferente, sigue con otros muchos; y no son ponderables sus absurdas exageraciones, quando trata de la poblacion de todos aquellos países, y de su despoblacion á los quarenta años de su conquista.

La emulacion, ó mas bien diré la envidia, ha hecho sublevar contra el nombre Español todos estos vanos declamadores, y detractores malignos; pero observese quando, como, con que motivo,

y en que ocasion fueron nuestras célebres conquistas del nuevo mundo. Quando salian de su: infância las primeras naciones cultas; como conquistadores gloriosos, aunque por consequencia precisa les acompañasen algunos defectos anexos al título de conquista, recibido en todas las edades, por todas las Naciones, sin entrar ahora en la prolixa discusion de semejantes derechos: con el motivo de religion, de zelo, y de noble conveniencia, aunque hubiese alguna indiscrecion en este mismo zelo, y causas que les conducian: en la ocasion de formarse en toda Europa, en todo el mundo . un nuevo sistema, unos nuevos canales de comunicacion, una nueva extension de conocimientos, una considerable porcion de ramos de comercio, y de industria.

¿Cómo podrá negarse á un Hernan Cortés la calidad de heroe, quemando sus naves, para no darse nunca por vencido; para asegurar con una bizarra temeridad la victoria; para poner los laureles de aquel vasto Imperio en la cabeza de su Principe; para someter aquel mismo Imperio al suave yugo de la propria religion, convirtiendo el feroz gentilismo en la piadosa creencia Católica? ¿Cómo podrá negarse á otros hombres grandes, á otros heroes, que debo omitir por no ser de mi asunto mayor digresion, la gloria de sus hazañas? ¿Ni cómo podrá negarse el merecido elogio á las sabias leyes, las euerdas instrucciones, las repeti-

das ordenes, tan piadosas como políticas, del Go-, bierno Español? No negaré que hubo abusos; no negaré que hubo algunos particulares avarientos, crueles y desaforadamente intrépidos: pero distingamos los tiempos, las coyunturas, los fines; exâminemos las épocas, las distancias, las proporciones, y podrémos fundadamente hacer justicia en semejante causa.

Ultimamente el Abate Nuix ha tratado esta materia en sus Reflexiones Imparciales, que del Italiano al Español ha traducido Don Pedro Varela, á cuya obra me remito sobre este particular. Solo añadiré que los Ingleses se introduxeron en sus establecimientos, que ya son conquistas, como mercaderes, como huespedes, con el benéfico motivo del comercio, con pretexto de amistad, con la piel de oveja; luego se convirtieron en lobos carnicetos, como los hemos visto, y aun los veremos en lo que todavia nos queda que decir tocante á su famosa Compañia Oriental.

II.

ARA la mayor inteligencia asi de lo tocante á la Compañia, y establecimientos de los Ingleses en el Asia, como de lo perteneciente á los otros muchos que ocupan en las demas partes del mundo, y de que ha de hablarse en el curso de toda.

esta misma obra, hallo indispensable, ó por lo menos conveniente, dar desde luego una justa y sucinta idea de la actual constitucion Inglesa. Ya se ha dado en el primer capítulo de este Libro IIL alguna noticia del primitivo estado de estos Isleños; y de sus progresivas épocas, hasta haber sentado los fundamentos de su floreciente comercio: ya se habia indicado en la pag. 27. de la Introduccion el camino que conduxo la Nacion Británica á la situacion de su gobierno actual.

Es, pues, la constitucion Inglesa de una complexion robusta; padece sin embargo algunas dolencias nacidas de su propria robustéz: se notan varias alteraciones, y á veces una especie de delirio en sus crisis: se muestran otros síntomas com apariencia de funestos; pero es propriamente apariencia que sabrá discernir bastante claramente quien los conozca á fondo, y distinga sus especies, y calidades. Ordinariamente pasa por mixto su gobierno, compuesto de Monarquía Aristocracia, y Democracia, considerando la primera en el Rey por Principe supremo, en la Cámara de los Pares la segunda como cuerpo de la Nobleza, y la tercera en la de los Comunes que representa el Pueblo: pero dando una denominacion que mas se acerque á la exâctitud política, se puede calificar de Monarquía modificada el gobierno Inglés; pues en el Monarca residen todas las prerrogativas, y derechos de la soberania, limitando los esectos abso- ${f B}$ 

TOM. II.

lu-

lutos de ella las modificaciones que ha ido estableciendo la Nacion, y forman la constitucion presente. Esta es tan dificil de conocerse, y mucho mas de hacerla conocer, que siendo sus principios naturales y simples, es sumamente complicada su forma. Solo un extraordinario concurso de circunstancias, ayudadas de favorables situaciones, ha podido establecer la especie de libertad, que tanto nos confunde, porque no la comprehendemos bien; parece que no puede correrse el velo á este misterio, ó arcano, sino por los que están iniciados en él desde la infancia, o por los que una larga mansion, acompañada de seguidas observaciones, ha puesto en igual estado: y quizá podrá acusarseme de temeridad la empresa de poner la mano en materia tan sagrada en la gerarquia política.

El conocimiento del sistema que hoy rige la Inglaterra no debe buscarse en la Heptarchia, ó en los reynados de los ultimos Henriques, ni en los de sus succesores hasta Carlos I. La separacion de su hijo Jacobo II. dió fin á la antigua linea de los Reyes que habian ocupado el Trono por seis siglos desde Guillermo el I. quedando interrumpida por la revolucion de 1688, que colocó en el Trono á Guillermo III. ultima época en que la constitucion nacional ha puesto sus límites á la autoridad régia. Corramos velozmente de un Guillermo á otro la distancia, para llegar al punto en que debemos pararnos.

El derecho de conquista, que es el mas efectivo, y comun, aunque el menos justo de los derechos, fixó la Corona de Inglaterra desde el año de 1066. en las sienes de Guillermo el Primero, Duque de Normandía, llamado el Bastardo, y el Conquistador. Los Jurisconsultos Ingleses dicen, que esta conquista fue una translacion forzosa de la Corona de Inglaterra en una nueva familia, pero que conservó sus qualidades esenciales que con la misma Corona pasaron al nuevo poseedor, pues la batalla de Hastings no debe considerarse sino como una victoria de Guillermo sobre su competidor el Rey Haraldo, y no sobre la Nacion; por consequencia el derecho del vencedor sue el de poseer la Corona, y no el de alterar la forma del Gobierno. La calidad de succesion hereditaria como parte esencial quedó transmitida á su familia por el derecho de guerra, que ha sido siempre y es todavia la ultima razon de los Reyes, y le hizo incontextable para la perpetuidad de su Corona.

Hecha la formalidad de la jura, confirmó Guillermo los privilegios de la Nacion, y la prometió quanto exígia la política; pero al abrigo del exército que retuvo, supo alternativamente sujetar los vencidos Ingleses, y los vencedores Normandos: anuló todas sus promesas, y se hizo Soberano absoluto. Distribuyó la Inglaterra en sesenta mil doscientos y quince feudos simples baxo el alto dominio de la Corona; sometió, no solo los pueblos, sino

B 2

tambien los Señores á todo el rigor del derecho feudal. Les incluyó en las violentas leyes que promulgó sobre Bosques con el derecho exclusivo de caza en toda Inglaterra; se adjudicó el derecho de impuestos; se reservó enteramente el poder executivo; se arrogó el mas extendido poder judicial que es posible con el establecimiento del Tribunal llamado Aula Regis; y de esta forma pasó el cetro á sus succesores.

La Inglaterra toda indivisa, y no compuesta, como la España, y la Francia, de varias soberanias, piezas inconexâs y enlazadas unas con otras sin mutua adherencia, sentia el inmenso poder de la autoridad real; y su enorme peso causaba con aquella presion misma un todo indisoluble, que formó una masa, y estrecha union entre la Nobleza y el Pueblo. Juntos Señores y vasallos en las frequentes ocasiones que proporcionaba aquel antiguo modo de vida, faltos en aquellos tiempos de las disipaciones de los modernos en las Naciones cultas; sus conversaciones, sus pensamientos giraban comunmente sobre los injustos impuestos, sobre la tiranía de los juicios, ó sentencias, y con mas vehemencia sobre las odiosas leyes de Bosques; no teniendo recurso político, paraban naturalmente sus reflexîones en exâminar los principios, en inquirir los fundamentos de la autoridad entre los hombres, y en convencerse, que quando el poder no contribuye á la felicidad de aquellos para quienes se

exer-

exerce, no es otra cosa que el derecho del mas fuerte que puede ser reprimido por otro derecho igual.

La rigorosa execucion de unas leyes sufridas. violentamente hizo empezar á poner en cierto movimiento la union que habian ya preparado las vexaciones. Henrique Primero, que subió al Trono usurpandole á su hermano, comprehendió de resultas de su urgencia la disposicion de los animos, y conoció que para mantenerse en él necesitaba ganar la confianza de toda la Nacion: no solamente mitigó para con los Señores algunas rigorosas ordenanzas del derecho seudal, sino que añadió tambien por condicion, que estos hiciesen respectivamente lo proprio para con sus vasallos, é hizo esperar la abolicion de aquellas leyes del Conquistador, que mas agravaban al pueblo. La libertad de la Nacion dió otro paso mas en el reynado de Henrique Segundo, y aunque de una manera imperfecta, se restableció lo que llaman la antigua prueba de los Jurados: modo judicial que hoy forma una de las mejores partes de la Jurisprudencia Inglesa.

La infeliz conducta de Juan, por sobrenombre sin tierra, septimo Rey despues de la conquista, hizo por fin reventar la mina. Quiso este Monarca estender á un punto excesivo las prerrogativas reales, como tambien con observancia rigorosa las Orderanzas de caza, y se formó contra su gobierno una confederacion general. En Runing-mead año

vasallos firmó la Cédula, ó Carta de Bosques, y la famosa Carta, ó Cédula, que por su grande importancia se llama la Magna Carta. Esta es la mas antigua de las leyes, actualmente exîstente y recogida en el código Inglés segun la confirmó su hijo Henrique Tercero en el año nono de su reynado. Los Ingleses la consideran como el Palladium de su libertad. El célebre Jurisconsulto Blackstone di. ce en sus Comentarios sobre las leyes Inglesas, citando al Caballero Eduardo Coke, que para corroborarla se han dado treinta y dos estatutos desde Eduardo Primero hasta Henrique Quarto. Este célebre documento se guarda, y se enseña en Londres en el Muséo Británico.

Segun observa el citado autor, la Magna Carta contiene muy pocos privilegios, ó concesiones nuevas, y mas bien son un reconocimiento auténtico de las leyes fundamentales de Inglaterra, que actos de concesion. Estas Cartas y Cédulas Reales han sido despues solemnemente confirmadas por el estatuto, cuyo título es Confirmatio cartarum, y sirven principalmente para formar lo que llaman la ley comun. Todos los juicios contrarios á la expresada Carta son nulos de derecho. Para que sea generalmente notoria, se lee al pueblo en todas las Parroquias de los tres Reynos (Inglaterra, Escocia, Irlanda) dos veces al año, y el Ministro. Párroco excomulga á todos los que por palabras, ó

acciones obran contra su tenor.

Esta nombrada Carta, ó Real Cédula derogó en favor de los Señores la parte mas tiránica de las leyes promulgadas; y no se separaron estos sin estipular por el pueblo, que habia concurrido á obtenerla, que las mismas servidumbres abolidas para ellos fuesen respectivamente abolidas á favor de todos los vasallos, para gozar de la seguridad que ella establecia. Arregló en toda Inglaterra un mismo peso y medida; puso los comerciantes al abrigo de impuestos arbitrarios, y les concedió la libertad de entrar, y salir del Reyno; abrazó todos los ordenes del estado; pues ordenó que al villano no se le pudiese privar por multa, ó embargar los instrumentos de labor. Por el artículo veinte y nueve estableció, que ningun Inglés pudiese ser desterrado, ni molestado de modo alguno en su persona, ó sus bienes, sino por juicio legal de sus iguales, ó conforme á la ley del país. (\*) Puede decirse que este artículo era tan importante, que encerraba todo lo que hace el fin de las Sociedades, y desde este momento los Ingleses podrian haberse contado por un pueblo libre, si no hubiera una inmensa distancia entre hacer las leyes, y observarlas. Todavia no estaba corrido el nudo de la constitucion, que asegurase su observancia.

Eduar-

<sup>(\*)</sup> Nisi per legale judicium parium suorum, vel per legem terra.

Eduardo I. llamado el Justiniano de Inglaterra, Príncipe de grandes talentos, conociendo lo necesario que es la exâcta administracion de justicia para gobernar los hombres, hizo de la Jurisprudencia su objeto principal, y en sus manos tomó tan considerable incremento, que dicen los Jurisconsultos naturales, que las leyes llegaron en su tiempo como de repente, é quasi per saltum á su perfeccion. Reprimió la Nobleza, que las turbaciones pasadas habian hecho inquieta, y tranquilizó el pueblo, asegurando sus posesiones: pero lo que hace la época de este reynado particularmente importante, es haber dado el primer exemplo de la admision legal de las Ciudades y Villas en el Parlamento.

Continuamente agitado su gobierno con frequientes guerras ya en Escocia, ya en el Continente; muy disminuidas sus rentas; viendo que aun no le eran suficientes las injusticias que le permitia, al modo de decir, la barbarie de su siglo, y que no le era posible estenderse á una opresion tan general sobre una Nobleza, y un Pueblo, que sabian unirse; se vió obligado para subvenir á sus gastos á tomar un nuevo camino, procurando tener del consentimiento de los pueblos lo que sus predecesores habian esperado de su proprio poder. Hizo convidar las Ciudades y Villas de los diferentes Condados á que enviasen sus Diputados al Parlamento. Desde esta data, año de 1295, debe con-

tarse el origen de la Cámara de los Comunes, Al principio na fueren may considerables los dérechos de estos Diputados del Pueblo: estaban muy distantes del goze de las ventajosas prerrogativas que hoy hacen de la Cámara de los Cemunes una parte colateral de la legislacion. Solo se les llamaba entonces para la confirmacion, ó consentimiento de las resoluciones del Rey, y asamblea de los Señores. Pero ya era mucho haber adquirido el derecho de hacer oir sus quexas en comun y sin peligro, y tener un influxo legal en las disposiciones del gobierno. Aunque débil en apa+ riencia, ya desde luego se manifestaron sus efectos: se vió obligado el Rey, con repugnancia suya, á confirmar repetidas veces la Grande Carta; y fue quien estableció su lectura pública dos veces al año en las Catedrales, con pena de excomunion para sus violadores. Hizo en fin una ley de una cosa que hasta entonces habian gozado los Ingleses solo de frecho, estableciendo el famoso estatuto de tallagio non concedendo, (\*) en que declaró no se echaria ningun impuesto sin el consentimiento de los Pares y de los Comunes: estatuto importante que junto con la Magna Carta es la base de la consti-TOM. II. tu-

<sup>(\*)</sup> Nullum tallazium, vel rum, Comitum. Baronum, Militum, auxilium per nos evelt haredes (Caballetos) Burgensium, & mostros, in Regno nostro ponatur, aliorum liberorum hominum de Regueu levetur, sine voluntate, & as- no nostro, Stat. Anno 24. Ed. I. sensu Archiepiscoporum; Episcopo-

tucion Inglesa: si deben á la Carta el origen de su libertad, deben á este estatuto el establecimiento de elia: aquella es el baluarte que desiende las libertades individuales; éste el que la protege á ella misma, y con su ayuda debia hacer en adelante las conquistas legales, que ha hecho, sobre la autoridad del Rey.

Este gran paso debia tambien conducir la Nacion hácia el influxo que hoy goza, y del que ofrecen los reynados que se siguieron un continuado progreso. En tiempo de Eduardo II. empezaron los Comunes à juntar sus Peticiones à los Bills en que concedian los subsidios:; y esta fue la aurora de su poder legislativo. Baxo de Eduardo III. declararon que no reconocerian otras leyes, que aquellas á que hubiesen dado su asenso. Poco despues lograron otra prerrogativa, que hace actualmente uno de los grandes contrapesos de la constitucion: acusaron, é hicieron condenar algunos de los principales Ministros. En el reynado de Henrique IV. rehusaron dar los subsidios, antes de que se les hubiese respondido á sus Peticiones. En una palabra, cada evento algo considerable quedaba señalado con un aditamento al poder de los Comunes: estas adiciones fueron lentas, pacíficas, y legales, pero por lo mismo mas proprias á imprimirse en los ánimos del pueblo, y á incorporarse con los antiguos principios.

En los reynados siguientes desde Henrique V.

has-

hasta Henrique VIII. estuvo la Nacion continuamente ocupada con las guerras del Continente; con las que ocasionaron las fatales disputas entre las casas de Yorck, y de Lencaster; y con el cisma de religion. Cuentan los autores Ingleses por suceso ventajoso en el reynado de Henrique VI. la pérdida de sus posesiones en el Continente: en 1450 quedó la Normandía reunida á la Francia, cuya posesion habia costado á la Inglaterra 400 años de ruinosas guerras. Desde este tiempo han llevado mas la atencion sus intereses marítimos, y al salir de las guerras civiles que succesivamente la han agitado, ha comenzado á slorecer, y hacerse una Potencia mas poderosa, mas considerada, que quando poseia mayor territorio, que por consequencia embarazaba demasiado al Gobierno con estrangeros intereses.

Todo este espacio de tiempo no ofrece sino vastas escenas de desolación toda Inglaterra: en medio de aquel confuso ruido de las armas hizo la Nacion, como claman sus autores, la pérdida mas sensible: la de las libertades Todas las barreras que habian alzado en favor de su libertad, no habian hecho sino retardar los inevitables efectos del poder. Se hicieron aquellos Monarcas Soberanos absolutos: pero no obstante, la memoria de las antiguas leyes, la Grande Carta, &c. la tenian grabada los Señores, y los Comunes profundamente en sus corazones, sin que se borrasen las ideas de su consti-

tucion, á pesar de las desgracias pasageras, y de sus repetidas vicisitudes; y como les era indispensable á los Reyes conservar la forma del Gobierno, en medio del abandono general en que se hallaban los privilegios nacionales, procuraron los Ingleses mantener con teson abrazada la tabla que al fin habia de salvarles de aquel naufragio.

La Reyna Isabél, cuyo aplaudido y largo reynado llenó la Europa de tan extraordinarios sucesos, subió al Trono por muerte de su hermana Maria, muger de nuestro Felipe II. Apóstata de la Religion Católica se mostró decidida Protestante, abrazando la nueva Religion, ó Iglesia Anglicana, que el infeliz Henrique VIII. su padre habia establecido en 1534: aceptó la Supremacía Eclesiástica, cosa bien estraña en una muger, y fue formidable perseguidora del Catolicismo. Conservó el dominio absoluto que habian logrado sus abuelos sobre la Nacion; pero su acendrado disimulo, su profunda política, hizo no solamente tolerable, sino grato el ilimitado poder que exercia, como parte capital de sus soberanas prerrogativas.

Esta Princesa, tan ayudada de la fortuna, supo aprovecharse de ella, y manejar diestramente su rueda. Con el motivo de haber revocado algunos privilegios exclusivos que habia concedido sin conocer á primera vista el perjuicio que resultaba, respondió á las gracias que le dió el Parlamento con aquel célebre discurso que hemos visto en el capítu-

le

lo I. del Libro III. y que los Ingleses conservancon especial aprecio; siendo éste uno de los principales motivos de su profunda veneracion por esta Soberana. Murió en 1603 á los 70 años de edad, y 44 de Reyna.

Sucedió en el Reyno la Casa de Estuardo, que juntó la Corona de Escocia á la de Inglaterra. Los Príncipes de esta Casa fueron poco dichosos, y quizás poco prudentes. Jacobo I. (VI. de Escocia) lleno de mal discernidas ideas sobre las prerrogativas reales en el nuevo Trono que ocupaba, no solo. no supo fingir y disimular como la cauta y fina Isabél, ciñendose á gozar en silencio lo que era arriesgado manisiestamente; sino que tuvo la imprudencia de declarar en el Parlamento en los años de 1610 y 1621 que eran efectos de la tolerancia y no del derecha los privilegios que reclamaba la Nacion, y con mal concertados golpes despertó á la constitucion Inglesa del letargo en que yacía dormida. Sus resultas levantaron la fuciosa borrasca que se fue formando largo tiempo, y descargó sobre su desgraciado hijo Carlos I.

Este Soberano, á quien conoció Madrid siendo Príncipe de Gales, empuñó el cetro: desde el principio mal aconsejado desconociendo los peligros que le rodeaban, caminó por un terreno minado por todas partes. Al tiempo de su proclamacion tuvo que confirmar el estatuto que se hizo, intitulado Peticion de derecho, que

era una declaracion auténtica del Parlamento de todas las libertades del Pueblo Inglés: por un acto posterior le fue preciso consentir que se declarasen por contrarios á las leyes los impuestos disfrazados baxo el nombre de Benevolencia, que venian à ser un don gratuito: poco despues sueron abolidas las prisiones arbitrarias, y el exercició de la ley Marcial: luego quedaron suprimidas la Corte de la alta comision, y la que llamaban la Cimara Estrellada, establecimiento de los últimos Henriques, que á diferencia de los demas Tribunales no reconocia por ley la ley comun, ni los actos del Parlamento, sino solamente los decretos del Consejo privado del Rey, y por ellos se juzgaba. Este paso con razon se miró entonces como una grande victoria sobre la autoridad real.

Si aqui se hubieran quedado las cosas, hubieran sido estas novedades menos infelices y mas gloriosas para la Nacion y para el Monarca; pero se encendió el fuego de la discordia y recíproca desconfianza; atizó su llama la ambicion de espiritus inquietos y malos Ciudadanos; encontradas tempestades se formaron en los quatro puntos del Orizonte; sus rayos hicieron pedazos la constitucion, y entre las calamidades de una guerra civil fue la victima el infeliz Carlos: : Echemos el telon para cubrir el horroroso espectáculo que nos representa la escena trágica en que el año de 1649 sobre un público cadahalso, en medio de su mismo Pueblo,

con las formas judiciales perdió la cabeza: digno de mejor suerte por su candor, su afabilidad, su amor conyugal, su dulzura, su templanza, y demas buenas prendas, ha sido llorado, y compadecido este desgraciado Príncipe.

Aniquilado el poder real hicieron los Ingleses algunas tentativas, aunque inutiles, para substituir el Gobierno Republicano al Monárquico: segun la trabazon de su forma constitucional, se convencieron que esta intervencion, ó autoridad de todos, con que se lisonjeaba al Pueblo, es una quimera; que en el fondo viene á ser una autoridad usurpada por algunos poderosos; y que la Nacion no se hallaba dispuesta á una total mudanza: al fin se resolvieron á mantener la constitucion que mas conviene á este estado, la que se reduce á que delibere un cierto número de Individuos, y que uno solo execute.

En la crisis que padecian estuvieron primero sujetos al poder de diversos Gefes del que llamaron largo Parlamento, y concluyeron por pasar sin límites á manos de un tirano con el nombre de Protector. Fue Oliverio Cronwuel un tirano feliz, y su famoso acto de navegacion ha hecho tan floreciente la marina y comercio Inglés, que se cuenta por época desu grande poder, y riqueza. Su hijo el inepto Ricardo gozó muy limitadamente, y corto tiempo el Protectorato. Con vehemente pasion fue llamado al Trono Carlos II. de quien hablarémos despues; con la mis-

misma prorrumpió la furia nacional contra el cadaver de Cronwuel: pero es singular contraste el que aún dura en el dia. Al entrar en el salon del Muséo Británico se pára luego la vista en un bello busto de Cronwuel. En el Monetario se rozan sus monedas con las de Carlos I. y las de su hijo Carlos II: logran el mismo honor en la série de Medallas, y monedas dadas al público por la Sociedad de Antiquarios. Es dificil concordar esta especie de consideracion por Cronwuel con el ignominioso trato de su exêcrable memoria, y con la fiesta que el 20 de Enero se celebra todos los años en expiacion del martirio (asi llaman) de Carlos I. con un ayuno, oficio solemne, y sermon; asistiendo el Parlamento en cuerpo á todas las ceremonias.

Despues de las graves agitaciones que causó aquel horrible terremoto civil, era preciso que la inconstancia, en que por tanto tiempo habia fluctuado la Nacion, llegase á fixarse: con frenético aplauso subió Carlos II. al Trono: su feliz restauracion, y el escarmiento de su desgraciado Padre no le hicieron reservado, ni circunspecto. Sin embargo disfrutó las dulzuras del mando, al mismo tiempo que la Nacion iba estableciendo las mas eficaces adiciones á su libertad: efectos que parecen contradictorios con el reynado de un Príncipe tan destituido de los principios de ella, y lleno su corazon de las ideas del antiguo poder de la autoridad real. Fueron abolidos los servicios militares,

resto de las tenutas setidales. Se estableció ef auto de Habeas Corpus, inexpugnable baluarte de la libertad particular. Se dió la correspondiente sancion al estatuto que hacia trienales los Parlamentos, y se abrogaron varias leyes, segun lo dispusieron las dos Cámaras.

Algunas leyes fueron conformes con la voluntad de la Corona. Habiendose suprimido en general los actos, ó estatutos del Usurpador Cronwuel, todos quántos eran utiles al bien del estado los conservaron renovados, y añadidos, como el famoso acto de navegacion que rige la de Inglaterra, pasado en Parlamento el 23 de Septiembre de 1660; ya revestido del nombre de Carlos II.

Resentidos los Ingleses de que se hubiese hecho Católico el Duque de Yorck, hermano, y heredero del Rey, pasaron el acto del Parlamentó, llamado del test año de 1673, para mortificarle y obviar todos los subterfugios que se atribuian á los Católicos. El juramento que contiene este edicto le consideran como una cosa sagrada y respetable: no puede nadie exercer empleo, ó cargo alguno sin firmar primeramente su formulario, que es una profesion de fé anti-católica.

Sobre los mismos principios causó grande fermentacion al fin de este reynado el famoso acto de exclusion contra aquel Príncipe, cuyo influxo en el gobierno les era sumamente desagradable: pasó este acto en la Cámara de los Comunes, y

por imparciales, que sin embargo de las razones que contienen las actas del Parlamento, hay en la política errores funestos, de que es preciso separarse; como tambien de los extremos de una teórica visionaria: que mas conviene considerar llanamente este gran suceso político sobre el sólido fundamento de la autoridad apoyada de la fuerza, sin pensar en ensalzar la justicia que la pudo asistir, ó el derecho de conveniencia, ó de necesidad, que la pudo obligar á este paso; y que ya en la distancia en que se hallan de sus pasados los nacidos, baxo de una constitucion establecida sobre aquel fundamento, deben sostenerla por obligacion que les impone la religion y la política.

En el supuesto de la fundada autoridad que les justifica, dicen que es preciso añadir la circunstancia de que fue conducido aquel acto con una moderacion que supone grande equidad; y que si en algunos puntos se ha excedido del sentido á la letra de las antiguas leyes, la razon obligó ó separarse de ellos conformandose exâctamente con el espiritu de la constitucion, y el derecho natural. En fin, que si esta obra no fue tan perfecta como podria desearse, por lo menos debe reconocerse que en la nueva era, á que dió principio, han sido mas bien señalados los límites de la prerrogativa real, y de la libertad del pueblo; han sido mas profundamente tratados, y mejor entendidos los principios de Gobierno; y han sido mas bien ase-

gurados por las leyes los derechos de los vasallos, que en ninguna otra época de la historia nacional.

Tambien hacen notar que en este importante acto se ciñe el Parlamento á decir que la conducta del Rey Jacobo era una tentativa que miraba á destruir el Gobierno, y no que le habia destruido, ó pretendido destruir absolutamente; en cuyo caso se hubieran bien presto arruinado todas las distinciones, rangos, honores, empleos, propriedades, se hubiera aniquilado el poder soberano; abolido las leyes positivas; y puesto al público en el Herecho de crear un nuevo sistema de gobierno. Solamente se decidió, que el efecto de la conducta del Rey, no siendo mas que una abdicacion que dexaba el Trono vacante, se entendia subsistir siempre 'el Gobierno, aunque el primer Magistrado (esto es el Rey) encargado del poder executivo no exístiese, y que no se habia extinguido la autoridad real, aunque Jacobo no fuese ya Rey. De este modo se conservó la constitucion toda entera; la qual, partiendo de estos principios, se hubiera considerado destruida, si la autoridad real, que compone una parte tan esencialmente importante, hubiera sido abolida, ó solo suspendida.

No prosigo en semejantes questiones, contentandome con lo expuesto, para dar una idea de la sutileza, lógica, y método con que tratan la materia los Jurisconsultos Ingleses. Habiendo de-

clarado las dos Cámaras vacante el Trono, dispusieron de él como juzgaron mas conveniente, llamando á Guillermo y Maria por declaracion de 2 de Febrero de 1688, y reglando el orden de succesion. Con esta disposicion ha quedado nuevamente hereditario el derecho de la Corona, mientras los Soberanos sean Protestantes, miembros de la Iglesia Anglicana, y casados con Protestantes. Esta misma condicion, y la forma en que ha sido establecida la succesion, dicen los Ingleses que forma un medio entre dos extremos: uno sería el de un derecho inmoble que necesariamente arrastraria una obediencia ilimitada y pasiva, sumamente arriesgada: el otro, el grave inconveniente de que si el pueblo se considerase autorizado á elegir Monarca á cada succesion; si pudiera, segun las leyes, deponerle, ó castigarle; esta prerrogativa que se lisonjea á mirarla comunmente como el triunfo de la libertad, (y no lo es sino en especulacion) produciria turbaciones, desordenes, y en fin la Anarchía. Pero quando un derecho hereditario, como el que las leyes Inglesas han creado, y atribuido al Soberano, se halla intimamente ligada con los derechos y privilegios establecidos en favor de la Nacion, forma esta union, dicen sus Jurisconsultos, una sólida constitucion admirable en la teórica, y hecha para subsistir largo tiempo en la práctica.

Luego que el Principe de Orange entró en In-

re-

glaterra con la Princesa Maria, les presentaron lo que llaman el Bill de los derechos, el que recibieron, y al qual el Parlamento dió fuerza de ley en 13 de Febrero de 1688: concluye este Bill en unos términos tan importantes para las libertades de la Nacion Inglesa, como son los siguientes., Declarando que todos estos derechos, y liberta, des reclamados por el dicho Bill son ciertos, de , toda antigüedad, y son bien verdaderamente los, derechos del pueblo de este Reyno. "

Aprovechó la Nacion Inglesa de la ocasion bien rara de estipular un contrato formal, y primitivo entre el pueblo y el Soberano: por el acto intitulado Acto para establecer el juramento de coronacion se exigió del nuevo Rey un juramento mas expreso que el que habian prestado sus predecesores, quedando consigrado para siempre aquel formulario. (\*) Se declaró en él nuevamente que era contrario á la ley establecer impuestos sin el consentimiento del Parlamento; como tambien mantener exército en tiempo de paz. Se abolió el poder, que en todos los tiempos habia reclamado la Corona, de dispensar en el efecto de las leyes. Se estableció, que todos los vasallos gozarian el de-

<sup>(\*)</sup> El expresado Bill de y libertades del varalle, y estaderachos tuvo luego toda la bletimiento de la succesion de la
sancion de acto del Parlacorona. Año pri nero de Guimento, baxo el título de llermo, y Maria. Sess. 2.
Acto declaratorio de los acrechos cap. 3.

recho de presentar al Rey las que llaman Peticiones. En sin se echó la clave á la bóveda con el sinal establecimiento de la libertad de la prensa, que á la verdad no sue propriamente establecida hasta quatro assos despues, quando rehusó el Parlamento la continuacion de las restricciones que aun habian quedado.

Han sido confirmadas estas libertades al principio de este siglo por el acto llamado de Setlement, dado para fixar la Corona en la casa de Brunswinck-Hannover actualmente reynante: en este acto se hicieron algunas nuevas adiciones, para asegurar todavia mas la religion, las leyes, y las libertades de la Gran Bretaña.

Apartando como caducas para nuestro intento las noticias correspondientes á las Naciones que ocuparon antiguamente la Inglaterra, y Soberanos que la poseyeron hasta la memorable conquista de Guillermo I. hemos ido señalando los tiempos, los sucesos, y las disposiciones que succesivamente han hecho época en la formacion de la actual constitucion Anglicana; y por fin se ha visto que es una Monarquía ligada, y unida con ciertas modificaciones. Veamos ahora las respectivas funciones que exercen las diferentes ruedas, que componen esta máquina, cuyo movimiento uniforme es un efecto producido por las recíprocas fuerzas que se prestan sus mismos encontrados impulsos en razon de sus masas, ó respetos.

Queda establecido como máxima fundamental del jus coronæ, ó derecho de succesion al Trono, que la Corona es hereditaria por la ley comun, y por el uso; y que es hereditaria del modo proprio á aquel Reyno: pero que el derecho de un heredero puede ser mudado, ó restringido por el Parlamento; y la Corona prosigue en su sér de herencia baxo estas restricciones. Los fundadores de la Monarquía Inglesa, dice Blackstone, eran dueños de hacer la Corona electiva; prefirieron, con razon, hacer la succesion hereditaria; y tuvo el consentimiento general de la Nacion, que ha confirmado la ley comun: desde luego se miró del mismo modo que el derecho de los particulares sobre sus proprios bienes, y sujeta á las reglas observadas en las succesiones regulares. Las tierras no son por su naturaleza mas hereditarias que la Corona; pero la ley ha juzgado que convenia al bien estar y á la tranquilidad de todos, establecer el mismo orden de succesion para uno y otro.

El Rey, segun la constitucion Inglesa, no debe estar sujeto á los hombres, sino á Dios, y á las leyes: éstas han reglado sus prerrogativas y su dignidad, como tambien sus obligaciones; siendo máxima recibida que la proteccion y el vasallage tienen sus recíprocos deberes: éstos se hallan bien claramente especificados en el solemne juramento de coronacion desde Guillermo III.

En el Rey junto con las dos Cámaras colectirom. 11. E va-

vamente reside la Soberanía total; pero el Rey es persona sagrada, y asi lo declara la ley: sus prerrogativas son indelebles; éstas se componen de las preeminencias que tiene el Monarca Inglés sobre todos sus vasallos como una consequencia, ó desecho inseparable y relativo á la dignidad de que está revestido, unica en su especie, y anexa á su caracter público, no solamente con la pompa y obsequio debido al decoro de la Magestad, sino suponiendo las calidades inherentes al proprio caracter de Rey; y al mismo tiempo ciertos atributos señalados, y peculiares que obligan al Pueblo á mirarle como un sér superior, y tener por la Magestad el respeto de sumision que le da la facultad de regir con mas facilidad los negocios del gobierno. A este fin la ley Inglesa concede al Rey un poder y ventajas muy extensas, que es en lo. que consiste la prerrogativa adherente á la dignidad real, cuyos diferentes ramos iremos exâminando.

La ley de al Rey los atributos de la Soberanía: uno de ellos es el supuesto de poseer una perfeccion absoluta; lo que hace que la misma ley decide, que esta perfeccion debe hallarse en la persona política que exerce la Soberanía: supone que no puede juzgarse que el Rey haga mal en todo lo que pertenece al Gobierno; de que resulta que qualquiera cosa que se haya de reparar sobre la conducta de los negocios públicos, la falta no debe atribuirse al Rey; porqué si quedase responsable no subsistiria la independencia de la Corona, y esta independencia es absolutamente necesaria para formar la balanza del poder, que exîgen la constitucion y libertad de Inglaterra.

La misma ley provee al mismo tiempo los medios para que el vasallo Inglés no padezca la opresion que pudiera resultar de aquel supuesto; y
quiere, que si el vasallo tiene que formar alguna
demanda contra el Soberano en negocio relativo á
su propriedad, presente su instancia en la Corte de
la Chancillería, que le hará justicia por el Rey, no
como constreñido, sino á título de gracia; siendo
el fin de esta accion, no tanto impeler al Príncipe
á cumplir su obligacion ó empeño, como persuadirle que está obligado á cumplirle.

En quanto á los actos de opresion en que el público se halla interesado aunque no ataquen directamente la constitucion nacional, la ley, conservando todo el decoro real, ha dispuesto los medios de impedir que no sucedan: á este fin se supone que el Rey no puede abusar de su poder sin que haya sido por influxo de malos Consejeros, y ayudado de malos Ministros, y quiere la ley que estos sean perseguidos, y aun tambien castigados: de este modo permitiendo la constitucion las quexas formales en el Parlamento, impide que ningun Ministro se atreva á influir, ó ayudar al Soberano en las cosas que pueden ser contrarias á la ley del

E 2

país.

Ć

pais. En quanto á los actos de opresion que rompiesen la constitucion, y trastornasen los fundamentos del Gobierno, la ley por decencia supone que no puede llegar este caso, ni presume capaces de accion semejante aquellos á quienes confia una parte del poder supremo; en conseqüencia no establece regla ninguna: de modo que dexa al tiempo en que pudiese suceder este caso los remedios convenientes contra unos males que no deben presumirse, y que indirectamente quedan suficientemente precavidos.

Sin embargo de la perfeccion personal tan extensa que la ley supone en el Príncipe, le ha puesto en cierto modo sus límites respecto á las dos Cámaras del Parlamento, pues las concede el derecho de hacer representaciones, y exponer sus quexas sobre las acciones relativas á su dignidad, como por exemplo sobre las comisiones que despacha, y sobre los discursos que dimanan del Trono. Pero aunque el Parlamento goza incontestablemente el derecho de conocer en los asuntos del Estado, debe no solo por respeto al Trono, sino tambien para dexar toda libertad á los debates, ó disputas en las dos Cámaras, debe (repito) suponer siempre que el Rey no ha obrado por sí solo, sino por el consejo de las personas encargadas de la administracion. Aún debiendo culpar á los Agentes ó servidores del Príncipe, están obligados los que acusan su conducta en el Parlamento, á emplear

plear la correspondiente circunspeccion, para no separarse de la decencia debida, ni hacer nada que pueda parecer salta de sumision. Por esta causa ya se ha visto enviar á la Torre (principal prision de Londres) á un Miembro del Parlamento, por haber dicho que la respuesta del Rey, á una representacion de los Comunes, contenia palabras muy vivas con el fin de atemorizar los Miembros de la Cámara, y embarazar que hiciesen su deber. Otro, con mas razon, tuvo el mismo castigo, por haber dicho que una parte de la Harenga del Rey parecia haberse hecho en Alemania mas bien que en la Gran Bretaña, y que el Rey desconocia tanto el lenguage Inglés como la constitucion. La Nacion Inglesa se precia de explicar con precision las reglas constitucionales, dando todo el peso posible á las palabras de modo que sean significantes, y abracen con exactitud todo el sentido que puedan encerrar, y no se da lugar á que nadie se propase à proferir expresiones contrarias al orden establecido, que al mismo tiempo dexa toda libertad para discurrir las materias que deben tratarse.

Otro atributo de la dignidad real es la perpetuidad: la ley da al Rey, en la capacidad política que cabe en las leyes, una inmortalidad absoluta: el Rey nunca muere, porque en el mismo instante del fallecimiento del reynante queda el succesor revestido de su dignidad: esta es constantemente perpetua, y del mismo modo se conserva, quando algun evento extraordinario causa alguna extraordinaria interrupcion; de suerte que quando
Eduardo IV. fue echado del Trono en el décimo año de su reynado por la faccion de Lancaster, esta tradicion de su dignidad al succesor fue
llamada Muerte, y cesaron todos los procesos como á la muerte natural de cada Rey. Quando Carlos II. fue proclamado, ya se ha dicho que se anularon los actos del tiempo de Cronwuel, y supuso
la ley que la dignidad real habia pasado inmediatamente á su persona desde el momento de la muerte de su Padre Carlos I.

La constitucion ha puesto en manos del Rey todo el poder executivo, á fin de que tenga mas fuerza y prontitud la execucion, que sienta la ley, ó presume, sería débil si dependiese de la union de muchas voluntades, y padecerian los negocios de estado perjudiciales lentitudes.

El Rey en calidad de Magistrado Supremo goza las representaciones de la administracion de justicia: es el conservador de la paz pública: es la fuente de todo el poder judicial: es el Gefe de todos los Tribunales: se consideran los Jueces como sustitutos suyos: todo se hace en su nombre: las sentencias llevan su sello, y se executan por dependientes suyos.

Sin embargo desde que la constitucion ha tomado la consistencia presente, ha quedado establecido el derecho consuetudinario de muchos si-

glos

39

glos de que todo el poder judicial pertenezca á los discrentes Tribunales de justicia, aunque le exerzan como una emanacion del poder regio, y que los Ministros de estos Tribunales sean depositarios de las leyes: de suerte que el Rey no puede en el dia mudar la composicion de estos mismos Tribunales, ni las formas establecidas en ellos. Para asegurar la incorruptibilidad de los Jueces, les han hecho independientes los actos del Parlamento; de modo que no pueden ser depuestos de sus oficios 6 empleos, sino en el caso de hacerse indignos de ellos; y así el estatuto 13 capítulo II. de Guillermo III. dice:,,Que durará la comision, y goza-,, rán, sus emolumentos, mientras cumplan con su ", cargo exactamente. " No obstante en virtud de demanda, ó súplica de alguna de las dos Cámaras 💎 del Parlamento puede el Rey quitar á los Jueces. sus comisiones. Antes cesaban con la muerte del Rey; pero por el'estatuto i capítulo XXIII. de Jorge III. actual reynante, deben subsistir continuando sus funciones, y gozando sus sueldos, como si no hubiese muerto el Rey.

El poder judicial, dice Blackstone, entregado á estos cuerpos, sin que la Corona pueda quitarle, es uno de los grandes apoyos de la libertad pública; la que no se puede sostener, si la administracion de justicia no se halla enteramente separada del poder executivo y del poder legislativo; porque si éste tuviera aquella jurisdiccion, la vida, la

libertad, y la propriedad quedarian sujetas al arbitrio de los Jueces, que podrian dirigir sus juicios segun su opinion, y no segun la ley; pues siendo al mismo tiempo Jueces, y Legisladores, podrian como Legisladores mudar las leyes; en lugar que siendo solamente Jueçes, están obligados á proceder segun los principios de la ley misma. Habria el mismo inconveniente, si el poder judicial estuviese unido al executivo, pues bien presto perderia la balanza la potestad legislativa. Sobre este principio se fundó el estatuto 18 capítulo X. de Carlos I. para suprimir la (ya citada) Cámara Estrellada, diciendo que el motivo de esta supresion era quitar el poder judicial de la mano del Consejo privado, cuyos miembros deben considerarse inclinados siempre á interpretar la ley á favor del Príncipe, y sus allegados, por lo que debe evitarse en la constitucion libre, que se hallen juntas la calidad de Juez, y la de Ministro.

La Magestad, segun la ley, se considera siempre presente en las Cortes de justicia, aunque no
la distribuye. No entro en la descripcion de los
Consejos, Cortes, ó Tribunales del Gobierno Inglés, ni en la forma de enjuiciar, &c. pues esto seria
hacer la historia de su legislacion, y mi intento se
reduce à solo dar una suficiente idéa de la constitucion Inglesa: pero para los que quieran mas prolixa instruccion en la materia les remito à los Autores que la tratan con mayor aplauso, y son Blacks-

Hume en sus Discursos Políticos, Hovard en sus Costumbres Inglesas, y Delolme, Abogado, y Cindadano de Ginebra, en la Constitucion de Inglaterra, ó Estado del Gobierno Inglés, compasado con la forma republicana, y con las otras Monarquías de Europa: volvamos á tomar el hilo.

Solo el Rey tiene el derecho de hacer Prochmaciones, y estas Proclamaciones, como observa Eduardo Coke, tienen el poder de ligar todos los vasallos, quando se fundan sobre las leyes, y por las leyes: pero aunque estas leyes sean hechas por la potestad legislativa, el modo, y el tiempo de executarlas pertenece á la potestad executiva, que como ya se tiene dicho, es la potestad real; por cuya razon los edictos, y ordenanzas de los Reyes, que comunmente se llaman Proclamaciones, obligan al vasallo como la ley misma.

Por una ficcion de las leyes se le mira al Rey como el proprietario universal del Reyno, se le supone directamente interesado en todos los delitos, y por consequencia en su nombre se siguen las causas en los respectivos Tribunales, y se hacen los castigos: de este mismo principio dimana el derecho de hacer gracia, esto es, remitir la pena que se ha pronunciado á su instancia: pues todo delito se califica de ofensa contra la tranquilidad del Rey, ó contra su dignidad, ó su Corona; y una violacion de la paz pública, que debe misarse como el mo

.mo agravio personal. No usa de su derecho para con los falsarios, y los matadores, por las funestas consequencias que traerian semejantes perdones.

Otra prerrogativa del Rey es la de ser el manantial de todos los honores, y distribuidor de todos los títulos, y dignidades; crear Pares del Reyno; conferir cargos, y empleos en los Tribunales, en Palacio, y en los demas departamentos. Se le mira tambien como Supremo Superintendente de comercio: fixa los diferentes pesos, y medidas: tiene solo el derecho de labrar moneda, y puede dar curso à la estrangera. Es el Supremo Gefe de la Iglesia; en cuya calidad nombra los dos Arzobispos, y veinte y quatro Obispos, y convoca la Asambléa del Clero. Esta Asambléa está formada en Inglaterra sobre el modelo del Parlamento: los Prelados forman la Cámara alta; los Diputados de las Diócesis, y capítulos particulares, la Cámara baxa. El consentimiento del Rey es necesario para la validacion de las resoluciones; y tiene el derecho de prorrogar, ó disolver la convocacion, ó Asamblea.

Es Generalisimo nato de las fuerzas de mar, y tierra; tiene solo el poder de levantar tropa, equipar flotas, construir fortalezas, y proveer todos los puestos militares. Relativamente á las Naciones estrangeras es el Rey quien representa, y en quien están depositadas toda la potestad y magestad de la Nacion: envia, y recibe Embaxado-

res, y demas Ministros; contrae alianzas; tiene privativamente el derecho de declarar la guerra, y de hacer la paz con las condiciones que juzga mas convenientes; en sin, es máxima fundamental que el Rey no puede obrar mal; esto es, que baxo los indicados principios está exênto de todo juicio, ó Tribunal, y que su persona, como se ha dicho, es inviolable, y sagrada.

Pero la prerrogativa que parece llega al cúmulo de su poder es la del derecho que tiene el Rey solo, asi de convocar, como de prorrogar, ó de disolver el Parlamento. El efecto de la disolucion es la total oesacion de su exîstencia: queda enteramente finalizada la comision de los Diputados de les Comunes; y disuelta la Cámara baxa no puede tampoco juntarse la alta que componen los Pares. La prorrogacion es un término de vacacion señalado por el Rey; hasta la conclusion de este término queda el Parlamento interrumpido, y suspensas las funciones de sus Diputados. En ambos casos de disolucion, ó prorrogacion, subsisten las leyes, y el Rey encargado de su execucion por su proprio derecho, tiene el poder necesario para su esecto. Veamos ahora esectivamente, y mas de cerca la forme de límites, que la constitucion ha puesto á la potestad régia: y veamos por entero la potestad-legislativa en todo el lleno de sus facultades.

## IV.

ESIDE el poder legislativo en el Parlamento: las partes que constituyen un Parlamento, son el Rey mismo, y los tres estados del Reyno; el Eclesiástico, el Noble, y el General: esto es, los Senores espirituales, y temporales, que ocupan en presencia-del Rey la Cámara alta, y son los Pares del Reyno; y los Diputados del Pueblo, que se llaman los Comunes, y tienen su Cámara aparte llamada Cámara baxa. El Rey con estos tres estados en las dos Cámaras forma el cuerpo político del Reyno, del qual es el Gefe, ó cabeza, el principio, y el fin. Para mantener la balanza de la constitucion, está establecido que no resida en la potencia executora la totalidad de la potencia legislatriz; sino una parte de ésta porque si residiera toda en aquella, tendria el Monarca el absoluto dominio, que es contra la libertad Inglesa; como al contrario, si la legislacion conservára en si todo su poder se arrogaria insensiblemente todos los derechos de la potencia executriz, que pertenece privativamente á la dignidad real, y quedaria como nula esta inherente, y principal parte de la constitucion.

En el reynado del inseliz Carlos I. mientras continuó el largo Parlamento en obrar de un modo consorme á la constitucion, esto es, de concier-

cierto con el Rey, se tomaron varias é importantes providencias, y se establecieron muchas leyes saludables. Pero quando las dos Cámaras se arrogaron el poder de la legislacion excluyendo de él la autoridad real, tardaron poco en hacerse dueños de la administracion del Reyno; y la consequencia de la union de toda esta potestad en la parte Parlamentaria fue el entero trastorno de la Iglesia, y del Estado, como tambien el fundamento de una opresion mucho peor que la que se habia pretendido remediar, y que empezando por providencia acabó en usurpacion.

Con el fin de evitar semejantes abusos quiere la ley que el Rey mismo sea una de las partes constituyentes del Parlamento; por esta razon la constitucion le reviste de aquella parte de legislacion que consiste en el poder de desechar, b desaprobar mas bien que en el de determinar; poder proporcionado à los fines que se propone el gobierno constitucional de Inglaterra. El Rey por sí mismo no puede mudar nada en la ley establecida, pero puede aprobar, o desaprobar las que propongan las dos Cámaras. Y asi el poder legislativo no puede quitar al poder executivo, sino con: su consentimiento, ninguno de los derechos de que le han revestido las leyes.; porque la constitucion debe quedar perpetuamente en su estado , á menos que todas las potestades del estado mismo no se pongan de acuerdo para alguna mudanza. En

esto consiste, dice Blackstone, la verdadera excelencia del Gobierno Inglés, pues las partes que le componen conservan su equilibrio mutuamente en la legislacion. El Pueblo es un freno para la Nobleza; ésta para el Pueblo, por el privilegio recíproco que tiene cada Cuerpo de no consentir en la que el otro propone: mientras que el Rey por su lado teniendo en balanza ambas partes defiende su poder de toda especie de usurpacion. Como estas tres, potestades, que componen el Parlamento Británico y Soberanía Suprema, se mueven por resortes muy diferentes, y con intereses muy opuestos; ninguna de las tres puede intentar cosa alguna contraria al bien general, sin que las otras dos se opongan en virtud del poder negativo que gozan, suficiente para desechar toda inutil ó peligrosa innovacion.

De este modo todas las ramas del Gobierno se sostienen, y se dirigen mutuamente, y conteniendose en sus lineas con necesaria reciprocidad, el Monarca es el nudo que asegura su union. Antes de pasar adelante, exâminemos el efecto de las modificaciones unidas á la potestad, real, y á las numerosas prerrogativas que hemos ido refiriendo.

Los representantes del Pueblo tienen siempre en la mano el timon que gobierna el principal uso de esta potestad y prerrogativas; pues solamente de la liberalidad de los Comunes puede el Rey obtener las contribuciones, ó subsidios. Como en la situacion presente por bna consequencia de les progresos del comercio, y del cálculo, se miden todos los negocios por el nivel del dinero, puede decirse que en este importante artículo se halla enteramente sin facultades la Corona.

El Rey de Inglaterra punde armar esquadras, y tropas, declarar la guerra, &c.; pero sin el Parlamento no puede sostener ésta, ni mantener aquellas; de suerte que la potestad real destituida de medios, con todas sus grandes prerrogativas no puede obrar por sí sola.

En el Parlamento reside el poder de los impuestos; en el Rey el uso, y la distribución de ellos. Para precaver que por alguna intempestiva, ó mal fundada obstinacion se perjudique á la dignidad real, queriendola sujetar á una dependencia poco correspondiente; está en estilo, que al principio de cada reynado, en que ordinariamente se considera la mayor cordialidad entre el Rey y el Parlamento, á su primera convocacion se conceda al Rey por toda su vida un subsidio anual para sostener con total independencia el decore de la Corona.

Como esta misma independencia unida á las grandes facultades de la coleccion y manejo de las sumas votadas por el Parlamento, y á. las demas citadas prerrogativas, dando á la Corona considerable número de immediatos dependientes, y hechuras, no puede menos de adquirirla, por sordamente que sea, un continuo influxo á favor de su mente que sea, un continuo influxo á favor de su:

potestad executriz, capaz de barrenar en gran parte la constitucion; ha conservado ésta, como explica Delolme, un oportuno remedio. Al fin de cada reynado concluye aquel subsidio que llaman lista civil, y por consequencia aquella especie de independencia que le procuraba al Principe. El succesor encuentra un trono, un cetro, una corona, pero no el poder, y por consequencia la dignidad que le compete: antes de darle la Nacion la posesion real de todo lo que le toca, el Parlamento tiene el arbitrio de pasar una revista de estado, y corregir los abusos introducidos en el reynado precedente; por cuya reforma periódica vuelven á tomar su elasticidad los resortes de la constitucion. Guarda la ley en este medio todo el decoro, pues no choca de frente el amor proprio, é el respeto de los Príncipes, y se dirige meramente á las usurpacionles mismas, ó abusos; y como aún estos no son del tiempo del nuevo Soberano, queda airosa su dignidad, pues las nuevas providencias no son unas facultades que le arrancan, sino un sacrificio, y consideraciones del mismo Príncipe, que se supone interesado en mantener todo el vigor de la constitucion del país.

El Parlamento, ó Consejo general de la Nacion Inglesa es un establecimiento antiquisimo: su fecha, y el modo con que sue constituido y compuesto, son questiones que han dado materia á grandes disputas entre los doctos Cronistas, y Juzis-

risconsultos de la Nacion, pero para mi objeto basta saber que la constitucion del Parlamento, como exîste en el dia, está establecida, segun la comun opinion, desde el tiempo del Rey Juan en 1215 por la Magna Carta, como ya se ha referido. No puede ser convocado sino por el Rey en virtud de su Carta régia, expedida por la Chancillería de acuerdo con el Consejo privado, y por lo menos quarenta dias antes de su avertura. Esta prerrogativa, como ya se ha dicho, es absolutamente privativa del Rey: sin embargo ha habido sus excepciones; pero quando han ocurrido, han sido fuera del orden de la constitucion, y por un principio de necesidad, como en tiempo de la revolucion de 1688 que se juntó el Parlamento por su propria autoridad, y sobre una intimacion de Guillermo. Príncipe de Orange: pero fue en el supuesto de la abdicacion de Jacobo II, y por consequencia considerando vacante el Trono. En este caso no haciendose asi, se seguiria ex necessitate rei, que era preciso abandonar la forma de la constitucion, ó renunciar quizás para siempre á la Asamblea del Parlamento. La regla en general es incontestable de que solamente el Monarca le puede convocar, y está obligado á hacerlo.

En quanto al tiempo ha habido variedad: por un estatuto de Guillermo y Maria debia ser cada tres años; pero Jorge I. tuvo la habilidad y fortuna de dilatar hasta siete cada convocacion por TOM. II.

otro

otro solemne estatuto del año de 1716: desde este tiempo ha pasado cada Parlamento de trienal á setenal; circunstancia ventajosa para la Corte, y que hasta ahora no se ha revocado, sin embargo de los esfuerzos que han hecho los partidos de oposicion en los siguientes Parlamentos. Se cuentan estos por el número de convocaciones que hay en cada reynado; se divide cada Parlamento en sesiones, contando cada una desde la avertura anual que hace el Rey en persona, hasta su clausura en que igualmente asiste, y le despide hasta la sesion siguiente: esta despedida se hace por medio de prorrogacion que es la forma constitucional, pues la efectiva despedida es solo quando se disuelve por haber concluido su tiempo, á lo que despues siguen las proclamaciones de convocacion para el nuevo Parlamento: formalidades que igualmente se observan quando el Rey le disuelve sin concluirse, usando de esta grande prerregativa de su Corona. Caso ordinariamente ruidoso, que sucede rara vez, y que acaba de verificarse en este mismo año de 1784 en que escribo.

El mas solemne espectáculo que ofrece la Inglaterra à la vista de un estrangero es la union de toda la potestad Inglesa en la Cámara de los Pares. El Rey con manto real, corona en la cabeza, cetro en la mano, se presenta en esta Cámara, y sube al Trono sin guardia alguna, acompañado del hermano, ó hermanos, hijo, ó hijos, que hayan

Oficiales de la Corona, esto es, de los principales Geses de la Corte con las correspondientes insignias del empleo que exercen. El Chancillér, y los grandes Jueces se sientan al frente del Trono en quatro grandes sacas de lanz, que simbolizan la grande importancia de este género para la prosperidad, y comercio de la Nacion.

A la derecha se colocan los Pares Eclesiásticos, que son los dos Arzobispos, y veinte y quatro Obispos; en lo restante del tablado á izquierda y derecha los Pares Seglares, que son los Duques, los Marqueses, los Condes, los Vizcondes, y los Barones con sus mantos, cuyas ordenes de armiños distinguen las clases: por el orden de éstas toma asiento cada uno segun la antigüedad, contada desde la fecha de la creacion de la dignidad que goza. Al fin del tablado hay una division que llaman la Barra, y detrás de ésta se presentan en pie el Orador, y Diputados de la Cámara de los Comunes.

Pronunciada por el Rey la acostumbrada Harenga, compuesta segun lo piden las circunstancias, se retira S. M., se vuelven los Comunes á su Cámara: en esta de los Pares lee la misma Harenga el Chancillér; en la otra el Orador, y en ambas se empiezan á tratar, y controvertir los asuntos.

No hay número fixo de Pares, pues el Rey tiene la facultad de crear los que le parece, y ha habido el exemplar en tiempo de la Reyna Ana de doce de una vez. Esto sue causa de que en el reynado de Jorge I. se propusiese un Bill para limitar el número: pasó en la Cámara de los Panes, y ya se creia haberse dado un gran paso contra el influxo de la autoridad real coartandola esta prerrogativa que daba á la Corona tanta preponderanoia; pero no pasó en la Cámara baxa, porque la mayor parte de los Miembros que la componen, querian conservarse la esperanza de tener entrada en la Cámara alta. En el amo de 1760 que entró á reynar. Jorge III. habia 184 Pares; on el presente de 1784 hay 234 inclusor los 16 Escoceses, y los 26 Prelados: el número actual de los 192 Pares seglares Ingleses le componen 22 Duques, sin contar al Duque de Glocester, ni al Duque de Cumberland, hermanos del Rey: 77 Condes, 17 Vizcondes, y 76 Barones; en el dia no hay Marqueses. No tienen asiento en el Parlamento los Pares Católicos, que son siete, el primer Duque, el primer Conde, y cinco Barones.

La distinción de rangos ó clases, y de dignidades, es necesaria en todo estado bien gobernado, dice Blackstone, para recompensar los que se distinguen por los servicios hechos á la patria, sia añadir carga al país, y del modo mas lisonjero para el mérito, excitando una emulación util, ó loa; ble ambición. Un Cuerpo de nobleza es conveniente en qualquier buen gobierno; pero es esencial-

men-

mente preciso en una constitucion como la Inglesa, á fin de sostener, prosigue el mismo, los derechos de la Corona y del Pueblo, formando una barrera contra las respectivas usurpaciones. La escala de las dignidades debe ser gradual desde el villano hasta el Príncipe, como una pirámide, cuiya basa es muy estendida, y disminuyendo progresivamente en razon de altura se termina al fin en punta. Esta proporcion asegura el estado: el gobierno que la descuida, abre una grieta en el edificio político, que debilitando las columnas del Trono, que son los nobles, le expone á sepultarse en sus ruinas: y asi quando en el último siglo los Miembros de los Comunes resolvieron destruir la Monarquía, declararon por inutil ó peligrosa la Cámara de los Pares.

Asisten á ésta 16 Pares Escoceses desde el año 1706, en que la Reyna Ana hizo la union de la Escocia con la Inglaterra, para formar un mismo Reyno con el nombre de la Gran Bretaña, y componer ambos un solo Parlamento, baxo de las condiciones que expresa el acto de union; y por este mismo asisten en la Cámara de los Comunes 45 Diputados de aquel Reyno. La Irlanda ha conservado su proprio separado Parlamento con la misma forma y método que el de la Gran Bretaña, haciendo el Virrey las veces, y las mismas respectivas funciones de su Soberano.

Todos los vecinos del Reyno que no tienen lu-

gar en la Cámara alta, tienen voz en la baxa; los unos personalmente, que son los que logran ser Miembros de ella; los otros como electores por medio de aquellos mismos á quienes eligen y les representan llevando en comun la voz del Pueblo. El número de Diputados ó Representantes del Pueblo Inglés es de 513, al que añadiendo los 45 Escoceses componen el todo de 558: ademas de estos tienen asiento en esta Cámara en calidad de honorarios los Ministros, y Secretarios del despacho, que no son Pares, despues de hecho el acostumbrado juramento en manos del Rey.

Al que preside liaman los Ingleses el Speack, que pronuncian Spik, y nosotros podemos decir Orador, como traducen los Franceses. Se sienta el Orador en una especie de cátedra quando la Cámara entra en actividad: ésta se muestra colocando una grande Maza de plata sobredorada con su corona (al modo de las Mazas que conocemos de la Villa de Madrid) en el bufete de los Secretarios que está enfrente del Orador. Este se baxa de su cátedra, y el Uxier toma la Maza, y la cuelga á un lado del mismo bufete, quando la Cámara suspende su actividad ó formalidad, para ventilar algun asunto antes de formalizarse, y siempre que se trata qualquier negocio en sorma de comision. La plaza de Orador es nombramiento de la Cámara, pero necesita la aprobacion real; y ordinariamente el Rey quando da su aprobacion le

me dilataria demasiado, si hubiera de tratar del ceremonial orden, y método de esta Cámara, como tambien de la alta; solo diré que no le hay en el vestido, y modo de concurrir los Miembros que la componen. En los dias solemnes, y de grande ceremonia la Cámara de los Pares asiste al servicio divino en la Abadía de Westminster, y la de los Comunes en la Iglesia de Santa Margarita, que está inmediata.

El poder y la jurisdiccion del Parlamento no tienen límites. Por su autoridad soberana puede confirmar, ampliar, restringir, abrogar, revocar, y explicar las leyes sobre todas las materias posibles, eclesiásticas, temporales, civiles, criminales, militares, y marítimas. En él, que reune las potestades ya arriba referidas, ha colocado la constitucion este poder absoluto, que en todos los gobiernos debe residir en alguna parte. Todos los males, las quexas, los abusos, las operaciones, los remedios, á que no pueden estenderse las jurisdicciones existentes en el Reyno, son del resorte é incumbencia de este augusto Tribunal.

Para precaver los inconvenientes de poner tan estendida autoridad en manos incapaces de exercerla, ordenan la costumbre y leyes del Parlamento que nadie pueda tener asiento ni voz en ninguna de las dos Cámaras antes de la edad de 21 años; que cada Miembro antes de entrar en posesion ha-

ga los juramentos de fidelidad, de supremacía, y de adjuracion; y que suscriba y repita la declaracion de estilo, que es una profesion de fé segun la Iglesia Anglicana: todo en presencia de la Cámara donde toca. Ningun estrangero, aunque naturalizado, puede ser Miembro de ninguna de ellas. En fin, qualquiera que haya sido creado Par por el Rey, ó elegido Miembro de la Cámara baxa por el Pueblo, sin embargo de su eleccion, si se introduce quexa contra él, podrá ser juzgado por la respectiva Cámara, y ser declarado incapaz é indigno de tener lugar en calidad de Miembro de ella. Las Cámaras gozan entre sí de sus peculiares prerrogativas y respectivas jurisdicciones, que mantiene cada una por su parte con teson y celo.

Los privilegios personales son muy extensos, y casi indefinidos: se establecieron para impedir que fuesen molestadas las personas que componen el Parlamento por los demas ciudadanos, y por el poder del Trono. Si los privilegios fuesen fixos y determinados, pudieran inventarse casos, y excepciones, ó pretextos con que eludirlos, y causar vexaciones á los Parlamentarios; por lo que la dignidad, y la independencia de las dos Cámaras exigen que no sean definidos sus privilegios. Citemos algunos de los mas conocidos: por exemplo, un Miembro del Parlamento no puede ser acusado, ni reprehendido fuera de esta augusta Asambléa por los discursos, ó conducta que haya teni-

do en ella; goza segura libertad de su persona, y de las de sus criados; no sé le pueden confiscar sus tierras y muebles; no se puede maltratar, herir, ó cascar á un Miembro de las Cámaras, ó á sus criados, caso que se mira como un grave insulto hecho al Parlamento mismo, y le castiga muy severamente. Se toleran estos y otros privilegios, contrarios á la ley comun, con el fin de que á los Miembros del Parlamento no se les distraiga de los negocios públicos; pero cesan concluida la sesion del Parlamento, á excepcion de lo que toca á la libertad de la persona, que en un Par es siempre inviolable y sagrada; y lo es en un Comunalista durante cierto tiempo despues de la prorrogacion del Parlamento, pero concluye enteramente al fin de su diputacion: en quanto á los demas privilegios que impiden el curso ordinario de la justicia, cesan desde que el Parlamento queda dispelto ó prorrogado. Hay algunas excepciones del goce de -los privilegios, pero son por casos raros, y por especial resolucion de las respectivas Cámaras. En 1763 declararon, ambas que no gozaria de los privilegios del Parlamento qualquiera que escribiese, ó publicase libelos sediciosos.

V.

usos relativos al Parlamento considerado en cuerpo: veamos ahora en particular las correspondientes á la Cámara de los Pares, que une á las demas
facultades la calidad de Corte ó Tribunal supremo de justicia.

Es una grande prerrogativa la de considerarse la Nobleza que compone esta Cámara como un cuerpo intermedio entre el Pueblo y el Rey. Sin minorar el interés que tienen los Pares como ciudadanos en oponerse al demasiado aumento del poder de la Corona, vigilan igualmente sobre la preponderancia del Pueblo; pues de ella resultaria una confusion de clases que les usurparia, no expresamente, pero sí en el hecho, las ventajas que gozan, obscureciendolas con la confusion : de suerte que este cuerpo, en el balance contínuo de la potestad régia y la del Pueblo, sirve para mantener constantemente el equilibrio. Sin embargo estos mismos Nobles se hallan en una grande desproporcion de facultades con las de la totalidad del Pueblo; pero por otro lado gozan todo el explendor de una dignidad hereditaria; llevan un título absolutamente exclusivo y distinguido, reciben de las leyes muy altos privilegios.

La constitucion concede á este cuerpo una: grande superioridad sobre el de los representantes! del Pueblo: la Cámara en que reside, es llamada Cámara alta; son reputados sus miembros, Consejeros hereditarios del Rey, y Jueces natos del Reyno; en su Cámara es donde se mira el trono de la Magestad: desde esta Cámara hace citar el Rey á los Comunes, que se presentan en la Barra para! oir las reales declaraciones. Ante la Cámara de los Lordes presentan los Comunes sus acusaciones: Quando ha pasado un Bill en la Cámara baxa, le envian á la alta por una diputacion de cierto número de Miembros; pero quando ha pasado en la alta, se remite á la baxa por solo algunos asistentes de su Cámara. Quando ocurre que alguna de las dos Cámaras, deseando hacer algunas modificaciones á un Bill presentado por la otra, hace necesaria alguna conferencia, los diputados de los Comunes deben estar descubiertos. En qualquiera de las dos Cámaras que hayan recibido los Billes su última sancion, deben quedar en la alta para esperar en ella el real consentimiento.

Todos los Billes que por sus consequencias puedan tocar en algo los derechos de los Pares, deben, segun estilo del Parlamento, arraigar el juicio en su Cámara, y no pueden recibir ninguna alteracion en la de los Comunes. Otro privilegio de los Señores es el de estar acompañados de los doce grandes Jueces, y de los Ministros de la Chanci-

lle-

Ilería para dar su parecer como Asesores en las materias de jurisprudencia, y aumentar de este modo la dignidad del proceder de la Cámara.

Los Lordes of Señores son por sí mismos miembros de la legislacion: asisten al Parlamento en su proprio nombre, y en virtud de un derecho inherente á su persona. En consequencia, con real permiso, tienen el privilegio de dar en ausencia su voto por procuracion á otro Lord; lo que no puede un Comunalista; porque siendo el mismo representante, no puede hacerse representar. Cada Señor tiene tambien el derecho de hacer insertar en las actas de la Cámara sus protestas con las razones que las motivan, quando se ha determinado en ella alguna cosa contraria á su dictamen. Otro grande privilegio de los Señores es el respectivo á caza, concedido por la Carta ó Cédula de Bosques, y confirmado por el Parlamento en tiempo de Henrique III. Ningun Par está obligado á juramento en los juicios, y las leyes estiman por igual á aquel su palabra de honor: la constitucion ha puesto su confianza en esta primera clase de la Nacion haciendola disfrutar de ésta, y otras prerrogativas, presumiendo que en el ilustre nacimiento, dignidad, y conveniencias de los individuos que la componen, están mas propriamente depositadas las autoridades; y que su mayor independencia, y mas desocupado tiempo les proporcionan mejores medios para adquirir los debidos conocimientos de la consconstitución, estilos, y gobierno, pudiendo mas bien con su aplicacion desempeñar sus altas obligaciones, conforme á los nobles sentimientos que supone la ley en su distinguido caracter. En efecto la Nobleza Inglesa pasa por la mas instruida y aplicada de Europa.

Estas en general son las leyes y costumbres particulares de la clase de los Pares, ó Señores; pasemos ahora á las de los Comunes, que consisten principalmente en el derecho de la imposicion de tributos, y en el de la eleccion de Miembros, ó Diputados.

El derecho de imponer contribuciones, reglar los medios de exigirlas, y por consequencia regir los intereses de la Nacion, con todas las facultades correspondientes, reside en la Cámara de los Comunes exclusivamente; pero no puede tener su verdadero efecto, sino con la aprobacion de las otras dos partes de la legislacion, esto es, la Cámara alta, y la Corona. Este privilegio exclusivo no se funda solamente en que imponiendo los tributos sobre los Pueblos compete á estos el tasarse, pues tambien los Pares, que poseen bienes considerables. están sujetos á las mismas contribuciones, y parece que debieran tener alguna intervencion en esta parte: se funda en que siendo la Cámara de los Señores un cuerpo permanente, hereditario, y com-·puesto de un gran número de hechuras del Rey, se supone mas susceptible del influxo de la Corona,

que la Cámara de los Comunes, que es un cuerpo electivo, formado de los votos libres del Pueblo, y durante un tiempo limitado: fuera de que ya trae este privilegio un derecho incontextable de antigüedad, de que todos los donativos, subsidios, ó impuestos se propongan en esta Cámara; y es tan zelosa de su privilegio, que no permite á la otra que exerza mas poder en este punto que el de admitir ó desechar los Billes de Hacienda, sin sua frir que haga la menor mudanza, ó correccion en ellos. Tampoco puede hacer alteracion ninguna en semejantes Billes el Rey, ni su Consejo privado.

El Pueblo no tiene derecho á entrar en los negocios del Estado en cuerpo colectivo, sino por representacion; y sobre este principio se funda el derecho de los vecinos á la eléccion de los individuos que hayan de representarle en el Parlamento en la parte que toca al Comun. Las leyes para precaver los abusos que pudieran nacer de esta potestad han establecido algunos reglamentos para el uso de ella; que se reducen á tres: las calidades de los electores; las que se requieren en los elegidos; y el modo de proceder en las elecciones. Conoce la ley lo arriesgado que sería dexar las elecciones al arbitrio de la ínfima plebe sin atraigo alguno, y la excluye por términos indirectos, sospechando que su misma baxeza la induzca al desorden, y á esclavizar su libertad: por cuya exclusion asegura una mayor igualdad entre aquellos vecinos, cuyas voluntades se suponen mas independientes; y por consequiencia forman los votos libres de la Nacion.

Para electores de los Caballeros que han de representar las Provincias, que viene á ser representar los proprietarios de las tierras, es preciso que. posean en bienes raices, tierras, ó casas de la misma Provincia, por lo menos, la cantidad de quarenta Schelines libres de toda carga, renta señalada en tiempo de Henrique IV. que equivalia á lo que ahora veinte libras esterlinas : las demas calidades necesarias para tener voto, son, que haya pasado el elector o votante de 21 años de edad; que no haya sido perjuro; y asi otras circunstancias hasta nueve ó diez, que pone Blackstone. En quanto á los electores de los Ciudadanos, que se supone representar la parte comerciante del Reyno, hay casi las mismas respectivas circunstancias. El número de Ciudades, y sus representantes se ha aumentado á proporcion de la poblacion, y riqueza del Reyno, pues los Reyes han ido concediendo á los Pueblos que se han hecho florecientes, el derecho de enviar diputados al Parlamento; al mismo tiempo han conservado su derecho á los Pueblos que han venido á menos, ó á nada; de suerte que en tiempo de Henrique VI. eran trescientos los diputados, y ahora, como se ha dicho, son quinientos trece, sin contar los de Escocia. El derecho de las elecciones para los representantes de las Villas y Lugares padece sus variaciones, segun las certas régias, las costumbres, y las constituciones particulares de aquellos Pueblos.

Jacobo I. concedió á las dos Universidades de Cambrige, y Oxford, el privilegio de enviar dos Miembros de su cuerpo para representar los Estudiantes, personas útiles á la sociedad, que no teniendo conexión con la propriedad de bienes, ni con el comercio, se ha juzgado conveniente que asistan, considerando que merece la república de las letras tener protectores proprios dentro del Parlamento.

Londres tiene el privilegio de nombrar quatro diputados, y otros dos la parte de Westminster, que se considera como otra Ciudad; en estas, y alguna otra, todo vecino tiene voto; lo que hace tan tumultuosas sus elecciones.

Las calidades que se requieren en los sugetos que hayan de ser elegidos Miembros del Parlamento son, que no sean estrangeros, y que sean mayores de edad; que no sean de los Jueces que tienen asiento en la Cámara de los Pares; que no sean Eclesiásticos, porque el Clero tiene su asiento en la Cámara de convocacion; que no sean personas sindicadas de traicion, ó felonía; que no sean de los Ministros de justicia que presiden á las elecciones en su respectiva jurisdiccion: fuera de estos hay otros varios excluidos, como son los Comisarios, Secretarios, Contralores, Proveedores de Exército, y Marina, y algunos otros empleados; entre

estos los que poseen qualquier cargo, 6 empleo creado por el Rey desde el año de 1705. Todo el que goza pension de la Corona tambien está excluido. Qualquiera que siendo ya Miembro del Parlamento acepta un empleo del Rey, á excepcion de un Oficial de Exército y Marina que recibe alguna nueva comision, causa vacante en la Cámara; pero puede ser reelegido nuevamente. Todo Caballero que haya de representar una Provincia, debe poseer en bienes raices proprios seiscientas libras esterlinas de renta líquida; á todo el que representa una Ciudad, Lugar, ó Villa, basta que posea la mitad de la misma renta, excepto los hijos primogénitos de los Pares, y los que tienen los bienes que se requieren para ser creados Caballeros, y los Miembros de las dos Universidades. El Miembro elegido debe hacer juramento de que posee los bienes que se requieren, y presentar su probanza por escrito.

Vistas las calidades que se exigen en los electores, y las circunstancias que deben concurrir en los electos; pasemos al modo de proceder en las elecciones. Desde que el Rey manda convocar nueva asambléa del Parlamento, el Chanciller envia la orden á la Chancillería que expide inmediatamente las letras patentes al (\*) Sherife de cada Provincia para la eleccion de los representantes, ó diputados tom. 11.

<sup>(\*)</sup> Magistrado anual de Provincia. Vease à Blackstone t.a.

de la misma Provincia, y de sus Ciudades y Villas. Tres dias despues de recibidas las órdenes, debe el Sherife pasar las correspondientes á los respectivos Magistrados que deben presidir las elecciones. Estas deben empezar ocho dias despues de intimada la orden, y quatro de publicada en el Pueblo. Los nombres de los electos en los Pueblos deben enviarse al Sherife, y Este debe presidir á la eleccion á la correspondiente Provincia. Como es calidad esencial á la constitucion del Parlamento, que las elecciones sean absolutamente libres ; se ha declarado ilegal, y se ha prohibido muy severamente todo quanto puede servir de influxo sobre los votos de los electores. Concluidos los escrutinios se pasa á lo que llaman verificaciones; cuya diligencia lleva el fin de evitar las resultas de la confusion en las Ciudades populosas, y corregir su desórden.

Me detendria demasiado en referir las medidas y cautelas tomadas para precaver el influxo, y solo diré que por lo comun no surten su efecto; pues á pesar de las precauciones de la legislacion, los empeños, los sobornos, las maniobras ponen en movimiento todo el país, y solo pueden llamarse libres las elecciones en quanto es preciso todo este manejo para atraer, y ganar la voluntad de los votantes, dueños de dexarse ó no arrastrar, ó seducir del interés, de la autoridad, ó de la opinion.

Ordinariamente los Candidatos no solo son per-

sonas bien estantes, y con los requisitos que pide la ley, sino que suelen ser por la mayor parte de las primeras y mas distinguidas del Reyno. Todos los Pares procuran que sus hijos, hermanos, parientes, y amigos, que no pueden tener lugar en la Cámara alta, le tengan en la baxa. Pondré por exemplo tres, ó quatro sugetos, que las noticias públicas hacen conocer á todos: Milord Nort primogénito del Conde de Guildfort, que como Par del Reyno tiene asiento en la Cámara alta, solo es Lord en cortesia, como explicarémos despues, y por eleccion Miembro de la Cámara de los Comunes; su hijo primogénito el Coronel Nort, lo es tambien de la misma Cámara baxa, igualmente por election. El honorable Carlos Fox, hermano de Milord Holland, el Ministro de Hacienda Guillermo Pit, hermano de Milord Chatam, son otros dos miembros de la misma clase y forma; y á este tenor hay otros muchos de todas las principales esferas\_

El influxo de los Señores en la Cámara de los Comunes, y el del Rey por su medio, no es un inconveniente ó abuso tan grande como parece á muchos escritores parciales, ó poco reflexívos. Los Señores como proprietarios de los mayores fondos territoriales están mas intimamente ligados á la patria, conocen mas bien los verdaderos intereses, y pueden formar un sistema mas seguido en la Administracion.

I 2

En-

Entre ambas Cámaras llega á ochocientos con corta diferencia el número de vocales, y para que la Corona pueda lograr los suficientes votos con que seguir el curso de los negocios necesita de bastante actividad en los Ministros que elige para hacer frente al partido de oposicion, que constantemente repugna la mayor parte de sus providencias: de modo que sin la pluralidad en el Parlamento no puede el Gabinete manejar las riendas del Gobierno.

Dice el autor de una obra en quatro tomos, intitulada Londres, impresa el año de 1774, que en medio de las facciones, y choques del Parlamento el Rey de Inglaterra, semejante al Júpiter de Homero, dexa caer su cadena de oro, cuyo atractivo restituye á la Magestad el peso que ha perdido con la disminucion padecida en sus prerrogativas, por las modificaciones puestas á la Corona; y añade, que el célebre Roberto Walpoole, Ministro en tiempo de Jorge II. muy inteligente en el manejo de esta cadena, decia que cada hombre tenia su precio, que era preciso saber valuar; y que un Ministro se halla muchas veces en la necesidad de ganar los Miembros del Parlamento para hacerlos votar, no contra su conciencia, sino conforme á lo que ella les dicta, ó conforme á sus luces.

El mismo autor dice, que dexando á otros el cuidado de calcular la ley, y de combinar los eses-

tos de la accion y reaccion mutuas de las referidas Potestades, se contenta, hecha una madura reflexîon, con hacer observar, que el espíritu de partido que reyna, asi en la Cámara de los Pares, como en la de los Comunes, es para la constitucion un seguro preservativo contra las ruidosas divisiones de cuerpo á cuerpo, que, despues de haber ocasionado en la antigua Roma las guerras civiles y las proscripciones, arrastraron su ruina. Las mismas facciones son comunes en Inglaterra á las dos Cámaras, pero lexos de enagenarlas, levantando entre ellas un muro de division, las acercan, las mezclan, y las confunden como las olas del mar unas con otras; y sus variaciones mismas, al contrario de las Romanas, vienen á formar un punto comun de reunion.

Hablando de estas encendidas disputas M. De-Lolme, nota la circunstancia, regla, ú orden establecido de que en cada Cámara los Miembros de ella tienen cuidado de no pasar ciertos límites en quanto al modo de hablar unos de otros, y si se olvidan, se exponen á la reprehension de la Cámara: se abstienen, como sucede en la guerra, de aquellas hostilidades inutiles al intento, y que la harian bárbara: de modo que se ha introducido una especie de derecho de gentes entre los Personages que componen el Parlamento, y que entran ó toman interés en los debates, ó disputas. Solamente los Ingleses, prosigue, han hallado hasta ahora elsecreto de poderse mantener en partidos opuestos, sin odiarse, ni perseguirse unos á otros. Al salir de los mas acalorados debates, todos se miran y tratan sin repugnancia en el ordinario comercio de la vida, y suspendiendo todo acto de hostilidad, cada parage fuera del Parlamento es para ellos país neutro.

El poder executivo solo en una parte, la division del poder legislativo en tres, no pueden menos de introducir las oposiciones entre quienes los componen; y á pesar de la fuga de pasiones individuales, segun la naturaleza de la ley, estas diferencias solo forman una oposicion de principios, y de intenciones: todo se pasa en la region moral; y la única guerra que se hace es la de síes, ó nóes.

La constitucion ha puesto en la Cámara de los Comunes un medio de censura inmediata á las malversaciones en que pueda caer el Gobierno, dandola el derecho de perseguir, y acusar los Ministros. Por exemplo, si el caudal público no se ha empleado segun las intenciones con que se concedió, y á que se destinó, se persigue á los que tienen su intervencion, y distribucion. Si se ha cometido algun abuso de autoridad, ó en general alguna cosa contraria al bien del Estado, se persigue á los que han sido los motores, ó el instrumento de semejante disposicion. Por exemplo, á principios de este siglo acusaron los Comunes al Conde de Oxford, que habia aconsejado el trata-

do de particion, y al Chanciller Lord Sommers, que habia puesto el gran sello.

La propria constitucion previene quien ha de ser el Juez que pronuncie en este proceso entre el Gobierno, como demandado, y los representantes del Pueblo, como demandantes ó acusadores; ordenando la ley á los Comunes que pongan su demanda ante la Cámara de los Pares; jueces cuya dignidad hace independientes por una parte, y por otra deben sostener un honor grande en esta noble funcion que tiene en expectativa la Nacion entera.

Sería demasiada prolixidad entrar ahora en la relacion del modo con que se ventilan semejantes juicios, ni tampoco referir los términos en que se tratan los debates Parlamentarios, ni las formalidades de los actos del Parlamento; pero como mi intento es dar una clara y suficiente idéa de la constitucion Anglicana, iré ligeramente exponiendo los efectos que en la política situacion moderna causa la propria constitucion; y para los lectores que mas exâctamente quieran instruirse, les indico las obras siguientes.

La intitulada Commons debates, nueve tomos, desde el año de 1746 hasta el de 74; luego siguen estos debates con el título de Parlamentary register, que succesivamente se van publicando todos los años. Hay otra obra intitulada Remembrancer sobre la guerra de América, que hasta fin de 1778

eran ocho tomos, que despues han proseguido; incluso en esta obra el tomo intitulado Prior Documents, en que se refiere en extracto lo ocurrido desde el año de 1764 hasta el de 75. Con esta hace juego otra obra cuyo título es Annual register, que hasta principio de 1779 era de 21 volúmenes, y se van continuando; es obra que viene á componer unos Anales históricos de la Europa, principalmente de Inglaterra, que se publican todos los años con los asuntos interiores del Reyno, y otras curiosidades de proyectos, historia natural, &c.

Estas obras, y las citadas antes, son las que recomiendo á quien quiera hacerse dueño de la materia, y no hablo de las Historias, memorias, Descripciones, Artes, Manufacturas, &c. que no hacen tanto á mi asunto, que es principalmente el
fundado conocimiento de la constitucion, y Gobierno de la Nacion Inglesa. (\*)

VI.

(\*) El Abate D. Antonio
Ponz, diligente y recomendable autor de la utilisima
obra intitulada Viage de Espaza, va à publicar el que acaba de hacer fuera del Reyno:
à cuya obra remito mis lec-

tores, en lo tocante á Inglaterra, sobre lo relativo á las partes que hacen su objeto, por la especial conexíon que tienen con las materias que abraza el todo de este Apéndice.

## VI.

De la serie nacen comunmente del estado, y disposicion de las costumbres: éstas reciprocamente deben su índole y forma á las leyes en razon de su propagacion y consistencia. La série que hemos corrido nos ha mostrado en la constitucion Inglesa la perspectiva de una Monarquía, Monarquía hereditaria, Monarquía modificada como senté al principio. Sus modificaciones no podian menos de ir teñidas de aquellas tintas republicanas que dan los colores de mixto á su gobierno, pero que lexos de destruir la unidad, se la conservan.

Para la activa direccion, y para la tranquilidad se halla reunido todo el poder executivo. Para la estabilidad ó segura permanencia está dividida la potestad legisladora. Encontrará la confirmacion de estos principios del Gobierno Inglés quien tienda la vista sobre las operaciones de su legislacion. Con bastante admiracion verá que desde el tiempo que llaman de la restauracion, esto es, mas de cien años hace, ha sido cortisima la variedad de las leyes en el país, no obstante haber estado continuamente en accion; y si se exceptúa al acto pasado en tiempo de Guillermo III, en que hacia trienales los Parlamentos, y, como ya se ha dicho, fue revocado por otro en el reynado de Jorge I.

TOM. II.

K

que

Sin embargo de tantas revoluciones políticas; sin embargo de que los Parlamentos desde el principio de este siglo han tenido sus sesiones con la mas ilimitada y constante libertad, asi por lo que mira á los asuntos, como por el modo de sus deliberaciones; á pesar tambien del innumerable cúmulo de proposiciones que se han hecho en todo este espaçio de tiempo, ha sido de tal forma la eficacia de cada una de las dos Cámaras en destruir, precaver, ó calificar las miras de la otra, que no se ha visto obligada la Corona á hacer aso de su negativa ni una sola vez.

Estas diversas preprogativas que concede la constitucion, dice De-Lolme, se equilibran de tal modo, que en las diferentes vicisitudes de la prosperidad pública, no obstante las oposiciones particulares que ellas ocasionan, no producen ninguna efectiva quando se trata del bien público, asi reconocido; y que observando los debates de las dos Cámaras en una larga série de años, pueden verse las leyes y providencias que se han propuesto; las que han logrado aceptacion; las que han sido desechadas; y las razones alegadas de una y otra parte: y qualquier persona imparcial podrá convencerse de la buena calidad de estos principios.

El Ministro mismo no se mira menos interesa-

do que sus ciudadanos en mantener las leyes sobre que se funda la libertad pública; pues por mucho que le ocupe el goce de su autoridad, no ignora que una entriga de corte, un capricho, qualquier otro incidente pueden transfornar su fortuna, y confundido con los demas, el enojo de su succesor ó de sus enemigos, puede hacerle padecer, lo que su pasion le hubiese dictado de hacer padecer à otros quando mandaba. Los Magnittes necesitan hacer causa comun con el Pueblo para remplar el exceso del poder gobernativo; y por razon inversa se ven forzados ellos mismos á no pasar los-límites de su proprio influxo. Unos y otros al mismo tiempo, asi el vieo en su palacio, como el pobre en su cabaña, interesados en observar las leyes, jamas dexan enteramente de amar al Trono; único depósito de las fuerzas activas del estado. El Trono, potestad celada y celadora, asegura al Pueblo que sus representantes nunea serán mas que sus representantes, y, al modo de decir, responde de su conducta.

Acaba de verificarse este caso en el presente año de 1784: Habiendo ocurrido obstinadisimas diferencias entre el aetual Ministerio y la Cámara de los Comunes; por un espíritu de partido que se introduxo en ésta; excedió la pluralidad de los Diputados de las intenciones, intereses, ó manifiestas voluntades de los pueblos que representaban: étros dirigieron sus representaciones á la Corona;

K 2

que no pudiendo vencer de otro modo la tenaz oposicion que habia conseguido la superioridad en la Cámara, dió el grande y arriesgado golpe de disolver el Parlamento; paso que no se habia hecho mas de un siglo hace, entonces muy desgraciadamente, y que ahora se ha executado con feliz éxîto, logrando el Ministerio la competente pluralidad para regir los negocios con el nuevo Parlamento. Este mismo suceso, aunque tan favorable para la Corte, prueba el vigor en que se mantiene la constitucion del país; y que á pesar. de la venalidad por una parte, del entusiasmo por otra, siempre viene este cuerpo una parte celante de sus miembros llena de integridad, y que une todas las miras hácia el bien del Estado con mas ó menos suerte en sus aciertos ó conducta.

Estos enlaces de libertad, de esplendor, y de potestades, precaven el riesgo de que ningun particular pueda tener una magnitud ó poder peligroso. Hemos visto que en la expulsion ó entendida vacante de Jacobo II, conservó la Nacion la Magestad del Trono, y eligió su Monarca dentro de la misma real familia que le habia ocupado. Al principio del siglo el célebre Duque de Malboroug, idolo de la Nacion, rodeado de Generales y amigos, á la cabeza de un exército victorioso, no dudó un momento resignar su comision á la primer orden que tuvo; y con tanta facilidad como en un gobierno absoluto, él y todo su partido se vienos

despojados de sus empleos. No pensó como Annival mantener empuñado el baston, y continuar la guerra, á pesar del Senado de Cartago. No imitó á Cesar que centra la expresa orden de dexar el mando, hizo marchar el exército á Roma mismo, en donde estableció el despotismo militar. Sabía Malboroug que la naturaleza de la constitucion Inglesa no le permitia la mas leve idéa de ambicion; que en el mismo instante que ésta apareciese quedaria sin capitanes, sin soldados, sin partido; y no tenia otro que tomar sino el que siguió de vivir como un particular libre, sin empleos; pero al mismo tiempo como gran Señor, estimado, y rico.

El unico particular que, a quien no conorca bastante bien la constitucion, le pareceria capaz de poner en peligro el Gobierno, sería aquel que por sus sobretalientes talentos y servicios llegase á posecr el amor del Pueblo en grado eminente; y tuviese un ascendiente extraordinario en la Cámara de los Gomunes. Pero por grande que fuese el entusiasmo del Pueblo, todo el fruto que podria sacar seria unos inutiles, aunque lisonjeros, aplausos. Las unicas puertas que la constitución abre á la ambición de un particular mas ó menos grande, es una plaza en el Ministerio con el régio beneplácito; ó aspirando mas alto, la entrada en la Cámara de los Señores, si por nuevos servicios y la conservacion de su crédiso puede prometersela.

Pero este hombre del Pueblo no halla en kr

nueva dignidad todo el aumento de grandeza y consideracion que se habia imaginado. Antes solo era un mero particular, pero era el objeto de toda la Nacion; sus acciones eran celebradas; por me, dio de los papeles, públicos se llevaban toda la atencion, todo el interés de la mayor parte de las conversaciones. Es cierto que estas señales de aficion suelen adquirirse á veces bastante ligeramente; pero, no se sostienen sino con verdaderos: servicios, y con legitimo mérito. Antes no era mas que miembro de la parte inferior del cuerpo legislativo; pero era el primero, y esta palabra primero es siempre una gran palabra. Siendo Lord, toda esta grandeza, todo su valor, hasta entonces cosa indeterminada, queda definida, y se mira como: confun-i dido el hombre nuevo. والمناز والمنازية

Es cierto que el que considerandose como Gefe ó primero en la Cámara de los Comunes, rehusase recibir el honor de pasar á la Cámara alta,
podria adquirir una gloría immensa; pero esta mist
ma es atriesgada, y se haria sospechosa! Parece que
ninguno pudo aspirar á este triunfo, como en nuestros tiempos el célebre Pit Milord Chatam; sin embargo conoció que le era precisu entrar en el Ministerio; que le era indispensable subir á la dignidad de Lord: asi fue; é inmediatamente se desvaneció como humo la alta idéa de patriota; perdió todo su precio el hombre que le tenia; baxó muchos grados en el concepto del Pueblo; pero luego el nuevo impulso que le adquirió su ver-

dadero mérito, ayudado de las felices situaciones en que le colocó su fortuna, volvió á elevarle en la opinion pública, y ha muerto el año de 1778, dexando en su Nacion una plausible memoria.

Asegurada la constitucion Británica de que en ningun individuo de los Cuerpos que componen la legislacion, ni en los cuerpos mismos puede caver el intento de una usurpacion, ó elevacion ilegal, ilegitima, ó peligrosa, ha puesto su conato en precaver los males que vienen al Estado de la inexecucion de las proprias leves. Han conocido los Ingleses, como observa De-Lolme, los inconvenientes ó poco fruto de un Tribunal de censura, como el famoso de los antiguos Romanos, que tanto ponderan Montesquieu, Rousseau, y otros escritores; y en su lugar han substituido la libertad de la prensa, que perememente vigila sobre la permanencia constitucional.

Esta libertad que tiene el Pueblo de examinar y censurar la conducta del Gobierno, no solamente asegura à cada particular el derecho de hacer sus representaciones al Rey, ó à las Camaras, sino que le dan el de apelar con sus quexas y sus varias observaciones al Tribunal del público por la via de la imprenta, Derecho formidable, prosigue el mencionado autor, para los que mandan, y que disipando sin cesar las nubes en que pretenden ocultarse, quedan á descubierto, y se encuentran al nivel de los demas hombres: Razon porque es-

Nacion del poder executivo, y que la ha costado la mayor dificultad. Sin embargo esta libertad tiene sus límites, y las mismas leyes que protegen la persona y los bienes del Ciudadano, protegen su reputacion. No se permite calumniar ni denigrar á nadie; las leyes prohiben los libelos propriamente tales, y disciernen contra sus autores las mismas penas que en otros Gobiernos; pero para calificar de libelo un escrito, es necesario proceder con grande circunspeccion.

Sobre este particular podrian referirse algunos casos modernos que darian grandisima luz; pero me alargaria demasiado: basta citar el famoso de Wilkes por su número 45 del Nort-Briton, que en nuestros tiempos ha hecho tan célebre su nombre en Inglaterra, y puede hacer conocer á la Europa hasta que punto llega la libertad de la prensa: basta hacer memoria del ruidoso proceso del año de 1764, por las cartas de Junius al Rey, que contenian el papel semanario intitulado Monitor, de cuyas resultas Milord Alifax, Secretario de Estado, se vió condenado á una multa de dos mil doblones para el autor del Monitor, y á otras respectivas proporcionadas multas para los demas interesados: casos que han ocupado la curiosidad ó atencion del público, y por cuya notoriedad debo omitir la relacion de ellos. No entro á hablar sobre los inconvenientes de esta libertad misma, ciñenhendose solo á proseguir exponiendo las causas y efectos de ella en quanto á la propria constitucion Inglesa en su actual estado.

La perfecta seguridad con que cada uno puede comunicar sus idéas, y el grande interés que toma en quanto toca al Gobierno, ha multiplicado extraordinariamente toda especie de papeles públicos. Ademas de los que salen al año, al mes, á la semana, en que se recapitula lo más importante, se publican diariamente mañana y noche un crecido número, con que se informa al público de todas las operaciones del Gobierno, como tambien de todas las causas importantes, providencias, ó negocios, asi en lo civil como en lo criminal, con varios pasages de los recíprocos alegatos. En tiempo de la sesion del Parlamento se publican los votos ó resoluciones de las Cámaras, y los mas importantes discursos recogidos por el medio de Notas, ó escritos de mano corta. (\*) En fin los asuntos de comercio, y hasta los sucesos, casos, ó lances particulares de la Capital ó las Provincias, llenan las columnas de semejantes papeles ó gazetas: entre ellas hay la de la Corte dos veces á la semana, la qual guarda la mayor circunspeccion.

Estos diversos papeles circulan y se reimprimen en diferentes Ciudades, y aun corren por las TOM. II. L Vi-

<sup>(\*)</sup> Vease la pagina 116 de en casa de Sancha el año de la Decada Epistolat impresa 1781.

Villas y Aldeas, en donde hasta el labrador los lee con ansia. Cada particular se ve diariamente instruido del estado de la Nacion de un extremo al otro; y es tanta la comunicacion recíproca, que parece que todos los tres Reynos forman una sola Ciudad.

Esta libertad de la prensa causa ignalmente el considerable efecto de poner al pueblo en estado de emplear los legítimos medios que le ha dado la constitucion de influir en el Gobierno. Por esta via tiene la Nacion una especie de Consejo general, y (al modo de decir) delibera, aunque á la verdad lentamente; pues una Nacion no se instruye, como una junta de Jueces; pero sí, con toda seguridad, y en la mejor forma posible. Por su medio todos los hechos llegan por fin á aclararse, y con el choque de las diversas respuestas y réplicas de resultas de tan públicas y repetidas discusiones, quedan purificados los argumentos sólidos.

Tambien se halla enterado el público de las proposiciones que se han abierto en el Parlamento; quién las ha hecho, quién las ha sostenido. Por la forma con que se vota, que es en voz alta, diciendo los Pares contento ó no contento, y los Comunes sí ó nó, no ignora quien sostiene constantemente las medidas convenientes, ó las perniciosas. No solamente conoce el Pueblo con especialidad las disposiciones de la Cámara de los Comunes, pero la publicidad de todas las cosas le hace conocer tambien los sentimientos políticos de un gran nú-

mero de sugetos, cuya situacion proporciona y hace proprios á tener lugar en la Câmara: y aprovechando las ocasiones de vacante, particularmente en los casos de eleccion, purifica succesivamente ó de un golpe la Asambléa legislativa que le representa: de suerte, que sin mudar de Gobierno reforma sus principios.

Hasta los Jueces y Magistrados respetan soberanamente esta notoriedad, ó popular censura: ninguno quiere pasar por ignorante ó injusto; qualquiera conoce lo que arriesga en proceder mal ó equivocadamente; y aun en lo que parece pudiera dispensarle alguna anchura la costumbre, á pesar de la sujecion que imponen las leyes, mide sus acciones por la opinion comun. Es indispensable el procurar captarsela en un país donde no solo hay la publicidad de la prensa, sino tambien la de la forma del procedimiento jurídico.

## VII.

risprudencia criminal, indicarémos algunos puntos de esta esencial parte de la constitucion Británica, como consequencia de ella. Los derechos absolutos de todo Inglés, tomados en un sentido político y extensivo, son llamados comunmente las libertades. El principal uso de éstas es el derecho

de la propria seguridad, que consiste en el goce personal, legal, y no interrumpido de la vida, del cuerpo, de los bienes, y de la reputacion. Hemos visto eomo estas libertades nacieron, se criaron, y han llegado á su robustez. Ningun hombre puede ser preso ó puesto en arresto, sino en virtud del juicio de sus iguales, y por una orden, ó permiso expreso de la ley; ni tampoco si antes no se ha procedido contra él, segun las formas prescriptas por las leyes; si no se le ha hecho saber el motivo de su prision; si no ha gozado la facultad de responder á las acusaciones. Si alguna persona se ve privada de su libertad en virtud de orden de un tribunal ilegal, ó por mandado del Rey ó su Consejo, manda un estatuto de Carlos II. que le sea concedido inmediatamente con su mera peticion un rescripto de Habeas-Corpus, para que siendo presentado al Tribunal llamado del Banco del Rey, ó al llamado de Plaids-Comons, decidan los Jueces si la prision ha sido justa y legítima. Por el estatuto 31 del mismo Monarca, llamado vulgarmente el acto de Habeas-Corpus, está tan claramente explicada la forma de pedir este rescripto, y el derecho de obtenerle tan asegurado, que ningun Vasallo de Inglaterra puede ser preso por otra autoridad que la de la ley. Pero como hay casos en que el orden mismo de la ley puede quedar suspenso por la oferta que se hace por parte del preso de representarle dando caucion; el estatuto 1. capítulo II. de Guillermo y Ma-

85

Maria quiere que no sea excesiva la fianza ó caucion que se exíja.

El mantenerse constantemente respetada la libertad personal, es de la última importancia para el público Inglés; y llega á tal punto la naturaleza de su Gobierno, que aun quando el estado mismo se hallase en el mas inminente peligro, no puede la potestad executiva recurrir á la fuerza, á menos que no la autorice la legislativa, para que suspendiendose el acto de Habeas-Corpus, pueda el Rey hacer prender las personas sospechosas.

En las causas criminales el cuerpo del delito no se substancia por el Juez, por acto secreto, sino por juicio de los Jurados. El acusado puede recusar un cierto número de testigos, y aun de Jurados. Si no se presenta parte contra el reo, se le despide absuelto, no obstante las pruebas que se hayan adquirido. No puede nadie ser condenado, sino despues de haber sido declarado culpable por doce hombres legales, cuyo juicio, llamado de Dios y el Pueblo, debe ser unánime para la absolucion ó la condena.

Despues de haber sido un reo declarado culpable, puede invocar el privilegio de Clerecia, como su delito no sea muerte alevosa, asesinato, quiebra fraudulenta, ó bigamia: y en virtud de este privilegio, á que no puede apelar segunda vez, se le absuelve de la pena impuesta, marcandole en la mano las letras t, ó m, y enviandole

al Juez Eclesiástico, á que le imponga algunas penas canónicas. Para ser admitida dicha reclamacion de un reo, en lo que suele haber dificultad, es preciso que lea en presencia de los Jueces Reales, y del Tribunal Eclesiástico, llamado Doctors-Comons, una página de la Biblia, con ciertas formalidades prescriptas para semejantes casos. El origen de este privilegio, llamado Beneficio de Clerecia, es muy antiguo; nace de los siglos en que eran sumamente extensas las immunidades, y exenciones eclesiásticas. Su uso se estendió á los legos en causas comunes, como un cebo para que aprendiendo á leer, saliesen de la crasa ignorancia en que estaban; y despues se ha conservado como un recurso para mitigar las leyes que no admiten temperamento alguno.

El Abogado del acusado no puede meterse en materia de hecho: sus discusiones ó defensas deben girar sobre la aplicación de la ley, en lo que se le permite todos los medios y sutilezas que pueda usar. Toda la instrucción del proceso se debe hacer en público; no hay de escrito sino el informe: todo lo restante se trata verbalmente entre el acusado, los Jurados, y el Juez. Se le admiten al reo todos los testigos que pueda presentar para su descargo. No se exige juramento del reo, sino de los testigos y de los Jurados, habiendo conocido la Jurisprudencia Inglesa lo expuesta y poco digna de crédito que era esta sagrada formalidad en

boca del interesado. (\*) Un acusado que queda absuelto, puede repetir sobre costas y daños contra el denunciador, contra la parte civil, y aun contra la parte pública.

El tormento, tortura, ó question está desterrado de los Tribunales Ingleses. Se introduxo esta
prueba con el derecho Romano entre las Naciones
oriundas de los antiguos Germanos; pero nunca ha
sido recibida en Inglaterra. Las leyes Inglesas se
hallan tan distantes del uso del tormento, que ni
aun se puede cargar de grillos á un reo, sino de los
absolutamente precisos para impedir su fuga. En
Escocia estaba en práctica antes de su union con
Inglaterra, y fue abolido en tiempo de la Reyna
Ana por solemne acto del Parlamento.

Habia en Inglaterra una especie de castigo que podia equivocarse con la question, llamada la pena fuerte y dura; pero no era una fuerza ó vehemente dolorosa induccion para obligar á confesar al reo, sino una pena impuesta por contumacia al que se obstinaba en no responder á los interrogatorios, ni á producir defensas. Tiempo hace que ya no estaba en uso semejante pena, y ultimamente quedó abolida por otro acto del Parlamento del mes de Abril de 1772.

El autor de la citada obra Londres dice, que durante su mansion en Londres siguió una de las ins-

<sup>(\*)</sup> Vease el primer tom. pag. 331. y siguientes.

instrucciones criminales, que se hacia en el Tribunal llamado Banco del Rey. Colocados los circunstantes en una especie de ansiteatro, donde todo podia verse y oirse, uno de los grandes Jueces dirigió su discurso á los Jurados (á su parecer artesanos y labradores) diciendoles que,, la ley que les " llamaba al juicio de sus iguales venia de los siglos " en que reynaban la simplicidad, la franqueza, y " la buena fé; que la confianza en estas felices cali-"dades habia ofrecido á los legisladores un recur-", so entonces necesario; que despues, sin embar-"go de la ilustracion de los hombres, la ley se ha-" bia constantemente mantenido por la presuncion " de que el amor proprio respetaria el mas augus-, to exercicio que el hombre puede hacer de sus " luces, viendose el árbitro de la vida y la muer-", te de sus semejantes: que aunque hayan muda-"do los tiempos, el motivo de la ley era siempre " el mismo, &c." Concluyó esta harenga con una exhortacion á dichos Jurados,, de juntar en la fun-", cion á que eran llamados, é iban á exercer, la ", simplicidad, franqueza, y buena sé de sus ma-,, yores, á las luces que se habian adquirido en " los siglos modernos, á fin de oponer estas lu-" ces á la falsa piedad, y la antigua franqueza á , las pasiones. "

Luego sue presentado el reo. Despues de otro discurso que le hizo el mismo Juez, parecieron los testigos, que hicieron el acostumbrado juramento.

El agusado tecuso algunos perse inmediatamente de retiraron: á cada hecho-que deponian-los que habian quedado, el acusado interpelaba el testigo, negabasel facto, le explicaba; y'el testigo ó persistia en él, é le disminuia, 6 le agravaba. Durante estos diálogos el Juez y los Jurados interpelando el aciusado y los testigos, quando les parecia, formaban sus notas sobre cada facto. Recopilado asi cada testimonio, y confrontado por este solo acto sin escritura jurídica, y retirado el reo, el Juez expuso de boca á los Jurados el resumen de la acusacion y de los cargos que resultaban de las deposiciones. Despues levantó el asiento del Tribunal, y los Jurados pasaron á otra sala, donde quedaron encerrados sin comer ni beber ; sin fuego, y siq luz, hasta que avisado el Juez por parte de ellos volvio á su asiento á tomar su: unánime testimonio sobre la inocencia, ó culpa del acusado.

No les impele á los Jurados solo la conciencia y el honor al desempeño de semejantes obligaciones: la ley promuncia las mas graves penas contra los que prevarican en este augusto ministerio. Se les declara ex-leges, esto es, destituidos de toda proteccion del Rey, y de la ley, infames, indignos de crédito, despojados de todos sus derechos, é inhábiles á los hontosos cargos de ciudadano. Sus bienes son confiscados, demolidas sus casas, abiertos sus prados, arrancados sus árboles, y cus cuerpos condenados á prision perpetua.

Las mismas penas tienen den restiges falses y y los calumnia deres en materia capital.

El escilo de la sentencia de muerte es con nonta diferencia, segun la cirquestancias, en los singuientes técmines. "Habeis sido llamado en justi-", cia, (dice el Juez al reo) babeis negado suestra ", culpa, y os habeis remitido al juicio de Dios y ", el Pueblo, que os ha deslatado culpable. Las le-", yes mandan que volvais a donde habeis salido, ", para ir de alli al sitio del suplicio, donde con-", chitcis vuestros dias en la horca.

Ja causa ó júicio de un Lord es el acto mas augusto que puede exercer la Justicia criminal de Inglaterra. La Justicia se muestra rodeada de toda la
pompa exterior que acompaña los mas solemnes
actos en otros países. Las causas modernas de cata
especie han sido tres; la del Lord Byron, la del
Lord Ferrers, y la de la Duquesa de Kingsthona
El autor de la expresada obra se halló en la primera, y seguiremos su relacion.

Fue el teatro de esta solemnidad, según costumbre, la grande sala de Westminster, unico resto del antiguo Palacio edificado por los primeros Reyes Normandos, y destruido por un incendio en tiempo de Henrique VIII. Es la misma sala en donde se vió procesado el desgraciado Carlos I.

El proceso del Lord Byron, acusado de haber renido con alguna ventaja en un duelo con M. Chavvort que murió de sus heridas, empezó por el Coroner (\*) de Westminster, Juez del parage del delito; el Lord decretado de arresto habia tenido la orden del Rey de comparecer en juicio; la causalfue avocada, como correspondia, á la Cámara de los Pares por letras del gran sello.

Esta Cámara mandó que se intimase á los Pares ausentes asistiesen á este juicio; que se convidase á la real Familia; que el Camarero mayor hiciese disponer dicha grande sala (Westminster-Hall) en la forma acostumbrada; y que se suplicase at Rey se sirviese señalar el 16 de Abril para la ávertura de las sesiones, y nombrar un gran Senescal para presidir el juicio.

En consequencia de esta resolucion el Lerdi acusado, puesto en arresto por el Unier de la vara negra, habia sido constituido preso en la Tor-M 2

1. 12 Oct 20 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 (°) 1 Empleo inferior , x, al de Sherife u otro que ses tan antiguo como el de She-, incompatible con sus funcio-; rife, a quien sobstituye en 'nes. La que principalmente clostos casos. 'Sei dortva su cenerce esta de hacer la neces nombre de la palabra Carena, saria pesquisa, averiguacion, tor, porque se emplea en los y sumaria, quando alguno, procesus tocantes à la Coro- muere de repente, o en prina ; y enique sa consideration dibutio por homieldio 4 y" si mediasamente, interesada, la i acaete algito neufragio en la persona del Rey. Tomado el costa de su jugisdiccion, determina en esta acepcion el be el coroner pasar al sitio, y gran Juez del Banco del Rey hacer las correspondientes es el primer Commendel Rey- diligencias judiciales. Vease no. En el diz este empleo es Blackstone tomo 24 vitalicio, à no ser que pase

4 .4

re de Londres; el proceso empezado habia sido traido al oficio de la Corte; se habian nombrado testigos nuevamente, y convocado todos los Pares. El Rey habia indicado el dia 16 de Abril, nombrado el Chancillés pot Gran Senescal, y dado una guardia para el Tribunal.

. Llenaba todo él esta gran sala: en el fondo se habian construido dos grandes tribunas para la familia Real, Embaxadores, y Ministres estrangeros: á la cabecera se habia colocado el trono y dosel del Rey. Ocupaba una gran parte de la sala en anfiteatro una graderia de seis gradas. La arena ó espacio de este anfiteatro era el sitio destinado pamarel Senescal. sentado alipie del trono; para los grandes Jueces, y para los Pares espirituales y temporales. En la parte de los pies de la sala, enfrente del trono, se habia formado un tablado levantado, y separado por una barrera, que era el parage en donde debia comparecer el feo. En lo baxo de esta barrera o valla se habia dexado lugar para dos bancos, separados del eeroo de los. Pares; el uno destinado para el Procurador general, el acusador, y el solicitador general; y el otro para la familia del acusado viy si Procurador quehabia elegido. Mas adelante del mismo tablado ter nia el Grefier su bufete con todos los documentos; del proceso.

Toda la sala estaba costosamente adornada: el Camarero mayor dirigia esta funcion, hacia los ho-

nores en ella, y habia repartido quatro mil villeses para otros tantos lugares señalando el respectivo destino. El concurso sue grande y lucido, asi de damas, como de la principal nobleza, y gentes distinguidas de los tres Reynos. Empezó á las siete de la mañana. Los Pares que se habian juntado en su Cámara hasta el número de 150, entraron en esta sala, marchando de dos en dos, con su trage de ceremonia. Cerraban la marcha los dos hermanos del Rey, á los que seguian los grandes Jueces, y el Gran Senescal con su vara en la mano en señal de su dignidad. El Camarero mayor llevaba otra mas corta, y hacia las sunciones de Maestro de ceremonias. El Gran Senescal tomó asiento al pie del trono en una saca de lana, y los grandes Jueces en otras iguales sacas: los Lordes en sus correspondientes lugares á izquierda y derecha. Al pasar por delante del trono, se hacia siempre la debida reverencia como si el Rey le ocupase.

Formado el Tribunal fue presentado el acusado Lord, que habiendo venido de la Torre en su
tren con vestido negro, entró precedido del Uxier
de la vara negra, entre dos Archeros, cada uno
con su archa ó hacha de armas, los cortes de la
parte de afuera, y seguido de una tropa de Alabarderes. Se puso de rodillas, y empezó la sesion por
la proclama de un Rey de armas, que llamando la
atencion, dixo tres veces la palabra Oya, apoyando un tono lágubre sobre la primera vocal.

El Gran Senescal se encaró con el acusado, y habiendole dicho la causa de acusacion formada contra él, éste se confesó culpable de muerte de hombre, y se le permitió levantarse quedando en pie; situacion que conservó todo el tiempo de la instruccion de su causa. Tenia á su lado por Abogado el Señor Yorch, docto y considerable Jurisconsulto, que habia sacrificado al Partido de Pit el empleo de Procurador general, y vuelto á exercer la Abogacía; tenia tambien un Procurador, y una especie de voceador, que repetia con voz grave frase por frase todo lo que se decia de la parte de los testigos y del acusado.

Se leyo inmediatamente la sumaria formada por el Corener de Westminster para verificar los Jurados el cuerpo del delito. Oidos los testigos fueron presentados al acusado, que expuso contra la mayor parte los motivos de recusacion, que la Cámara juzgó, admitió, ó desechó alli mismo; y fue ron leidas las deposiciones de los testigos que quedaron. Se hacia una pausa á cada frase, el acusado respondia de boca, hacia sus interpelaciones, y tenia una especie de conversacion con el testigo. Iba notando todo esto el Grefier, como tambien las interpelaciones que hacian de oficio algunos Pares. Despues se oyeron los testigos que presentó el acusado para establecer sus hechos justificativos. El Procurador general hacia para con éstos: el mismo papel que habia hecho el acpsado con los

testiges presentados contra él , y tambien los Pautes les interpolabani

Esta primera sesion duró hasta la seis de la tarde, que la terminó el Gran Senescal prorrogandola al dia siguiente: el acusado se retiró con el mismo acompañamiento, y volvió en la misma forma
á sa prision de la Torre.

El dia 17 prosiguió la causa; ocurrieron algunos debates sobré la declaracion de un testigo, que era el Notario que hábia hecho el testamento del difunto. Para tratar mas ampliamente el caso ; se retiraron los Pares a su Camara, y volvieron despues de haber resuelto sobre la declaración del Notario: esta resolución vino à decidir el juicio. El apusado pidió y obtuvo el permiso de hacer leer una memoria en su defensa. La regla y el estilo le obligaban á explicarse verbalmente; pero la debilidad de su voz le autorizó á esta demanda. Hecha la lectura, se siguió un discurso de uno de los grandes Jueces, que resumiendo los objetos de la acusacion, y combinando, asi las pruebas resultantes en cargo y descargo, como las deposiciones de los testigos producidos por una y otra parte, presentó á los Pares el punto de su decision, y fue en punto de vista favorable.

Semejantes discursos hechos de repente, y sobre unas meras apuntaciones o notas, no pueden hacerse sino por hombres, que á sus grandes talentos junten la práctica de hablar en público, y una consumada experiencia en los negocios.

Oido el Procurador general, se retiraron los Pares segunda vez á su Cámara. Los Lordes espirituales, llevando la voz el Arzobispo de Cantorbery, declararon que se abstenian del conocimiento ulterior de esta causa, y se retiraban protestando que su retiro no podria mirarse como paso que ocasionase perjuicio al acusado. Volvieron á entrar los Pares: el Gran Senescal les fue preguntando á cada uno si el acusado era ó no culpable; y fueron respondiendo unanimemente puesta la mano en el pecho, per mi honar no es culpable de muerte alevosa.

Hecho esto, el acusado Lord, que se habia retirado segun estilo, volvió á tomar, su puesto, é imploró el privilegio concedido por una ley de Eduardo VI. á los Pares del Reyno en caso de simple homicidio. En virtud de esta ley sue absuelto, y en su proprio tren se restituyó á su casa. El Gran Senescal dió sin á sus sunciones rompiendo su vara, y haciendo su correspondiente demision de aquel cargo.

A los cinco dias de este pomposo juicio asistió el Lord Byron á la sesion que el Rey tuvo en la Cámara alta para el edicto de Regencia. Pocos años antes habia igualmente ocurrido la causa del Lord Ferrers, que salió condenado á horca, por haberse declarado muerte alevosa la que hizo. En Inglaterra no tienen nada de infame los suplicios

para los-perientes del ajusticiado. A los ocho dias de esta execucion su hermano segundo y heredero, que le succedió en jodos sus títulos, tomó su asiento en la Cámara de los Pares como Lord Conde de Ferrers. El ultimo proceso ha sido el rujdoandala Duquesa de Kinsgaton sobre causa matrimonialing de intereses y que como jan reciente es bien notoriosal a contrata in the and a contrata - En el exercicio de la autoridad judiciaria, dice De-Lolmenque han manifestado los Señores un espiritir de squidad sque no es de pipgun modo, int ferior al que han mostrado de su capacidad legislar tiva; y hanidesempeñado, sus funciones con una integridad superior (pudiera; añadir ó igual) á la que priedo lisopjearse qualquiera oua asambléa juiidiciariación gilo estaglicating est aou axo en per que os Un Eord debei sen jungado por los Pares, exrilica Blackstone , ponque estando ordinaciamente expuestos los Grandes á la envidia del Pueblo, pudiera suceder que si sus Jueces suesen de esta clase no se les hiciese justicia: suera de que teniendo el derecho de ser juzgado, por sus iguales el ultimo ciudadino como el primero, deba ésta gozar de su derecho en toda su extension. Sin embargo hay ma distinction que hacer por lo tocante á los Obispos, y es, que no teniendo lugar en el Parlamento sino en virtud de su título 16 baronía accidental que por éi poscen y no por su clase, no deben ser comprehendidos en la de los nobles, que N com-- TOM. II.

VIIL

ARA completar el bosquejo de la constitucion Británica, parece que no debe omitirse dar una sucinta y clara noticia de las geraquías ó diferentes clases en que se divide el todo de la Nacion; en cuyo particular tengo observado que vulgarmente son muy confusas y equivocadas las ideas que se tienen fuera de aquel Reyno.

Despues del Rey, del Principe de Gales, y demas Principes de la Real familia, tienen lo que llaman el Paso, ó derecho de precedencia los Personages que exercen las principales dignidades del Reyno. Las einco primeras son la de Arzobispo de Cantorbery, primer Par y primado de Inglaterra, la de Lord Chancillér ó Guardasellos, la de Lord Gran Thesorero de Inglaterra, que viene à ser el primer Ministro; la de Lord Presidente del Consejo privado, y la de Lord Guardaselos privado. A estas siguen la de Lord Gran Chambellan, esto es, Camarero mayor, la de Lord Gran Condestable, la de Lord Conde Mariscal, la de Lord Grande Almirante, la de Lord Superintendente de la Casa Real, la de Lord Chambe-· llan, que viene à set Gentil-Hombre de Camara, y la de los dos Secretarios de Rstado. En este segundo orden el Señor ó Caballero que sirveun empleo, tiene el paso sobre sus iguales en el mismo título: por exemplo, si el Lord: Gran Chambellane es un Conde, no goza preeminencia sobre un Duque ó un Marqués, pero sí sobre los demas Condesci

Las dignidades hereditarias lievan el orden siguiente, gozandose en cada clase la precedencia
pot la antigüedad de la creacion respectival Los
primeros son los Duques; á estos siguen los Marqueses; á estos los primegénitos de los Duques;
aunque no son Pares, ni tienen asiento en la Cámara alta; á estos los Condes; á los Condes los
primogénitos de Marqueses, y los segundos de Duques; á estos los Vizcondes; á los Vizcondes los
primogénitos de Condes, y segundos de Marqueses; á estos los Obispos; á estos los Barones; á
los Barones el Orador de la Cámara de los Comunes; á estos los oprimogénitos de Vizcondes, los segundos de Condes, plos primogénitos de Barones.

tivo con los empleos distinguidos las demas clases, calidades, y condiciones hasta las ultimas que no alternan con aquellos procunctare toda esta ser ser ser ser o progresson de esfelás, por fos diversos esta tados inferiores o comunes del Pueblo, que ya no se cuentan en el orden de clases, y condicion en la sociedad, y forman la estendida base de esta Pirámide Gerárquica, cuya cuspide es el Sobertano mismo.

Antes de pasar adelante, es preciso advertir; que no hay Lord Gran Tesorero en propriedad; se sirve este empleo por una especie de junta comisionada, cuyio Gefe o Presidente se illama el primer Lord de la Tesorería como tal hace las funciones de Ministro de Hacienda, y tiene el primer lugar entre los demas Secretarios del despacho. Tampoco hay Grande Admirante en propriedad; el nombrado primer Lord del Almirantazgo, que es otra junta hace de Ministro de Marina de suerte que estos dos importantisimos y altos oficios se hallan suprimidos tiempo hace:

-. Visto en general el orden de clases, explicaremos en particular àlgunas circunstancias que merecen mas atencione El Duque tiene el tratamiento llamado: Grace, gracia j y, se de dice Vuestra Gracia, como se dice Vuestra Alteza, o V. E. No se le dá el títhlo de Vost simañadir el de Duque; de: forma que al Duque de Richmond no se le dico Milord Richmond spinodMilord Duque de Richmond. Con las demas clases titulatian no se estila distinguir: sutítulo; al Condo de Sandwich, al Coude de Bristod, al Condorde Shelburne, se benidico Midord Sand-: wich, Milord Brietol, Miland Shelburne, sin faltar: ala debida cortasia en no añadir la calidad de Conde á la de Lord. El primogénito de Duque lleva en cortesia el título de Marqués. En propriedad no hay en Inglaterra sino el Marqués de Rockingham, que pltimamente hemos visto á la cabeza de un pode-?

roso partido desquieiar el Ministerio que conducia la guerra, y morir poco despues, proyectada la paz, que concluyé el Conde Shelburne. Los segundos de Duque tienen el título de Lord', anadiendo á su apellido el hombre de bautismo; y por eso vemos en los papeles públicos llamar al Tio del actual Duque de Devonshire Lord John (Juan) Cavendish: al Tio del actual Duque de Dorset Lord Jorge Germain, Ministro que sue del departamento de las Colonias de América. (\*) Tambien tienen el título de Lord, en cortesia, los primogénitos de Conde. Los hijos de Vizconde, ni los de Baron no llevan ningun título. Todos estos Lordes en cortesia no son Pares, ni tienen asiento en la Cámara alta:

En las ocasiones de formalidad se les trata sin negarles, ni darles aquel título. Por exemplo en la Gazeta de la Corte de 2 de Abril de 1783, quando se publicó el nuevo Ministerio despues de la muerte del Marqués de Rockingham, hablando de Milord North (primogénito de Conde) se dice: El Rey se ha servido nombrar al muy konorable Sir:

(\*) Vizconde Sackvillo, sultas de la batalla de Mina desde 1782; gracia que pa- den, considerandole por su deció en la Cámara de los Pa- sentencia indigno de entrag res una suerte o posicion. Que- este Lord en la Camara alta: lia ésta hacer una represen- sin embargo tuvo en favor Racion al Rey, fundandose suyo 93 votos contra 28, de en el samoso proceso de re- los quales protestaron nueveSir Federico North, Caballero del muy noble Orden de la Jarretiera, comunmente llamado Lord North, para el empleo de &c. La palabra Sir significa la calidad de Caballero. En la misma Gazeta y nombramiento de Ministros sedice: Al muy honorable John Cavendish, comunmente llamado Lord Jonh Cavendish, para &c.; nombrando siempre con el nombre de bautismo al segundo de Duque.

Los Pares de Irlanda, que fixan su domicilio en Inglaterra, no tienen lugar en la Cámara alta; se miran como comunalistas, y para participar de aquel inflaxo y consideracion en el Gobierno y la Corte, á que todos anhelan, procuran entrar en la Cámara de los Comunes, como vemos al Lord Nugent, que como Conde tendria uno de los primeros asientos en la Cámara de los Pares en el Parlamento de Irlanda. El Conde Shelburne no entra en la Cámara de los Pares Ingleses por este título, tambien Irlandés; sino como Baron VVicombe que lo es de la Gran Bretaña.

Para el tratamiento de los Lordes, no Duques, saca la lengua Inglesa de la palabra Lord la terminacion ó derivado Lordsiph, que los Franceses han pretendido tradacir ya con la palabra Grandeur (grandeza) ya con la de Seigneurie (señoría) que ni una ni otra vierten el sentido; y yo no me atrevo á darsele en nuestra lengua: los Ingleses se sirven del mismo vocablo en la acepcion de señorío,

dominio, imperio. No usan el tratamiento de Excelencia, Excelency para las dignidades de clase,
sino para las de ciertos empleos, como Virreyes,
Embaxadores, ó algun otro. El tratamiento comun es el de Vos.

A la dignidad de Pares sigue en rango la segunda nobleza baxo la denominacion de Knights. esto es, Caballeros; y dexando aparte la alternativa de precedencia que hemos ya omitido, y tambien aĥora omitimos por fastidiosa; diremos que hay los que Haman Caballeros Banneretos, dignidad muy antigua y hereditaria; Caballeros Baronetos, dignidad creada por Jacobo I. en 1611; y los Knights Batchellors, Caballeros Bachilleres, que es de las mas antiguas creaciones de Caballería. Hay las Ordenes reales de Caballeros que son quatro; la de San Jorge, 6 de la Jarretiera, fundacion de Eduardo III. en 1344, cuya vanda es azul turquí, y su número 26. La del Bano, fundacion de Henrique IV. en 1389., la vanda roxa, y su número 42. La del Cardo ó de San Andrés, destinada á los Escoceses, la vanda verde, su número 12; de los quales hay dos Ingleses. Y ultimamente la renovada de San Patricio para los Irlandeses. Las expresadas Ordenes se conceden por lo regular á los principales personages, especialmente la de la Jarretiera, que es la que el Rey lleva siempre.

Todo Knight o Caballero, sea de las Ordenes,

ó de los otros, tiene el distinguido apelativo de Sir, palabra que se junta con el nombre de Bautismo; por exemplo, el actual Consul general de Inglaterra, que reside en Madrid, antes solo tenia el comun tratamiento de Mister Monró, y habiendo sido ultimamente creado Caballero Baroneto, tiene ahora el de Sir Alexandro Monro. Cada Monarquía suele tener ciertas señales ó modos significativos de caracterizar los sugetos segun la respectiva constitution, costumbre, 6, gobierno, que no se parecen á los ide otro país, ni tienen un verdadero equivalente; á lo que debe añadirse, que el diverso indole de los idiomas no hace adaptables ni traducibles las mismas expresiones, voces, á significados. 3. 56 23 500

En la clase llamada de Escuderos Esquiry, á excepcion de aquellos que siendolo por pentenecer á su empleo esta calidad, consta de patente del Rey, se ha introducido grande confusion entre los que lo son por detecho; entre los que tienen esta especie de tratamiento pur corresia ya establecida; y entre los que se alzan con la misma calificación por abuso. Le hay con mucho exceso en lo que se llama Gentleman; pero en su verdadera acepcion es un título bien considerable y antiguo, que pudieramos traducir por el de Hacendado hidalogo de sangre; pues esta calificación se ha aplicado siempre en Inglaterra al particular que vive con independencia y noblemente de sus rentas ó

grangerias. Sería demasiada prolixidad entrar en la explicación de la clase de gente que los Ingleses llaman Yeaman, Goodman, &c. hombres legales, hombres buenos, &c. me remito á las obras citadas.

Esta distincion de esferas contribuye al orden, no daña á la Sociedad ni al Estado, y sirve de util estímulo. Como en Inglaterra es corto el número que emplean la administracion de justicia, y la de Rentas; ni hay otros medios de subsistir, que se creen gravosos al público; se compone una gran parte de las esseras medianas, de gentes que viven de sus bienes raices, ó que se reparten entre el comercio, la industria, y la agricultura. Como goza esta medianía del derecho á los cargos municipales, y el de la voz activa y pasiva para las diputaciones en el Parlamento; como tambien tione toda igualdad en los tributos y en los juicios, conserva una importancia ó consideracion en el Estado, que causa la armonía y union que vemos en todas sus gerarquias.

De esta union entre las ordenes del Estado nace aquella especie de ligada consideración, conocida en la antigua Roma, con el nombre de Clientela, y que tanto está en uso en Inglaterra. Esta
se forma con varios vínculos: la sociedad de estudios es uno, como principal fruto de las escuelas comunes en las Universidades. Un Señor sale de ellas protector nato de los que habienTou. 11.

do vivido con él en el Colegio, han merecido su amistad; y reciprocamente contribuye el protegido á su Patron con su opinion, sus elogios, su pluma, y sus pasos. La vecindad es otro vínculo: un gran Señor es comunmente el Patron de la pequeña nobleza, y de la gente de cierta forma, que vive en las inmediaciones de la especie de capital, donde ordinariamente reside aquella parte del año, que no le ocupan los negocios del Parlamento y la Corte. El entusiasmo con algun extraordinario motivo hace contarse por clientes de algun personage gran número de sugetos. Hemos visto mas de dos tercios de la Inglaterra alistarse en las vanderas (al modo de decir) del célebre Pit Milord Chatam.

Por el medio de estas estrechas protecciones ó clientelas, las mudanzas de Ministerio hacen en toda la Nacion una sensacion general. Cada Ministro nuevo procura colocar sus clientes, que llama sus amigos, del modo mas proporcionado á sus talentos, á su estado, á su clase: desdichado de aquel Magnate que falte á esta correspondencia; toda su faccion le acusa de ingrato. El hombre colocado en estos primeros puestos, que no ha sido conducido á ellos ni sostenido por las diligencias de un partido, encuentra contra sí reunidas todas las facciones; le muestran luego á la Nacion como un enemigo comun; y no tardan en ponersele al frente de un modo que no le es po-

sible resistir. Como la consideracion ó crédito nacional se mide por el influxo en la Cámara de los Comunes, en razon del número de hechuras, clientes, parientes ó amigos; todos los Señores se hallan respectivamente interesados en captarse la benevolencia popular, y bienquistarse con todas las esferas inferiores.

Estos nudos que estrechan y sostienen el mutuo interés son el poderoso mobil de todas las facciones que vemos; efecto necesario de la constitucion misma. Quien se halle hecho cargo de ella, podrá comprehender la marcha del Gobierno Británico, y no confundirse con la especie de aparentes contradiciones, que en él se presentan á primera vista. Es preciso deshacernos de todas las preocupaciones y puntos de comparacion, no comparables, para no caer sobre este particular en el error; como nuestro famoso Don Quixote que tenia los rebaños de merinas por formidables exércitos.

La conexion de intereses no causa confusion en las Gerarquias: puede ser que no haya en Europa un país en donde la distincion de estados se halle tan señalada en el hecho como en Inglaterra; y donde el hombre entre tan presto en el espíritu de esta distincion. No se le ocurre al plebeyo hacer ostentacion de noble: ni al que descendió de éste á otro estado inferior por su mala suerse hacer vanidad de las circunstancias que ya no

goza. No por eso dexa cada uno de estimarse, y de ser estimado en su clase, y sabe que las facultades que le conceden la costumbre y las leyes le pueden conducir á muy alto grado, ó por lo menos le dexan disfrutar la apreciable consideracion respectiva que le compete, en virtud de la propria constitucion.

La Marina, este formidable antemural de aquellos orgullosos isleños, me ofrece un auténtico y notable exemplo de estas diferencias. Nada hay, mas distante de la idéa de igualdad, que un Capitan de Navio; nadie se atreve à entrar en su Cámara sino su Teniente; por medio de éste hade llegarle qualquier quexa; no comen á su mesa sus Oficiales, sino quando les convida. No está en estilo que jamas convide al que llaman Master de Navio, cargo intermedio sumamente importante en el buque, que notiene equivalente en nuestra Marina ni en la Francesa, y cuyas funciones se componen de una parte de las del Teniente, y de todas las del Piloto. Ningun buen Gentleman permite que su hijo tome la carrera de semejante empleo, aunque honrado y muy util; pues no pasa de aquel estado inferior, y no conduce á los ascensos de la Oficialidad.

IX.

ni el Exército, me ha parecido no ominir algunas especies por la conexion que tienen con los antecedentes establecidos. No está en práctica la matrícula en la Real Marina, y nada parece mas contrario al espíritu de libertad que reyna en tou da la legislacion Inglesa; que el violente uso establecido en este ramo con el nombre de presa, esto es, leva, quando los diferentes privilegios y recompensas concedidas para el enganche de marineros no son suficientes á completar la marina del Rey.

Sobre la facultad de poder tomar los hombres por fuerza para este importante servicio, ha habido grandes debates. Dice Blackstone, que el Caballero Miguel Foster ha demostrado sabia y claramente, que el uso de esta leva es muy antiguo,
y que el poder que en consequiencia gozaba el Almirantazgo, habia sido autorizado por una série
no interrumpida de reglamentos; de modo que este poder hacia parte del derecho consuetudinario
de la Nacion. Sin embargo no puede sostenerse ni
exercerse legitimamente, sino en los casos de necesidad pública.

Es cosa bastante singular, que habiendose es-

tablecido matrículas en tiempo de Guillermo III. para tener siempre en pie el competente número de marineria; fue abolido aquel establecimiento por el estatuto 9, capítulo XXI. de la Reyna Ana, siendo la causa haberse mirado como contrario á la libertad nacional. Desde la época llamada la restauración, el Parlamento ha pasado muchos actos tocantes á la Marina del Rey, su formacion, y disciplina; y desde la paz de Aquisgran se han mudado y modificado varios reglamentos sobre marineros y soldados de mar.

Parece dificil dar una razon convincente respecto à la diferencia que se halla entre las facultades del poder executivo sobre los dos ramos de Marina y Exército: son limitadas en el primero; son muy amplias en el segundo. La unica razon puede ser la de que considerandose el establecimiento de la Marina como perpetuo, las leyes que la conciernen deben ser tambien permanentes; en vez que no considerandose sino temporal la existencia del exército de tierra, no hay peligro en dexarle á discrecion de la Corona; pues quando quisiese abusar la autoridad régia, el poder legislativo puede poner freno á sus empresas rehusando conservar el exército, concluido el año.

Uno de los artículos del Bill de derechos es que no pueda levantarse un exército en lo interior del Reyno en tiempo de paz sin el consentimiento del Parlamento. Pero como generalmente se ha

establecido en Europa el uso de mantener exércitos siempre en pie, ha resuelto la potestad legislativa establecerle igualmente en Inglaterra; asi para la seguridad del Reyno, y la defensa de las posesiones de la Corona; como tambien para mantener el equilibrio de Europa. Este exército permanente que subsiste en el dia, debe licenciarse ipso facto, al fin del año, si el Parlamento no ordena que se conserve. Con objeto de combinar estos dos puntos, y mantener el orden, previene el estatuto 10, capítulo I. de Guillermo III. que anualmente pase el Parlamento un acto para precaver el amotinamiento y la desercion; para proveer al pago de las tropas; y para reglar los alojamientos. Hay sobre estas providencias diferentes actos del Parlamento, que al mismo tiempo ha establecido una ley marcial, por la que deben conducirse los que mandan y gobiernan las tropas. El poder absoluto de la Corte Marcial, ó Tribunal de guerra, está á disposicion de la Corona, como anexo á la potestad executiva, y necesario para la subordinacion y disciplina.

Creo suficiente lo dicho sobre lo perteneciento al estado militar de mar y tierra relativamente á las leyes del Reyno. Es notoria la preferencia que dá la Nacion á la profesion de marina sobre la del servicio de tierra, y bien conocidas las razones de esta preferencia, tan natural en una Nacion isleña.

La Marina real ampara, protege, impera, pe-

no debe los principales medios de exercer su experta y alta proteccion á la marina mercante que
la surte de intrépidos y prácticos marineros, y
pilotos. La unida intimidad de la navegacion y el
comercio es un sentado principio: éste sin aquella
no puede ser floreciente, y con mas razon son de
necesidad absoluta sus estrechas relaciones en una
Potencia marítima.

El estado del comercio en Inglaterra desde luego se manifiesta por la opulencia de sus negociantes, por la inmensa mole de sus fortunas, por la rapidez y facilidad de su circulacion. La economia que impone un estendido comercio, el espíritu de consequencia y de cálculo que exige, los cuidados y atencion que necesita, los peligros y riesgos que le rodean, forman estos grandes y hábiles comerciantes, cuyos sólidos principios, y sus bien combinadas y profundas especulaciones, aunque á veces atrevidas, son tan utiles y favorables á la Nacion, y al Gobierno.

Era preciso que tan considerables profesores diesen á su profesion toda aquella estimacion y aprecio que la corresponde; mayormente en un Gobierno, que aunque como Monárquico excluye el sistema, de igualdad del despotismo, Turco, y del entusiasmo de la Democracia, su propria constitucion conduce la masa nacional á una conformidad de principios entre las varias clases que la componen.

En

En Inglaterra no deroga la nobleza el estado de comerciante; pero mientras se profesa duerme, al modo de decir, en la forma de trato y porte. En otros tiempos se padecia la misma preocupacion que todavia mantienen la Alemania y otros países. Aun despues de la restauracion se quen aban altamente diversos autores Ingleses de la costumbre que se iba introduciendo de dedicarse al comencio varias familias nobles.

Tuvo su origen està revolucion de ideas en el terremoto político que padeció de Nacion en las ultimas guerras civiles. Una gran parte de la nobleza del partido Católico, del patrido Episcopal, del partido de la Corona, era el objeto del fanático fue nor de los enemigos y usurpadores de la autoridad seal. Está nobleza excluida de todos los empleos civiles y militares il artuinada bonomil vexaciories, no tuvo otro recitivo para sus familias, que aplicarse al comercio processe madales, é fortunas que se his cieron por este madioi, levanteren un gran número de casas, cuyo exemplo: impluso sicura considerato cion: ásavor de aquele estado, le autorizó, y destruyó el hornor ó dasdan con que so le miraba.

Los Gentilmans, cómobles particulares Ingleses que toman esta carrena, tinnén sus oficiales y,
factores, que comen comet detalle, é por menor,
y el gobierno de sui tratou Piensan y se conducen;
sobre este punto, como los Italianos del siglo 16,
como las primeras casas de Vangoia, de Genova de

Toli. II.

P

Flo-

Florencia. Estos negociantes mantienen per lo comun cierta modestia correspondiente á la profesion que han abrazado; viven en la parte que llaman la City la Cludad, para atender à sus negocios ; y no distracrse de ellos con el porte de Caballerros; no pretenden el roze ni igualdad con los Personages y Señores de la alta esfera; no asisten à las grandes asambleas de Westminster, ni concurren á las de Corte. Se hacen mas notables estas prudentes distinciones de hecho, quando recae tan moderado régimenten personas de familias considerables y distinguidamente aliadas. Hay mucha equivocacion: fuera de Inglaterra, crevendo que toman este partido las iprimeras casas que pero solo: ès bierray que issete haber en el comercio uno m ecco hormano, of parichiel de algun Lord, partia cularmente de lou de Irlanda: El que hace exempio en ebdia de casa Inglesa ; es Tomas Walpole, hijo y sohrino de los oblebres Walpeles : Mittistros de Jorge II ubermanol de Minorde Corford y dei Eirvizulo emivaorumino em Portugata Hamantenidaly animinado don bargiro das ridutesas que de tocaron planiherenois y p está en lan pie de especial essimacion. Los Segores no entran els la profesion de negoviantes, ni misnejan intereses mi muntos do consercio , sine che tal parce que paede pocar á los altos empleos que exerden jud ala sprotección que prestan como principales miembros deli Estado : lo contrario se uniraria no solo como na secupacioa. -0(H FOM. II.

impropria de su essera, sino tambien como una usurpacion á la clase que le exerce.

No es lo mismo una Monarquía poderosa que posee considerable territorio, que unas Repúblicas de estrechos límites; y aunque el espíritu mercantil parezca igual, son muy diversos los principios que rigen tan distante especie de Gobierno. Es preciso conocer semejantes diferencias, para unir con la debida reflexion las ideas, y combinando sus respectivas relaciones, formar el juicio correspondiente.

A este propósito permitaseme la ligera digresion de hacer presente á mis lectores, que en España está el comercio en un grado de estimacion, que me parece se oculta á muchos que no han re-Aexionado sobre este particular. Los hábitos de las Ordenes Militares han adornado y adornan los pechos de muchos, que han adquirido por el comercio las proporciones de esta honorífica distincion. No solo suben á la clase de Caballeros, sino que no les empece para obtener orras dignidades quantos vemos títulos, quantos en todas las mas distinguidas carreras y empleos. He notado que solamente menosprecian el comercio, ó encuentran. repugnancia en él, aquellos que menos lo debieran: los indigentes hidalgos que inundan la España con su impertinente vanidad ó fantasía; , y que prefie-, ren una triste ociosidad á tan decente ocupacion. Quisiera borrar de nuestras, cabezas semejantes preocupaciones, y que una vanidad mal puesta ó mal entendido pundonor no malograse las proporciones en que muchos se hallarian de mejorar su suerte. No solo hay esta clase de ilusos presumidos; sino la de aquellos hidalgos intrusos, é araganes metidos á nobles, que solamente sundados en que sus padres ó ellos abandonando sus hogares pasaron á Madrid ó á las capitales de Provincia, vistieron un corbatin, cineron una espada, se llamaron Don, se creen ya personas; desdeñan esta profesion, ó las de industria; y por el derecho de pordioseros importunos pretenden vivir á expensas del público; son unos vagamundos intolerables, é gentes de mal vivir; y los que ordinariamente componen la mas perniciosa clase de la República. Aquellos y estos son los que esclavos de su vano orgullo, arrastrando su miseria con su hidalguia, pretendida ó verdadera, causan tanto deshonor á la Nacion, y aun la dan aquel viso de rediculez ó extravagancia, que tanto nos malquista ó desluce, especialmente en el concepto de las Naciones estrangeras. Lo dicho no habla con la Nobleza que conserva su decoro, y ha sabido é podido mantener su lustre, ó por lo menos la decencia correspondiente á su estado: á ésta se debe toda consideración y aprecio; lo contrario es contra el orden-; es pretender confundirle; es éaer en una anarquía de clases, cuya inversion puede ser de muy funestas consequencias; además de ser

cosa indebida, mayormente en los Gobiernos Monárquicos. No troquemos las ideas, quando se trata de censurar la ociosidad: la voluntaria es culpable, es la digna de correccion; no las clases. La riqueza es regularmente propensa al ocio. El rico ocioso, sea noble ó plebeyo, es reprehensible. El ocioso pobre, sea plebeyo ó noble, no solo es reprehensible; es tambien perjudicial, porque ordinariamente sirve de carga al Estado, y aun suele turbar el orden. La pobreza laboriosa es digna de toda proteccion. La riqueza aplicada ó benéfica es laudable, y muy acreedora al reconocimiento público.

Tomando otra vez el hilo, que ya me conduce à concluir mi tarea sobre el estado de la constitucion Anglicana, voy á mostrar por ultimo, el signo, al parecer bien estraño, que indica su floreciente comercio, riqueza y crédito: la deuda nacional. Esta es para la Europa y para los Ingleses mismos un fenómeno bien capaz de dar materia á grandes reflexiones. Hasta fines del ultimo sigio la Inglaterra, como todas las demas Potencias. de Europa, habia reglado sus gastos por la panta de sus haberes; y para los extraordinarios recurria á la imposicion de tributos pasageros ó temporales. Et Salomon de Inglaterra, Henrique VII. decia, que un Rey pobre no era Rey sino á medias: y sobre esta máxima regló su conducta. Siguió felizmente igual sistema la Reyna Isabél, Princesa

económica, que pagó las deudas de sus predecesores, que acumuló grandes riquezas, que no solo dexó de pedir el don gratuito que el Parlamento concedia cada tres años, sino que le rehusó en 1570. Aun despues del reynado de Carlos II. estaba tan desempeñada la Inglaterra, que no tenia la menor deuda, y gozaba el Estado de unas considerables rentas, deducidos los gastos de su cobro.

El sistema de préstamo trae su origen de Italia. Los Españoles le establecieron en los países que poseían en aquella region. De Italia pasó á Francia é Inglaterra: Guillermo III. abrazó este medio. Para conocer la naturaleza de la deuda Inglesa, es preciso considerar que despues de la revo-Iucion las nuevas relaciones con la Europa introduxeron un nuevo sistema político, que exigió esfuerzos y gastos considerables, para sostener las pesadas guerras del Continente; para asegurar la barrera de los Holandeses; para abatir la Francia; para reglar la succesion de la España; para proteger la Casa de Austria, y mantener las libertades del Cuerpo Germánico. Estos grandes intereses y otros muchos multiplicaron infinitamente las anuales cargas. No hubiera sido prudente ni practicable echar cada año tributos suficientes para pagar semejantes crecidos gastos, cuyo peso, á que no estaba acostumbrado el pueblo, hubiera excitado algunas turbaciones. La política de aquel Gobierno creyó debia preferir el recurso de tomar prestado sobre las rentas futuras gruesas cantidades anticipadas para el servicio de aquellas urgencias, y no imponer sobre el pueblo sino lo necesario para pagar el anual interés ó redito de los préstamos. Por este medio se convirtió en una especie de propriedad comerciable, la porcion que cada uno tenia en el capital.

Establecido el sistema censual ó de préstamo; con la variedad de método y condiciones que sería muy largo explicar, á la paz de Riswick se hallaba el Estado con la carga de diez millones y medio de libras esterlinas. (\*) De guerra en guerra ha ido subiendo la deuda nacional al exceso casi incomprehensible, en que se halla en el dia. Los mas versados calculadores nacionales y estrangeros aseguraban á mitad de este siglo, que la deuda nacional podia llegar sin riesgo hasta la suma de cien millones de esterlinas, (\*\*) pero que no podia pasar de aquel punto. Hemos visto que drraron; pues en los mas florecientes tiempos de la Nacion; su deuda pasaba mucho delepunto dicho. En 1769 subia muy cerca de 145 millones, y de quatro millones y tres quartos de intereses, segun Blackstone. No sé ahora quien podrá pre-, ciar-

<sup>(\*)</sup> En estos tiempos ha- (\*\*) Seiscientos millones, rian catorce, y setecientas de pesos.
mil con corta diferencia.

ciarse de tan aguerrido en el cálculo, que se atreva á pronosticar los límites de tan enorme crédito, aunque su Aritmética vaya muy acompañada de la Aritmética política; ciencia sumamente dificil, y no menos expuesta.

Me ceñiré á decir por final, que segun el estado presentado al público por el Doctor Ricardo Price, la deuda de la Nacion, al tiempo de firmarse los preliminares de la paz en Enero de 1783, ascendia á 132, 280, 349 libras esterlinas, en lo que llaman deuda fundada, esto es, con fondos destinados á la satisfaccion de sus intereses; y la que aun no los tenia era de 24, 867, 277: ambas partidas componen el total de 257, 147, 626, y sus anuales réditos importan la suma de 9.008, 931. Dexo á mis curiosos lectores el cuidado de. combinar la analogía y proporcion de esta exorbitante deuda con el actual estado constitucional, político, y mercantil de la Gran Bretaña, y de sus recursos y embarazos; con el de su situacion respectivamente á las demas Potencias; y con el de la navegacion, intereses, y comercio de ambos mundos.

Como las qualidades de la libertad Anglicana es una materia que tanto se controvierte, aun entre-los mismos escritores Ingleses, para cerrar la plana de quanto arroja de sí el tratado asunto, diré, aunque en extracto, lo que expone Blackstone sobre la confusion de las dos opuestas opinio-

nes; la una favorable al absoluto poder del Principe; la otra á la resistencia nacional. Los que llevan la primera, han presentado en sus libros la Soboranía absoluta de la Corona en toda su fuerza y extension, sin admitir que en ningun caso pueda ser reprimida esta misma soberanía; y han olvidado que por los principios de la ley hay en ciertos casos remedios accidentales, á que se puede recurrir. Los de la segunda, llevados del espíritu republicano, han caido en grandes absurdos : á fuerza de querer coartar la extension de la obediencia pasiva, han abrazado un lenguage faccioso, pretendiendo que la resistencia à la voluntad del Príncipe está justificada con el peligro que corre el Estado. Para el caso en que la resistencia sea necesaria ó legítima, han dado á cada individuo la potestad de determinar la naturaleza del remedio, y emplear la fuerza particular, para resistir á la particular opresion: esta doctrina que produce necesariamente la anarquía, es tan fatal para la libertad , eivil, como para la Soberanía absoluta: 🖖

La libertad civil bien entendida consiste en la potestad de proteger el derecho de cada individuo, no por una fuerza particular, sino por todas las de la sociedad reunidas. La misma sociedad no puede obrar por sí, sino en virtud de algun poder soberano que la autorice; y esta propria obediencia, que debe al poder soberano, no existiria, si cada individuo tuviese el derecho de detre con ci-

cidir de la naturaleza y límites de aquella obediencia.

Resulta de este resumen, que toda la constitucion consiste en el modo en que reside este poder soberano en ella; en el uso que hace de sus facultades; y en los medios que se conserva, y con que se precave para mantenerla en su vigor, que es lo que hemos hecho ver en el curso de los precedentes artículos.

Con esta ocasion diré por ultimo, que los escritores Griegos y Romanos, y mas que unos y otros una multitud de modernos, están llenos de comunes declamaciones contra los aduladores de los Príncipes. No puede negarse que perjudican mucho; pero no hablari nada de los aduladores de los pueblos, que aun hacen mas daño. Todo lisonjero, sea el que fuese, es un hombre traidor y odioso, decia el gran Bossnet: pero si se comparasen los aduladores de los Reyes con los que penetran de su seductora adulación el cotazon de los pueblos; y se exâminara este secreto principio, de indocilidad, y esta libertad feroz de donde nacen las revoluciones, no sé qual sería mas vergonzoso. En el hocho estos aduladores de los pueblos son los aduladores de los usurpadores, de los tiranos, y de los padrinos natos de la tiranía.

Me he derenido mas de lo que pensaba en el atrevido proyecto de hacer conocer una constitucion y gobierno, que ha dado tanta materia á los

mas famosos Publicistas de Europa. No me lisonjeo haber desempeñado el asunto; pero no puedo
menos de decir, que habiendo pasado á Inglaterra en dos distantes y muy diversas ocasiones, una
en mi primera juventud, otra veinte y dos años
despues; no he omitido medio alguno de adquirir
en lo posible las luces que me iluminasen en tan
dificiles como importantes conocimientos. Estos
me han proporcionado la verificacion de las autoridades que he traido, confrontadas con mis proprias observaciones, como testigo imparcial.

X.

Ista la constitucion Inglesa, volvamos á entrar en el asunto de los establecimientos de la India, hasta el tiempo en que escribimos. Se trató en el Capítulo XII. del ultimo estado de la Compañia y comercio de la Nacion hasta 1778. Igualmente se trató de las reformas intentadas por el Gobierno, para remediar los desórdenes en aquellos remotos y dilatados países.

Parece que esta era la época en que la Corte Británica no solo pudiera sacar de su infelicidad tan vastas y fértiles regiones, sino que en medio de los desastres que la amenazaban, podia hacer feliz su propria Nacion. Era el momento en que debia hacer ver al universo, que era justa la fama

que el Pueblo Inglés goza en Europa de prudente, de sabio, de profundo filósofo. La guerra con la Francia, que sostenia declaradamente las levantadas Colonias de la América Septentrional, no habia causado gran susto al Gabinete Británico. Habia sido bastante feliz la campaña del mismo año de 1778: habian llegado prosperamente á sus puertos los comboyes nacionales: habia logrado su marina apresar la mayor parte de los de sus enemigos: habian salido empatadas ó dudosas las victorias de armada á armada, de navio á navio.

Por este mismo tiempo se negociaba la importante mediacion de la España, entonces neutral. Si la Corte Británica hubiese calculado, como correspondia á su ciencia Aritmético-política, hubiera visto que no podia menos de perder sus Colonias Americanas, y que las perderia acompañadas. de otras pérdidas, despues de inhumana efusion de sangre, y de crecido consumo de caudales. Tuvo en su mano la ocasion de aprovecharse de las. favorables disposiciones del Gabinete Español; pudo evitar por su poderoso medio una ruinosa guerra, y ver conciliados los intereses recíprocos; en que la Francia, quedase airosa con el buen éxîto de su abierta y util proteccion; las Colonias contentas con su asegurada libertad; gloriosa la España como pacificadora entendida, habiendo reglado al mismo tiempo los respectivos intereses y diferencias; y la Inglaterra misma satisfecha segun

su crítica situacion. Pero no solo provocó la paciencia y política del Rey Católico, á quien convenia la paz, y ha convenido la guerra; sino que aun fue aumentando el número de sus enemigos. Se declaró contra la Holanda, fiado el Gabinete de San Jayme en el descuido de aquella Potencia amiga suya; despues de haber dado ocasion á las demas Naciones para formar la neutralidad armada, que tanto ha minado el pretendido imperio marítimo de la Gran Bretaña.

Esta, en vez de semejante conducta, debió entonces generosa y politicamente abrazar aquella próspera coyuntura, volviendo la espalda á su errado teson de sujetar las Colonias, y poniendo la mira en el inmenso desquite, que la proporcionaba el favorable aspecto de los negocios en las Indias Orientales.

Parece que la Divina Providencia por sus altos é incomprehensibles juicios queria ya señalar los límites á su ambicion; pues á este tiempo debe fixarse el punto de la declinacion de su preponderante poder. Siempre será la Inglaterra una Potencia considerable; pero no aquella que daba enteramente la ley á la Europa y al mundo todo, y cuyas resoluciones se miraban como oráculos ó decretos del Supremo Tribunal del universo. Ha llegado tiempo que en la rueda de las vicisitudes humanas, tenga el lugar, guarde el orden, por el que han pasado las demas Naciones; y al que se suceden

todos los Imperios, componiendo el equilibrio que tanto fatiga la atencion de los Gabinetes.

Ya empeñada en sostener una desigual y costosa guerra en Europa, en Africa, en el nuevo mundo, en el Asia, no podia la Gran Bretaña atender efectivamente á la prosperidad ni al buen orden de la India. En esta misma tuvo luego sobre sus brazos numerosas tropas de Naciones Indianas, apoyadas de formidables socorros y fuerzas marítimas de los Europeos enemigos. Sin embargo alli empezó con ventaja la guerra, que ha concluido sin pérdida territorial. Pero como entre el estrépito de las armas, y los afanes que causaban los respectivos intereses y dispendios de la Compañía, de la Corte, y del Público, no cabia florecer el comerçio, ni era facil corregir los excesos; crecieron estos, y las intestinas desavenencias, de forma que no surtieron su esecto las providencias tomadas.

Concluyó en este estado el tiempo de la Cédula exclusiva. Las circunstancias en que se hallaba
la Corona, no la permitian dexar de renovarla á
pesar de los enormes abusos que subsistian. La nécesidad obligó igualmente la Corte y los interesados, á convenirse en la forma que vamos á ver,
despues de muy ventiladas las condiciones, asi en
las conferencias entre los Diputados de la Compañia y el Ministro de Hacienda, (Milord Nort) como
en la Cámara de los Comunes, y en las asambleas

generales, que repetidamente celebró dicha Compañia. Para la inteligencia de la renovacion de esta Cédula Real es preciso tener présente el citado Capítulo XII. Las principales condiciones fueron en substancia las siguientes.

" La Cédula actual de la Compañia de las In-", dias Orientales será plenamente renovada, y con-" servados todos sus privilegios y derechos, en to-"do lo que sea compatible con los de la Corona. "Será prorrogado su comercio exclusivo por el ", término de diez años contados desde primero de "Marzo de 1781, ademas de los tres de antici-"pado aviso, conforme al acto pasado en el de-"cimo septimo año del reynado de Jorge IL La "Compania será mantenida y sostenida en el go-", ce de las posesiones territoriales de la India y sus ,, rentas, durante el mismo tiempo de su comer-"cio exclusivo, conforme á los derechos y privi-"legios del Gobierno. La suma de 6340000 li-,, bras esterlinas, que debe al Público la Compañia. " desde el año de 1778, quedará reducida á ,, 4029000. "

"Se formará todos los años una cuenta sepa" rada de las ganancias: empezará la Compañia;
" por separar para la accionistas un dividendo de
" ocho por ciento de las ganancias líquidas; y de
" las demas sumas á que suban, separado este di" videndo, se harán los repartimientos entre la
", Compañia y el Público." Se omite aqui la forma

en que se estipularon estos repartimientos, por confusa, ó de muy larga explicacion., Si sucede j que por razon de pérdidas extraordinarias, ó , por otros sucesos imprevistos, las ganancias de ,, algun año no sean suficientes á cubrir el divia dendo de ocho por ciento para los accionistas, "los Directores tendrán la facultad de suplir este ,, deficit con el sobrante (soldadas las cuentas) de " las sumas depositadas en la caxa de la Compañia " en Europa, como su deuda no exceda de mi-" llon y medio de esterlinas; pero si excediese, á " causa de empréstitos hechos, sea con las miras " que se fuesen, en este caso no recibirán los ac-"cionistas mas de lo que permitan las ganancias " anuales de la Compañia, hasta la reduccion de "dicha deuda. La Compañia tendrá la facultad en " ciertas circunstancias de tomar á interés medio " millon de esterlinas; pero no podrá pasar de es-,, ta suma. Todo el gasto concerniente al vestuario ,, y subsistencia de las tropas del Rey enviadas á " la India será de cuenta de la Compañia, desde " el punto de su embarque hasta el de su desem-"barco de vuelta en Inglaterra; y tambien du-" rante el tiempo en que resulte gasto al público, ", sea para vestir, ó sea para mantener las dichas ", tropas destinadas á los mismos parages. En quan-", to á las fuerzas navales empleadas en la defensa ", de aquellos establecimientos, todo el gasto re-" lativo á los víveres será de cuenta de la Compania;

" ñia; pero una quarta parte de este gasto se la , reembolsará por el Real Herario, y se mirará este , quarto como una deuda del público para con la ,. Compañia en la cuenta de las ganancias líquidas, , que deberá darse cada año. "

Por este término quedaron establecidos otros diferentes reglamentos entre la Compañia y el Gobierno; procurando éste combinar los intereses de un pueblo comerciante, con los de una Compania exclusiva; euerpo de tanta importancia para la Nacion, que era conveniente mantener en su crédito mercantil en general, y sostenerle en particular para con los Príncipes Indios en la opinion de su poder, vigor, y fuerzas. Asi concluyó este grande negocio de la renovacion de la Cédula 6 Carta. No hemos entrado en el pormenor de todas sus condiciones, porque su relacion demasiado prolixa sería muy molesta para los lectores. El que quiera instruirse á fondo por interés ó curiosidad, puede adquirir facilmente en Londres un exemplar de la misma Cédula. Solo añadiré que á esta época, segun cálculo corriente, el dinero que de la India habia entrado en Inglaterra desde el establecimiento de la Compañia, ascendia á la enorme suma de doscientos veinte y dos millones de libras esterlinas. (\*)

Al mismo tiempo que se estaba negociando la Tom. 11. R ex-

<sup>(\*) 999</sup> millones de pesos suertes.

expresada renovacion, la Junta particular, que con el nombre de comision secreta habia nombrado el Parlamento para el exâmen de las causas de la situacion de los negocios de la India, estaba tratando de este importante objeto, y ocupandose con la mayor aplicacion en registrar y arreglar en la misma casa de la Compañia una infinidad de papeles, á que debia recurrir en el progreso de este exâmen, pues habia de abrazar todo lo tocante á la India; asi en el Peculato de los Nabades, como en las disensiones, guerras, y demas desórdenes en todas aquellas conquistas, establecimientos, gobierno, y comercio. Entre tanto por disposicion interina se arregló el Tribunal de Bengala, y se tomaron algunas otras providencias.

El Bill concerniente á estas disposiciones, y el de la expresada renovacion de la Carta ó Cédula de la Compañia, sueron los principales que recibieron la aprobacion Real el 18 de Julio, en que el Rey pasó al Parlamento para dar punto á las sesiones del año.

Nada puede hacer conocer mas su importaneia que las palabras con que se explicó desde el Trono sobre este particular. "En medio de estas "dificultades.... habeis concluido vuestras de-"liberaciones sobre los negocios de las Indias Orien-"tales con la adopcion de unas medidas que, co-"mo espero, producirán á mis reynos conside-"tables y esenciales ventajas. He observado con ,, mucha satisfaccion, que en el curso de este
,, importante negocio habeis puesto vuestro cui,, dado, igualmente en lo relativo al provecho
,, que se pueda sacar de aquellas adquisiciones ter,, ritoriales, que en lo que mira al bien estar, y 2
,, la prosperidad de los habitantes de aquellas dis,, tantes Provincias. En quanto á lo que puede que,, dar que hacer para restablecer la seguridad de
,, tan preciosas posesiones, y reprimir los abusos
,, á que se hallan particularmente sujetas, no du,, do que en vuestra primera asambléa proveereis á
,, su remedio con la misma moderacion, y la mis,, ma prudencia que ultimamente habeis tenido en
,, vuestros procedimientos é investigaciones. "

Con el mismo respectivo lenguage se explicó este Soberano en la harenga de abertura el 27 de Noviembre para el año siguiente de 1782, diciendo, que estando ya en la ultima sesion muy adelantadas las investigaciones sobre el estado de los establecimientos y rentas de la India, no dudaba que en la continuacion de este importante asunto se ocuparia el Parlamento con el mismo espíritu, unanimidad, y moderacion, que le habian animado al principio; y que proseguiria en exâminar con el proprio cuidado y desvelo el modo de gobernar aquellas remotas Provincias con la mayor ventaja para la Gran Bretaña, sin olvidar los medios mas conducentes de asegurar la felicidad de los naturales de aquellas regiones.

R 2

Ha-

Habia empezado esta harenga exponiendo al Parlamento la satisfaccion que debia causarle el favorable aspecto que tomaban los asuntos en la India, y la feliz llegada de los Comboyes del comercio. Con efecto segun las cuentas giradas entonces, parece que el retorno de los navios de la · Compañia aquel año era un objeto de cinco millones de libras esterlinas.

El de 1782 dió la Inglaterra uno de sus singulares espectáculos políticos, que aturden á la Europa. Se hallaban en el momento de la mayor fermentacion los dos famosos partidos conocidos vulgarmente desde el siglo pasado, con los nombres de Toris, y Whigs; el primero realista, republicano el segundo: ambos compuestos de muchos espíritus violentos; y de otros muchos moderados. Llegaba la guerra al punto que necesitaba de una decisiva resolucion para mudar de medidas en caso de continuarla, ó procurar los medios de concluirla, deponiendo un teson y vanagloria que arruinaba con tan exôrbitantes gastos esta industriosa Nacion islena, por consequencia marítima y comerciante.

A ultimos de Marzo se mudó enteramente el Ministerio y agregados. Succedió al del Lord Nort, que habia gobernado desde 1770, y todo su partido, el del Marqués de Rockingham con todo el suyo, que se componia del Conde de Shelburne, del muy honorable Carlos Fox, del Duque de

Graf-

Grafton, del muy honorable Juan Cavendish, comunmente llamado Lord Juan Cavendish, del Duque de Richmond, del Almirante Keppel, y demas que mencionan las noticias públicas; casi todos personas de la mas alta consideracion: y de aquel verdadero influxo que dan los nombres autorizados, las grandes riquezas, los distinguidos talentos, y la popularidad. Pasaron los nuevos empleados y sus clientes desde el partido llamado Patriota, ó de la oposicion, ó de Whigs, al de Toris, ó de la Gorona, como sucede ordinariamente en semejantes casos, aunque á veces conservan algunos cierto caracter del partido anterior : revolucion bien estraña para quien no comprehenda la constitucion Inglesa; y no sepa que, segun el índole de aquel Gobierno, el Rey en ciertas ocasiomes se echa en los brazos del partido de oposicion. y asciende sus principales personages al Ministerio, llamandoles al Gabinete para manejar con suceso y libertad las riendas del gobierno, y conducir los negocios de la Nacion.

En estas circunstancias, de resultas de lo que habia trabajado sobre los asuntos de la India la mencionada comision o Junta, el Lord Abogado de Escocia, como nombrado Presidente de ella, expuso á la Cámara de los Comunes, en los términos que se esperaba de su ciencia y talento, la situación de aquellos negocios. Exâminado el inmenso cúmulo de papeles presentados para poder

tomar las medidas conducentes á la proyectada reforma, dixo:,, que la Junta encontró desde luego
,, sumamente embrollados y llenos de complicacio,, nes los negocios del Asia; que para facilitar la
,, inteligencia de la Cámara, empezaria por presen,, tar en un punto de vista general el estado de ellos;
,, y que pasaria en las siguientes sesiones á los por,, menores correspondientes. "

Toma el punto desde el año de 1765, que llama época memorable en los anales de aquellas Indias, y de las relaciones políticas con sus regiones, por ser el año en que pasó á ellas segunda vez el Lord Clive. Aprueba la sana política con que dice se manejó este General, tan lexos de pensar en estender sus empresas militares, que le pareció restituir á Sujah-Dowlad, Navad de Oudes, esta Provincia, que acababa de conquistarse; considerando que las posesiones Inglesas en el Indostan, sobre la costa de Coromandel, Bombay, &c. (posesiones tan vastas como el Imperio Ruso) eran mas que suficientes para llenar les miras 6 ideas que pueden ó debenitenerse sobre la India. Añade, que hubiera sido de suma felicidad para la Inglaterra, el atenerse á este sistema, cinendose á la conveniente defensiva, y viviendo en buena. armonía son los Principes del país, en lugar de emprender, como se hizo; unas operaciones ofensivas. Sobre todo, era preciso contemplar por razon de su vecindad á Hyder-Ali, al Nizam del

Decan, á todos los Gefes de los Maratas, al Rajah de Berare, al Nabad de Arcate, al Rajah de
Tanjaur, y otros muchos. Hace ver, que todos
estos Príncipes eran unos aliados naturales, y se
habia hallado el secreto de hacer enemigos los mas
poderosos de ellos, provocandoles sin fundamento, ó dandoles la ocasion de atender á las sugestiones de los enemigos; conducta que habia sido
una locura, por no decir mas, exponiendo á peligrosas conseqüencias las sólidas ventajas del comercio.

Entra en el pormenor de todo lo ocurrido en estos tiempos: desaprueba altamente el manejo que por lo comun se ha seguido, y pone al fin como exemplo al Gobernador Hastings, diciendo: ,, es un excelente General; en muchos casos ha he-, cho esenciales servicios á la Compañia; pero en ,, fin es un servidor de ella, y como tal ha debido ,, conformarse con sus instrucciones, en lugar de ,, figurarse que era un Alexandro, un Aurengzeb, y preferir vanas proezas á los adelantamientos ,, del comercio de su país. "

Luego pasa á dar una idea general de los abusos de toda especie, que inundan la India: expone el horror que causa en el exâmen de las piezas
justificativas, el observar que los mismos Indios,
recomendados á la proteccion de los oficiales ó servidores de la Compañia, han sido saqueados,
y reducidos á la mendicidad por aquellos mismos

destinados á su amparo. Mueve á indignacion, prosigue, el ver á los proprios encargados de señalar los límites, exigir por via de presente exôrbitantes sumas: es cosa triste el considerar, que en lugar de inspirarse á aquellos nacionales la confianza en el gobierno, y ganarles el afecto, tan preciso para la propria seguridad, todo conspire, á que el nombre Inglés esté detestado en la India; á que se le mire como un pueblo sin fé, sin miramientos por los mas sagrados tratados, y como un pueblo, en cuyo exterminio ganaria la humanidad.

Aun es todavia mas triste el ver, por los hechos, patentemente demostrado, que los epitetos con que los Príncipes Indios tratan á los Ingleses, no nacen de una ciega preocupacion, sino de una bien merecida justicia. Se hallan ahora, exclama, tan degradados, tan envilecidos en aquellas regiones, que siendo antes respetados, implorado su auxílio ó mediacion, y llamados por árbitros, como oráculos de aquel inmenso país, en todas las contextaciones ó diferencias que sobrevenian; ultimamente se ven ya en el caso de valerse de algun poderoso Príncipe, recurriendo á sus buenos oncios, para reconciliarse ó arreglar sus diferencias con qualquier otro Príncipe vecino.

Esta en resumen es la substancia del estado que presentó el mencionado Lord, concluyendo con decir, que en el curso de su informe propondrá una série de reglamentos, tan urgentes unos co-

mo otros; esperando de los ultimos sucesos de las armas y del rayo de luz, que, si el Parlamento adopta sus medidas, puede iluminar al Gobierno, que el explendor de la Corona Británica vuelva á tomar su lustre. Propone desde luego que la primera providencia que hay que tomar, es hacer pasar á la India algunas personas de una reputacion generalmente reconocida, revestidas de ilimitada autoridad para restablecer la paz; asegurar el orden en todos los departamentos, y hacer recobrar la confianza y aficion de aquellos Príncipes.

No dexó de tener esta aplaudida relacion algunas réplicas. Fue la mas notable el discurso del Ministro Fox, que despues de haber hecho un grande elogio del expresado Lord; despues de darle gracias por su bien ordenado trabajo, para iluminar con tan claras luces á los Ministros del Rey; despues de convidarle á continuar en dirigirles en el laberinto obscuro y complicado en que les ha precipitado la desgracia de los tiempos, y la conducta de sus predecesores; despues de entrar en materia sobre la provocada guerra en el Ganges, y sobre los intereses y calamidades de aquellas regiones; en fin, despues de hacer la salva, de que no se hallaba bastantemente versado en los negocios de la India, para formar una clara idea de lo que fuese mas conducente á establecer una permanente reforma, reduce su parecer á dexar el TOM. II.

el gobierno de las cosas de la India á los Gobernadores, obligandoles á responder de su conducta en el ramo executivo, cuya obligacion ha de ser, siempre que se les mande, sujetar al Parlamento la decision de las medidas que se tomen. Que á este fin la primera cosa debe ser enviar á la India sugetos, de quienes pueda esperarse que formen y establezcan un buen gobierno; medio mas sencillo que el de enviar personas comisionadas de fiscalizar, y pretender enmendar un gobierno malo: que el momento era favorable, respecto de que la Compania iba á nombrar nuevos Directores; y recayendo la eleccion, como era de creer, sobre sugetos integros y prudentes, eran estos mas proprios que nadie para escoger juiciosamente nuevos Geses, que, abandonando las rutas de sus predecesores, restableciesen insensiblemente en la India un gobierno justo y benéfico. Si los nuevos Directores se hallasen contrariados en el establecimiento de reforma, pueden dirigirse á los Ministros, quienes inmediatamente harán presentes sus recursos en la Cámara de los Comunes; donde se les dará la autoridad y medios para poner en execucion el proyecto que tan sabiamente hayan premeditado.

En las sesiones subsequentes el mencionado Lord Abogado de Escocia propuso las resoluciones tocantes al sistéma general de reforma que debe abrazarse para el gobierno de los asuntos de la India; llegan al número de sesenta y ocho artículos las resoluciones propuestas. Algunas de ellas padecieron fuerte oposicion, y causaron largos debates. Debo suponer, que mis lectores no exigirán en un Apéndice las mismas nociones que pudieran pretender en la Historia particular de la Compañia Inglesa de las Indias Orientales. Aun sola esta Historia, para ser tolerable, habria de reducirse á entresacar muy discretamente la mas esencial parte de este cúmulo enorme de documentos, y ventiladas materias. Será suficiente al intento que llevamos, dar razon de uno ú otro de aquellos artículos mas importantes, que lleven el hilo de nuestro asunto hasta el estado actual.

Recorriendo los abusos, deudas, vexaciones, y conducta de aquellos empleados, dice, entre otros cargos, que independientemente del tributo pagadero á la Compañia, los Gefes de los establecimientos subalternos exigen de los Zemindaras gruesas cantidades con el nombre de Nazir, ó don gratuito; que éste le hacen arbitrario, y jamas proporcionado al tributo; y que desde que la Compañia ha adquirido los ultimos distritos, jamas la han puesto en las cuentas estos tributos, sino que se los han guardado para ellos, como si fueran parte de los emolumentos de sus empleos. Expone el estraño manejo que se ha tenido con los Nabades, y la causa de los amotinamientos y desercion en las tropas Indias a la disposicion de la Compañia. Hace ver la disminucion de rentas en muchos de sus

ramos, particularmente en el del Reyno de Tanjaur, que han puesto en un estado deplorable. Aqui hace una descripcion de este Reyno, diciendo,,es " el jardin de las delicias del Universo; jardin en " que parece se habia empeñado la naturaleza en ", derramar prodigamente todos sus beneficios, to-" dos sus tesoros, y que la codicia ha convertido " en un árido desierto: el amo de este jardin, el "Rey de Tanjaur, uno de los mas distinguidos " Príncipes de la sangre real de la India, ha sido ", tratado con inhumanidad por favorecer escanda-" losamente las pretensiones del Nabad de Arcate. "El tratamiento que ha recibido, es un exemplar. ", inaudito de baxeza y de infamia, que por el ho-" nor del Parlamento es preciso repararle, asegu-», rando á aquel Príncipe la pacífica propriedad de " sus estados, contra las pretensiones injustas y , absurdas de este Nabad. "

En la mayor parte de estos cargos se hallaba implicado el Caballero Tomas Rumbold, antecesor del actual Gobernador Hastings, que hallandose presente como miembro del Parlamento, desde luego produxo sus defensas sobre algunos puntos; y sobre otros pidió tiempo para procurarse los papeles necesarios y correspondientes á su justificacion. Acusa el referido Lord los descuidos, y falta de inteligencia sobre las medidas que debian haberse tomado, y preparativos militares que habian debido hacerse para precaver las invasiones

y hostilidades de Hyder-Ali. Acusa las malversaciones, injusticias, y dolos en las administraciones, rentas, y contratos. Acusa las transgresiones de las ordenes dadas, sin tener una évidente y urgente necesidad de variarlas; y las faltas de obe-. diencia á las resoluciones de los Directores, y proprietarios de la Compañia. Acusa los errores de importancia y consideracion en la conducta executora de aquellos establecidos Tribunales y Presidios, mereciendo justamente la mas rígida censura de sus Superiores. Acusa la pérdida de la distinguida reputacion del nombre Inglés, violando la buena sé, y los escrupulosos miramientos que antes se tenian por los tratados y convenios. Expone, que habiendo sido tan contrario á la sana política elmanejo de aquellos dependientes, no era estraño que los Maratas hubiesen formado conexíones con los Franceses, para guarecerse ellos mismos contra semejantes procedimientos; y que si los Gobernadores hubiesen adoptado las prudentes medidas que debian, hubieran desvanecido, á lo menos en parte, los proyectos de los Franceses.

En sin declaró el reserido Lord, que para terminar la sesion tocante á este negocio, iba á proponer dos mociones ó demandas contra el Caballero Tomás Rumbold, y otros que nombra. Este Caballero se retiró por decencia, y por dexar á la Cámara en plena libertad. La primera demanda ó mocion sue, pedir que le suese permitido presen-

"tar un Bill, á efecto de que el Caballero Rum"bold y demas reos no saliesen del Reyno du"rante un año, y hasta el fin de la próxîma se"sion (\*) del Parlamento; y de descubrir los bie"nes y efectos de los dichos, é impedir su ena"genacion ó transporte." La segunda, otro Bill,
"á efecto de infligir penas á dicho Caballero, y
"demas culpados, por los abusos y delitos come"tidos en el exercicio de sus empleos."

A este tiempo otro suceso ruidoso, pero no extraordinario en la Corte de Londres, ocupó la atencion del público, de resultas de haber muerto el Marqués de Rockinghan. Se le miraba á este magnate como el exe de una máquina Ministerial, compuesta de partes entre sí inconexàs: faltó aquel, se desunieron estas: el Secretario de Estado Fox hizo su demision, y al dia siguiente se le vió en la Cámara baxa al lado de la oposicion con sus sequaces.

Llegó el tiempo de la clausura del Parlamento el 11 de Julio; y por lo tocante al asunto que tratamos, dixo el Rey en la harenga: "El ardor y "actividad cor que habeis considerado los intere"ses Británicos en las Indias Orientales, son dig"nos de vuestra sabiduria, justicia, y humani"dad: proteger en aquellas distantes regiones las

<sup>(\*)</sup> Sesion, en este sen- pone junto el Parlamento, tido se entiende toda aque- desde el dia de su abertura. lla parte del allo que se su- hasta el de su clausura.

"personas y bienes de muchos millones de indi"viduos, y combinar nuestras prosperidades con
"su propria felicidad, son dos objetos que muy
"ampliamente indemnizan los mas penosos y la"boriosos esfuerzos. " En otro parrafo dice, hablando de los sucesos favorables de aquella campaña..., Los de la guerra en las Indias Orien"tales han sido igualmente prósperos; no obstan"te nada repugna tanto mi modo de pensar, co"mo la larga duracion de una guerra tan compli"cada. "

Corria ya vivamente hácia su fin esta dispendiosa quimera, que tanto agoviaba la Gran Bretana con el enorme peso de su crecida deuda nacional, que iba cada año aumentandose excesivamente. En efecto, el 5 de Diciembre á la abertura del Parlamento para la sesion de 1783, en su larga harenga de aquel año, dió cuenta el Rey de que ,, usando de las facultades que se le habian :,, conferido, habia declarado Estados libres é in-., dependientes las Colonias en guerra del conti-.. nente de la América Septentrional, por los artí-,, culos provisionales, (\*) que debian tener su efec-3, to luego que se arreglasen difinitivamente los ar-., ticulos de paz con la Corte de Francia. " En quanto á las Indias Orientales, se explicó en estos términos:

"Los

<sup>(\*)</sup> Se firmaron en Paris el 30 de Noviembre de 1782.

"Los reglamentos que deben hacerse para la "administracion de las vastas posesiones del Asia, "presentan un dilatado campo á vuestra sabidu"ria, prudencia, y penetracion. No dudo que "estableceréis leyes fundamentales, que sirvan de "hacer apreciar á la India sus enlaces con la Gran "Bretaña; y que al formar dichas leyes, tomaréis "medidas capaces de inspirar á todas las Naciones, "en punto de comercio estrangero, la mas perfec"ta confianza en la honradez, exâctitud, y buen "proceder de nuestro gobierno: pudiendo estar "seguros de que quanto dependa de mí, lo exe"cutaré con la entereza que conviene para conser"var aquella parte de mis dominios, y el comercio "que de ella debe resultar. "

Antes de la abertura del Parlamento, habia el Ministerio participado á los Directores del Banco, y al Lord Corregidor, el favorable estado de las negociaciones de París para comunicarle al Público, á fin de precaver con la posible prontitud los daños que frequentemente acarrean las especulaciones sobre los fondos públicos: siempre que hay incertidumbre en orden á las negociaciones de paz entre Potencias beligerantes. Pocos dias despues de la misma abertura, pasó el Secretario de Estado Tomás Townshend un mensage á los Directores de la Compañia sobre los negocios que la tocaban, considerada como formando un cuerpo de negociantes para manejar con acierto sus intere-

ses en el curso de aquella negociacion; y en consequencia tuvo la Compañia sus asambléas á fin de
tratar de este asunto, y poder informar al Ministerio, asi de su estado interior, como de las ventajas que mas convenia asegurar en la restitucion ó
cambio de plazas y posesiones, y en los puntos de
comercio.

Los asuntos de la India ocupaban en tanto extremo la atencion del público Inglés, que habia Ilegado á dar asenso á la especie que corria, de haberse difundido en aquellas regiones una memoria que podia causar grande revolucion. En este escrito, segun decian, se insinuaba, y aun se convidaba á los Pueblos de aquel país á que sacudiesen todo yugo ó dominio estrangero, para cuyo efecto se les ofrecia de Europa grandes socorros. Proyecto favorable á la India, y en comun á algunas Naciones Europeas; pero que arruinaria la Compania, y por consequencia la mitad de la substancia del Imperio Británico. No se atribuia la idea á la España, á la Francia ni á la Olanda, ni tampoco al Portugal, Potencias todas que tienen posesiones ultramarinas, de que las despojaria semejante sistema de independencia universal. Este plan, digno en cierto modo de la filosofia del siglo, parecia parto de otros Gabinetes, á quienes sin los gastos de una marina costosa, les pondria en el pie de igualdad con las mencionadas Naciones, que para adquirir y conservar posesiones tan distantes,

han derramado prodigamente rios de sangre y de dinero. Este sería el caso (añadian los políticos de Londres) en que la Inglaterra se uniria con la Casa de Borbon, para hacer abortar un sistéma ó proyecto tan perjudicial á estas, y á todas las Potencias marítimas; que inmediatamente accederian á la confederacion Anglo-Borbónica.

Corrian estos discursos, quando el 20 de Enero de 1783 se firmaron en Versalles los Preliminares de Paz. De los 23 artículos de que se compone el tratado con la Francia, el 13, el 14, el 15, y el 16 tratan de los asuntos de las Indias Orientales; por los tres de estos restituye la Gran Bretaña á los Franceses Pondicheri, Karical, y demas conquistas, y establecimientos en aquellos parages; y en quanto dependa de la Inglaterra, les asegura el independiente y libre comercio de aquellas costas, segun le hacia la ultima Compañia Francesa de las Indias Orientales; bien sea le hagan como particulares, ó formando Compañia. Por el 16 se estipula convidar á los respectivos aliados en la India á la accesion á esta paz, dandoles el término de quatro meses, desde el dia en que se les notifique; y en caso de no aceptarla, se convienen las dos Magestades, Christianisima, y Británica, en no darles asistencia alguna directa, ni indirectamente, contra las respectivas posesiones Europeas, ni contra las de los respectivos aliados y en ofrecer sus buenos oficios ó amistosos pasos para

una mutua reconciliacion entre ellos mismos.

La Compañia Inglesa quedó muy disgustada de estos Preliminares, y los Accionistas hicieron todos sus esfuerzos para formar oposicion; pero sin fruto. El continuo choque de los partidos Ministeriales habia obligado la Corona á aprovechar el momento mas brillante de las armas Británicas. para concluir una guerra tan expuesta. Pero no solo la Compañia, la Nacion toda gritaba contra esta paz; cosa nada estraña en Inglaterra segun el espíritu de su gobierno. Veinte años antes gritó furiosamente contra aquella otra paz que le fue tan ventajosa: comparese la del año de 1763 con esta de 1783. No entraré en exâminar las causas ó razones que concurrieron para la actual pacificacion, ni la calidad y circunstancias de ella. Con la España no hubo motivo de artículo ninguno concerniente al Asia. Con la Olanda, excepto el punto de cesacion de hostilidades, quedó todavia pendiente el tratado, y no se firmaron los Preliminares hasta el 2 de Septiembre; conservando la Inglaterra de todas sus conquistas sobre los Olandeses á Negapatnam y sus dependencias, en la forma estipulada en el artículo quarto.

No pudo sostenerse el Ministerio que hizo la paz. Desde el instante que se comunicó al Parlamento, segun estilo, perdieron los Ministros su juego. La acostumbrada harenga de gracias, que en respuesta presentó la Cámara al Rey, no sue

segun la propuso el Ministro, sino con sus correcciones ó enmiendas, como quiso la oposicion, que consiguió ganar la pluralidad de votos; señal evidente de que ya no podia regir los negocios aquel Ministerio; y tuvo inmediatamente que suspender sus funciones.

Quando entre los once Ministros que componen el Gabinete, ocurre alguna importante y formal desunion, suele haber mudanza en alguno de los partidos que se desunen; como acababa de suceder à la muerte del Marqués de Rockingham. Pero quando una poderosa oposicion desquicia al Ministerio, suele ser total la mudanza, como en esta ocasion. Milord Shelburne, Milord Grantham, que habia sido Embaxador en España, el Caballero Tomas Townshend, el joven Guillermo Pit, y todos los demas Ministros, fueron haciendo sus respectivas demisiones. Se habian reconciliado los dos célebres mortales enemigos Nort y Fox, y habian formado entre ambos, con escándalo de Londres mismo, una liga conocida en Inglaterra baxo el nombre de coalicion. Esta se hizo tan formidable, que puede decirse logró forzar la Corte á que abrazase su partido; y á principios de Abril entraron estos dos Gefes de aquella oposicion en el Ministerio, sirviendo los dos puestos de Secretarios de Estado, y poniendo á la cabeza de él al Duque de Portland por primer Lord de la Tesorería, esto es, Ministro de Hacienda, que, como

ya queda dicho, es el que se considera como primer Ministro.

La Compañia de la India proseguia entretanto las asambléas para sus negocios, y para precaver; los perjuicios que pudiera acarrear á sus intereses y privilegios el espíritu de reforma que reynaba en el Gabinete, y pedia la Nacion. Existian considerables divisiones en la misma Compañia, y se excitaron debates bastante reñidos en la Cámara: de los Comunes, sobre la deposicion, pedida por un partido, y contradicha por otro, del General Hastings, que está á la cabeza del gobierno Inglés en la India doce años hace.

Llegó el dia 18 de Julio, en que el Rey terminó la anual sesion del Parlamento con el acostumbrado discurso, explicandose por lo tocante á la India con las breves palabras siguientes: "Será, necesario volver quanto antes á tomar en conside, racion los negocios de las Indias Orientales, y "seguirlos con una continua y séria atencion."

Sin tocar en las noticias militares, de que me he propuesto no hablar en todo este Apéndice, como fuera del asunto que vamos tratando, tuvo en este tiempo la Compañia dos grandes sucesos en el Asia. El uno un tratado de paz, amistad, y alianza, que logró hacer con el Peshwa Madhoo Row, y todos los Gefes de la Nacion Marata, compuesto de 17 artículos. (\*) El otro la muerte del

Vease al fin este tratade.

formidable enemigo Hider-Alican á los 60 años de su edad; pues de su hijo y succesor Tippo-Saib se prometia la Companial mas, favorables disposiciones. Este célebre conquistador y tirano, único Príncipe de aquellas regiones, que habia logrado disciplinar sus tropas, é introducir en ellas la subordinacion y la táctica, nació vasallo del Mogol. Sus desgracias, su fortuna, su valor, y su talento, le hicieron un famoso heroe Oriental. Amigo y enemigo alternativamente de los Ingleses, de los Maratas, y de aquellos Príncipes de la India, y ultimamente fiel y estrecho aliado de los Franceses, habia llegado á poseer 19 reynos. Aun no podia determinarse, en medio de una guerra tan varia en sus sucesos, la extension de sus estados al tiempo de su muerte; pero sí, que comprehendian gran parte del Carnate, y del Malabar, y que sus rentas se regulaban en 300 lacques de rupies, que vienen á ser cerca de ciento y ocho millones de libras tornesas, Su religion era la Mahometana; pero no obstante mantenia en su exército un cuerpo de seis mil Christianos con la cruz en sus vanderas.

## XI.

Parlamento para el presente año de 1784: el Rey

·in-

en el discurso de estilo dió cuenta de haberse concluido los tratados definitivos de paz; (\*) y por lo que respecta á la India, dixo:,, La situacion ,, de la Compañia de las Indias requiere de vues-,, tra parte toda la atencion y prudencia necesarias ,, para mantener y aumentar las ventajas que sa-,, camos de este país, igualmente que para asegu-,, rar la felicidad de sus habitantes. "

Esta sesion del Parlamento presenta el importante espectáculo que han dado y aun dan al mundo en el espacio que comprehenden los asuntos de las Indias Orientales, los dos célebres Atletas, el honorable Carlos Jayme Fox, y el honorable Guillermo Pit, hijos ambos de dos grandes antagonistas en el reynado de Jorge II.

En consequencia de los repetidos avisos del Trono, y de la expectativa de la Nacion, sobre las providencias que u gentemente necesitaban la Compañia de las Indias, y el nuevo sistéma de gobierno para aquellas vastas regiones, el Secretario de Estado Fox pidió en la Cámara el 18 del mismo mes, se leyesen las resoluciones tomadas por los Comunes en 1782 relativas á los negocios de la India; y hecha la lectura, empezó su largo pero elegante discurso con aquella vehemente facundia que caracterizan su acreditado talento, como orador, senador, y hombre de estado. Para

<sup>(\*)</sup> Se habian firmado en Versalles en 3 de Septiembre.

introducir su que stion expuso á la Camara, que la misma lectura que acababa de oir, convencia la necesidad de una absoluta mutacion de sistéma en aquellos negocios; que el estado de extremo desorden estaba universalmente reconocido, y pedia no solo la asistencia del Gobierno, sino tambien que ésta fuese inmediata; sin la qual la Compañia iba á quedar aniquilada, y la Nacion envuelta en gran parte en la misma aniquilacion. Concluyó su exôrdio dando por evidente que no eran ociosas especulaciones las que determinaban su instancia sino las obligaciones de Ministro, que no le permitian la obcion de diferir los medios que creia mas proprios para restablecer tan considerables negocios; y en una palabra, que él solamente era el órgano de una necesidad irresistible.

Entra primero á tratar por menudo de los intereses, y cuentas de la Compañia, y saca el resultado, de que la diferencia de su estado activo á su estado pasivo es de ocho millones de libras esterlinas de empeño. Pasa luego á hablar de las juntas ó comisiones que por orden de la Cámara habian trabajado los dos ultimos años anteriores, con tanta luz, dice, que el informe se halla tan, completo como podia desear la Cámara. "Encuentra la escabrosa dificultad de combinar las consideraciones personales con las consideraciones generales; y añade inmediatamente,, que si fuese, necesario acumular pruebas de lo indispensable

" que era un nuevo sistéma, citaria una bien sin-"gular en la situacion misma en que se veia en ", aquel momento el Sr. Hastings; pues á pesar de " una resolucion de la Cámara, pasada en 1782 " para su retiro, se hallaba todavia Gobernador " general de la India. Despues de esta resolucion, ", la corte ó tribunal de los Directores, por una de-" bida condescendencia á las decisiones de los Co-", munes, ordenó tambien su retiro; y á pesar de ", esta doble autoridad, una asamblea de accionis-", tas ó proprietarios decidió, que el referido Has-", tings conservase el Gobierno general. En conse-" quiencia no recibió las demas ordenes; pero él ,, supo la decision de la Cámara de los Comunes-", y la de los Directores, y lo supo toda la India. " Por este caso puede juzgarse el grado de autori-" dad que le queda en su Gobierno, y la confusion ,, que semejante circunstancia debe causar á los ne-" gocios. Es tan embarazosa su situacion, que de-"bian desear sus mismos amigos que se le resta-" blezca en su autoridad, ó que finalmente se lo -,, retire. "

Despues de servirse de varios argumentos para probar lo viciada que se hallaba la constitucion de la Compañia; despues de manifestar con toda vehemencia las vexaciones, rapiñas, desórdenes, inobediencia, y delitos de sus empleados; y despues de explicar los medios de que se valian los interesados para ganar la pluralidad en las asains-

· TOM. II.

bleas

bleas generales, y que no era posible castigar sus crimenes ó sus faltas, pregunta: "¿Qué motivo " determina á un ciudadano á la compra de las , acciones de la Compania de las Indias Orienta-,, les? la esperanza del dividendo. ¿Quál es el de-" seo del accionista? ver repetir un grueso divi-" dendo, y tener parte en él. ¿ Qué pide, qué es-,, pera de mas ventajoso de los servicios de los " empleados por la Compañia en la India? que ha-, gan pasar á Europa los mas gruesos dividendos ,, que sea posible. Quando los principales servido-, res se entregan á las vexaciones, &c., nada les , arge mas, ni tienen por de mejor expediente, ,, que redoblar sus excesos, y del producto de sus " nuevas rapiñas hacer pasar gruesos dividendos á ,, los accionistas, que al recibir el dinero solo pien-,, san en imponer silencio á los Directores, hacien-, do pomposos elogios de aquellos Piratas, que , tan felizmente manejan sus intereses. Mientras ,, que el codicioso accionista aplande en Europa ,, aquel manejo, se aja en el Asia el honor de la " Inglaterra, y corre el riesgo de perder sus pose-,, siones territoriales."

Cita varios casos para corroborar sus aserciones, y prosigue: "La question no es ya probar, que la constitucion del gobierno de la India es ", defectuosa, sino sugerir como podria sostituirse, otro mas ventajoso á la Nacion y á la Compañia."

, Nun-

" Nunca se ha tratado bastante profundamen-" te la question de derecho, que consiste en de-, terminar á quien pertenecen las adquisiciones " territoriales de la Gran Bretaña en la India. La ", opinion mas general es, que pertenecen á la Co-" rona; y las personas que son de este parecer, no ,, miran á una Compañia de negociantes (por há-,, biles que sean en su comercio) como propria pa-", ra dirigir un gobierno político á una inmensa dis-" tancia, ni aun para administrar las rentas de estas. " territoriales adquisiciones. Los que siguen la opi-", nion de que estas posesiones pertenecen á la " Compañia, oponen á las razones que alegan los ", primeros, las muy fundadas, de que si es absur-" do confiar á mercaderes la administracion de un " gobierno político, no lo es menos el suponer, que " los hombres de estado son proprios para dirigir " en todos sus complicados ramos un comercio dis-", tante y dificil. Mi intencion es dexar esta ques-" tion como la encuentro, y proponer un plan, que " acercando, quanto sea posible, dos opiniones tan ", diametralmente opuestas, forme un sistéma mix-" to adaptable á la mixta naturaleza de nuestros ", intereses en la India. Soy enteramente del pare-" cer de los que pretenden que si el Gobierno Bri-.,, tánico se hiciese dueño del de la India, se ve-", ria en la precision de conservar una Compania " mercante para continuar el comercio de aquellas » regiones. "

An~

Antes de proponer su plan, se hace cargo del que presentó el Abogado general de Escocia; pero le desecha enteramente, y pasa á substituir el suyo, que consiste en establecer á la vista del Parlamento una junta ó tribunal, compuesto de siete personas, revestidas de todos los poderes necesarios y facultades que va explicando para administrar todos los intereses políticos de la Nacion en aquellas distantes posesiones. Añade, que estos siete comisionados principales deberán tener una sala ó junta subordinada, compuesta de otras ocho personas que formen una especie de consejo, destinado á asistirles en la conducta de todo lo tocante al comercio. Entra luego á la explicacion de las funciones de estos dos Tribunales juntos, baxo la inmediata inspeccion del Parlamento. Trata de la subordinación de los empleados en la India, y de las precauciones á este fin, y por ultimo dexa en blanco los huecos, para que el Parlamento los llene por sí mismo con los nombres de todos los Comisarios; pidiendo unicamente que esto sea solo por la primera vez, y que este derecho vuelva luego á la Corona: dexa igualmente el blanco para señalar la duracion . que quiera prescribirse á este ensayo.

Continuando su discurso este infatigable Orador y Ministro, dice, que inmediatamente despues que sea decidida la suerte de este Bill, presentará otro segundo, cuyo objeto es asegu-

257 rar á sos naturales de la India sus propriedades, en el dia tan precarias. Se estiende á explicar la naturaleza de estos derechos, y su inobservancia é injusticia, y las consequencias de ambas en vulnerarlos, especialmente en la forma que se practíca; y llegando al modo como podria establecerse entre ellos el gran principio de que "todo hom-,, bre que cumple las condiciones con que ocupa ", las tierras, no puede ser privado de ellas, "dice: " Tal es el principal objeto del segundo Bill, y ,, cuento para llenarle con la generosidad, y la jus-,, ticia de las dos Cámaras del Parlamento." En este pasage tuvo la satisfaccion de sentir un lisonjero murmullo de aplauso general.

Prosiguió en comunicar-su proyecto, hizo algunas salvas sobre varios puntos en que notó mostraba su auditorio alguna estrañeza, y concluyó haciendo, segun la acostumbrada formalidad, las dos proposiciones ó mociones del modo siguiente.

" Que sea permitido presentar un Bill, á efec-", to de poner los negocios de la Compañia de las " Indias Orientales en las manos de ciertos Comi-", sarios, para ventaja de los accionistas y del pú-"blico.

" Que sea permitido presentar un Bill, á efec-", to de establecer mejor gobierno en las adquisi-", eiones territoriales de la India y sus dependen-, cias. "

Estas mociones fueron inmediatamente apo-

yadas por otros Miembros de su partido. Parece que no podia tener réplica tan fundado y aplaudido plan; pero su digno y juicioso antagonista Pit en breves razones y con pocas palabras causó un fuerte baiben á esta colosal reforma. Empezó por declarar, que no solo estaba muy distante de oponerse á la presentacion del propuesto Bill, sino que deseaba impaciente verle sobre el bufete de la Cámara.

Luego prosiguió diciendo: "Un sistéma tan " nuevo en sí mismo, tan arriesgado por razon " del inmenso poder que daria al Ministro, y que ,, promete tan sérias consequencias, no puede de-" xar de ser exâminado con suficiente tiempo. He ,, quedado sumamente gustoso del general aplau-., so que se ha sentido resonar en la Cámara, quan-,, do el honorable Secretario ha declarado, que ,, era su intencion asegurar á los naturales de la "India el pacífico goce de las tierras que ocupan: " estos aplausos son el benigno órgano de una hu-" manidad muy propria de la generosidad y justicia ,, de los Comunes. Pero ocupandose este Senado en ,, el bien estar de aquellos Asiáticos, y velando so-" bre los intereses de aquellos vasallos tan distantes " de la Sede del Imperio Británico, espero que no " olvidará los de los vasallos regnicolas, y sobre to-" do respetará los sagrados derechos de las Car-" tas ó Cédulas reales. Los de la Compañia son ,, de este número; están fundados en estas Cédu-, las

,, las: el sistéma del honorable Secretario tira evi,, dentemente á violarlos; y para justificar esta vio,, lacion, nos alega la necesidad. La necesidad es
,, la escusa del tirano, es el símbolo de sé del es,, clavo, siempre que no es de una evidencia gene,, ralmente reconocida.

"La primera obligacion de la Cámara es, exâ-" minar hasta que punto exîste ó no exîste la ne " cesidad alegada. Es preciso, en verdad, que sea ,, bien urgente, bien cruel, para justificar la vio-, lacion de semejantes derechos. Espero que no y, se precipitará el exâmen y la discusion de este 3, Bill, y que se tomará el tiempo conveniente , para obligar á la asistencia á todos los Miem-" bros de la Cámara; ordenando rigidamente la , convocatoria general antes de la segunda lectu-, ra. Entonces me veré mas en estado que hoy de , manisestar mis ideas sobre el tenor y miras ge-, nerales de este Bill, que, á lo que puedo juz-5, gar segun la exposicion general que acaba de ", hacer el honorable Secretario, me parece una ,, reunion de quanto se conoce de mas monstruoy, so: el despotismo, y la corrupcion. Entre tan-, to no puedo menos de convidar á la Cámara á , que tome sus precauciones contra la tentativa , mas osada, y mas idesesperada, que jamas un ", Ministro se haya atrevido á propalar. " Pasaron corrientemente las dos mociones de Fox, como tambien la de Pir, relativa á la convocatoria general para dentro de quince dias, baxo las penas de estilo para los que no concurriesen á ella.

En vista de lo que pasaba en el Parlamento, celebró la Compañia una asamblea ó junta general, para tomar en consideracion la noticia de los dos Bills anunciados por el Secretario de Estado Fox, relativamente à las novedades que este Ministro se proponia hacer en la constitucion del gobierno de la India. Lo que mas irritó á la Compañia es, haber afirmado aquel Ministro que la Compañia padecia el atraso de ocho millones. ¡Cómo es posible, exclamaba uno de sus proprietarios, que un Ministro sea tan insensato, tan malvado, que pueda adelantar semejante proposicion solemnemente en pleno Parlamento, sabiendo que es falso, y sin preveer lo que ha sucedido! En efecto han caido las acciones, y hubieran llegado á verse bien presto mas baxas del par, si la evidencia que resulta de los conocimientos que recibe la asamblea, no fuera mas que suficiente para volverlas á levantar.

Presentó por fin en el Parlamento el referido Ministro el Bill que habia prometido tocante á refundir la constitucion del gobierno de la India. No seguirémos paso á paso la marcha de este célebre Bill. Ordinariamente de las tres lecturas que deben hacerse de qualquier Bill presentado, la segunda es donde se ventilan los mas importantes puntos que causan los mayores debates. La

oposicion gritaba siempre, que las disposiciones de este Bill eran un atentado contra los sagrados derechos de las Cédulas; que si pasaba, exponia el honorable Granville, (\*), presto serían invadidos " los derechos del Banco, y no habria nada se-" guro; que daba un aumento de influxo á la Co-" rona; que sobre todo hacia despótico al Minis-" tro estos cinco años con la disposicion de los " empleos, y emolumentos inmensos correspon-", dientes á aquel cargo; y que prestandole los me-" dios de este Imperio quinquenal, elevaba al ho-" norable Secretario de Estado á un puesto abso-" lutamente desconocido en la constitucion, puesto " fuerte, puesto inexpugnable: es cierto que dexa ", en blanco los nombres de los Comisarios; ¿ pe-", ro quién llenará estos blancos? el mismo Secre-,, tario. "

Asi fue; á la segunda lectura se nombraron los sugetos que éste propuso: la alteracion que se hizo, se reduxo á mudar el título de Comisarios en el de Directores; á que fuese de nueve en vez de ocho el mimero de los asistentes; y á que la duración de este acto quedase limitada á quatro años, contados desde el dia en que el Bill recibiese el consentimiento del Rey.

Lo que parece atraxo los ánimos hácia unas medidas tan sumamente controvertidas, y tan poco TOM. 11.

(\*) Hermano del Coade de Temple.

populares, es el horror que causó al comun de los Parlamentarios la conducta en la India de los que llaman servidores de la Compañia, que expuso con bien negros colores el honorable Edmundo Burke Tesorero general de la tropa, en un nervioso discurso, respondiendo á las objeciones del partido contrario. Dixo en substancia, que, miraba » este Bill como la Grande Carta del Indostan, ", por consequencia como infinitamente mas sagra-" do que las Cartas Cédulas de la Compañia, que " se pretenden violadas por el Bill. Que no veia en », esta operacion sino el cumplimiento de los deseos ", de todo hombre sensible : de una parte la protec-,, cion del oprimido; de otra el freno de la opresion: " de una opresion troz y abominable. " Hace aqui una horrorosa recapitulacion de los crímenes con que la Compañia ha manchado su estimacion y crédito en aquellas miserables regiones.

"La Compañia (prosiguió) ha vendido á todos ", los Príncipes ó Rajahes Indios, que han tenido ", la desgracia de tratar con ella, sin exceptuar ni ", al mismo Gran Mogol. Sí, ha tenido la audacia ", de vender hasta este Monarca; el mas poderoso ", Príncipe, el mas excelente hombre de aquellas ", grandes regiones: generoso, noble, humano, ", benigno, prudente, discreto, filósofo; emblema ", de la bondad y dulzura; sin hablar del explen", dor de la antigüedad de su augusto origen, de ", la vasta estension de sus estados, y del respe-

", to que inspiran sus buenas prendas, aun todavia ", mas que su poder, á millones de vasallos, que " mira como á sus hijos, que le aman y reverencian " como á su Padre. Y bien! ha vendido este Prín-"cipo, este augusto mortal, á Sujah-Dulah, y ,, despues este mismo á otro comprador. Ha tra-", tado del proprio modo al Nabad de Onda, y "á todos los Nabades y Rajahes con quien tuvo ", alguna relacion: ha vendido los Maratas á Ra-", gaboy, y despues éste á los Maratas; en fin ha " vendido Padres y Madres coronadas, á sus hijoss ", hermanas á sus hermanos; y sacrificando cons-,, tantemente á su rapiña todas las consideracio-,, nes divinas y humanas, ha llenado el Indostan ", de sus maldades. " Por segundo punto dixo: " Que jamas ha hecho la Compañia un tratado " de alianza ó de paz, que no haya violado." Por tercero, que, desde que la Compañía ha puesto " el pie en el Asia, ha sido su conducta una con-"tinuada cadena de maldades, de perfidia, de in-" justicia, de crueldad. Como legisladora, llegó á , reducir á corto número los habitantes de aque-, llas vastas y fértiles regiones, que antes de ser ", condenadas á las maldiciones de su administra-", cion, mantenia un crecido número de almas. Co-, mo negociante, aun es todavia mas despreciable. " que sobre otro qualquier aspecto, pues en todos " los ramos de su comercio se nota el absurdo mé-», todo que dirige su política. "

X 2

No

No quedó sin respuesta este discurso: la oposicion hizo sus vivos ataques: al mismo tiempo
los Miembros diputados por la Ciudad presentaron
en la Cámara una peticion, pintando,, los justos
,, rezelos en que les ponia un sistéma tan inconsti,, tucional, como nuevo, fundado sobre la peligro,, sa base de la violacion de las reales Cédulas. "
Contemporaneamente el cuerpo de Directores y
proprietarios de la Compañia hizo presente en la
Cámara por medio de un excelente alegato, que
,, todas las posesiones de la Compañia en la India
,, la pertenecen con títulos tan sagrados, como los
,, que en virtud de ellas goza qualquier regnícola
,, la herencia de sus Padres. "

Pero tan diestramente manejó sus pinceles el mencionado Fox y su partido en la pintura de la horrible situacion de los negocios de la India, y de la urgente necesidad del remedio, que sin embargo de estas representaciones, y de los fuertes argumentos de una sabia y poderosa oposicion, no solo popular, sino en gran parte realista, pudo conseguir se hiciesen las tres lecturas del Bill, que pasó triunfante en esta Cámara con una pluralidad de mas de cien votos todas tres veces.

No logró el mismo feliz éxîto en la Cámara alta: fueron larguisimos los debates. Nos alexaria demasiado de nuestro objeto entrar en materia, y en la explicacion de todos sus trámites: nos contentaremos con trasladar en extracto el discurso del

Con-

Conde Abingdon, que vino á ser la piedra que derribó al nuevo Goliat del Parlamento Inglés ó moderno Cromwuel, como muchds le llaman.

Hegado el momento de llenar importantemente esta Cámara; con el uso de sus principales facultades, la comianza que en ella habia colocado la constitución del país, y citó dos versos, cuyo sentido encierra la esencial prerrogativa de mantener en al estado el feliz equilibrio que al Principe le haca elichoso, y hace libre al vasallo;, de suerte (dixo), que nos vemos notificados no solamente por la, Nacion, sino tambien por el sentimiento que cano, racteriza particularmente la Cámara de los Pares, a exercer las funciones que nos tocan, para mano, tener el gobierno en su balanza.

"Baxo de esta consideracion, Milordes, antes "de proceder ulteriormente al exâmen del Bill, "que se nos presenta, para poner los negocios de "la Compañía de las Indias Orientales en sas ma-"nos de ciertos directores, tendré el honor de ha-"cer algunas observaciones en forma de introduc-"cion á la mocion, que despues someteré á vues-", tra juicio.

"Este Bill, Milordes, se presenta ante nues-"tra Cámara, baxo de tres aspectos diferentes: de-"bemos considerarle primeramente como traido "en aquella calidad legislativa, que poseemos en "comun con los otros dos ramos de la legislacion.

,, En

"En segundo lugar como una apelación inter"puesta ante esta Corte ó Tribunal supremo de
"judicatura, ó ultimo resorte de justicia; distinto
"de los otros dos ramos de la legislación, y que
"nos pertenece exclusivamente. En tercer lugar,
"Milordes, debemos considerarle en aquella cali"dad distinguida, que nos toca privativamente,
"de mediadores entre el Rey y el Pueblo, encar"gados por constitución de hacer justicia á uno y
"otro; impidiendo que la Corona altere las liber"tades del vasallo, y que el vasallo se atreva á
"introducirse en las justas prerrogativas de la Co"rona.

"Por lo que toca tanto á nuestras funciones "legislativas, como á las judiciales, y consiguien— "temente á las obligaciones que de ellas nos re"sultan, no reclamaré en esta ocasion la atencion
"vuestra; pero sí, Milordes, la reclamaré toda
"entera, considerandonos sobre el tercer punto
"de vista, esto es, como mediadores entre la Co"rona y el vasallo; y fundo la reclamacion mia
"sobre la urgente necesidad de nuestra interpo"sicion."

Pasa luego el citado Lord Abingdon á decir, que enterada la Cámara del Bill por la lectura hecha, era inutil entrar en los detalles; que se ceñiria á solo los principios del proprio Bill, y que limitandose á estos, encuentra un campo bastanta dilatado para las mas profundas y solemnes refle-

ziones; mirandole meramente sobre este punto de vista; ¿ qué es, dice:,, sino una cadena de pro-" posiciones, que formando la base, anuncian que "su adopcion sería tan funesta á las justas prerro-" gativas de la Corona, como sería su esecto des-" tructivo de las leyes, libertades, y proprieda-" des del vasallo? Proposiciones tan singulares en " sí mismas, como sin exemplo en los anales de " nuestra historia, proposiciones llenas de am-,, bicion; de ambicion no menos violenta que la ", que herbia en el pecho de Cromwuel." Aqui entra á la comparacion de este tirano con el Ministro Fox, autor del Bill, y le saca mas injusto y audaz. Luego da por falsas las aserciones suyas sobre el pretendido estado de bancarrota de la Compania, sostenidas con falsas pruebas. Despues sobre la decantada necesidad pregunta: "¿Cómo pue-.. de caber la necesidad de transtornar la constitu-"cion del país, colocando la potestad executriz , en las manos de un Ministro charlatan? Secreta-1, rio de Estado que no hace escrupulo de decla-, rar, que no es él Ministro del Rey, sino del " Pueblo? ¿ que hace gala de esta distincion, con , la que se labra los medios de conseguir un influ-" xo superior en la Cámara, donde exerce su Mi-", nisterio? ¿y que, en fin, es tan Ministro del Pue-», blo, como yo parcial ó amigo de su política? Lo », que ciertamente se puede asegurar es, que es el » Ministro de una pluralidad corrompida ó en-

" gañada, en la que quiere que resida el Pueblo." Continuando su Catilmaria, expone:,,que " semejante Bill forma una Potencia media entre " el Rey y el Pueblo, teniendo con una mano al ,, Rey en una cadena; y con la otra al Pueblo, ba-" xo de su vara de hierro: que esto en proprios " términos viene á ser la proposicion con que se " arrancan de las manos legítimas las riendas del "Gobierno, para ponerlas en las de una cavala "facciosa, y despechada. Proposicion por conse-" quencia no menos contraria á los intereses del ) "Reyno, que precursora del mas directo atenta-,, do contra la Magestad del Trono, que los anales "de nuestro país han censervado en ·la memoria; ", proposicion mas atrevida que la que conduxo á " Carlos I al cadahalso, porque es menos fundada; ", proposicion, en fin, dictada por una ambicion " mas desmedida, pero prometiendo menos éxîto, "Milordes, porque es de nuestra obligacion dete-,, nerla en su curso. "

Haciendo ver el mencionado Lord, que no habla ligeramente, sino con instruccion y meditación, expone para mayor conocimiento de la conducta y modo de pensar de aquel Ministro y sus partidarios, los hechos que atestiguan el intento de destruir la regular influencia de la Corona, habiendo presentado unos indecorosos Bills de reforma, contra el explendor del Trono, que no es menos necesario á la Magestad, que el derecho de

nacimiento lo es al Príncipe, y descendiendo en ellos ignominiosamente hasta la cocina y la cava del Rey. Despues de esto añade: » Qué puede esperarse, si llega esta faccion á empañar el poder en que la pone en sus manos el importante manejo de los ricos y grandes negocios de la India? Despues de otras reflexiones sobre las conexiones políticas del citado Fox, y de su famosa coalicion, el referido Conde Abingdon propuso á la Cámara que se consultasen sobre este Bill los doce grandes Jueces del Reyno, y que luego que se hallen juntos, les dará á resolver las questiones siguientes.

I. n. La comision que pusiese los negocios de pla India en las manos de ciertos Directores, no restableceria una potestad executriz, nueva en el mGobierno, y desconocida á la constitucion del mpaís? Y esta nueva potestad no sería tan derogatoria de la Magestad de la Corona, tan contramia á la justa, legal, y real prerrogativa del Rey, momo peligrosa á los derechos, libertades, y prompriedades del vasallo?

II. »¿El inmediato poder de dar todas las Cartas Cédulas, ó de crear qualesquiera comunindades ó cuerpos, no reside en el Rey, en virntud de sus reales prerrogativas? y si reside; ¿ en
nel caso de disolucion de tales cartas ó cuerpos,
nlas franquicias ó privilegios que gozaban, no
nvuelven á la Corona, para concederse de nue-

nvo en caso de necesidad? Si lo quiere asi la ley; ne la comision de los Directores nombrados por el m Bill no es una intrusion contra la prerrogativa de m la Corona?

III. »¿ Es compatible con las funciones jundiciales de esta Cámara, el consentir que se » prive de sus franquicias á un cuerpo tan consinderable, como lo es la Compañia de las Indias »Orientales, sin haberse oido en la barra de la »Cámara las razones de unas medidas tan violenntas, sin tener las mas fuertes pruebas de la nece-»sidad de estas mismas medidas? Por otra parte, »; es compatible con nuestro deber para con el "Rey, en calidad de Consejeros hereditarios de la "Corona, el dar acogida á un Bill, cuyo objeto » sería crear una nueva potestad executriz, con » violacion de la real prerrogativa? ¿Y semejante "Bill no debia ser repelido á su primera presen-» tacion, solamente por razon de sus principios, »sin tener que entrar en el examen de sus circuns-» tancias?

"Milordes, quando Carlos I. y Jacobo II.

"violaron las Cartas Cédulas, como lo hicieron,

"diciendo que era por el bien del Estado; aun
"que, segun Blackstone, hubiesen puesto cierta

"regularidad en sus procedimientos, causaron una

"justa indignación; pero parece que Carlos Jay
"me Fox puede atreverse abbra á lo que aquellos

"Príncipes no se atrevieron; esto es, á violar las

"Car-

» Cartas-Cédulas á fuerza abierta! Una quarta ques» tion que yo propondré à los Jueces, es esta.....
» En el caso en que este Bill pasase à pluralidad de
» las dos Cámaras, ¿ no sería de la obligacion del
» Rey usar de su prerrogativa, y rehusar su real
» consentimiento? «

No es razon molestar á los lectores, siguiendo todos los trámites de tan controvertidos, espinosos y largos negocios, que aunque sumamente importantes para la Inglaterra, no son de tan precisa consideracion fuera del país: nos debemos contentar con resumir la parte mas esencial, que baga conocer suficientemente aquel sistéma.

El torrente de las razones expuestas, separadas del partido que se habia formado, se llevó la pluralidad en la Cámara de los Pares, y quedó desechado este famoso Bill. Es indispensable referir, aunque sucintamente, las principales circunstancias que concurrieron en este memorable caso.

Algunos individuos ó adictos de la Gorte votaron, como casi de regla, en savor del Ministerio, y aun el Príncipe de Gales mismo votó por el Bill, y se halló del vando vencido. No era este Ministerio un Ministerio de la Corte, como ya hemos visto. El Rey no podia estar contento de semejantes Ministros. Milord Temple tuvo una audiencia reservada de S. M.: de resultas se sormó un nuevo partido, que ignoró el Príncipe de Gales, segun parece.

Y 2

Com-

٠: ٠ ٠

Comprehendiendo inmediatamente el sagaz Fox, que su Bill espiraba en la Cámara de los Pares; mientras le consideraba en la agonia, se preparó en la de los Comunes con todos: los recursos de su ingenio, con todos los resortes de su actividad. Algunos Miembros de su partido se encargaron de hacer varias meditadas mociones para precaver, quanto fuese posible, las resultas del golpe que se rezelaba. Las mociones eran: primera » Que ase habia hecho preciso declarar, que sugerir alnguna opinion i S. M., tocante á algun Bill, 6 » procedimiento del Parlamento, con la mira de minfluir sobre los votos de los Miembros, es un » crimen grave, derogatorio del honor de la Coprona, y una violacion de los privilegios fundamentales del Parlamento, tirando á subvertir la » constitucion del País: « segunda » Que era ne-» cesario á los mas esenciales intereses del Reyno, » y de la obligacion particular de esta Cámara, » buscar sin cesar el remedio conveniente á los » abusos introducidos en el gobierno de las pose-"» siones Británicas en la India; y que esta Cámara mirará como enemigo del País qualquiera nque se atreva á aconsejar al Rey el impedir ó minterrumpir de ningun modo la execucion de neste importante deber: " tercera nQue esta Cámara se forme inmediatamente la mañana de &c. men comision general, para considerar el estado nde la Nacion. «

Como no hay so Inglaterra trinchera mas fuerte que la de la constitucion, uno de los partidarios Foxistas elepó la que pudo pura hager pasar tas referidas mocipaes acom el fini de intimidar ch siueva atlatimistracion (esto es Ministerio) que habia dersuceder á la que se miraba próxima ir su fin, y tambien con el objeto de impedir la temida disolucion del Parlamentoit expuso, puep, que la constitucion estaba may empeligro; que la minabadun secreto influxe vialudiendo auto conferencia idel Conde de Tempte con el Rey, en que se asegura le dixo : " Milord; no selumente no soy amigo del n Bill, sino que mirare como mi ememigo á qualnquiera que vote en su favor; « y procuré essorzar todas sus proposiciones. auca no atmataniame DONE l'joven Guillermo Pit se levante, como es estilo, păra responder, y dixo en Que mos mmores vagos no significaban nada; que era: abssurdo disputar à un Par del Reyno el masi honin roso? y esencial de sas privilegios permores relade n Consejera hereditario de la Corona. 12 Con que nderecho (preguntá) los Ministros pretenden hancer un monopolio de la confianza del Soberano.? »¿Será (continuó) porque llevan el sistema de Macer monopolio de todo; primeramente del n poder luego del influxo, y despues de la conn fianza? Este ultimo artículo no se obtiene tan fancilmente como los otros dos; y si no pueden » dudar, y si ven evidentemente que hay otros nsun sugetos que logran la ponfianza de la Conona, n para qué se mantienen cerca de ella?

75: No pudo disimular Fox la impresion que le hi-20 asta atticipada advestencia a pero mienteas concluyó Pit o y le replicaron el Lord Nartiy otros, nivo tiempo de reponerses, y pronunció uno de estos discursos, que caracterizati su género de eloquencia, y que seducen tanta gente. » Nunca me :nhe levantade (dixo) con tanta ansiedad y comoincion, como la que ahora experimento; porque las mociones hechas, prohablements deben producir 'n los mas serios esectos; pero es tal el estado en » que se halla mi país; son tales las circunstancias ndel momento, que la Cámara no puede perder »un instante en tomar alguna resolucion de este mgénero, para dar la alarma, y hacerle conocer mel riesgo, que corre la constitucion. Por mas que nquiera asectarse cierto desprecio de los parrafos rade los papeles periódicos, y de los rumores que nse pretende calificar de vagos; el hecho es, que mno:se han desmentido estos ruidos; y que se dió naquel paso. Sé muy bien, que si desagrada al nRey un Bill, la constitucion le da el poder de ndesocharle, diciendo en francés (\*), nLe Roi we we was investiged to Charle on O waster to the garage

<sup>(4)</sup> Conservan los Ingle- rio dice, le Roi le vent = Bl ses para ciertos actos algunas. Rey lo quiere = Quando es fórmulas en francés. Quando a un Bill particular, Soit fait el Rey da su consentimiento comme il est desiré = Hagase a un Bill público, el Secteta- como se desea. = Quando es

175

ns' avisera; pero ique idiferencia entre esta vià » constitucional, y estotra inconstitucional de los » Pares. Frequentemente se habla de la influencia nde la Corona, de la influencia del Ministro: aqui » vemos una nueva especie mucho mas peligrosa nque las otras : si se dexase subsistir ; quien se atre-» veria en adelante á encargarse del Gobierno? « Despues de haber respondido menudamente á quanto se habia dicho por el partido opuesto, llegó al punto mas delicado. "Un honorable Miem-» bro (Pn) pregunta ; por qué conservo mi lugar, ndes pues de haber perdido la confianza del Sobe-»rano? Mi resignacion es una medida que pide nalgun tiento; es posible que si yo la diese inmendiatamente, suese grande desgracia para el país, m El Rey tiene ciertamente el privilegio de despe-» dirme, esperaré sus ordenes : quando me las comuniquen, me retiraré, lleno mi corazon de mlealtad y de l'espeta; pero sen que yo quede ó me retire, doy gracias al Cielo, que me ha dado si bastante saltidi y fuerzas para sostener el trabamio; que las circunstancias exfgen en esta Camanra; la exhórto á él, para velar sobre que no sea wviolada la constitución; y la convido á que emencondition to the many of this are npie-

un Bill de subsidios, le Rei re- volencia, y tambien lo quiemercle les logaux sujets accepte re = T quando se desecha leur benevelence, et ausi le veut = un Bill. caso raro, le Rei s' El Rey da gracias à sus lea- eviserà, por boca del Canles vasallos, acepta su bene- ciller. = El Rey lo verà. » piece, admitiendo, la importante macion pro-

La furiosa tempestad que habia levantado el Bill tocante à las Indias Orientales, llegó al punto de causar los mas acervos sobresaltos::Resumamos rapidamente sus estragos, sus efectos, sus tremendos amagos, por fin desvanecidos. Habia sido el Bill desechado por la pluralidad en la Cámara de los Pares. Eran de una maturaleza muy séria las mociones que habian pasado en la Cámara de los Comunes: en consequencia el Rey se resolvió á tomar sus decisivas medidas. Hizo retirar los sellos de las manos de los Ministros de cada departamento; cuya desgracia sue acompañada de singulares circunstancias en la Corte de Inglaterra. Se les novificó que S.M. les dispensaba de parecer en la Corte s y segun fueron luego, entrando en el Parlamento, tomaron sus lugares en los bancos que llaman de la oposicion. El joyen Guillermo Pit se vió nombrado para senvir los dos departamentos, que diez años seguidos habia manejado Lord Nort. El Lord Temple sue declarado Secretario de Estado; pero hizo demision, para responder á cuerpo descubierto à la especie de agusacion que se le har cia, y que no se dixera queria cubrirse de la coraza Ministerial. Todo el Ministerio, y algunos otros importantes empleos se mudaron succesivamente en menos de un mes. La grand de las

Quedó en la Cámara baxa muy pujante la opo-

sicion; pues demasiado poderosa la famosa coalicion de los apeados Ministros, Nort, y Fox, y sus sequaces, no era facil contrarrestarla; pero se la juzgaba bastante política para prestarse á algun temperamento: no fue asi.

La prerrogativa real se miraba en gran parte vulnerada; los Comunes se daban por ofendidos; el Pueblo se creia agraviado; y á la constitucion se la suponia por cada partido opuesto, violada y en peligro. La Cámara baxa con repetidas representaciones al Rey queria asegurar el no ser disuelta; queria hacer ver la prgencia de su continuacion; y solicitaba una Administracion que tuviese la confianza del Pueblo. Este por medio de diferentes cuerpos desmentia las resoluciones de la pluralidad de los Comunes, representantes suyos, con sus harengas de gracias al Rey, por la acertada eleccion del nuevo Ministerio. Los Ministros forcejeaban, quanto era posible, para adquirir la pluralidad, que les era indispensable.

No pudiendo conseguirla estos, á quienes el Rey honraba con su confianza, parecia que no podia subsistir la Cámara de los Comunes en el estado de la fermentacion en que se hallaba, sin destruir el equilibrio; por consequencia sin descantillar los fundamentos de la constitucion.

Fueron sumamente renidos los debates Parlamentarios. El arrogante Fox en uno de sus vehementes discursos, despues de haber expuesto sus Z

razones, retaba al Ministerio haciendole frente con la firmeza que incontrastablemente sostenia su opinion el partido suyo, llamado Patriota, diciendo: "Los nuevos Ministros pueden hacer sus tentatimos con cada uno de nosotros, uno despues de notro; verán que ninguno quiere desertar de la "gloriosa causa en que se ha embarcado nuestra pluralidad; esta Cámara se ha distinguido, se ha ncubierto de honor; mucho han hablado de la ncorrupcion que en ella reyna: todo quanto se dince es una calumnia: esta Cámara tiene establecimo suficientemente su caracter de independencia, nde espíritu público, y de desinterés, para poder medesafiar la calumnia. «

En el mismo discurso babia reconvenido la demasiada juventud, la poca experiencia del nuevo
primer Ministro, y los medios obliquos de su favor y elevacion; y habia supuesto, que éste procuraria hacer comprar los votos. No se hallaba
presente en la Cámara el perseguido Ministro; y
el Lord Mulgrave se levantó para responder. De
esta respuesta tomarémos solamente la parte, que
dé una idéa de su persona. »La objecion princi»pal (dixo este acreditado Marino) que se em»plea contra mi honorable amigo, es de una na»turaleza bien estraña, y prueba los medios tan
»lastimosos, á que llega á baxarse la deslumbra»da ambicion El Sr. Pit (pues puedo nombrar»le en su ausencia) es joven; lo que es cierto si

»se cuentan sus años; pero si se hace atencion á mla maduréz de su juicio, á la solidéz de su en-» tendimiento, á la extension de sus adquiridos conocimientos, á esta aplicacion al estudio, y á la » meditacion, que adquiere en un año que se dedi-» ca á ella, mas que puede adquirir en muchos un » hombre distraido, se reconocerá en mi honrado mamigo todos los equivalentes, todos los caracteres de la experiencia. No hablo de los brillantes » talentos, que debe á la naturaleza; estos son ge-» neralmente reconocidos, admirados: no hablo nde la rígida integridad, de la pureza inalterable nde costumbres, objeto del respeto y la venerancion de todos los que le tratan; me ciño á ressoponder à la objection que se hace de su juven-» tud; y aun me abstendré de hacer observar lo que »conoce el Universo; que hijo del mayor hom-»bre de Estado de que puede gloriarse la Gran »Bretaña, no solo ha heredado sus grandes ta-» lentos, pero estos preciosos dones de la naturamleza han sido cultivados por el mismo gran Cha-" ntam, encantado de verse reproducir en este hinjo. Tal ha sido entre nosotros el maestro, tal es nel discípulo. En verdad se le ultraja bien gratuintamente, quando entre los medios que pueden mantenerle en su Ministerio, se cuentan los re-» cursos de la corrupcion. No la necesita mi amingo; tiene por apoyo la integridad de sun prin-»cipios, la rectitud de sus intenciones: lo cuerndo. Zz

ndo de sus medidas le sostendrá contra todos los nessuerzos de la detracción, y de la envidia; y es ninsultar bastante sobradamente, por lo menos á nuna porción de la Cámara, el suponer que puende venirle al Ministro la idéa de corromperla.

No: la corrupción es quien propaga la corrupnición. La rectitud y la integridad son demasiado nhermanas para recurrir á ella. a Entra luego á atacar la conducta del honorable Miembro (Fox) y las varias contradicciones en que, dice, ha caido.

La pintura que hace el dicho Lord del joven Ministro basta para hacer conocerá nuestros lectores el digno y célebre rival, ó, por mejor decir, vencedor del impetuoso Fox. La eloquencia noble es el primer talento en Inglaterra. En los importantes debates de este año de 1784, en que midieron sus fuerzas estos dos robustos Atletas, puede formarse el paralelo de ambos: pero esto nes detendria demasiado; me contentaré con el analisis de la opinion comun en esta parte. Pit tiene una voz mas grata que Fox; pero éste habla con mucha mas velocidad: Pit lleva método en hacer comprehender lo que propone; método que se ha formado en su educacion, y estudio de la Jurisprudencia: Fox habla sin arte; y quando se enardece en sus fogosas expresiones, parece que solo sigue los movimientos de la naturaleza, y cede á las pasiones que le agitan. Pit ha entrado en el Parlamento pocos años hace; y solo tiene

26 de edad; Fox está en el Parlamento quince ó diez y seis años ha, y su edad es de 37. Ambos son los ídolos de su respectivo partido, y los que han sostenido las mas vivas altercaciones entre las prerrogativas reales, y los privilegios de la Cámara de los Cômunes.

Los Miembros indiferentes de ambas Cámaras intentaron una composicion entre los dos partidos; pero no la consiguieron. Pretendia Fox que Pit baxase del Ministerio para tratar, como suele decirese, de igual á igual. Pit tenia poderosas razones, que expuso, para mantener su puesto, y consideraba que eran mas que suficientes las fuerzas de su adversario, para poder tratar de ajuste sin aquella tan arriesgada circunstancia.

Sobre el asunto de la Compañia de las Indias Orientales, unos y otros convenian en que era necesaria una reforma; pero no, decia el nuevo partido Ministerial, la que proponia el Bill, que en substancia era solo transferir las riendas del Gobierno desde las manos de quinientos proprietarios á las de siete particulares nombrados, en la apariencia por el Parlamento, pero en realidad por aquel expulso Ministro. Que era mas regular que una asamblea de quinientos proprietarios, esparcidos por toda Inglaterra, que exercia poder en virtud de una Carta-Cédula tan sagrada, asamblea compuesta de respetables negociantes y mercaderes, que no conocian otro medio de subsistir

que su crédito y una integra reputacion, fuese probablemente mas capaz de conducirse bien, que siete hechutas de Fox. Que todas las quexas y desórdenes eran excesos de los servidores ó empleados de la Compañia, y no de los proprietarios y directores establecidos. Añadian á estas, otras muchas razones y reflexiones, que combatian con otras sus adversarios.

El Ministro Pit propuso un nuevo Bill de reforma, en lugar del desgraciado, que puede mirarse como un perenne manantial de discordia; pe-s ro no sue admitido; y ocupados vehementemente los dos partidos sobre la grande question de la subsistencia ó mudanza del Ministerio, ó de la disolucion ó subsistencia de la Cámara de los Comunes, se llevó este asunto extraordinario todas las atenciones y cuidados del Parlamento, de la Corte, y de la Nacion entera. No obstante se despacharon aquellos Billes de naturaleza indiferente; y en quanto á las Indias Orientales tampoco pararon las pendientes providencias. En virtud de una de ellas presentó la Compañia la relacion que se la habia pedido sobre el estado de sus cuentas y pagamentos; y pasó la Cámara á elegir por sortéo (el 15 de Marzo) catorce Miembros para formar una especial comision ó junta, que tuviese constantemente sus sesiones, hasta dexar concluido el exâmen de los objetos que se la encargaban. La cabeza ó título de la pieza presentada dice ask

183 ARTICULO XI. »Relacion de los Directores de la Compañia de » las Indias Orientales, hecha en consequencia » de la orden que se les ha dado por la Cámara nde los Comunes en fecha de 23 de Enero de »1784. En la casa de la Compañia á 14 de Fe-» brero de 1784. « Esta pieza, igualmente que alguna otra de las mas importantes y conducentes se pone al fin, por no interrumpir la narracion que seguimos; narracion que puede considerarse como una adicion al resumen de la constitucion Inglesa en los artículos pasados; al mismo tiempo que es tambien una parte esencial del asunto de las Indias Orientales, que vamos tratando.

#### XII.

munes su sistéma contra el nuevo Ministerio, causó una abierta division entre las dos Cámaras. La de los Pares dirigia al Trono su harenga de gracias, por la acertada eleccion de Ministros, reconociendo ser irrefragable la prerrogativa de elegirlos la Corona, y prometia apoyar con todo su poder las regalias de S. M.: de las que depende la felicidad de la constitucion y del Gobierno. Cada una de las dos Cámaras acusaba á la otra de que excedia los límites de sus facultades.

Eran executivas las intancias de los Comunes

sobre la ninguna confianza que tenian en el actual Ministerio; y que una Administracion sin la confianza de los representantes del. Pueblo no podia menos de perjudicar al servicio público: exponian exemples y razones para obligar al Rey á mudar sus Ministros; alegando tambien el derecho que tenia la Cámara á subministrar sus consejos, á los que debia tener la mayor deferencia la Corona. Eran fuertes las reconvenciones con que atacaban al mismo Ministro Pit para su demision, calificando de resistencia, orgullo, y falta de consideracion á la Cámara el empeño de conservar á pesar de ella sus empleos. En vano hacia sus protestas este perseguido Senador: en vano repetia su profesion de sé particular relativamente á la Cámara, y al respeto que tenia por sus privilegios: en vano clamaba: »Que n la armonia de los tres ramos de la legislacion nera la que formaba la libertad del país, y no » los aislados privilegios de tal y tal ramo, que » de ningun modo se hallaban alterados; que » creia tan de su obligacion sostener el uno como nel otro; que quando habia considerado demasia-» do preponderante el poder de la Corona, se ha-» bia prestado muy gustoso á disminuirle; y que » por el mismo principio se esforzaria ahora á sos-» tener los derechos de la Corona, contra las exôr-» bitantes pretensiones de los Comunes, exponienndose á todo riesgo. «

Vea-

Veamos un exemplar de la formalidad y estilo del Parlamento en los recursos al Soberano en semejantes ocasiones. El Orador acompañado de 150 miembros de los Comunes pasó el 25 de Febrero á Palacio, á poner en manos del Rey la siguiente representacion.

# A la muy excelente Magestad del Rey.

os los leales Comunes de V. M., pene-» trados de su paternal bondad por el bien de su » pueblo, humildemente nos acercamos el Trono, » para expresar nuestra confianza en la sabiduria » de V. M.: esperando que tomará las medidas » necesarias para descartar los obstáculos que pue-» den oponerse á la formacion de un Ministerio nunido, firme, y eficáz, como ha declarado esta »Cámara que era necesario establecerle para atennder al bien de vuestro servicio, y á los deseos » de vuestros fieles Comunes, que ya los han sometido humildemente á la consideracion de "V. M. «

Leida esta representacion al Rey, respondió al Orador y los Comunes juntos: » Que conocia »la necesidad que habia de una Administracion » fuerte, unida, y extensa, que pudiera merecer la » confianza del público; que recientemente habia »hecho sus esfuerzos para juntar los sugetos mas nhá-Aa TOM. II.

»hábiles de su Reyno, y lo habia intentado sin méxîto; que hasta que pudiera formar una Administracion como la pedian sus fieles Comumes, no comprehendia como podia contribuir mal bien público la separacion de los Ministros mactuales: sobre todo, no especificando los Comumunes ninguna querella contra ellos, y habiendole mostrado el público en general su satisfacmicion y reconocimiento por las mutaciones que mhabia juzgado conveniente hacer ultimamente en mesus consejos. «

Se volvió á juntar la Cámara, para lo que llaman tomar-en consideracion la respuesta del Rey, de la que no quedaron satisfechos. El 4 de Marzo le presentaron otro nuevo recurso; renovando y apoyando su instancia, ya con repetidas, ya con nuevas razones. La respuesta fue tan firme y bien razonada, como atenta, segun estilo. Sumamente disgustado quedó de ella el díscolo partido Foxîsta, que mantenia, aunque algo disminuida, su pluralidad en la Cámara. En consequencia dirigió al Rey una especie de protesta en forma de manisiesto. A pesar de tan porsiadas desavenencias, pasaron en la Cámara los principales Billes de subsidios, pues se juzgaron indispensables; porque semejantes obligaciones no eran, como en otros tiempos, intereses de la Corona, sino de toda la Nacion, precisamente obligada á mantener su empeño y crédito; de suerte que el partido de

oposicion no podia en esta parte interrumpir sur curso.

La firmeza del Rey, la actividad de su principal Ministro sostuvieron en esta convulsion las prerrogativas reales, que parecia caminaban hácia su absoluta aniquilacion; y el Rey quedó dueño de escoger sus Ministros, y conservarlos, siempre que no se les puede acusar de algun crimen; question que no debia de haber costado tan seguidas vigilias á los Miembros del Parlamento y del Ministerio.

Sin embargo no era suficiente esta especie de triunfo para manejar las riendas del Gobierno: era preciso que valiendose la Corona de las propicias disposiciones en que se hallaba la Nacion, diese el gran paso que tan caramente habia salido á los Príncipes de la Casa de Estuardo, y que no tenia exemplo en la Casa reynante.

Sentado el Rey en su Trono (el 24 de Marzo) llamados á la barra ó barrera los Comunes con su Orador á la cabeza, despues de haber dado su consentimiento á varios importantes Billes, pronunció el siguiente discurso.

# MILORDES Y SENORES.

» cion de los negocios, y las extraordinarias circuns-Aa 2 » tan» tancias que han ocasionado los disturbios públicos, » me veo obligado á poner fin á esta sesion Parla-» mentaria, conociendo ser obligacion mia para con » la constitucion y la patria en semejantes circuns-» tancias recurrir con toda la presteza posible á » condescender al dictamen de mi pueblo, conngregando un nuevo Parlamento. Espero que » con esta providencia se remediarán las divisiones » y embarazos subsistentes de algun tiempo á esta » parte, y podrá atenderse con menos interrupcion » y mayor acierto á los varios asuntos graves, que »llaman vuestra atencion. No puedo tener otro »objeto que mantener los verdaderos principios » de nuestro libre y feliz sistéma de gobierno, en-» caminando las facultades que me cometen las le-» yes, al bien de mis vasallos. «

Entonces el Lord Mansfield, Gran Justicia del Reyno, como Orador de la Cámara alta, dixo por orden de S. M. "Milordes, y Señores: Es "la real voluntad, y del agrado de S. M. que es"te Parlamento sea prorrogado al Martes 6 de "Abril; en consequencia queda prorrogado al di"cho dia, &c.

Al dia siguiente se publicó lo que llaman la Proclamacion, que ordena la disolucion del actual Parlamento, y la convocacion del próximo: lo qual es en la forma siguiente =

# JORGE REY.

» I ABIENDO tenido por conveniente, con dicntamen del Consejo privado, disolver el Parlamento actual, suspendido antes hasta el 6 de » Abril próxîmo, expedimos á este efecto nuesntra real Proclamacion, en virtud de la qual di-» solvemos dicho Parlemento; y en consequencia » los Lordes, asi Eclesiásticos, como Seculares, y » los Caballeros, ciudadanos, vecinos, y Comisarios delegados por los Condados ó pueblos, pa-» ra ser sus representantes en la Cámara baxa, nquedan dispensados de juntarse el 6 de Abril minmediato; y como quiera que deseamos y estamos resueltos á consultar á nuestro pueblo, y nansiosos de que concurra por medio de Diputandos al Parlamento, manifestamos por las pre-"sentes á todos nuestros amados y leales subdintos nuestra voluntad y determinacion real de » congregat uno nuevo: declarando ademas, que, n con el parecer de nuestro reserido consejo, hemmos dado hoy orden al Canciller de la Gran "Bretaña, para que expida en debida forma conn vocatorias circulares con fecha del 26 del cornriente; las quales deberán presentarse el 18 de » Mayo próxîmo, dia de la convocacion de los nuevos Vocales. = Dado en el Palacio de la nRey"Reyna el 25 de Marzo de 1784. Año 24 de nues-

» tro reynado. «

Ya se dixo en el artículo IV. que los Parlamentos son septenales: éste se ha concluido al tercer año, usando el Rey de su esencial prerrogativa de disolverle; caso que no habia llegado mas de cien años hace, y que suele ir acompañado de peligrosas consequencias. Este mismo suceso extraordinario hizo extraordinarias y sumamente ruidosas las elecciones de los nuevos Miembros, particularmente la de uno de los dos Representantes ó Diputados de Westminster. Son muy costosas semejantes elecciones: solamente se presentaron tres Candidatos. El Lord Hood tuvo constante una decidida pluralidad de votos; su eleccion no causó disputa: pero la que ocasionó muchas, muy renidas, tumultuosas, y acompañadas de escenas ridículas, fue la del segundo Diputado, cuya competencia entre el apeado Ministro Fox, y el Caballero Wray ha dado tanta materia á las plumas periódicas, y á las conversaciones, como se vió aquella temporada.

Aunque por fin vino á quedar victorioso Fox, no se mira tan seguro de la victoria, que en el dia no le cueste seguir un pleyto sobre la validacion de los votos, de resultas del escrutinio demandado; pleyto pendiente que puede muy bien perder: pero entretanto logra asiento en la Cámara por la Villa de Kir-Kwall en Escocia, que representa, habiendo sido elegido sin discordia Diputado suyo.

En

En la eleccion de los quatro Diputados de la Ciudad de Londres no ocurrió cosa particular, ni en las mas de las otras Ciudades, Villas, y Lugares, como tampoco en las correspondientes al cuerpo de Provincias; y rara fue la eleccion que causó extraordinario tumulto. Casi siempre hay alguno en los pueblos grandes; pues como se celebran semejantes actos en los pórticos y plazas, y se hallan en un continuo movimiento, crisis, y fermentacion la Nacion entera, y todos los intereses particulares, no puede menos de mostrarse el pueblo en tan numerosos concursos con todos los síntomas del entusiasmo Nacional. Este se ha dexado ver con desenfreno en alto grado de furor entre el vecindario de Westminster, donde el candidato Fox, causa de la novedad, principal gese del partido, y movil de ambos, era el objeto general del Público. Merece reflexion el ver, que un Pueblo del Norte, cuyo clima frio y humedo hace á sus naturales de una complexion slemática é hipocondriaca, mas bien que biliosa ni sanguinea; pueblo que vemos ordinariamente sério, taciturno, pausado; que goza por lo comun la opinion de reflexîvo; que pasa por filósofo; que tiene una educacion mas propensa á la tranquilidad, que al bullicio; que se le mira siempre pensativo, y ocupado; que industrioso y trabajador, en la misma prolixidad de sus obras muestra poseer una singular aplicacion y paciencia; parece, repito,

que un pueblo de esta naturaleza no debia caer en semejantes excesos: pero tal es la fuerza de la imaginacion agitada del choque de la continua comunicacion recíproca de sus ideas sobre la constitucion; del vehemente amor á ella; de la pasion por sus comunes y particulares derechos; y del espíritu de interés proprio de un pueblo comerciante, que puesto en un convulsivo movimiento, le inspira tan exâltada violencia. ¡Qué funestos efectos causaria ésta en otro clima, en otros humores! Es bien digno de notarse, que solo han sucedido dos ó tres desgracias en medio de aquellos frequientes motines, de resultas de la especie de delirio que padece la Nacion en sus crisis, como sentamos al principio del segundo artículo.

Llegó el señalado dia 18 de Julio, en que se juntó el nuevo Parlamento: pasó á la Cámara de los Comunes el Mayordomo mayor del Rey, para juramentar los Miembros que la componian; acto que constituye la exîstencia de esta Cámara tomando aquel Lord el juramento á cierto número, y prosiguiendo el Grefier en tomarle á los demas. Fueron luego llamados á la barra de la Cámara de los Pares, donde el Canciller les dixo de parte del Rey, que fuesen á elegir un Orador, y declaró que S.M. les comunicaria al dia siguiente las razones de juntar su Parlamento.

En consequencia el siguiente dia 19 colocado el Rey en su Trono, pasaron los Diputados de

ARTICULO XII. 193
la Gámara de los Comunes á la de los Pares, con
su Orador á la cabeza; y despues de haberles notificado el Canciller, que S. M. aprobaba su eleccion, dirigió el Rey al Parlamento el siguiente
discurso.

#### MILORDES Y SENORES.

nen Parlamento, despues que recurrí á oir el ndictamen de mi Pueblo. La lealtad y amor á la nconstitucion, que noté en todas las Provincias de nmi Reyno, me han causado el mayor gusto. Sin nduda vuestros sentimientos serán iguales á vuesna conducta; y siendo tales, no dexarán de monderar vuestros pasos.

## SERORES DE LA CAMARA DE LOS COMUNES.

nd dispuesto se os presente una relacion nexacta de las urgencias del Estado. Siento tener nque pedir subsidios, que es imposible dexen de naumentar los conflictos del pueblo; pero creo nque la situacion de los negocios, despues de una nguerra larga y costosa, demostrará la necesidad nde mis peticiones. «

Mi-

## MILORDES Y SENORES.

" Los fraudes diarios, que se cometen en de-» trimento de las rentas del Erario, llaman vuesntra séria atencion. Espero tomeis, para reformarlos, los medios que os sugiera vuestra pru-» dencia. Los intereses del comercio nacional son notro de los puntos igualmente acreedores á la » mas atenta consideracion de vuestra parte. Los » negocios de la India, como quiera que se hallan » enlazados con los del Reyno, necesitan de refor-» ma; y me lisonjeo, que las deliberaciones y mendidas que adopteis en esta parte, serán arregladas ȇ la naturaleza é interés de la constitucion. No » llevo otra mira, que la felicidad de mi pueblo, » y la conservacion de unos derechos igualmente nconexôs con el provecho de mi Corona, y con » la prosperidad del Reyno.

Retirado el Rey, se leyó el discurso, como es costumbre; se propuso la oracion de gracias, que pasó unanimemente, y se pidió hora, segun estilo: al dia siguiente 20 del mismo mes el Lord Chambelan la comunicó á la Cámara; que representada por los grandes Oficiales del Estado (esto es, los Gefes del Estado, y la Corte) acompañados de otros muchos Pares, pasaron á Palacio á presentar á S. M. la siguiente oracion ó harenga.

Br-

#### Benignisimo Señor.

os los Lordes Eclesiásticos y Seculares, nfieles vasallos de V. M. juntos en Parlamento, » le tributamos reverentes gracias por la humanisimma harenga que nos ha dirigido desde el Solio; ny penetrados de gratitud á los beneficios, de » que gozamos baxo el gobierno de V. M. deseammos acreditar la satisfaccion y reconocimiento » que experimentamos, al ver se ha servido con-"sultar el parecer de su pueblo en orden al exerncicio de las facultades, que ha confiado la consntitucion á V. M.; sobre todo en una coyuntura n en que el estado de los negocios públicos requienre absolutamente el uso de esta potestad. Ha-» llandonos, pues, animados de los sentimientos mas sinceros y leales hácia la persona y gobierno nde V. M.; del mas puro afecto à nuestra exce-"lente constitucion; y de zelo por el bien públi-"co, puede estar V. M. seguro de que exâminanrémos con exactitud y templanza los objetos im-» portantes acreedores á nuestra atención, y nos "aplicarémos á su despacho con quanta diligenncia exîjan. Aseguramos tambien á V. M. que ndonformandones con sus deseos, nos dedicarémmos con singular desveto á atajar los funestos su progresos del fraude ó contravando, que se Bb 2 # CO-

» comete en detrimento de las rentas del fisco, y » estarémos siempre prontos á coadyuvar con los » demas ramos del gobierno á la formacion de los » reglamentos de comercio, que requieren las pre-» sentes circunstancias. Convencidos de que la »situacion de los negocios de la Compañia Orien-» tal está intimamente unida con los intereses ge-» nerales de la Gran Bretaña, y forma uno de los » asuntos mas importantes, sobre que deben caer » nuestras deliberaciones; puede V. M. creer, que "fixando toda nuestra atencion sobre el gobierno » de nuestras posesiones en aquel país, pensarémos »con esmero los efectos, que pueden acarrear á » la constitucion Británica las medidas que adopte-» mos. Finalmente aseguramos á V. M. quan per-» suadidos vivimos de su amor paternal al pueblo, » y que la prosperidad de sus vasallos es el primer » objeto de su real atencion; lo qual no podia ma-» nisestarse mejor, que con la resolucion tomada » por V. M. de mantener en justo equilibrio los » derechos y privilegios de cada ramo de la legia-» lacion.

# RESPUESTA DEL REY.

"y respetuosa harenga, recibiendo con mucha satisfaccion esta nueva prueba de vuestro aseo-

nto hácia mi persona, y de vuestro zelo por los nintereses del público, y por la conservacion de nuestro aventajado gobierno.

El referido dia 19 volvieron á su Cámara los Comunes : se sentó el Orador en su cátedra; formalidad que requiere el acto de posesion : prestó juramento segun estilo, y le tomó á los demas Miembros que iban llegando de las Provincias, pues ordinariamente no se hallan muchos á la abertura del Parlamento. El 25 se leyó el discurso del Rey; se propuso la harenga de gracias; la oposicion quiso poner la correccion ó enmienda de que en ella no se insertase el reconocimiento de la Cámara sobre la disolucion del Parlamento; question que se ventiló algunas horas, hasta que cansados los Vocales se decidieron á recoger:los votos. Por la oracion lianamente, como se habia propuesto, hubo 282; por la enmienda 114; de suerte que la pluralidad en favor del Ministerio fue de 168. El 27 pasó á Palacio el Orador, seguido de gran número de Miembros, á presentarla al Rey. No la copiamos, porque viene á ser una repeticion de la de los Pares. Respondió el Soberano:

#### SENORES.

» s doy las mas sinceras gracias por este leal » y respetuoso discurso, que me habeis presentado. » Las asectuosas expresiones de la buena ley de » mis sieles Comunes, y su zelo por los principios » de nuestra inapreciable constitucion, siempre me » serán de la mas verdadera satisfacción.

La misma pluralidad se ha mantenido con corta diserencia constantemente; de modo que el Ministerio ha podido manejar las riendas del Gobierno, á pesar de la formidable coalicion, que habia puesto en acervo consticto la Corona: y á pesar de su obstinado partido, que pretendia hacer una suerte representacion al Rey, relativa al discurso pronunciado desde el Trono, y á la disolucion executada.

De la formacion de un Parlamento, capaz de conducir los negocios de la Nacion, dependia la suerte de la India; la de las rentas y comercio de Inglaterra; la armonia con la Irlanda; y tal vez el destino de este Imperio. No es facil decidir la importante, grande, y ventilada qüestion, que ha obrado la revolucion que se ha visto: de ambas partes se presenta con dos aspectos, que igualmente hacen notable impresion; pero el mas numeroso partido, el pueblo en general, es de dic-

tamen, que la Cámara de los Comunes habia excedido los límites de su poder : destruido éste, falta ver ahora, dicen algunos, si los otros dos ramos de la legislacion Británica se aprovechan de esta circunstancia, para propasar los límites suyos: disuelven otros esta duda, con la misma constitucion, diciendo, que ella proyee suficientemente los respectivos remedios para semejantes casos: solo en el de una subversion total, caso remoto en que cesa toda question, no alcanzaria la ley; pero entonces sucederia á la Nacion Inglesa lo que á todas en la general vicisitud humana: cayeron los antiguos imperios del Asia, las repúblicas Griegas, la república, y el imperio Romano; cayó el de Oriente, y vemos desplomarse el imperio Turco, que en los siglos pasados, y aun en parte de este, hacia temblar todas las potencias Christianas.

Serenada la borrasca que habia causado tanta agitacion á la Corte, al Parlamento, y á la Nacion, volvieron á tomar su curso los negocios de la India en la Cámara de los Comunes. El Secretario de la Compañia presentó en ella el i de Junio la ultima relacion de los Directores (cuyo título queda puesto arriba) y los documentos ó piezas justificativas que la pertenecian. Hecho esto, procedió la Cámara á la eleccion de una junta ó comision especial para el exâmen, y se escogieron diez y seis Miembros; entre estos, el honorable Henrique Dundas, ahora Tesorero de la Ma-

rina, antes Lord Abogado general de Escocia, que presidió esta junta, como tambien la otra de que hemos hablado, y que entonces formó el plan de reforma, desechado por el expulso Ministro Fox.

En la sesion del 25 propuso el Canciller del Echiquier Pit un Bill para pagar el dividendo á razon de ocho por ciento, por los seis meses vencidos, que, segun las leyes en vigor, no podia hacer la Compañia sin el consentimiento del Parlamento. Se formó en comision la Cámara, para reglar las clausulas, y despues de algunas disputas pasó sin llegar á votarse.

Clamaban ya muchos Miembros por el nuevo Bill de reforma: uno de los que llevan la voz, expuso en la sesion del 28 » que bien podia ver la "Cámara la urgente necesidad que habia ya de nocuparse y trabajar sobre este asunto; que den seaba que el Bill del muy honorable Caballero "(Pit) tanto tiempo hace deseado, se presentase "por fin,; que lexos de desear que fuese un Bill ntan violento como el de la ultima Administrancion, todo su anhelo era que fuese moderado, nigualmente que eficaz. « Respondió el Ministro Pit: nque hasta que la Cámara se hubiese hecho n cargo del estado de la Compañia, segun la renlacion que se la habia presentado, y que se es-» taba exâminando con la mayor atencion y cuindado; no podia pasar adelante sobre el Bill genneaneral, ni creja deberlo hater, a Dezó indicado el 2 de Julio para tratar de estas materias.

En este aplazado dia el mencionado Ministro diko: que la importancia del objeto que iba á sobmeter á la discusion de la Cámara, y el influxo que este objeto ocasionaba, requerian la mas séria atenteiro del Parlamento. Las ventajas que debia sacar la Inglaterra de la propriedad del comercio de la India, causaban un inmediato y directo interés á todos los vasallos del Reyno, en lo relativo á los negocios de la Compañía.

La Junta 6 Comision especial que los habia exâminado, habia puesto su mayor atencion en el examen, y en él habia sido infatigable y exacta: Sobre su informe fundaria sus argumentos, y estableceria los motivos que le habian empeñado á adoptar las medidas que ponia baxo la consideracion de la Cámara. El estado de la Compahia, segun el informe, no mostraba un aspecto tan melancólico y desconsolado, como habia parecido. á algunas personas; pues habia las mayores probabilidades de que los negocios de la India presentaban una risueña perspectiva. Correspondia, segun su dictamen, á la política, y á la prudencia de la Inglaterra el ayudarla, con la firme esperanza de recoger los frutos de un futuro vigor, al que era imposible dexase de llegar. Que presentaria baxo de tres diserentes puntos de vista el modo de proporcionar á la Compania sus allvios: El primero seria, concediendola una moratoria para la satisfaccion de lo adeudado en la Aduana; el segundo, reglando la abeptación de sus letras; y el tercero, finando los dividendos, que podria haber en adelante.

is Exornő nerviosa y eloquentementersus proposiciones, haciendo ver el interés que tenia la Naeion en sostener el crédito de la Combania; asegurando que anunciaba su actual estado un pronto restablecimiento, no teniendo ya que hacer los enormes dispendios que la habia ocasionado una ruinosa guerra; sosteniendo, que aunque sus empeños llegaban a cinco millones de libras esterlinas, quando se halle desembarazada de ellos, resultariam indecibles ventajas á la Gran Bretaña; y resumiendo era cierro debia mucho; pero que eran superiores sus haberes, pues ademas de un comercio regulado, en 3., 2001 adol·libras esterlinas, gozaba de una renta fixa de un millon en los mismos parages donde debia oinco, que en parte se podia aplicar a la satisfaccion de esta deuda. Padeció sus réplicas y debates la mocion, que hizo comprehendiendo los tres puntos; pero al fin pasó. and the second section in

En la sesion del dia 6 el mencionado Ministro pidió permiso á la Cámara, para presentar el deseado Bill de la India el dia 9; lo que fue concedido: pero en este dia 6 dió cuenta en un largo y

.: · · ele-

elegante discurso de los principales puntos que contenia, y de las razones y documentos en que so habiarfundado para suiformacione, ái fin de quellos Miembros de la Cámara tuylesan tiempo de haces sus reflexiones soy comunicatelas; sá de poner sus reparos, á los que satisfaria ó accederia.

Su exôtdio fue en substancia, que nadic podeia estar mas persuadido que él de la important sia del asuato que iba á tratar; que per qualquiera parte que sente considerate; no habia ninguno mas interesante para el Reyno. Que la fuerza y la prosperidad de la Gran Bretaña dependian de tan arduo negocio, como tambien la felicidad de los habitantes de las inmensas regiones que la pertanecon en la India: finalmente, que la suerte de la constitución Británica estaba hermanada con esta question.

Siempre habia sido la India, prosiguió, muy util á la Inglaterra por los recursos, que la habia proporciousdo su appliencia. Se ha aumentado es-

to de otras considerab quedado mas estrechos támico, le son mucho, támamente persuadido : timamente persuadido :

las ventajas que pudiese sacar la Inglaterra de la India, y al mismo tiempo asegurar el vigor y

espíritu de la constitucion, de la injuria y menoscabo que esta necesaria conexion pudiera ocasionarla. No podia acordarse sin templar del riesgo que habia corrido la Inglaterra el año ultimo, de perder enteramente lo que debe serla mas precioso ... la libertad. Habia estado Esta en el punto de hacer naufragio. Felizmente se ha pasado el riesgo; y el Parlamento tiene en su mano la proxima coyuntura de hacer unos reglamentos que aseguren la tranquilidad del pueblo Ingles', igualmente que la de los pueblos de la India. Por su Ministerio le tocaba el penoso cargo de proponer estos reglamentos; y se lisonjeaba, que el plan que habia de presentar; llenaria sus miras: que esperaba muchas objectiones; pues no era posible imaginar un plan contra el que no las hubiese; pero que habria llenado su objeto, si obraba su Bill todo el bien que suese dable, y el menos mal que cupieșe para la constitución.

Le era imposible en los médios que debia proponer, evitar la creacion de nuevos poderes, potestad, o facultades; pero era su obligacion, colocarlas donde habia menos que temer el abuso; y
al mismo tiempo, hacer que fuesen bastante eficaces, para corresponder á los fines que se le delegaban. Sefían suficientes para asegurar á la Inglaterra las riquezas que le procurarian su comercio
en el Asia, y las posesiones que en ella tiene; establecerian la paz y tranquilidad de los pueblos del

205

Indostan; y forzarian à los empleados de la Compañia à la obediencia de las ordenes que se les enviasen.

Hecho este exôrdio, expuso la idea de sú plan, apoyandole con sus causales y razones. Todos esperaban una suerte oposicion de parte de Fox; pero éste se contentó con decir: nera natural suponer que él replicase, aunque solo suese para jusnificar su propria conducta; pero que reservaba nos observaciones para un momento mas oportuno. « Se hizo la primera lectura del Bill el señalado dia nueve, sin haber ocasionado debates.

La Compañia de las Indias Orientales se mostró muy poco satisfecha de este Bill: celebró vatrias asambleas; tuvo algunas conferencias con el Ministro por medio del Presidente y Diputados que destinó á este fin; y tomó quantas medidas pudo para salvas su crédito, y que no quedasen perjudicados sus intereses.

Al mismo tiempo que se ventilaban los artículos de este samoso Bill, que se imprimia y reimprimia para la instruccion de los Vocales, se trataron otros importantes negocios de la propria
Compañía. Ya se ha hecho mencion de las mociomes correspodientes á ellos e en consequencia, despues de controvertidos, pasaron los Billes para el
dividendo de ocho por ciento; para el alivio de la
Compañía, conviniendose en la moratoria señalada sobre la satisfaccion de la suma de 9230000 li-

bras esterlinas, que debia á la Aduana; y para conceder á los Directores el permiso de aceptar las letras enviadas de la India.

A un mismal tiampo sen sucedian unas á otras warias voces contradictorias, que venish de aquelta region 3' y anunciando las buenas disposiciones de Tippoo-Saib, ya asegurando el rompimiento de las negociaciones de paz, quando llegó la noticia del tratado sirmado en once de Marzo entre el Nabad Tippoo y la Compañia: tratado que contiene diez artículos, y se pondrá al fin. Esta noticia vino muy oportunamente para el partido Ministerial, que ya llegaba triunfante al puerto con la nave del proceloso Bill!, despues de haber corrido desechas borrascas. Se hicieron por fin las tres lecturas en ambas Cámaras con una plausible y decidida superioridad. Sin embargo, en la Cámara de los Pares padeció un ligero contratiempo, que no le impidió el tener la sancion de acto, del Parlamento, nicllevarse á debido efecto su execucion. El Duque de Portland, el de Devonshire, el Con--de de Carlisle, el de Cholmondeley, y el de Northington protestaron contra el Bill, y segun el privilegio de Pares del Reyno, i, hicieron insertar su protesta en las actas del Parlamento; la qual es del tenor siguiente. Leave of the williams of use.

» Nos disentimos de la opinion de la Cámara, 
» porque creemos que el principio de este Bill es 
» falso , injustou incontritucional : falso ; en 
» quan-

» quanto no indica ningun remedio proprio á disminuir los males que pretende remediar; injusnto, en quanto obliga generalmente á todas las » personas que vuelven de la India, á prestar » contra ellas mismas los medios de acusacion y » persecucion: inconstitucional, en quanto esta-» blece un nuevo Tribunal de justicia delante del » qual se manda que se reciban y oigan testigos in-» competentes, viendose los vasallos privados sin » necesidad del mas precioso derecho que les da la »calidad de vasallos de Inglaterra; el de ser juzen gados por sus iguales. u

El título del Bill dice asi: "Bill (corregido) » para reglar y gobernar mejor los negocios de la » Compañia de las Indias, y de las posesiones 33 Británicas en el Indostan; y para el estable-» cimiento de un Tribunal de justicia, para conoer mas pronta y eficazmente de los delitos co-» metidos en las Indias Orientales. «

Dexamos el Bill para el fin, como pieza separada, con las otras tres anexas á este mismo Apéndice. Contiene ochenta artículos; de estos solamente pondrémos por muestra el primero.

»Se ha acordado que, para el mejor gobierno y la mayor seguridad de la India, S. M. y sus descendientes con el parecer de los Lordes sespirituales y temporales, y de sus Comunes, sjuntos en Parlamento, podrán en adelante nomsobrer en virrud de una comision, sellada con el

ngran sello, las personas que juzguen á proposito ndel Consejo privado, no excediendo el número nde seis para Comisarios de los negocios de la Inndia; de los quales serán siempre dos Miembros natos, uno de los principales Secretarios de Esnato de S. M. y el Canciller del Echiquier.

Hubo muchos artículos refundidos, varios con nuevas clausulas ó transmutaciones, y algunos quitados, y puestos otros en su lugar, hasta quedar en el estado en que le vemos. Estas mismas variaciones que se han substituido, le han hecho mucho honor al Ministro, por haber tenido la honrada y prudente docilidad de adoptar las condiciones ó clausulas que le parecieron mejores, mas simplificadas, ó mas conducentes al fin, que las que él mismo habia propuesto, de qualquiera partido que viniesen las nuevas proposiciones ó pensamientos; luego que en fuerza de su discusion conocia resultaba alguna mejoria ó ventaja.

La habilidad, teson, y conocimiento con que conduxo, como diestro piloto, su nave á tan dificil y arriesgado puerto, ha llenado de tanta gloria al joven Ministro Pit, como de una especie de confusion á sus célebres antagonistas los Ex-Ministros Nort y Fox, de quienes dicen los políticos de Londres, que saben conducir una Cámara, no un Imperio.

Nunca habia durado tanto tiempo como este año de 1784 la sesion del Parlamento; porque nun-

nunca habia ocurrido el extraordinario caso de una disolución, y formacion inmediata de una inneva Cámara, del modo que se ha visto. Por fin el 20 de Agosto se dió punto. Cerrarémos este Apéndice cón el discuso de despedida del Rey, que llas man prorrogación; y con el especial de la Cámara de los Comunes a S. M. aquel dia mismo. Los trasladamos enteramente, como hemos hecho con los ultimos que preceden, para completar, segun hemos prometido, la inteligencia de la constitución del Góbierno Iriglés, y de los graves negocios de la India, tan generalmente importantes para la Gran Bretaña, y que tienen tanto influxo en los respectivos intereses de todas las Naciones.

## MILORDES Y SENORES.

» Parlamento sin datos las mas cordiales gracias » por las reiteradas pruebas que he tenido de vues» tro zelo, diligencia, y atencion en orden al ser» vicio público. Debemos aguardar las felices re» sultas de las medidas que habeis adoptado para
» el mejor gobierno de la India, especialmente de
» la fundacion de un Tribunal tan bien organizado
» para juzgar los delitos cometidos en aquel re» moto país.

Dd

Se-

SENORES DE LA CAMARA DE LOS COMUNES.

a devailable role de trace de la dece

wisto à las urgencias públicas, y los socorros que me habeis otorgido para precaver se aumente mla deuda de la lista civil, executan mi especial refractive. Me alcanza tanto como á vosotros mismos el dolor de, ver los gravámenes inevitables rom que se halla cargado mi pueblo; y solo la rimportancia de conservar efectivamente nuestro refedito nacional, despues de una larga y ruinnosa guerra, pudo resolverme á tan penoso rencurso, esperanzado en que las mismas consideraciones determinarán á mis leales vasallos á hancer frente á sobrellevarlo con fuerza y vigor, recomo siempre.

# MILORDES Y SERORES.

» Let fratado definitivo firmado con los Estandos Generales de las Provincias unidas, y la paz
majustada en la India, é igualmente las seguridandes que recibo de las otras Cortes, prometen la
ncontinuacion de una tranquilidad general. Me linsonjeo que despues de una sesion tan laboriosa,
no será necesario convocaros tan prontamente.
nMu-

and the continue for the

Muchos objetos importantes de comercio, que me fue imposible dexar arreglados en la ultima semision, llamarán naturalmente vuestra atencion, mpasadas vacaciones. Espeto que para entonmes despues de examinados á fondo todos sus mespectos, acordaréis aquellos reglamentos que mparezcan mas conducentes para enriquecer, y mhacer prosperar todas las partes del imperio mbritanico.

RAZONAMIENTO DEL ORADOR de la Cámara baxa al Rey, pronunciade el mismo dia 20 de Agosto.

giones to a service of the contraction of the contr

Las consequencias de esta ardua y extraordi-Dd 2 nanaria sesion-, que acaba de concluirse tan favora-: blemente parà el Ministerio, quedan ocupando la aténcion de los mas versados calculadores estadistas. Es de la mas alta importanoia el éxito de unas providencias, que pueden decidir la suerte del grande establecimiento de la India; que, segun expuso el Caballero Eden en la Cámara baxa quando se trató del informe y verificacion de los negocios de la Compañia, puede mirarse como la mas ravilla de este siglo, como la admiracion de la posteridad: Compañía de negociantes, que posee á tres mil leguas de distancia de la Metrópoli un inmenso dominio; una renta territorial de cinco millones de esterlinas; el comercio quasi exclusivo de la mitad del globo; un absoluto imperio sobre treinta millones de almas; y que mantiene un exército de sesenta mil hombres.

Este magnífico y breve resumen del hábil Parlamentario que le presentó á la consideración de los Comunes, podrá guiar el lector á las reflexiones que nacen de quanto se ha referido tocante á las grandes diferencias, y nuevas disposicione sobre los establecimientos Orientales, de que, á continuacion del libro III. ha tratado este Apéndice: observará la inmensidad á que se estiende el poderoso brazo de un comercio bien dirigido, prestando un continuado movimiento á toda la máquina política, que hace á una Nacion floreciente. No deben estrañarse las alteraciones, los abusos, la la-

xîtud de los muelles que la componen : un hábil maquinista sabe y puede darles nuevamente su an. tigua elasticidad; las partes parasitas ó caducas pueden renovarse, y recobrar la máquina su perdido vigor y movimiento. Semejantes decadencias ó trastornos son hijos de las vicisitudes humanas, indispensables en nuestra miseria. Sin aquellos ventajosos motivos suelen padecerse entre otras Naciones las mismas ó mayores dolencias; y si bien se calcula, mayor suele ser el mal negativo, causado de la ignorancia, de la inaccion, de la inercia, de las omisiones, que el positivo, de una actividad vigilante, casi siempre en accion. Debe añadirse á estas reflexiones, la de que en la parte donde la enormidad nos debe causar horror, debe tambien obrar la caridad, la compasion, el escarmiento, al. mismo tiempo que la aversion á solo el error mismo.

# NOTA PARA LA PAG. 52.

Despues de haber ido á la Prensa este Apéndice, ha creado el Rey Británico dos Marqueses, elevando á esta dignidad al Conde de Temple, con la denominacion de Marqués de Buckingham, y al Conde Shelburne, con la de Marqués de Lansdown; por cuya gracia le besaron la mano estos Lordes el dia 2 de Diciembre de dicho año de 1784. ,

to the second of the second of the second of

, , , , ,

· •

# PIEZAS ANEXAS A ESTE APENDICE.

And the same of th

(\*) TRATADO DE PAZ Y DE ALIANZA perpetua entre la honrada Compañia de las Indias Orientales, y el Peshwa Madhoo Row Pundit Pundhan, concluido por Mr. David Anderson por parte de la dicha honrada Compañia, en virtud de poderes que se le han conferido para este efecto por los dignos Gobernador general y Consejo, puestos por el Rey, y Parlamento de la Gran Bretaña, para dirigir todos los negocios políticos de la dicha honrada Compañia Inglesa de las Indias Orientales, en la India; y por Maho Rajah Subadar Madhoo Row Scindia, en calidad de Plenipotenciario por parte del Peshwa Madhoo Row Pundit Pundhan, Bellajee Pundit Nana Furnavese, y de todos los Gefes de la Nacion Marata, en conformidad á los Artículos siguientes, que obligarán perpetuamente a sus herederos y succesores, y cuyas condiciones serán invariablemente observadas, por las dos partes.

### ARTICULO

I.

B ha estipulado y convenido entre la honrada Compañia Inglesa de las Indias Orientales, y el TOM. 11. Pes-

(\*) Pièza correspondiente à la pag. 149.

Peshwa por la mediacion de Madhoo Row Scindia, que todos los países, plazas, ciudades, fuertes, comprehendiendo en estos el Bassen, &c., que han sido tomados al Peshwa durante la guerta que se encendió despues del tratado concluido por el Coronel Uptan, y de que los Ingleses han tomado posesion, se restituirán al Peshwa. Los territorios, fuertes, ciudades, &c. de que se trata, se devolverán en el espacio de dos meses, posteriores á la época en que se concluya este tratado (como luego se explicará) al poder de personas que el Peshwa, ó su Ministro Nana Furnavese propongan para este efecto.

II. Se ha convenido entre la Compañia Inglesa y el Peshwa, que Salsete, y otras tres Islas, á saber: Elefante, Caranja, y Hog, las quales están comprehendidas en el tratado del Coronel Upton, quedarán perpetuamente á los Ingleses. Si durante la guerra actual se hubieren tomado algunas otras Islas, se restituirán al Peshwa.

III. En atencion á que en el Artículo IV. del tratado del Coronel Upton, se habia estipulado: "Que el Peshwa, y todos los Gefes del Estado "Marata, venian en ceder para siempre á la Compañia Inglesa todos los derechos, y títulos sombre la Ciudad de Baroach, tan enteros y completos como ellos los habian percibido en otro pletos como ellos los habian percibido en otro pretener ningun derecho de chout, ú otras qualesretener ningun derecho de chout, ú otras quales-

nquiera pretensiones; de suerte, que la Compañia nInglesa los poseerá sin participación ó reclamancion alguna. Este Artículo se continúa en su plena fuerza y efecto.

- IV. Habiendo venido amigablemente el Peshwa en el tratado del Coronel Upton en ceder á los Ingleses un País de tres Lacks de Roupies junto á Baroach, hoy dia á peticion de Madhoo Row Scindia, los Ingleses consienten en renunciar esta concesion en favor del Peshwa.
- V. El País cedido á los Ingleses por Seagee y Fully Sing Gwickwar, del que está hecha mencion en el Artículo VII. del tratado del Coronel Upton, hallandose explicado alli con incertidumbre; á fin de prevenir en lo succesivo todo genero de disputas, los Ingleses vienen en restituir este País, y se ha estipulado por el presente tratado, que si el dicho País hace parte del territorio del Gwickwar se volverá al Gwickwar; y que si compone parte del territorio del Peshava, se restituirá al Peshwa.
- VI. Habiendo concedido los Ingleses á Ragonaut Row el término de los quatro meses siguientes á la conclusion de este tratado para fixar el lugar de su residencia, declaran que espirado el dicho término no le concederán apoyo ninguno, proteccion, ó asistencia, y que no le subministrarán dinero alguno para su gasto; y el Peshwa promete por su parte que si Ragonaut Row

se aviniere voluntariamente en ir á residir con Maha Rajah Madhoo Row Scindia, y vivir en paz con él, se le pagará cada mes una suma de 25000 rupies para su subsistencia, y no se le hará ninguna vexacion ni por el Peshwa ni por sus vasallos.

VII. Deseando la honrada Compañia Inglesa de las Indias Orientales, y el Peshwa, que sus aliados respectivos sean incluidos en este tratado de paz, se ha estipulado mutuamente por el presente: que cada una de las partes hará la paz con los aliados de la otra en la conformidad que abaxo se especificará.

VIII. El territorio que ha sido largo tiempo del dominio de Seeajee Gwickwar, y de Fully Gwickwar, esto es, todo el territorio que Fully Gwickwar poseia á los principios de la presente guerra, quedará de aqui en adelante, y perpetuamente en posesion del mismo, como antes estaba; y el dicho Fully Sing Gwickwar desde que se concluya este tratado en adelante pagará al Peshwa el tributo que estaba en uso antes de la presente guerra; le prestará aquellos servicios, y continuará sujeto á aquella subordinacion que estaba establecida por costumbre de largo tiempo, no reclamando el dicho Peshwa por lo pasado cosa alguna del dicho Fully Sing Gwickwar.

IX. En atencion á que el Nabad Hider-Ally Cawn, despues de concluido un tratado con el Peshwa, ha turbado y tomado posesion de los

territorios pertenecientes á los Ingleses y á sus aliados, el Peshwa se obliga á hacer que se les restituyan los dichos territorios, los que se devolverán á la Compañia, y al Nabad Mahomed Ally Cawn. Todos los prisioneros hechos por una y otra parte durante la guerra serán puestos en libertad, y se obligará á Hider Ally Cawn á evacuar los territorios pertenecientes á la Compañia Inglesa y á sus aliados, de que pudo haber tomado posesion despues del 9 del mes Ramsam en el año de 1180, que es la fecha de su tratado con el Peshwa, cuyos territorios serán consiguientemente restituidos á los Ingleses, y al Nabad Mahomed Ally Cawn en el espacio de seis meses despues de la conclusion de este tratado, lo qual executado, los Ingleses vienen en no cometer hosti lidad alguna contra Hider-Ally todo el tiempo que éste se abstenga en lo succesivo de violencias contra ellos y sus aliados, y siempre que viva en amistad con el Peshwa.

X. El Peshwa promete tanto en su nombre como en el del Nabad Nizam Ally Cawn, Ragojee, Bousala, Sina Saheb Souba, y del Nabad Hider-Ally Cawn, mantener absolutamente la paz con los Ingleses y sus aliados el Nabad Alsoph Ul Dowlah Beader; y el Nabad Mahomed Ally Cawn Beshader, y de no causarle ninguna vexacion. Los Ingleses prometen por su parte tanto en su nombre como en el de sus aliados el Nabad Al-

soph Ul Dowlah, y el Nabad Mahomed Cawn de conservar la paz absoluta entre el Peshwa y sus aliados el Nabad Nizam Ally Cawn Ragojee Bousala y Sina Sahab. Los Ingleses prometen ademas, tanto en su nombre como en el de sus aliados, conservar del mismo modo la paz con el Nabad Hider-Ally Cawn baxo las condiciones especificadas en el Artículo IX. de este tratado.

XI. La honrada Compañia de las Indias Orientales, y el Peshwa, convienen mutuamente en que los navios de cada parte no turbarán la navegacion de los de la otra. Los navios de cada parte tendrán libre entrada en los Puertos de una y otra; no serán molestados en ellos, y se franquearán reciprocamente la proteccion mas completa.

XII. El Peshwa y los Gefes del Estado Marata convienen por el presente tratado en que los Ingleses gozarán del privilegio de comercio como antes de ahora en los territorios de los Maratas, y no serán interrumpidos en ellos de manera alguna: y la honrada Compañia de las Indias Orientales viene por su parte en conceder de la misma manera á los vasallos del Peshwa los privilegios de comercio sin interrupcion en los dominios Ingleses.

XIII. El Peshwa promete por el presente tratado no sufrir que se establezcan ningunas factomas en sus territorios de otras Naciones Europeas. ó en los de los Gefes que dependen de él, exceptuando solo aquellas que están ya establecidas por los Portugueses; que no tendrá ningun comercio de amistad con alguna otra Nacion Europea. Los Ingleses por su parte prometen no dar asistencia á ninguna Nacion del Decan ó del Indostan, que tuvieren enemistad con el Peshwa.

- XIV. Los Ingleses y el Peshwa convienen mutuamente que ninguno de ellos dará especie alguna de auxílio á los enemigos de la otra.
- XV. Los honrados Gobernador general, y Consejo del fuerte William, prometen no permitir que alguno de los Gefes, dependientes, ó vasallos de los Ingleses, los Señores habitantes de Bombay, Surate ó Madrás, se conduzcan en ninguna parte de un modo contrario á los términos de este tratado; del mismo modo el Peshwa Madhoo Row Pundit Purdhan promete impedir que los Gefes, ó vasallos del Estado Marata obren de un modo contrario á dichos términos.
- XVI. La honrada Compañia de las Indias Orientales, y el Peshwa Madhoo Row Pundit Purdhan, viviendo en la mas entera confianza con Maha Rajah Subadar, Madhoo Row Scindia Behader, han requerido de una y otra parte al dicho Maha Rajah para que sea mutuo garante de la adherencia perpetua é invariable de las dos partes á las condiciones de este tratado: en conseqüencia el dicho Madhoo Row Scindia, mirando al bien estar de los Estados, se ha encargado de la garantía mútua: de suerte que en el caso de que

una de las partes quebrantare las condiciones del tratado, el dicho Maha Rajah se pondrá de la banda de la otra, y se esforzará en quanto pueda por reducir al agresor á la fiel execucion del tratado.

XVII. Se ha convenido por el presente, que todos los territorios, fuertes, ó ciudades de Guzzerate cedidos á los Ingleses por Ragonaut Rowanteriormente al tratado del Coronel Upton, de que los Ingleses han tomado posesion, y cuya restitucion ha sido estipulada en el Artículo VII. del dicho tratado, serán restituidos en conformidad de los términos de dicho tratado.

Este tratado compuesto de XVII. Artículos, está concluido en Salbey en el campo de Maha Rajah Subadar Mahomed Row Scindia el 4 del mes de Jemmadul Saany en el año de 1187 de la Hegira, el qual corresponde con el 17 de Mayo de 1782 de la Era Christiana; por el dicho Maha Rajah, y Mr. David Anderson.

Se remitirá una copia del dicho tratado por cada una de las personas abaxo mencionadas, á sus Gefes respectivos, al fuerte William, y á Poonah, y luego que al retorno de las copias la una baxo del sello de la honrada Compañia de las Indias Orientales, y de la firma de los dignos Gobernador general y Consejo del fuerte William, se entregará á Maha Rajah Madhoo Row Scindia Behader, y la otra baxo del sello del Peshwa Mad-

9

Madhoo Row Pundit Purdhan, y de la firma de Bellajaee Pundit Nana Furnavese, se entregará á Mr. Anderson; este tratado será mirado como completo y ratificado, y los Artículos en él contenidos tendrán fuerza de obligar á las dos partes contratantes.

Escrito en caracteres Maratas por Ragoo Rhow Dewan compuesto de XVII. Artículos en todo; el 4 de Jemmadul Akher ó el 5 de Zeyt Adrekh en el Shukul Patthah el año de 1782; firmado en caracteres Maratas el mitmo día por Mahajee Scindia.

Consentido lo que está escrito aqui debaxo.

(Signado)

D. Anderson.

Testigos. Traducion exacta.

Jas Anderson. J. Ahderson, adjunto. Wm Blain. á la Embaxada.

Firmado de mano de Nana Furnavese, hecho por mí Ballajaec Inardine el 15 de Mohnrum en el año de 1183 (20 de Diciembre 1782) baxo del pequeño Sello del Peshwa, ratificado tambien por Scindia el 21 de Rabbie ul Ouwal, la parte de frente signada por Mr. Anderson 24 de Febrero de 1783.

COM-

TOM. II.

# (\*) COMPENDIO

DE LOS DIVERSOS ARTICUL

del tratado de paz, concluido entre los

Ingleses y el Nabad Tippoo Sultan

Bahader.

## ARTICULO

I

establecerán inmediatamente la paz, y un comercio amistoso entre el Sultan Tippoo y los Ingleses, é igualmente entre sus respectivos aliados: ninguna de las dos partes contratantes socorrerá en adelante á los enemigos de la otra.

II. Luego que se firme el tratado se obliga Tippoo á evacuar el Carnate, y poner en libertad dentro de 30 dias los prisioneros Ingleses é Indios que están en su poder: los Ingleses igualmente soltarán los tomados á dicho Príncipe.

III

(\*) Pieza correspondiente à la pag. 206.

III. Inmediatamente despues de la conclusion del tratado se restituirán á Tippoo todas las plazas que se le han tomado.

IV. Verificada la restitucion de los prisioneros, evacuarán los Ingleses el fuerte y distrito de \_
Cananora; y Tippoo por su parte les entregará los
de Amburgin y Satgur.

V. No formará Tippoo en adelante pretension

alguna al Carnate.

VI. Todos los naturales del Carnate hechos prisioneros por Tippoo Saib, durante la guerra, podrán volver á su país; practicandose igualmente otro tanto con los vasallos de Tippoo.

VII. Siendo este un dia de reconciliacion general, consiente el referido Nabad Tippoo Sultan Bahader en perdonar á los Rajaes y Zemindares sus vecinos ó tributarios, que han favorecido á los Ingleses durante la guerra, con el fin de acreditar á esta Nacion la amistad y aprecio que la profesa.

VIII. El Sultan Tippoo confirma todos los privilegios mercantiles concedidos antes de ahora

á los Ingleses.

IX. Dicho Tippoo restituirá á los Ingleses la factoría de Calicut, y los distritos inmediatos á Tellichery.

X. Este tratado se firmará y sellará por los Comisarios, remitiendose despues al fuerte de San Jorge para ser confirmado, signado, y restituido den-

dentro de un mes, ó antes si suese posible. Despues se ratificará por el Gobierno general, y el
Consejo de Bengala, y será devuelto en el espacio de dos meses, ó antes si suese dable. = Firmado el 11. de Marzo de 1784 = Tippoo Sultan
Bahader = Anthon y Sadleir = Jorge Leonardo
Stanton = John Huddlesstone.

# (\*) RELACION

DE LOS DIRECTORES

de la Compañía de la India, hecha en

sonsequencia de la orden que les ha sido

dada por la Cámara de los Comunes

son fecha de 23 de Enero.

de 1784.

En la casa de la Compañia de la India á 14 de Febrero de 1784.

mara de les Comunes fecha de 23 de Enero proximo pasado, la qual manda: Que los Directores de la Compañia de la India la presenten sus pareceres, y asimismo las cuentas y valuaciones de lo que posee, y los fundamentos en que apoyare sus pareceres en quanto al modo, extension, y formalidad con que el Parlamento se ha de interponer en los asuntos de la Compañia, á fin de hacer mas eficaz esta interposicion, asi por lo tocante

<sup>(\*)</sup> Pieza correspondiente á la pag. 184.

á la suspension de los derechos que ésta debe pagar á las rentas públicas, hasta que la situacion de
sus negocios pueda permitirselo, como tambien respecto á permitir la aceptacion de las letras de cambio que todavia no han sido aceptadas, de suerte
que puedan volverse pagaderas en las diferentes
épocas en que parecerá que dicha Compañia se hallare en estado de extinguirlas segun el curso ordinario de sus negocios. La Junta de los Directores
de la referida Compañia de las Indias sujeta humildemente sus pareceres al Parlamento, y asimismo
las cuentas y valuaciones en que los funda.

I. Es parecer de la Direccion, que los derechos atrasados que se deben al Gobierno en el dia, que forman la cantidad de 924. 862 libras esterlinas, (cuyo pago se ha declarado por un acto de la actual sesion del Parlamento poder dilatarse hasta el mes de Mayo próxîmo venidero) podrán ser enteramente pagados en todo el año de 1784: que los que devengarán en el año que cumple en primero de Marzo de 1785 podrán ser satisfechos, la mitad un año despues del tiempo de sus respectivos vencimientos, y la otra mitad el año siguiente: finalmente, que por los que quedarán adeudados despues del primero de Marzo de 1786, no será menester mas suspension que para los derechos del medio año, para cuyo pago se podria pedir dilacion para desde el fin de 1788 hasta mediado el 1789. II.

II. Por lo perteneciente á la aceptacion de las letras de cambio es parecer de la Direccion, que si se permite á la Compañia el aceptar las de Bengala, que aun quedan sin aceptacion, y cuyo importe, comprehendidos los tres años de interés, sube á 1. 395. 153 libras esterlinas, baxo la condicion de que serán pagaderas tres años despues de su regular adeudo, con la facultad de pagarlas antes, si la Compañía se halla en estado de hacerlo; ella podrá, segun el curso ordinario de sus negocios, pagarlas al cabo de estos tres años, asi como todas las demas letras de cambio que pudieren consecutivamente librarse contra ella, podrá pagarlas en las respectivas épocas de su vencimiento.

Estos pareceres se fundan en la valuacion de las entradas y pagos, que están sujetos á variaciones segun los accidentes; y como muchos de estos hechos no pueden, segun la naturaleza de las cosas, estar fundados sino en suposiciones; es preciso, para demostrar hasta que punto se pueden asegurar las conseqüencias por una esperanza racional y moderada, establecer el fundamento del parecer expuesto sobre estas suposiciones.

I. Se supone que las letras de cambio y certificaciones de las cantidades considerables adelantadas por Agentes que las repetirán despues contra la Compañía, deben ser reconocidas, aceptadas, y pagadas: el Apéndice n. I. contiene la suma de ellas, y da las razones por las quales estas letras de cambio serán probablemente libradas: el Apéndice n. II. presenta la suma de las letras de cambio ya libradas, comprehendidas aquellas de las quales se propone la aceptación con la condición de pagarlas tres años mas tarde, y señala el tiempo en que, en este caso, será debido su pago.

II. Se supone que las mercadorias que en el dia se hallan en Inglaterra, y las que están cargadas en las embarcaciones que vuelven de la India, serán mas que suficientes para abastecer las ventas hasta el primero de Marzo de 1789. El Apéndice n. III. demuestra sobre que se funda esta suposicion, y que por este medio se recibirá un socorro que excederá á las ventas en 2. 280: 000 libras esterlinas ademas de los retornos que serán debidos por los géneros extraidos y cargados, como pagados segun este cómputo cuyos retornos producirán en su venta 2. 5 100000 libras esterlinas. Si las plazas de comercio de Europa tomasen una cantidad mucho mayor de géneros que la supuesta aqui, es muy creible que el producto limpio de la India pondria est poso tiempo la Compania en estado de satisfacer á todas las, demandas, sin recurrir à mas letras de cambio libradas contra Inglaterra, que aquellas de que, se ha hablado. En esta valuacion no se descubre otro riesgo, tocante à la venta, sino es los de la navegacion, que se gun el curso ordinario son bien cortos en tiempo de paz.

III. Se supone que la Compañia se halle en estado de vender anualmente géneros por la cantidad de 3. 3000. 000 libras esterlinas, sobre las quales haya de satisfacer al Estado 820. 000 libras esterlinas de derechos, sin contar aquellos que los compradores están precisados á pagar, y que no entran en esta valuacion. Los negocios de la Compañía han quedado tan descompuestos por la interrupcion de su navegacion en tiempo de guerra, que sus ventas hechas en este tiempo no pueden servir de regla para formar un juicio.

En los diez años que inmediatamente han precedido la guerra, esto es, desde Marzo de 1768 hasta el mismo mes de 1778 inclusive, las ventas de la Compañia han subido un año con otro á 3. 233. 133 libras esterlinas, como se prueba por el Apéndice n. IX. Este es el fundamento por el qual se ha considerado que la cantidad de 3. 300.000 libras esterlinas sea la suma probable de las ventas venideras. Los Directores asi lo piensan con una confianza tanto mayor, quanto están convencidos de que la calidad de los géneros introducidos desde algunos años es mucho mejor, y porque los reglamentos puestos en planta sobre el asunto, dexan creer que ella se perfeccionará siempre mas hasta el punto de aumentar la preferencia que ya se está dando á los géneros de la Compañia sobre

los de todas las demas Naciones. Los Directores fundan, ademas de esto, su confianza en las sabias disposiciones del Parlamento, que no dexará, sin duda, de emplear medios eficaces para impedir el contravando: si éste pudiese impedirse tan solamente en el renglon del Thé, es probable que la Compañia vendiese doble cantidad de él, lo que la pondria muy en breve en estado de no necesitar los socorros pecuniarios que necesita en el dia. Sobre este Artículo de valuacion los Directores no corren riesgo alguno de quedar engañados en su esperanza; antes bien, al contrario pueden lisonjearse que la cantidad de las ventas excederá en mucho á la suma considerada en la presente suposicion.

IV. Se supone que las comisiones y ganancias que tiene la Compañia por los generos enviados por los Capitanes, para ser despachados en sus ventas públicas, llegarán á 40.000 libras esterlinas al año; y esto depende de la cantidad de mercaderias pertenecientes á particulares, que pasan por las manos de la Compañia. Esta suma está fundada sobre la posible mejor valuacion por el cotejo con los años antecedentes, y no puede casi variar.

V. Se supone que en el discurso del año 1784 la Compañia podria hallarse en el caso de vender los billetes que ha recibido en pago en sus ultimas ventas, y de tener en circulacion mas ade-

lante la suma de 2.000.000 de libras esterlinas, otorgadas por un Acto del Parlamento, del qual hacen parte los referidos billetes pagados en esta forma. Esto penderá del reembolso de la deuda no fundada del Estado, que ahora perjudica á qualquier otra circulacion. Muchos años antes del 1777 la Compañia hacia circular en billetes sin la menor dificultad la suma de 3.000.000 anualmente: parece, pues, puesto en razon el creer, que, asi que se sustraiga de la circulacion la deuda no fundada, y entre en aquella su importe, la Compañia no se verá ya precisada á pedir dilacion para el pago de los derechos de la Renta, con tal que se le permita dar billetes para este efecto.

VI. Se supone que el empréstito de 300.000 libras esterlinas hecho al Banco, baxo la fianza de los billetes de la Tesoreria Real, que quedarán vencidos en 1789, podria ser continuado de este modo; ó bien creando billetes de la Compañía hasta el 1789, si fuese necesario.

VII. Se supone que el Estado no pedirá las 100. 000 libras esterlinas, que aun no se han pagado de las 400. 000 que la Compañia consintió satisfacerle quando la renovó su Privilegio ultimamente: estando los Directores en una firme confianza que el Parlamento por un principio de justicia se servirá considerar aquella cantidad como una compensacion de la que se debe desde tanto tiempo á la Compañia por la expedicion de Ma-

nila, y gastos de hospitales; cantidad que sube á 161. 324 libras esterlinas, y que sue reconocida por legítima en una Junta de comision de la Cámara de los Comunes en 1783, como se prueba con el Apéndice n. V. Ademas de esto descansan en el cuidado de los Ministros de S. M. con que les procurarán el pago de 260. 687 libras esterlinas que debe la Francia á la Compañia desde la penultima guerra por el mantenimiento de los prisioneros franceses; cantidad cuya satisfaccion no puede lograr sino con la asistencia y mediacion del Gobierno.

VIII. Se supone la llegada de todas las embarcaciones dentro del término de la valuacion, habiendose calculado los fletes baxo este supuesto en el Apéndice n. VI. Si alguna de estas embarcaciones se perdiese, el flete, que no se paga sino es en caso de su arribo, despues de concluido el término, se fixaria en el cálculo por el menoscabo que ella padeceria en la cantidad de los géneros que deben existir en sus almacenes, y formar el residuo de su haber.

IX. Se supone que se debe emplear anualmente en Inglaterra la cantidad de 370. 000 libras esterlinas por las mercaderias y municiones navales que se han de extraer para la India. Este supuesto se funda en la experiencia de lo pasado, comparado con la perspectiva actual del interés que la Compañia tiene en hacer sus extracciones, las qua-

les,

les, sin embargo, pueden variar segun los acontecimientos. Los Directores en esto son dueños de obrar segun las circunstancias, y si se efectúan mayores extracciones, el valor de los retornos se aumentará en proporcion, aunque pudiese suceder que estos no sean vendidos en el tiempo de la presente administracion.

X. Se supone que los gastos sentados en el renglon: Carga de los géneros, que contienen, ademas de todo el gasto de establecimiento de la Compañia, y su administracion en Inglaterra, el enganchamiento y vestuario de la Tropa, y todas las demas cargas extraordinarias que no están comprehendidas en el renglon particular de los gastos; pueden llegar á 180 000 libras esterlinas; fundase esto en los gastos de los ultimos cinco años de paz, es á saber: desde 1774 hasta 1778 inclusive.

En fin, se supone que el dividendo de la Compañia: quedará continuado á ocho por ciento. Los Directores esperan de la sabiduria y justificacion del Parlamento, que su antiguo dividendo no será rebaxado por causa de los contratiempos pasageros originados de la guerra, por ser evidente que la Compañia, ademas de estar solvente, posee unas riquezas inmensas, aunque las expensas de la guerra hayan cargado sobre ella por un modo particular, á causa de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de los países que ella misma habia conquistanos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de los países que ella misma habia conquistanos de los países que ella misma habia conquistanos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de los países que ella misma habia conquistanos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de los países que ella misma habia conquistanos de los países que ella misma habia conquistanos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de los países que ella misma habia conquistanos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion hecha por el Gobierno de algunos de la cesion de la

do, en calidad de compensacion de aquellos que lo habian sido por los enemigos en otras partes del mundo.

Hacer distribuir el dividendo segun la cantidad de especies que realmente están en manos de la Compañia, sin contar con el estado general de sus posesiones y negocios, sería entregarse totalmente á los vaivenes del agiotage, y privar á muchos de sus proprietarios de una subsistencia bastante legítima, y que tienen merecida por los adelantamientos que han hecho de capitales considerables para fundar un establecimiento, del qual saca la Nacion unas ventajas tan crecidas. Por lo tanto están los Directores persuadidos á que este Artículo de su cómputo prudencial será mirado como libre de toda excepcion.

Habiendo los Directores sentado de esta suerte la base de su esperanza por cada uno de los diferentes renglones de cobranza ó pago, que pueden variar segun las circunstancias; piden licencia de establecer el resultado de ellos en una valuacion de los pagos y cobranzas probables para los periodos venideros, que han de acabar en primero de Marzo de 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, y 1790, en la forma siguiente.

### Para el periodo entre el 21 de Enero, y el 1 de Marzo de 1784.

### LA COMPAÑIA HA DE

#### RECIBIR.

Habia de percibir en billetes, ó	!
tenia realmente en su poder asi en di-	•
nero, como en obligaciones recibi-	1
das por dinero, comprehendido el	` '
fondo separado en 21 de Enero:	Libs. ests.
En dinero en 21 de Enero de 1784.	416. 750
En billetes	239. 847
En obligaciones	510. 025
•	1. 166 622
Ha de recibir por géneros vendi-	
dos por	545.674
Por géneros que ha de vender an-	:
tes del 1. de Marzo	30.000
Ha de recibir del Despacho de la	
Artillería por salitre vendido, y en-	•
tregado	80.009
	1.822.305
HA DE PAGAR	
. Por letras de cambio y certificacio-	
nes, segun el Apéndice n. II	117.350
Por el flete y detenciones segun el	
Apéndice n. VI	112.621
Por los embarcos	53-570
II	

24	PIBZAS	
Por la compr	a de embarcacione	es. 21.492
Por las patent	es pasadas á la Ju	
ta, y que no esta	án todavia pagadas.	23.400
Por obligacio	nes sacadas por lot	re-
ria, que no está:	n pagadas, y pue	de
que se pidan	• • • • • • • • •	. TI. 592
Por el comerci	io particular	· 17. 209
Por comisione	s de cargamentos e	X-
traordinarios 🗸 .	• • • • • • • • •	. 23.000
Por las cargas	sobre los géneros.	. 13.000
Por el interés	sobre las anuidade	es. 2.905
Por el interés s	sobre las obligacione	es. 6.091
Por el dividen	ido sobre las Acci	0-
nes		. 102. 749
	<b></b>	505.970
	dinero, billetes,	
	primero de Marzo d	
	d periodo siguient	
será de	• • • • • • • • (	*), 1. 316. 035
	Secretary of the second	1.822.305
-		

### NO-

alguna de las partidas que la rectas.

(\*) Los documentos que preceden; se publica por han servido para presentar ahora en este estado, para esta Relacion, l'evan la can- que no se mutile el cálculo, tidad de 1. 316. 035 errada; reservando el remedio de ésy no habiendose podido ave- ta y otras equivocaciones pariguar si la equivocacion es- ra el tiempo en que se lota realmente en ella, ó en gren documentos mas cot-

#### NOTA.

Se puede esperar que la balanza en dinero será en todos tiempos de 50. 000 libras de mas en favor de la Compañia, que no va puesta en estarelacion, porque se supone en ella que todas las cantidades se paguen, y porque raras veces se debe, sin que sea pedida, una suma tan pequeña como 50. 000 libras. La razon porque la balanza en este periodo es mayor que la que se presentó anteriormente en una cuenta impresa, proviene de haberse supuesto en esta cuenta que se habian de pagar los fletes de las embarcaciones que aun no habian llegado, y de aquellas de que se habla en el periodo próxîmo siguiente, y de haberse vendido los géneros á precio mas alto del que se habia figurado.

Para el periodo entre el 1 de Marzo de 1784, y el 1 de Marzo de 1785.

HABER DE LA COMPANIA.

Balanza de arriba . . . . . . 1. 316. 035

TOM. 11. d Se

#### PIRTAS

	Se ha de recibir por los géneros	
	vendidos en la venta pública que aca-	
	ba en 29 de Febrero de 1784, ade-	•
	mas de las cantidades arriba mencio-	
·	nadas	188. 444
•	Importe de las ventas de un año	
	entre el 1 de Marzo de 1784, y el 1	;
	de Marzo de 1785	3.300.000
	Ganancia de la Compañia sobre el	
	comercio particular en este periodo	
	-	4. 844. 479
	PAGOS.	
	Por las letras de cambio y certifi-	
•	caciones ya libradas, y cuyo plazo	
	habrá vencido en este periodo, se-	-
	gun el Apéndice n. II	810. 180
	Por letras de cambio que se han de	
	librar, segun el Apéndice n. I	1
	Por fletes y detencion, segun el	
	Apéndice n. VI	1. 164. 906
	Por géneros y municiones navales	
	que se han de extraer	370.000
	Por los derechos cuyo pago se di-	
	fiere	924. 169
	Por las cargas sobre los géneros du-	
	rante un año, cantidad en que se in-	
•	cluye el pago sobre la cuenta del fon-	
	do militar	180.000
	Por la diferencia del interés que	
	de	
		•
-	•	· -
		•
		_
	•	

ANEXAS.	A	N	K	X	A	5.	
---------	---	---	---	---	---	----	--

27

' YHRYŸ?	27
debe ser pagado ó recibido sobre las	•
anuidades, y las obligaciones por un	,
año	64 000
Por el interés debido al Banco so-	, 64. 000
	•
bre el empréstito de 300. 000 libras	
esterlinas	15.000
Por la dividenda de un año á 8	•
por 2	256.000
,	4. 116. 948
Balanza en favor á 1 de Marzo de	
1785, pasada al periodo siguiente	727. 521
	4.844.479
• • •	4. 044. 4/9
Don't of words do seeing of a do Man	
Para el periodo entre el 1 de Marz y el 1 de Marzo de 178	
y el 1 de Marzo de 178	6.
y el 1 de Marzo de 178  HABER.  Balanza en favor como arriba	6.· 727.53E
y el· 1. de Marzo de 178  HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año	6.· 727.53E
y el· 1. de Marzo de 178  HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año  Ganancia sobre el comercio parti-	727.53E 3.300.000
y el· 1. de Marzo de 178  HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año	6.· 727.531 3.300.000
y el·1. de Marzo de 178  HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año  Ganancia sobre el comercio particular	727.53E 3.300.000
HABER.  Balanza en favor como arriba.  Importe de las ventas de un año.  Ganancia sobre el comercio particular.  Balanza contra la Compañia su-	6.· 727.531 3.300.000
HABER.  Balanza en favor como arriba.  Importe de las ventas de un año.  Ganancia sobre el comercio particular.  Balanza contra la Compañía suponiendo que sea preciso pagar de	6.· 727.531 3.300.000
HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año  Ganancia sobre el comercio particular  Balanza contra la Compañia suponiendo que sea preciso pagar de contado el total de los fletes: pero	6.· 727.531 3.300.000
HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año  Ganancia sobre el comercio particular	6.· 727.531 3.300.000
HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año  Ganancia sobre el comercio particular  Balanza contra la Compañia suponiendo que sea preciso pagar de contado el total de los fletes: pero como la Compañia ha diferido siempre el pago de fletes por algun mes,	6.· 727.53 E 3. 300.000
HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año  Ganancia sobre el comercio particular	6.· 727.531 3.300.000
HABER.  Balanza en favor como arriba  Importe de las ventas de un año  Ganancia sobre el comercio particular  Balanza contra la Compañia suponiendo que sea preciso pagar de contado el total de los fletes: pero como la Compañia ha diferido siempre el pago de fletes por algun mes,	727.53E 3.300.000 40.000 4.067.53E

figuracion del pago de los fletes en-	
teros no es de consequencia alguna.	18. 775
	4. 086. 306
PAGOS.	
Letras de cambio, y certificacio-	
nes ya libradas, segun el Apéndice	• •
n. II	248. 661
Por letras de cambio y certifica-	•
ciones que se han de librar, segun	
el Apéndice n. I	• • • • • •
Don Access 1: Comment 1	944. 000
Por sletes y diferentes detenciones,	
segun el Apéndice n. VI	1. 188. 645
Por los derechos de un año que	- 7
habrán vencido en el que acabará en	
I de Marzo de 1785	0
Por géneros ve municiones	820.000
Por géneros y municiones nava-	
les para extraer	370 <b>. 0</b> 00
Por las cargas de un año sobre	
los géneros como mas arriba	180.000
Por la diferencia del interés	_
Interés en el Banco	64. 000
Interés en el Banco.	15.000
Dividendo	256.000
· ·	2 866 006
	3.855.906
,	

### Para el periodo entre el 1 de Marzo de 1786, y el 1 de Marzo de 1787.

#### HABER.

11 4x 10 11 14x	,
Importe de las ventas de un año	3.300.000
Ganancias sobre el comercio par-	•
ticular	40.000
	3.340.000
PAGOS.	
Balanza como arriba.	18. 775
Letras de cambio y certificacio-	
•	•
nes ya libradas, segun el Apéndice	•
n. II	213. 265
Quedan por librar, segun el Apén-	
dice n. I	252.000
Fletes y detencion, segun el Apén-	,
dice n. VI	475. 804
Medio año de derechos caidos en	47).004
fin de 1786	410.000
Un año de los mismos caidos en	
este año	820.000
Municiones y géneros que se han	
de enviar á la India	370.000
Un año del renglon denominado	370.000
. •	•
cargas de los géneros	180.000
Idem por intereses debidos al Ban-	,
EQ:	151.000
Idem por las dividendas que se	•
han	•
******	

30 PIEZAS	
han de satisfacer	256.000
*	3. 155.844
Balanza en favor hasta I de Mar-	
zo de 1787, que se pasa al siguiente	
periodo	265.156
	3- 340.000
Para el periodo entre el 1 de Mar	20° de 1787.
y el 1 de Marzo de 178	• •
J. 00 2 00 2 200 270	•
HABER.	
Balanza que se ha pasado de arriba.	265. 156
Importe de un año de ventas	•
Ganancias sobre el comercio par-	
ticular , . ,	40.000
	3.645.156
PAGOS.	
Letras de cambio y certificaciones	
libradas, segun el Apéndice n II	543- 789
Para librar, segun el Apendice n. I.	220.000
Fletes y detencion, segun el Apén-	
dice n. VI	492. 478
Mitad de los derechos caidos en	17 17
el año que acaba en 1 de Marzo	
de 1786	410.000
Derechos de un año caidos en éste.	820.000
Géneros y municiones navales pa-	
ra la extraccion	370.000
Cargas de un año sobre los géneros.	180.000
Di-	

.

· •	
: 'A N' B X A S.	<b>'31</b>
Diferencia del interés	63.000
Interés debido al Banco	15.000
Dividenda	256.000
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	3. 371. 267
Balanza en favor en 1 de Marzo de	3.3/1.20/
•	222 992
1788 pasada al periodo siguiente	<b>1</b>
	3.605.156
Para el periodo entre el 1 de Mar.	
y el 1 de Marzo de 1789	).
· HABER.	
Balanza como arriba	233.889
Importe de un año de ventas	3.300.000
Gánancias sobre el comercio par-	
ticular	40.000
	3.573.889
PAGOS.	5 115
Letras y certificaciones libradas se-	
gun el Apéndice n. II	867 266
Para librar segun el Apéndice n. I.	851.366 828.057
Fletes y detenciones segun el Apén-	020.09/
	474 000
dice n. VI	514.082
Mitad de los derechos caidos este	•
ano:	410.000
Géneros y municiones para la ex-	
traccion	370.000
Cargas de un año sobre los géneros.	180.000
Diferencia del interés.	64. 000

In-

32 PIEZAS	
Interés debido al Banco	15.000
Dividendo	216.000
	. 488. 505
Balanza en favor en 1 de Marzo de	
1789 pasada al siguiente periodo	85.384
	3. 573. 889
Para el periodo entre el 1 de Marz y el 1 de Marzo de 1790.	zo de 1789,
HABER.	
Balanza de arriba	85.384
Importe de un año de venta	, , ,
Ganancia sobre el comercio parti-	
cular	40.000
	3. 425. 384
PAGOS.	3-4-1-3-4
Letras de cambio y certificaciones	
para librar segun el Apéndice n. I.	, 295,006
Fletes y detencion segun el Apén-	
dice n. VI.	514.082
Derechos caidos este año	820.000
Resto de los caidos el año antece-	
dente	410.000
Por lo que se ha de pagar al Banco.	300.000
Géneros y municiones para ex-	`
traer	370.000
Cargas de un año sobre los gé-	<b>~</b> 1
_	. 180.000
neros. Di-	_, _, _,

ANEXAS.	33
Diferencia del interés	64.000
Interés debido al Banco	15.000
Dividendo	256.000
•	3. 224. 082
Balanza en favor en i de Marzo	. •
de 1790	201. 302
Libs. ests.	3.425.384
•	

Los Directores despues de haber sentado en esta forma los fundamentos de los pareceres que acaban de dar, piden que se les permita presentar un bosquexo de la deuda fundada sobre obligaciones de la Compañia de la India, y de los efectos que se pueden aplicar á su liquidacion, segun el Apéndice n. X., y de reflexionar que lo que aqui está expuesto no puede padecer objecion alguna, atendido que la Compañia no tiene obligacion de satisfacer esta deuda en un tiempo limitado, y que es muy indiferente que esta quede enteramente liquidada con el primer producto limpio de las rentas, ó que permanezca algunos años mas sobre el pie en que se halla, aplicando una parte de estas rentas á unos fines que interesan mas especialmente el bien general.

Es probable que habrán liquidado la deuda en la India antes del tiempo para el qual ha sido continuada la valuacion presente, y que podrán despues aplicarse á cargamentos diferentes de los que van sentados en esta relacion, ó á otros objetos rom. 11.

\*\*\*

segun puedan exigirlo el bien de este país, y el aumento del comercio con la India.

Los Directores animados del mas vivo deseo de no inducir al Público en error en esta importante crisis, y de no hacerle formar una idéa favorable de los negocios de la .Compañia que no quedase afianzada por su constitucion ó estado actual, han seguido en esta relacion las reglas de la mayor moderacion. Pero quando consideran que en 1774 la deuda en la India era de mas de un millon y medio de libras esterlinas, y que necesitó entonces un socorro de un millon y quatrocientas mil libras que el Parlamento la concedió, y que en fin de 1776 habian satisfecho asi esta deuda. como la suma de 1. 400. 000 libras esterlinas que se le habia prestado: quando consideran, ademas de esto, que no han llevado en cuenta los crecidos recursos del producto neto de las rentas de Bengalı; creen poder fundadamente esperar que á tenor de los diferentes Artículos de probabilidad establecidos en la relacion, habrá una tal diminucion de letras de cambio que en ella se supone serán libradas, y un tal aumento en los cargamentos y ventas, que la Compañia podria pagar por entero las sumas sin recurrir á la dilacion que aqui se supone; sobre todo en el caso de que se emprendiesen medios eficaces para atajar el contravando. Los Directores están enteramente convencidos que, qualesquiera que fuesen los recur-

sos sacados de las rentas de la India desde 1773, inclusive, hasta 1778, estos recursos serán mas considerables de dia en dia por la correccion paulatina de los abusos, á los quales han procurado remediar los esfuerzos de esta Junta ; vi del Gobierno supremo de Bengala, á pesar de los obs+ táculos de la guerra.

Firmado de orden de dicha Junta.

Tomás Morton Secretario.

#### APENDICE N. I.

AMPORTE de las letras de cambio y certificaciones que probablemente serán enviadas para su pago á la Compañia, y que van consideradas como pagaderas en la valuacion de los introitos y pagos.

#### DE SANTA BLENA.

Podrán ser libradas, en cada año que cumple en 1 de Marzo, letras de cambio pagaderas á 90 dias vista por el tenor siguiente: 1785. 26. 000, 1786. 20. 000, 1787. 20. 000, 1788. 20.000,1789.20.000,1790.20.000. Libs. ests.

126.000

Total de esta partida.

#### DE BENCOOLEN.

Se han dado libranzas, durante la guerra, desde 16. 000 hasta 30. 000 libras esterlinas al año: pero se proyecta suministrar en lo venidero estos suplementos por la via de Madrás ó de Bengala, teniendo la Junta de Directores la intencion de enviar órdenes para este fin. Sin embargo, como se cree que podria haberse librado por 20.000 libras esterlinas en la temporada de 1783 á 84, se ha establecido esta cantidad como probablemente pagadera en el año que fenecerá en 1 de Marzo de 1786.....

20.000

#### DE CHINA.

Es menester que se libren letras de cambio por la parte del 1 de Agosto de los cargamentos de la Compañia, cuyas provisiones no hubiesen sido hechas. Las letras de China son pagaderas á 365 dias vista. Se espera que por haberse tenido noticia de la paz en Bengala por el mes de Junio de 1783, se habrá hecho una remesa considerable de este país en el Otóño próximo pasado para la compra de

los cargamentos que debian hacerse en China en la temporada de 1783 484. Con todo, como esto está todavia incierto, se supone aqui que no se habrá hecho tal remesa, pero que del modo con que se ha sentado en el Apéndice n. III. habrá letras de cambio libradas como se sigue, á saber:

Las que se han de librar en la temporada actual, que será en el año que acaba en 1 de Marzo de 1786, segun el Apéndice n. III. 500. 000, 1 de Marzo de 1787. 128. 000, 1 de Marzo de 1788. 110. 000, 1 de Marzo de 1789. 110. 000, 1 de Marzo de 1790. 175. 000.

7 Total de esta partida.... 1.015.000

En este renglon de las letras de cambio de la China los Directores piden que se les permita reparar una equivocacion en el cómputo de los introitos y pagos anexos al estado general de sus negocios, impreso de orden de la Junta general, equivocacion que establece que en la temporada de 1783 á 84, debe ser librada en letras de cambio de la China la cantidad de 680. 000 libras esterlinas,

incluyendo esta suma las demas letras de cambio de la India.

Se ha dicho en el Artículo de las letras de la India, que se podrian dar algunas de ellas en consequencia de las órdenes ya enviadas por los Directores para servicios en Madrás, para el establecimiento del Lord Clive mientras será pagable por la Compañía, para una parte de ciertos sueldos, para los efectos de las personas que han fallecido, &c. &c. como se sigue:

Pagaderas en el año que acabará en 1 de Marzo de 1785. 126. 000, 1 de Marzo de 1786. 42. 000, 1 de Marzo de 1787. 20. 000.

Total de esta partida. . . .

188.000

En virtud de una carta escrita en Bengala en Septiembre próximo pasado, sería posible, aunque poco probable, que se librase ulteriormente de Bengala por la cantidad de 180. 000 libras esterlinas. Con todo, se supone aqui que librarán por esta cantidad, y tal vez quedará vencido su plazo en el año que acaba en 1 de Marzo de 1786.

180.000

Los Directores tienen la mayor

con-

confianza que los recursos de la India bastarán en adelante para cubrir todas las necesidades de los diferentes establecimientos de la Compañia sin librar mas letras de cambio, lo que se prohibirá con órdenes positivas, y repetidas.

Certificaciones à favor de los Comandantes y Oficiales de las embarcaciones de la Compañia.

Para cada embarcacion enviada hasta ahora se concede el permiso de pagar 8000 libras esterlinas á la Tesorería de la Compañía en sus establecimientos de la India ó la China: para las embarcaciones que saldrán en adelante se les permitirá pagar 5000; para cuyas cantidades se les darán certificaciones pagaderas en Inglaterra, la mitad en tres meses, y la otra mitad en un año despues de la presentacion. De estas certificaciones puede haber vencidas las que se siguen:

El año que senece en	Libs, ests.
1 de Marzo de 1785.	180.000
1 de Marzo de 1786	_
1 de Marzo de 1787.	·
1 de Marzo de 1788,	90.000

	T	otal de esta	partida.	•	•	• 3	•	••'		744.000
I	de	Marzo de	1790	•	•	•	•		_	1:00.000
I	de	Marzo de	1789	•	•	•	•	•		100.000

Antes que llegasen á la India las noticias de la paz, por los 15 de Abril de 1783 se abrió una subscripcion en Bengala por 50 laques de Rupies á fin de que se empleasen en la compra de los cargamentos para la temporada del 1783 á 84, y pagaderos en letras de cambio sobre la Inglaterra, que se librarian á primeros del 1784. á 365 dias vista, con libertad de aceptarlas para uno, dos, 6 tres años de mas plazo, baxo el interés correspondiente al tiempo que se aumentaba. Es factible que habiendo llegado á Bengala las noticias de la paz antes de Junio, este empréstito haya sido reembolsado en todo ó en parte, atendiendo á las órdenes estrechas de los Directores, que habian mandado no se librase letra alguna si se podia escusar. Pero en el supuesto de que el total haya sido librado y aceptado con la eleccion del plazo. mas largo, estas letras de cambio debidas en el año que acaba en 1 de Marzo de 1789 subieron & 5.000.000

de Rupies, las quales en lugar del
arancel ordinario del cambio de Lon-
dres, que es de dos sueldos y 3 di-
neros esterlines, serán pagadas en vir-
tud de un convenio expreso à razon
de dos sueldos y un dinero (*) " 520.050
Por 3 años de litteres î 5 por
Total
Suma total de las letras de cam-
bio que se han de librar, y certifica-
ciones que se han de conceder. 2.871.057
Esta suma de 2. 871. 057 será pa-
oadera en la forma siguiente, á saber:
El año que acaba en
El año que acaba en  1 de Marzo de 1785.  332.000  1 de Marzo de 1786.
1 de Marzo de 1786. 944.000
de Marzo de 1787
1 de Marzo de 1788
1 de Marzo de 1788
Salvo error, total 2.871.057

# Samuel Nicoll tenedor de Libros.

# TOM. 11. APEN-

(') Los s millones de Ru- tida que arriba está puesta pies, al cambio de a suel- Y asi tambien está erraga la dos esterline C y un dinero, copartida siguiente de los a hacen 310, 832 libras, á suel- anos identenseros. I il il v dos a 8 dineros; y no la par-

# APENDICE N. II.

ALISTA de las letras de cambio y	1
certificaciones contra la Compania,	,
que demuestra los plazos en que es-	, <b>*</b>
tarán adeudadas, suponiendo que las	
letras de Bengala, que todavia no han	
sido aceptadas, podrán serlo con un	71 / · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
alazo adicional de alaños, compre-	
hendido-el interés.	
Se debia antes del	(B) (C)
r de Marzo de 1784	117.350
1 de Marzo de 1785	810.180
	248.661
i de Marzo de 1787	213.365
r de Marzo de 1788.	543. 789
	,

- Samuel Nicoll tenedor de Libros.

# APENDICE N. III.

1 de Marzo de 1789. .

TOMASIL

vendidos que se hallan en los alma-

cenes de la Compañia en Inglaterra, y de aquellos de que se surtirá en la India y la China, del producto de las cantidades cargadas como pagaderas en la valuacion actual de la moneda, y de los recursos del comercio de la Compañia en la India, sin considerar nada del producto neto de la renta territorial.

Primera compra de los géneros del modo siguiente, esto es:

De los quatro cargamentos hechos en Bengala sobre las embarcaciones, la Resolucion, el Hinchinbrooke, el Worcester, y el Norfolk. Corre la voz de que el Hinchinbrooke ha perceido en el Ganges, y que la mayor parte de su carguio se ha salvado; pero los Directores no han recibido de esto noticia alguna.

Segun la consulta del Gobernador
general y del Consejo en 15 de Abril
de 1783, celebrada en consequencia
de la relacion de la Oficina de comercio para considerar el estado de las

 $f_2$  com-

The state of the s	
compras hechas por la Compañia x y.	
del retorno de los géneros que se hae!	
llarán en sus almacenas; se ha esta-),	
blecido que ella podrá realizar sus gén	
neros en la época de i de Febrero de	
1784 para el importe arriba expresa-	
do, comprehendido lo que estaba en-	
tonces en los almacenes presiá suber: Rupies.	
Por la cuenta de las compras 31750: 000	,
Por la subscripcionupelativa (ár las 2012)	
compras, para la qual han sido libra-	
das las letras de cambio no aceptadas. 10.000.000	)
on Par las presas hechas áclos Alander outige.	}
ses en beneficio de la Gampania. 1.898.288	•
on Par las presas hechas áclos Alander outige.	•
ses en beneficio de la Compania. 1.898.288  Suma de rupieso	
ses en beneficio de la Gampania. 1.898.288 Suma de rupieso	
ses en beneficio de la Gampañia. 1.898.288  Suma de rupies	
ses en beneficio de la Compania	
ses en beneficio de la Gampania. 1.898.288  Suma de rupieso. 1.15.648.288  que á dos sueldos y 3 dineros por ru- Libs. ests.  pies hacen 1.760.432  Es de creer que en Madrás y Bombay se hayari preparado cargamentos para un valor considerable; pero co-	
ses en beneficio de la Compania	
Suma de rupieso	
ses en beneficio de la Gent pania. 1.898.288  Suma de rupieso	
ses en beneficit de la Gest pania.  Suma de rupies	
ses en beneficio de la Gent pañia. 1.898.288  Suma de rupies	
ses en beneficio de la Compania. 1.898.288  Suma de rupies	
Suma de rupieso	
ses en beneficio de la Gent panie. 1.898.288  Suma de rupies	

liar-

562.500

llarse en fin chel mismo estado que si no hubiese jamas recibido estas sumas, esto es, en el introito de todas las rentas territoriales, y de otros parages, cargado solamente de los gastos del establecimiento civil, y de los de la tropa de la marina de toda la India, segun el Apéndice n. IV.

Adeudados antes de 1 de Marzo de 786, segun el mismo Apéndice. . . 182.000

Como los géneros y municiones llevadas de Inglaterra a la India, que estaban existentes á la fecha de las ultimas cuentas recibidas, pueden haber sido empleadas en gran parte dutrante la guerra; no se hace mencion

de su valor en la valuacion actual; pero se miran como aplicables con los demas efectos especificados en el Apéndice n. X., y con el aumento de las rentas segun el Apéndice n. IV., hasta la conclusion de la guerra, y despues à la deuda de cupones . (\*) obligaciones, &c. pero el valor de los géneros al tiempo de la salida, forma una parte de la propriedad mercantilde la Compañia; porque aunque puede que se haya empleado una porcion de ellas para el servicio civil y militar de esta Compañia ; con todo. como se ha dado providencia para: el conjunto de los establecimientos, y gastos generales de estos servicios. en toda la India, segun el Apéndico. n. IV., el valor de las municiones empleadas de este modo será cargado sobre la suma empleada por igual -término, segun el Apéndice n. VIII., del mismo modo que antes se contaba.

El valor de los géneros puestos en camino para la ventajes de . . . . . . 503. 480

<sup>(\*)</sup>Esto es, porcionar o partes en que le disiden les Acciones.

4	6	
п		
•		
•		

#### AN. BX.AS

Valor de las maniciones militares	•
y navales	256. 730:
Ganancia poir un afio sobre los gé-	aria aran t
neros extraides de Inglaterra para la	1
venta, comprehendidos los fletes y	1,10
riesgos de mar, por estar los géneros!	
cargados segun su valor primitivo	90.000
Ganancia por un ano sobre el Opio	
de Bengala.	50.000
La ganancia de un año sobre la sal	
en Bengala; despues de haber paga-	;
do lo que se debe á la renta, segun	
el Apéndice n. VI., 4. 091. 769 ru-	
pies, que contadas á 2 sueldos y 3	. :
dineros por supi suben 4 460. 332 li-	
bras esterlinas, pero con motivo de	•
los accidentes que podrian acontecer,	
se supondrá esta cantidad en , .	400.000

Siendo el principio en que está fundada esta valuación, que la Compañía aplicará todos sus recursos merantiles á la compra de los géneros, y dexará el total de los productos limpios, y de las Aduanas, para que so emplee desde luego á satisfacer los gastos de la guerra, y de la deuda fun-

dada sobre las obligaciones, y que so

aguardarán las ordenes ulteriores de

. 1.260.210

la Compañia; se presume que el beneficio sobre la Sal y el Opio en la temporada de 1783 á 84 podria aplicarse á las compras; porque esi suce- ... diese que durante dicho año se' nece-: . . . . sitasen estos beneficios para otros des- a ... tinos, las sumas atrasadas debidas: á: la Compania, y el aumento de las zentas reemplazarian la suma que se tomase de este modein Egindiferen - : te para esta valuación el que se tome en una temporada, ó en otra, atendido el exceso notable de los gé- ... neros destinados á las mentas que se hallará despues de la introduccion del primer ano. A the mass of the contract of the mass of the contract of the cont

El valor de las compras en la India dia en la temporada de 1783 \(\frac{1}{2}\) \(\frac{1}{2}\) debe ser suministrado en la forma \(\frac{1}{2}\) siguiente.

Por los géneros extraidos de Inglaterra, y que ann no habian llegal de la glaterra de la ultima cuentai de 340,000

Por el Thé pagado en la China. Esta de 31000 Por la Pimienta de Bencoolen, de cuyo cargamento se ha recibido usa de la composição de cuyo cargamento se ha recibido usa de la composição de cuyo cargamento se ha recibido usa de la composição de cuyo cargamento se ha recibido usa de la composição de cuyo cargamento se ha recibido de la composição de cuyo cargamento se de la China. Esta de la composição de la c

60.000

Esta suma de 1.053.000 empleada en el surtido que se ha encargado bastaria para abastecer el cargamento de 24 navios; pero como á la China no pueden llegar sino 20 en tiempo para poder ser cargados en la temporada de 1783 á 84, podria ser que no se librase por la cantidad total de 500. 000. Si fuese librada, los géneros formarian un plus para el año siguiente.

Importe de la primer compra de los cargamentos destinados para la Europa en la temporada de 1783 á 84, con tal que haya bastantes navios para traerlo todo. . . . . . . . . . 5.811.049

Segun el computo mas probable, los géneros en Inglaterra se venderán uno con otro (con sujecion á fletes y demas derechos) al doble de la primera compra. Como durante la guerra las ventas estaban á precio alto, no pueden estas dar un arancel exacto; pero en los cinco años de paz desde 1773 hasta 1777 inclusive, los géneros habian costado 7. 829. 630 en la India, y en la China, y se ven-

TOM. II. · **g** 

50	PIEZAS	,
dieron en	Inglaterra en 15. 640, 621	•
libras este	erlinas. Este es el fundamen-	
to sobre e	el qual se ha computado que	
los génere	os arriba apuntados se ven-	•
derán en	Inglaterra por la cantidad	•
de cerca	• • • • • • • • • • • •	11.620.000
El fon	do para las compras de 1784	
	establecido en la forma si-	
guiente.		· .
•	ligaciones á los Oficiales con-	
	como debidas antes de 1 de	•
Marzo de	e 1787, segun el Apéndice	•
_		92.000
En gér	neros y municiones extraidas	•
de Ingla	terra en 1783	370.000
Ganan	cia sobre estos Artículos	50.000
	•	420.000
En leti	ras de cambio para librar, ba-	
	lo general de las letras, se-	•
	péndice n. I.	42.000
•	ras de cambio supuestas por	421 000
	ice n. I., libradas en conse-	
	le la carta de 24 de Septiem	
•	îmo pasado	180.000
<del>-</del> -	a de un pago sobre la reme-	
	préstito que entonces se es-	
	endo, y que, en el supues-	•
*•	erse librado las letras, ten-	
	as 90. 000 libras esterlinas.	
	Que-	

÷

ANEXAS	SI
Quedan aplicables á las compras	90.000
En letras de cambio libradas de la	
China segun el Apéndice n. I	120.000
En remesas de Bengala (sobre los	
beneficios de la Sal y Opio ) á la Chi-	
na, parte en moneda, y parte en gé-	
neros de la India, que deben ser pa-	·
gados sobre Bengala, y enviados ó di-	
rectamente á la China, ó á las Islas	
del Oriente, segun lo exijan las cir-	
cunstancias	200.000
En palo de Sándalo, Pimienta y	
Algodon, que se enviará de Bombay	
y Bencoolen á la China, y se pagarán	
en Bengala con los beneficios de la Sal	
y Opio	200.000
PRIMER COSTE	1. 214.009
El qual producirá, segun lo que se	
ha dicho arriba, cerca de	2. 430.000
El fondo para las compras del 1785	
4 86 puede ser figurado del modo si-	
guiente.	
En obligaciones á los Oficiales con-	
sideradas como debidas antes del 1 de	
Marzo de 1788, segun el Apéndice	
n. I	90.000
Engéneros y municiones que se han	`
de extraer de Inglaterra en 1784	370.000
<b>g</b> 2 Ga-	

.

•

•

•

.

#### PIEZAS

Ganancia sobre estos Artículos	50.000
	420.000
En letras de cambio que se han de	
librar baxo el título general de letras,	
segun el Apéndice n. I	20. 900
En letras de cambio de la China,	
segun el mismo Apéndice	110.000
Remesas de Bengala á la China so-	¥ 10.000
bre los beneficios de la Sal y Opio,	
como arriba.	
	200,000
PRIMER COSTE	Y 000 000
Que producirá cerca de.	1.090.000
Fondo para las compras de 1786	2.100.000
á 87 del modo siguiente.	
Por obligaciones á los Oficiales que	
se consideran como debidas antes de	
I de Marzo de 1789, segun el Apén-	_
dice n. I.	-
En géneros y municiones que se han	100.000
de extraer de Inglaterra en 1785	
Ganancia sobre estos Artículos	370.000
o manera sobre estos Articulos	050.000
	420.000
En letras de cambio de la China	·
segun el Apéndice n. I.	110.000
Remesas de Bengala á la China so-	-
bre los beneficios de la Sal y Opio,	•
como arriba	200.000
En palo de Sándalo, &c. como arriba. Res-	50.000
*/~0~	•

ANEXAS.	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
Resto del beneficio sobre la Sal y	•	
Opio	200.000	·
	- 0	
PRIMER COSTE		
Que producirá en la venta cerca de.	2. 100000	
El fondo para las compras de 1787	٠,٠	
4 88 será del modo siguiente.	- · · · · ·	? :
En obligaciones á los Oficiales que		
se consideran como debidas antes del		
1 de Marzo de 1790, segun el Apén-		
dice n. I	100.000	I
En géneros y municiones extrai-	, ,	
das de Inglaterra en 1786	370.00 <b>0</b>	)
Ganancia sobre estos Artículos	50.000	ı
	420.000	)
En letras de cambio de la China,		
segun el Apéndice n. I	175.000	)
Romesas de Bengala á la China so-	• •	
bre los beneficios de la Sal y Opio	2001000	)
En palo de Sápdalo, &c.:	50.000	)
Resto del beneficio sobre la Sal y	,	
Opio	200.000	<b>)</b>
PRIMER COSTE	1.145.000	)
Que producirá en la venta	• ,	
Total	-	
Rebaxando el importe de 6 años de		
ventas á 3. 300. 000 por cada año	•	)
Valor de los géneros sin vender		
y and the for generos and vender	·	

•

#### NOTA.

Los pagos sobrecargados en la valuacion de las especies, y los géneros que se han de extraer en los años 1787, 1788, y 1789, con las ganancias que de ellos se originarán, producirán unos retornos, que segun el cálculo de arriba se venderán en Inglaterra por la cantidad de cerca de . . . 2. 510.000

· Salvo error.

Samuel Nicoll tenedor de Libros.

#### APENDICE N. IV.

ALUACION del producto neto de un año de rentas de la Compañia de la India en tiempo de paz, queno se ha considerado en el Apéndice n. III. como aplicable á objetos merecantiles.

#### EN BENGALA. .

El Gobernador general y el Consejo, despues de haber hecho nuevos reglamentos para la mejora de la renta, han

remitido una valuacion de las rentas y Aduanas para el año de 1783 á 84, que sube à 3. 829. 117 libras esterlinas. Pero aunque parezca no hay lugar de dudar de la exâctitud de la referida valuacion:; con todo, mientras ésta no quede realizada por las recaudaciones actuales, se considerará el importe de ella á tenor de la recaudacion de 1781 á 82, que fue de . . . 3.388.389

Subsidio del Nabad de Onda en consequencia del nuevo ajuste hecho con él por el Gobernador general...

Rentas del Benarés segun los ultimos ajustes hechos por el Gobernador 

Rentas de las Postas, y de la Moneda. 14.000

4. 328. 889

Se han de rebaxar de esta suma los sueldos del Nabad de Bengala y otros, y el Taghire, que ha de pagarse al Lord Clive de 29. 095 al año, que vence en 1 de Mayo de 1784.... 1. 125.000

Los gastos militares que segun la valuacion de los 11 años que han precedido á la guerra subian solamente á 1. 115. 493 al año, comprehendido el valor de las municiones extraidas y consumidas en este ra-

Pro-

'ANEXAS.	- 57
Producto neto de la renta de Madrás.	172.857
EN BOMBAY, Y SOBRE LA COSTA	•
DEL MALABAR.	•
Las rentas y Aduanas subieron, re-	
baxados los gastos de percepcion á	130.000
Los gastos militares cuestan	180.000
Los gastos civiles	80.000
Los de la Marina	58.000
Los edificios y fortificaciones	38.000
• • • • • •	356.000
Asi los gastos excedieron á la renta en.	226.000
Los socorros que Bengala y Ma-	
drás suministran á Bencoolen se va-	
luan en 50. 000 libras esterlinas al	
año.	
RECAPITULACION.	
Exceso de Bengala	1. 194.689
Exceso de Madrás	172.857
•	1. 367. 546
Se rebaxa la falta de Bombay	226 000
La de Bencoolen	50.000
•	276.000
Balanza del producto neto de la	
renta en la India	1. 091. 546
Esta balanza está sujeta al abastecin sional de los navios del Rey, y al pago	_

pas

TOM. II.

pas en la India, en conformidad del ultimo Acto del Parlamento, y puede despues ser empleada con los fondos sentados en el Apéndice n. X., á los gastos hechos hasta la paz, y al pago de las obligaciones é intereses que llevan.

#### NOTA.

Las rentas de Negapatnam se han omitido en esta valuacion, porque no tenemos en Inglaterra los documentos de ellas que son necesarios para formar un estado exacto.

Juan Annis Auditor de las cuentas de la Compañia de la India.

## APENDICE N. V.

EXTRACTO de la Relacion de lá Junta de Comisarios de la Cámara de los Comunes, á la qual Junta fue entregada por la dicha Cámara la peticion de la Compañia de la India en Marzo de 1783.

Esta Junta es de sentir que el establecimiento de Madrás sue restituido en la paz de Aix la Chapelle de 1748, pero que los Franceses continuaron las hostilidades sobre la costa de Coromandel baxo pretexto de ayudar á sus aliados; y que la Compañia de la India se vió por esto precisada á unos gastos considerables con motivo de las guerras que duraron hasta el 1765; gastos que se aumentaron todavia por la guerra Europea que se siguió.

Por estos gastos se está debiendo ahora á la Compañia una suma de 260. 687 libras por el mantenimiento de los prisioneros Franceses; otra de 21. 448 libras 9 sueldos por gastos de hospitales hechos para las tropas del Rey; y otra de 139. 877 libras 13 sueldos 6 dineros por los gastos de la expedicion de Manila que se tomó á los Españoles. Esta expedicion fue emprendida en consequiencia de una instancia ó requerimiento del Rey Jorge II., hecho por medio de una carta escrita á la Junta secreta de comision de la Compañia por el Conde de Egremont Secretario de Estado, fecha de 23 de Enero de 1762, en la qual se halla lo siguiente.

"Pero como de ningun modo es intencion de "S. M. que la Compañia de la India se empeñe men gastos con esta ocasion sin la perspectiva de muna compensacion justa y conveniente: os parnicipo en virtud, de orden del Rey que la armitilleria y municiones que ella suministrará para msu servicio, serán pagadas; y que en caso de mque esta conquista sea restituida por un tratamdo de paz antes que la Compañia haya logrado mde ella las ventajas proporcionadas á los gastos.

n que hará en esta expedición: el Rey tomará á n su cuidado el pensar en este asunto, y lo encomendará al Parlamento, á fin de que se concenda á la Compañía la compensacion á que se connectide acreedora.

### APENDICE N. VI.

омрито figurado de lo que se debe actual-
mente, y de lo que en adelante podrá deberse
á los proprietarios de las embarcaciones por el flete
y detenciones de ellas entre el 21 de Enero de
1784, y el 1 de Marzo de 1790.
Por saldo de varias cuentas peque-
ñas que se saben Libs. ests. 5.000
Por flete de dos embarcaciones que
salieron en 1782 para la India 6.000
Por saldo de las cuentas de 29 em-
barcaciones que llegaron en 1781, y
1782
Idem por 14 embarcaciones que
llegaron en 1783
Por los frutos de cargamentos, &c.
de tres embarcaciones empleadas en
1783, y de 116 que se emplearán
desde 1785 hasta 1789 inclusive 231.737
Flete de 109 embarcaciones em-
pleadas, y que se aguardan desde
7.782

Las fechas en que serán pagaderas estas cantidades dependerán de la prontitud ó atraso de las llegadas en cada temporada; y los pagos de ordimario se hacen un poco mas pronto, ó algo mas tarde, segun juzgue conveniente la Compañía.

Los periodos ordinarios para los pagos al arribo de las embarcaciones están arreglados en la forma siguiente:

Una parte para facilitar á los Asentistas de las embarcaciones (ship's husbands) el pago de los suel-

sneldos de los marineros inmediatamente despues de descargadas estas: la mitad de lo que se queda debiendo, un mes despues de descargadas: un á buena cuenta ulterior seis meses despues de descargar, y el finiquito, que siempre es de 3.000, 6 4.000 libras esterlinas, un año despues de haber descargado.

Despues de este tiempo la Compañia paga el interés à prorrata de 4 por 3 sobre todas las cantidades que quedan sin pagar.

Suponiendo que las llegadas se verifiquen en los tiempos ordinarios del año, y que no haya dilacion por pago alguno; la suma de 4. 462. 918 libras esterlinas que es parte de la de 4. 578, 918 arriba mencionada, será probablemente satisfecha en las épocas siguientes; á saber:

Antes de 1 de Marzo de 1784	112.921
1 de Marzo de 1785	1. 164. 906
1 de Marzo de 1786	1. 188. 645
. 1 de Marzo de 1787	475.804
1 de Marzo de 1778	492.478
1 de Marzo de 1789	514.082
1 de Marzo de 1790.	514.082
	4-462.918
Lo demas no será adeudado, segun	
el curso ordinario de los pagos, sino	1
despues de 1 de Marzo de 1790	116.000
	4. 578. 918
Juan Holland.	· · · ·

APEN-

#### APENDICE N. VII.

EXTRACTO de las consultas de la renta de Bengala del 20 de Diciembre de 1782.

#### MINUTA DEL GOBERNADOR GENERAL.

Esto se ha tomado de la valuacion dada por el Contralor. Despues de esta valuacion, la mayor parte de la Sal se ha vendido y he recibido de él otra cuenta, que acompaña tambien á esta minuta, en la qual hace subir el beneficio de la Sal á Sa. Rup. 4. 815. 703 - 13 - 7.

De lo qual se puede inferir la renta ánua de la Sal ya realizada, como ha sentado el Auditor general de las cuentas en el departamento de la renta 723. 934 - 8 - 2.

Que-

(°) Algunas cuentas con cen en moneda del País, los habitantes del País, re- que son lackes, pagodas, lativas á la renta, se ha- rupies, &c.

:64

Queda un aumento de renta anual, que sube 4 409. 176. 912 - 18 - 2, que hace en rupies corrientes 4. 746. 412 - 15 - 7.

Esta valuacion, siendo fundada sobre las ventas ya hechas, debe ser exacta; y aparece que el beneficio ha excedido en mucho á la esperanza del Contralor, que fixaba la suma arriba mencionada á 29. 931. 322 - 14 - 3.

Está conforme al original.

Tomás Morton Secretario.

#### APENDICE N. VIII.

durante el espacio de 11 años desde el 1767 al 1777, especificando cada año, y haciendo ver qual es el valor de las municiones extraidas de Inglaterra, y empleadas cada año en este departamento.

Años.	militares.	Valor de los generos de Inglaterra en los mismos años,	comprehen-
1769 9 1769 70 1770 1 1771 2 1772 3 1773 4 1774 5 1776 7 1777 8	1. 184. 708.	51.840 36.787 21.778 36.228 14.230 13.387 4.847 3.937 22.441 7.597	3. 488. 29. 471. 64. 580. 73. 015. 87. 774. 51. 815. 38. 229. 34. 578.

### NOTA.

Parece que una parte de las municiones empleadas ha sido comprada en la India: parece tambien que se ha dispuesto para otro destino de una parte de las municiones que han sido llevadas de Inglaterra; pero que siempre se llevan en cuenta, y que el producto de ellas se sienta en el haber de la Compañía en los libros remitidos de Bengala.

Juan Annis Auditor de las cuentas para la India.

#### APENDICE N. IX.

UENTA del importe recibido en los periodos que abaxo se expresan, por los géneros vendidos (no comprehendido el comercio particular) á prortata de cada año.

Desde el 1 de Marzo de 1768 al	Libs. ests.
1 de Marzo de 1769.	3.546.012
De Marzode 1769 à Marzode 1770.	
1770 1771.	3.409.653
1771 1772.	3.400.573
1772 1773.	3.078.806
1773 1774.	
1774 1775.	3.395.929
1775 1776.	3. 157. 126
1776 1777.	3. 398. 118
1777 1778.	
•	33.140.087
que hace un año con otro	
Se ha recibido del Gobierno por sa-	
litre, durante estos periodos, cada año,	
uno con otro.	19. 125
Total	
	<u> </u>

Samuel Nicoll tenedor de Libros.

APEN-

#### APENDICE N. X.

ALUACION de la deuda en obligaciones dadas en la India, y de los fondos de que no se ha hecho mencion como aplicables á las compras hechas para la Europa, y que por consiguiente quedan aplicables (con el producto neto de la renta, segun el Apéndice n. IV.) á la extincion de las obligaciones de la India.

•	Libs. ests.
1783, 28 de Febrero, cupones, é intereses de Bengala	
intereses de Madrás	411.429
intereses de Bombay	بالمراجع والمراجع
Fondos aplicables á la extincion de	4. 521.685
esta deuda.  Debe el Nabad de Arcate	968.012
El de Onda	158.250
Lo que puede cobrarse de la can- tidad de 993, 804 libras esterlinas que deben los arrendadores de las tierras	•
en Madrás	

#### PIEZAS

Alguna parte considerable, pero no	
fixa, de los Artículos siguientes en las	-
ultimas cuentas de los efectos que se	
hallan exîstentes, á saber:	•
_ En especies en Bengala	777. 36 <b>s</b>
Sal en Bengala	119. 689
Municiones en Bengala	680.509
En especies y municiones en Ma-	•
drás	
En especies, municiones, y cré-	•
ditos en Bombay	

Juan Annis Auditor de las cuentas de la India.

# (\*) B I L L

CORREGIDO PARA EL MEJOR arreglo y gobierno de los negocios de la Compañia de las Indias, y de las posesiones Británicas en el Indostan, y para el establecimiento de un Tribunal de Justicia para conocer con mayor prontitud y eficacia de los delitos cometidos en las Indias Orientales.

## ARTICULO

I,

mayor seguridad de la India, S. M. y sus descendientes, con noticia y consentimiento de los Lordes espirituales y temporales, y de sus Comunes juntos en Parlamento, puedan en adelante nombrar, en virtud de una comision sellada con el gran Sello, las personas que juzguen á proposito

. (\*) Pieza correspondiente á la pag. 207.

escoger en el Consejo privado, no excediendo del número de seis para Comisarios de los negocios de la India, de que serán siempre dos Miembros natos uno de los principales Secretarios de Estado de S. M., y el Canciller del Echiquier, ó Tesorería.

II. No habrá menos de tres de los dichos Comisarios para formar un Consejo, para executar, ordenar, &c.

III. El Secretario de Estado referido, en su ausencia dicho Canciller, y en ausencia de éste el Comisario mas antiguo, presidirá dicho nuevo Consejo, y tendrá el manejo y la Superintendencia de los negocios de la India, así en lo relativo á las posesiones territoriales, como en los negocios mercantiles de la Compañia.

IV. En el caso de hallarse divididos los votos, le tendrá decisivo el Presidente.

V. El Rey anulará, revocará y reformará, siempre que lo tenga por conveniente, la referida comision, de la que serán siempre dos Miembros uno de los principales Secretarios de Estado y el referido Canciller, y cuyos Comisarios no pasarán jamas del número de seis en ningun caso.

VI. El Consejo de la India estará autorizado para conocer de todos los actos, operaciones, &c. relativas al gobierno civil y militar de la Compañia.

VII,

VII. El Secretario de Estado elegirá un Secretario particular, y el número de Oficiales y otras personas que estime necesarias para el servicio de este departamento; y las referidas personas podrán ser removidas á voluntad de los Comisarios: todo lo que ocurra en sus juntas se registrará en los libros destinados á este fin por los dichos Secretarios empleados, los quales tendrán el salario que S. M. tenga á bien señalarles por una orden firmada de su puño.

VIII. Antes de proceder á negocio alguno, los Individuos de la comision harán el juramento siguiente:

»Yo:: prometo fielmente, y afirmo con ju»ramento: que en calidad de Comisario ó Indi»viduo del departamento establecido para los ne»gocios de la India prestaré, lo mejor que pue»da, mi asistencia y voto para el gobierno de las
»posesiones de la Compañia; y que usaré de las
»facultades que me han sido delegadas con la exâc»titud que me sea posible segun mi parecer, sin
»favor ni afeccion, perjuicio ó malicia contra
»qualquiera que sea, «

El qual juramento será prestado por ante dos Miembros del referido Consejo, y registrado por el Secretario como todos los demas actos de la Junta ó Comision, y será firmado y testimoniado por los Miembros luego que presten y reciban respectivamente el dicho juramento.

٠,

IX. Se ha ordenado igualmente, que los Secretarios, Oficiales, y otras personas empleadas en la Comision presten igualmente por ante los dichos Comisarios el juramento de guardar los secretos que se les consie, ó qualquier otro juramento que se tenga por bien exîgirles.

X. Se ha reglado tambien por dicho acto que todos los papeles de la Compañia, cuentas, letras, órdenes, respuestas, &c., estén en todo tiempo franças á los Comisarios; que se les subministren las copias, extractos, &c. que pidan; y que la Junta de los Directores esté obligada á presentar á los Comisarios las minutas de todo lo que ocurra en las Juntas de los proprietarios, asi como todos los despachos que reciban de la India, ó que envien á ella, sean concernientes á su gobierno civil y militar, ó á las posesiones territoriales de la gran Bretaña en el Indostan.

XI. Y en el espacio de catorce dias despues de haber recibido estas copias de cartas, instrucciones &c., deberán ser remitidas con la aprobacion puesta á continuacion por tres de los Comisarios, ó las razones que tengan para no aprobarlas, con instrucciones de parte de los dichos Comisarios para los Directores. Despues de lo qual estos tendrán obligacion de enviar las tales cartas, órdenes, é instrucciones asi aprobadas ó corregidas á sus dependientes en la India sin dilacion alguna. A no ser que sobre las representaciones de los Directores, haga la Comision algunas correcciones en dichas cartas, órdenes é instrucciones, ninguna carta, órden, &c. baxo ningun pretexto será en viada á la India sin esta inspeccion preliminar.

XII. Para la mayor brevedad se ha dispuesto que en el caso de omitir los Comisarios pasar en el espacio de caterce dias; habiendo sido requeridos, los despachos que deban enviar á la India; podrán los dichos Comisarios expedir las órdenes que les parezca para las presidencias de la India, concernientes al Gobierno civil y militar; y los dichos Directores estarán obligados á pasarlas, á no ser que sobre sus réprésentaciones tengan los Comisarios por conveniente hacer alguna novedad.

XIII. En caso que la Oficina enviase ordenes que los Directores no estimasen relativat al Gobietno civil y militar de la Compañía, tendrán el derecho de presentar un memorial a S. M. en su Consejo que decidira esta duda, y la decisión será final.

XIV. En caso de creer la Junta de los Coumisarios esencial el guardar secreto en una operacion, le será permitido enviar órdenes directas á la India, así para hacer la paz ó la guerra, como para negociar y tratar con alguno de los Soberanos de la India; en cuyo caso es correspondiente que envie sus órdenes secretas, y sus instrucciones á la Delegacion secreta de la Junta ó Tom. 11.

Tribunal de los Directores, que sin révelarle á los otros Directores pasará diches avisos á la India: y los Gobernadores de las Presidencias de la India obedecerán fielmente estas órdenes, y responderán á ellas baxo una cubierta particular selladas con sus sellos, y dirigidas á la Delegacion secreta, que comunicará sus respuestas á la Comision.

XV. Se ordenó, con acuerdo de la autoridad Real, y la de los Lordes y Comunes juntos en Parlamento, que los Directores tengan derecho de escoger entre ellos ciertos Directores, que no excedan del número de tres, para formar una Delegacion secreta, la qual despues de haber recibido los despachos é instrucciones relativas á una declaración de guerra, ó un tratado de paz, las comunicará á la Junta de los Comisarios establecidos para el gobierno de la India, y responderá á todas las Presidencias, que estarán obligadas á conformarse con sus órdenes como si dimanasen inmediatamente de la asambléa general de los Directores.

XVI. Se ha estipulado expresamente por este Bill, que sus poderes no se estiendan á dar á los Comisarios facultades de nombrar para los empleos, ó revocar los nombramientos hechos por los Directores de la Compañía.

XVII. Si por muerte, revocacion ó renuncia vacase alguna de las plazas de Consejero del fuerdante en Gese; los Directores no podrán nombrar para ella, y el número de dichos Consejeros quedará reducido á tres ademas del Gobernador general, y el Comandante en Gese de las
sucrezas de la Compañía que tendrá, por consequiencia, voto en el Consejo despues del Gobernador general.

AVIII. El Gobierno del fuerte William, el de el fuerte de S. Jorge, y el de Bombay consistirán, en virtud de este acto, en un Presidente y tres Consejeros, de que será siempre individuo el Comandante en Gefe, quien tendrá la precedencia en el Consejo, como en la Presidencia del fuerte William en Bengala; á no hallarse el Comandante en Gefe de las fuerzas de la India en esta Presidencia; en cuyo caso el Comandante general será uno de los dichos Consejeros en Ingar del Comandante particular de esta Presidencia; y durante este tiempo el Comandante particular tendrá solamente asiento, pero no voto en el Consejo:

XIX. La Junta o Tribunal de los Directores de la Compañia elegirá en el espacio de un mes, despues de la aprobacion de este acto, una persona capaz de presidir el establecimiento del suerte de San Jorge de Madrás, y otras dos para sor mar el Consejo de dicha Presidencia: y lo mismo executará para el establecimiento del Consejo de destablecimiento del Consejo de Consejo de

jo de Bombay, baxo las proprias condiciones que para el fuerte de S. Jorge.

XX. Que se tenga entendido por este acto, que en caso de hallarse empatados los votos de los Miembros presentes en alguno de los Consejos, sea del fuerte William, Bombay ó Madrás, tenga el Gobernador general, ó Presidente de dicho Consejo voto de calidad.

XXI. Será permitido á S. M. y á sus herederos por un escrito firmado de su mano, y refrendado del Secretario de Estado encargado del departamento de la India, ó á la Junta de los Directores, en virtud de un escrito firmado por ellos, el revocar, restituir, &c. al presente Gobernador del fuerte William, del fuerte de S. Jorge, de Madrás y de Bombay, ó á los demas empleados en el servicio de la Compañia, con tal de que siempre que esta revocacion sea hecha por S. M. se envie en el término de ocho dias á la Junta de los Directores una copia firmada de su mano, y refrendada por el Secretario de Estado.

XXII. Quando vaque algun empleo por muerte, dimision, expulsion ó ascenso en alguna de las Presidencias, la Junta de los Directores de la Compañia procederá al nombramiento de una persona á proposito para ocupar esta plaza entre sus dependientes, excepto la de Gobernador general, las de Gobernadores particulares de las dos Presidencias, y la de Comandante en Gefe de alguno de los establecimientos, para las quales los Directores podrán nombrar á quienes juzguen idoneos.

XXIII. Se ha estipulado en este Artículo que si despues de haber buscado en vano, durante el espacio de dos meses, personas que proponer á S. M. á proposito y hábiles para gobernar la India, los Directores de la Compañia tuviesen mal suceso en sus averiguaciones, sea entonces permitido á S. M. nombrar y autorizar con sus poderes para Gobernador ó Miembros del Consejo á las personas que juzgase á proposito, cuyos nombramientos no puedan ser revocados por los Directores.

XXIV. No se aceptará ninguna renuncia, sea del oficio de Gobernador general, ó Goberdor ó Comandante en Gefe de las Presidencias, á no ser dada por escrito de la mano del mismo que renuncia, firmada por él, y sellada con sus Armas.

XXV. Ninguna orden de la asambléa general de los proprietarios de la Compañia se opondrá á las de los Directores, una vez que se hallen autorizados por el reglamento del nuevo departamento, dado en la forma que se ha especificado arriba.

Ios veinte y un años del reynado de S. M. que manda á los Directores de la Compañía de las

Indias comunicar los despachos, cartas y órdenes relativas al gobierno civil y militar de la India, á los Lordes de la Tesoreria, al primer Lord de ésta, y á uno de los principales Secretarios de Estado, y arregla las facultades de los Directores y los proprietarios, quede anulado en todo lo que pueda ser contrario al presente acto mientras permanezca en su fuerza.

XXVII. El Gobernador general y el Consejo del fuerte William tendrán el poder y la autoridad de ordenar, registrar, y dirigir en todo las Presidencias de la India en lo que sea concerniente á la paz y á la guerra, á sus rentas, y á las fuerzas de dichas Presidencias; que deberán obedecer al Gobernador general y Consejo, á no ser que hubiesen recibido órdenes directas y recientes de los Directores contrarias á las de dicho Gobernador general, en cuyo caso estas órdenes, con expresion de sus fechas, deberán ser remitidas al Consejo residente en el fuerte William, y al Gobernador general, quienes en su vista tendrán que conformarse con ellas sin valerse de la autoridad que se les ha delegado, mas que para hacerlas executar.

sejo de Bengala, y los Gobernadores particulares y Consejos de cada Presidencia podrán-libremente, quando se haya hecho una proposicion al Consejo, y conferenciado sobre ella, transferir á otro dia

dia la asambléa para tratar el asunto, si lo estimasen por conveniente, con tal que no sea por mas dilatado término que el de quarenta y ocho horas. Y no se podrá executar esto dos veces sin el consentimiento del que haya hecho la proposicion exâminada.

XXIX. Como es contrario á los deseos, á el honor, y á la política de Inglaterra el llevar el espíritu de conquista, y estender sus posesiones en la India, está prohibido al Gobernador general y al Consejo supremo residente en el dicho fuerte William, el comenzar la guerra con ninguna Potencia, sin haber recibido para ello orden expresa de la Comision establecida para la direccion de los negocios de la India, é de los Directores de la Compañia, con la aprobacion de la superioridad; cuyas órdenes han de estar firmadas y selladas por el Secretario de Estado del departamento interior, á no ser que los Príncipes Indianos hayan comenzado á hacer hostilidades, ó formar alguna alianza contraria á los intereses de la Gran Bretaña, ó hubiesen proyectado hacerle la guerra 6 á los Príncipes y poseedores de los territorios, baxo la proteccion ó garantía de la Gran Bretaña; y tambien les está prohibido el formar algun tratado para hacer la guerra á algun Príncipe Indio, á no ser que este mismo haya principiado las hostilidades ó se prepare para executarlas en la forma que se ha dicho; y en el caso que dichos Gobernador general, Consejeros, Presidentes, &c. se determinen á hacer la guerra, estarán obligados á dar cuenta lo mas pronto que puedan á la Junta de Administracion con los mas circunstanciados informes sobre el estado de los negocios, las causas de esta guerra, y los motivos que han tenido para hacerla, &c.

XXX. No será permitido á los Gobernadores particulares del fuerte de S, Jorge, y de Bombay hacer la guerra, del mismo modo que á ninguno de los establecimientos subalternos de la Compañia en la India. Ni podrán tampoco hacer la paz ó acordar algun tratado de alianza con los Príncipes Indios, excepto el caso en que hallen peligro inminente, insertando siempre la claúsula condicional de que dichos tratados, negociaciones, &c. sean confirmadas por el Gobernador general, à quien obedeceran en todo las demas Presidencias, y en caso de rehusarlo podrán ser suspendidos los Gobernadores particulares. Y cada Presidencia datá continuamente cuenta exacta de todo lo que ocurra en su distrito, y hará remitir una copla de sus minutas al Grefier é Secretario del Consejo supremo de Bengala.

XXXI. Toda persona empleada en el servicio de S. M., tanto en el civil, como en el militar, que no obedezca las órdenes que reciba del Gobierno general, podrá ser privada de sus funciones por dicho Gobernador general y el Con-

sejo soberano de Bengala. Cada uno de los referidos empleados queda requerido por los presentes Artículos de enviar diligente, y fielmente al fuerte William copias verdaderas y exactas de todas las órdenes, resoluciones, y actos del Consejo, de sus Presidencias, y Gobiernos respectivos, como tambien para comunicar lo que puedan descubrir de importante al Gobernador general, y al Consejo del fuerte William.

XXXII. Y como parece que se deben sumas considerables por el Nabad de Arcate a sugetos particulares de la Gran Bretaña, y es conveniente que se conceda la proteccion de la Compania á los acreedores de este Príncipe para la seguridad de sus créditos, atendiendo siempre al honor y la dignidad del Nabad, se ordena por el presente acto que los Directores de la Compañía de la India hagan el examen mas sério sobre la naturaleza y justicia de estas deudas, del modo que les sea posible verificarlas por los documentos que tengan presentes, dando ademas para imponerse en la verdad del hecho las órdenes precisas á sus Presidencias para completar los informes necesarios, y establecer de concierto con el Nabad fondos para extinguir las obligaciones que les parezcan justas segun su derecho de preferencia respectiva, y de un modo que concilie con los derechos de la Compañia la seguridad de los acres-TOM. II. dodores, del Nabad, y el honor y dignidad de este Príncipe.

sa permanente los derechos indeterminados del Nabad de Arçate, y el Rajah de Tanjour respecto el uno del otro, se ordena que la Junta de los Directores se haga luego cargo de dichos derechos y pretensiones, y husque los medios mas sencillos y mas acomodados para juzgar de sus diferencias, y hacerlas terminar segun los principios y forma estipulada y convenida entre dichos Nabad y Rajah en el tratado de 1762.

XXXIV. Como ha habido varias quexas de que diversos Rajahs, Zemindars, Poligars, Tabakdars y otros naturales proprietarios de las tierras de la India han sido despojados injustamente de sus dominios, derechos, privilegios y jurisdicciones, y que los tributos, cánones, &c. exîgidos y pagados por ellos á la Compañia de las Indias se han hecho muy opresivos; y como los principios de justicia y honor del país piden que estos motivos de quexa sean exâminados, y si se encuentran fundados se aplique el remedio sin dilacion alguna: se manda por el presente que la Junta de los Directores de dicha Compañia tome seriamente las medidas que corresponda, y adopte los medios necesarios para conocer las causas, y la verdad de estas quexas, y dar en consequencia de ello órdenes é instrucciones á las Presidencias para reparar las injusticias hechas á dichos Rajahs, Zemindars, &c. segun las lêxes de su país; ademas para establecer sobre principios de moderacion y justicia, conforme á la constitución de la India, reglas permanentes por las quales estén obligados en lo succesivo á pagar sus tributos; á alquilar, arrendar, tomar á foro, &c. las tierras de que están en posesion.

Para el mejor arreglo del Gobierno civil y militar de la India en beneficio de la Compañia, se ordena por el presente acto, que los Directores hagan se les dé cuenta inmediatamente de sus establecimientos respectivos, tanto civiles: como militares, en las diferentes Presidencias y establecimientos de la India, y den las órdenes necesarias para que las reformas y reducciones que pucdan ser practicables en cada uno de ellos se executen. Tambien se ordena que los principales empleados en dichos establecimientos, pasen listas exactas de todos los empleos del establecimiento civil de dicha Compañia, y de todas las fuerzas militares que se hallen en sus diferentes puertos, factorias ó bancos de la Compania, y á su sueldo, distinguiendo los cuerpos; las Náciones, o el pueblo de que se hayan sacado, como tambien la paga; y los emolumentos de los Oficiales titulares ó înfimos Oficiales, y el método que pueda adoptatse para introducir un sistema de ma-

こなりて

yor economía. La Junta de los Directores exâminará lo mas pronto que pueda el número de plazas y empleos, tanto civiles como militares, que son necesarios para la seguridad y mejor gobierno de la India, los salarios y sueldos que les deban ser señalados, tanto en tiempo de paz como de guerra; y cada año en el espacio de quince dias despues de la reunion del Parlamento, se presentarán estos estados á la Cámara de los Comunes por los Directores.

XXXVI. Se prohibe expresamente por este acto que interin se subministran estas listas, envien los Directores algun empleado en el ramo civil·6 militar á la India; y quando se hayan subministrado, que jamas se envie mayor número de personas que el que sea necesario para trabajar en calidad de supernumerarios, y ocupar las plazas que vaquen, de que se dará aviso de tiempo en tiempo á la Junta de los Directores.

XXXVII. Se ordena por este acto que luego que comiencen á ponerse en planta las pro-

mociones y ascensos de los dependientes de la Compañía, se hagan por el orden de antigüedad,

tanto en lo civil como en lo militar, á no ser que -los Comandantes de los Gobiernos y Presidencias

tengan razones legítimas y suficientes para obrar

de otra suerte en virtud de una resolucion del

Consejo; y todos los casos de esta naturaleza se-

-ran fielmente registrados, y las minutas que se

ha-

hayan guardado enviadas á los Directores, especificando las razones que hayan podido tener para obrar de esta suerte: y á falta de legítima razon, dichos salarios, nombramientos, &c. serán declarados por vacantes, y las medidas que tomase la Presidencia de ningun valor ni efecto.

XXXVIII. Se prohibe expresamente por el presente que ningun cadete, entretenido, ó escribiente sea enviado á la India de menos edad que quince años, ni de mas que veinte y dos; y estos tendrán que presentar certificacion de su edad, firmada del Cura de su Parroquia, y preserar juramento de que se hallan en la disposicion especificada por el acto, y que no tienen mas que la edad que se pide; el qual acto de prestacion de juramento ó affidavit quede en poder del Secretario de la Compañia, si ésta lo tuvisse por conveniente.

Con la calidad, de que este acto no altere en nada el uso recibido, y que todo Oficial titular, cuya edad no exceda de veinte y cinco años, pueda ser admitido en lo succesivo por Oficial en la Compañía, del mismo modo que por el pasado.

XXXIX. Este Artículo ordena que todas las opresiones, injurias, injusticias, ofensas, crímenes que se cometan en la India por vasallos de S. M. 6 dependientes de la Compañía de las Indias serán, y son declarados por el presente

proprios de todas las Curias de justicia, tanto en Inglaterra como en la India, cuya jurisdiccion puede estenderse á estos delitos, los quales serán castigados de la misma forma que si hubieran sido cometidos en alguno de los lugares sujetos inmediatamente al gobierno de la Gran Bretaña.

XL. Se estipula expresamente que qualquier persona que pida, ó reciba alguna suma de dinero, ó algun efecto por razon de premio, ó bien sea para ella, ó con el pretexto de beneficiar á la Compañia de las Indias, sea declarada responsable de extorsion, y castigada por esta causa: y ademas de eso el que reciba algun presente padezca la pena de confiscacion de éste, aplicada á S. M.

XLI. La Curia que juzgáse de semejantes saltas y osensas podrá, segun las circunstancias, mandar que el presente se restituya al que lo hizo, ó que el todo ó parte de él, ó la multa en que dicha Curia tenga por conveniente condenar al delinquente, se aplique al delator, ó á el que instauró el proceso, en la forma que estime conducente.

XLII. Que se tenga entendido que las claúsulas de un acto celebrado á los trece años del reynado de S. M., que impone ciertas multas y condenaciones á los que reciban regalos están revocadas, y dichas claúsulas quedan anuladas por el presente acto.

XLIIL.

XLIII. Y esto deberá entenderse con la qualidad de que la claúsula que precede no prive á los Abogados, Médicos, Cirujanos, ó Capellanes de recibir sus honorarios y emolumentos, segun el modo que se estila en sus profesiones.

XLIV. Se ordena que qualquiera inobediencia voluntaria cometida por los Oficiales de la Compañia, relativa á las instrucciones de los Directores,
sea reputada por una culpa grave, y como tal castigada extraordinariamente en virtud del presente
acto, á no ser en casos absolutamente necesarios,
lo qual deberá acreditarlo el que se haya hecho
reo de semejante desobediencia.

XLV. Se declara que qualquier persona del servicio de la Compañia que haga algun ajuste ó contrato contrario á los intereses de la misma Compañia, y sea acusada de soborno, se le castigue igualmente por el dicho delito en la forma especificada.

XLVI. Se prohibe expresamente que despues de una sentencia ó juicio de alguna Curia, competente contra alguno de los dependientes civiles ó militares de la Compañia, por razon de extorsion ú otro delito, pueda la dicha Compañia, si los culpados son condenados á alguna multa, tomar á su cargo el transigirla, tratarlo, ó hacer condonacion, &c.. ó emplearlos nunca en su servicio, por capacidad que tengan, despues que hayan sido despedidos por sentencia de un Tribunal competente.

XLVII.

XLVII. Para remediar los abusos que se han experimentado hasta aqui en la recolección y recaudación de las rentas de la Compañía de las Indias, se ordena que qualquiera vasallo de la Gran Bretaña que se nombre para hacer esta recaudación preste el juramento, y subscriba la fórmula que aqui se copia, el qual juramento se haga por ante el primer Juez de la Curia soberana de Bengala, ó alguno de los otros Jueces que componen dicha Curia, ó por ante el Corregidor, ú otro Magistrado de alguna otra Presidencia; y la dicha fórmula de juramento sea registrada en las minutas de la Curia suprema de Bengala, ó en las de dichas Curias Provinciales de las Presidencias, y establecimientos particulares.

»Yo el infrascripto prometo baxo de juramento que cumpliré fielmente, en quanto de mí
mento que cumpliré fielmente, en quanto de mí
mento que cumpliré fielmente, en quanto de mí
meterda, con el oficio que se me ha confiado
meterdador de las rentas de la Compañia de
melas Indias, y que no pediré ni recibiré directa
mni indirectamente ningun regalo, ni por mí ni
mpor otra persona por mi cuenta; ni de la parte de
mningun Rajah, Zemindar, Poligar, Tabokdar,
mRentero ú otra persona que pague tributos, rémeditos ó impuestos á la Compañia, obligandome
migualmente á no recibir ningun efecto de valor
men forma de donativo, regalo, ó de otro momen forma del tributo anual, ó de la renta é immpuesto, que estoy autorizado para percibir por

n cuen-

» cuenta de la dicha Compañia, y á dar justamente, » y con verdad razon de ello á la misma Compañia, » asi Dios me salve. «

XLVIII. Será permitido al Gobernador del fuerte William de Bengala, expedir una orden firmada de su puño á todos los Ministros de Justicia, para hacer arrestar á qualquiera persona, ó personas sospechosas, mediata, ó inmediatamente. de mantener alguna correspondencia oilícita que pueda ser peligrosa, respecto de la paz, ó seguridad de los establecimientos y posesiones Británicas en la Indizcon algunos de los Príncipes, Rajahs. Zemindars, ú otras qualesquiera personas que tengan influxo en la India, ó con los Comandantes, Gobernadores, ó Presidentes de algunas Factorias establecidas en las Indias por alguna Potencia Europea contra las reglas y estilo de dicha-Compañia. Despues de la déclaración jurada tomada por escrito de las personas arrestadas en esta forma per orden del Gobernador general, dicko Gobernador queda autorizado por el presente para hacerlas poner en prision, con tal que dentro de cinco dias despues de su detencion se remita á los reos una copia de la acusacion; á la que podrán, responder por escrito, presentando una lista de los testigos que quieran sean examinados; y si despues del exâmen de esta desensa les parçee todavia al Gobernador y al Consejo que hay razones sufcientes para justificar la prision de los acusados.

hasta que se forme su proceso en la India, ó que sean enviados á Inglaterra para este efecto, deberán remitirse copias de los procedimientos á los Directores por el Gobernador general ó sus representantes, los quales aprovecharán la primera ocasion favorable para hacerlos partir á Europa, á no ser que su salud no les permita hacer este viage.

XLIX. Se ordena por el presente acto que los Gobernadores de las Presidencias de la India tengan las mismas facultades en su Presidencia respectiva, que las que se confieren por los presentes Artículos al Gobernador general del fuerte William de Bengala.

L. Para impedir mejor, ó hacer que se castigue mas facilmente la mala conducta de los dependientes de la Compañia de las Indias empleados en sus negocios, haciondoles presentar el estado de sus haberes á su regreso á Inglaterra, se manda exprésamente por este acto que qualquier persona que esté ahora, é en lo succesivo en servicio de la Compañia, presente dentro de dos meses, despues de su vuelta à Inglaterra, una razon jurada popante el primer Baron de la Tesorecia, ú otros dos Barones de la misma Curia, que cestán autorizados para recibir estos estados, una -copia del estado exacto de sus posesiones, asi en contratos, rierras, vales, dinero, como en albajas, muebles preciosos, deudas á su favor, &c. especificando los bienes que no hayan sido adqui-Tiridos ó comprados de resultas de su residencia, y las ganancias que hayan tenido en la India. Como tambien si hubiesen dispuesto de alguna parte de sus posesiones declaren en favor de quién, cómo, por qué precio, ó con qué motivo lo hicieron.

LI. Se ordena por este acto que el primero d' los demas Barones del Tribunal de la Tesoreria, á quienes se haya remitido el inventario jurado de las posesiones, esectos, &c., pertenecientes á las personas que en conformidad del reglamento prescripto por este Bill, le hayan entregado 4 dichos Barones tengan cuidado, luego que le reciban, de enviar una copia de dicho estado al Grefier, Secretario de dicho Tribunal, para rotularlo, archivarlo, y conservarlo como un título público; y otra copia se remita á la Junta de los Directores de la Compañia de las Indias, para depositarla, y guardatla entre los archivos y papeles de dicha Compañia, para la inspeccion de los Miembros y proprietarios: y en caso que dentro de tres años despues de la remesa de este inventario, se den algunas quexas por los Comisarios destinados para dirigir los negocios de la India, ó por la Junta de los Directores de la Compañía, ó por diez Miembros ó proprietarios de ella, cuyos intereses reunidos en sus fondos , asciendan por lo menos á 100 libras esterlinas, y se haya presentado un memorial al Tribunal de la Tesoreria, ó hecho algun alegato por un Abogado en dicho Tribunal, que

persuada ser el inventario falso, incierto, equivocado ó insuficiente, y que no contiene una descripcion exâcta de los bienes del que lo ha remitido, pareciendo estas quexas fundadas á dicho Tribunal, ya por la inspeccion de este inventario, ó ya por el affidavit de algunas personas fidedignas, que acredite que dicho inventario no comprehende una descripcion exâcta de las posesiones pertenecientes á la persona que le haya presentado, segun el espíritu de este acto, corresponde que por dicho Tribunal de la Tesoreria, se mande que el acusado comparezca ante su Grefier ó Secretario para ser examinado baxo de juramento sobre todos los capítulos que dicho Grefier tenga á bien preguntarle; y el Tribunal tendrá, si lo contempla (necesario, el derecho de hacer arrestar á esta persona por medio del Sherif, y de ponerla en prision hasta que haya respondido á las preguntas de un modo que satisfaga.

LII. Se manda ademas que qualquier persona que haya sido requerida para presentar el estado de sus bienes, y no lo haya executado dentro del término prefinido, ó que se haya hecho reo de alguna falsedad voluntaria, haya ocultado ó substraido de su haber, ó dado cuentas falsas hasta en cantidad de 20 libras esterlinas, sus tierras, casas, heredades, dinero, contratos, acciones, muebles, y efectos preciosos de qualquier especie y calidad queden confiscados por el mismo hecho, aplicandose la mitad al Rey y sus herederos y succesores, y la otra mitad á la Compañia de las Indias, y haciendose de dichos efectos, tieras, &c. las deducciones que aqui se especificarán en favor de los que hayan descubierto la falsedad. Y ademas de estas confiscaciones el delinquiente sea puesto preso por el tiempo que el Tribunal tenga por conveniente mandar.

LIII. Con condicion (y esto se declara expresamente por los presentes Artículos) que lo dispuesto por la claúsula antecedente no tenga lugar en las personas que regresen á Inglaterra antes del primer dia de Enero de 1787.

LIV. Se declara tambien que si por razon de enfermedad las personas que vuelvan de la India, no pudiesen dentro de dos meses despues de su arribada á Inglaterra, presentar el inventario de sus bienes, en este caso el Tribunal de los Barones de la Tesorería podrá concederles de tiempo en tiempo un término, y prorrogarle segun lo estimen necesario.

LV. Y como puede suceder que las personas que hacen el comercio, y residen en la India,
se vean precisadas por enfermedad á retirarse de
ella antes de haber podido poner en orden sus
negocios, y por consiguiente no puedan presentar un estado de sus bienes en los dos meses despues de su arribada, se especifica en este acto
que con presencia de la justificacion que se sub-

ministre á los Barones de la Tesoreria, sean árbitros para conceder el tiempo que juzguen necesario, á fin de que se forme dicho inventario segun la calidad de las circunstancias.

LVI. Se ha dispuesto ademas por este acto que qualquier persona que en el espacio de tres años despues de la remesa del inventario de que se ha hablado en los Artículos precedentes, se presente voluntariamente á el primer Baron de la Tesoreria, ó á alguno de los otros que componen dicho Tribunal, y preste juramento de que alguna porcion de los efectos de la persona que haya formado este inventario se ha ocultado á la noticia del Tribunal, y no se ha descubierto en ningun exâmen subsiguiente, en el caso de estar convicta, se pagará un 10 por 100 de dichos esectos, sean tierras, casas, contratos, alhajas, &c. al denunciador, con respecto á la estimacion de los efectos que haya descubierto, y hecho descubrir.

LVII. Se ordena ademas que las tierras, casas, heredades, esectos, contratos, &c. que se recuperasen, y que en virtud de este acto pudiesen ser confiscados por negligencia, repugnancia
ó infidelidad en cumplir las condiciones aqui prescriptas, sean vendidos por orden y autoridad de
dicho Tribunal de la Tesoreria, y que los productos se apliquen con la misma autoridad á las
personas que tengan derecho á ellos segun el

espíritu é intencion de este acto.

LVIII. Se ordena por este acto que qualquier persona que pudiese ser nombrada de aqui adelante para algun empleo en la India por sola la eleccion de los Directores de la Compañia, quede inhabil para obtener de nuevo ningun otro empleo de qualquier calidad que sea, despues de haberse ausentado de la India, y residido en Europa por espacio de veinte y cinco años, á no ser que justifique á satisfaccion de los Directores y Comisarios destinados para gobernar juntamente con ellos, que el mal estado de su salud ha sido causa de semejante residencia en Europa: derogando en este particular los usos y leyes contrarios á esto.

Pero con la calidad de que la elaúsula precedente no se estienda á las personas nombradas por la Junta de los Directores, con el consentimiento de la asambléa general de los proprietarios.

LIX. Como sería conveniente para el mejor gobierno de la India, y del territorio, rentas, y comercio de la Compañia, encontrar un medio mas sencillo que los adoptados por la Ley ordinaria para el eastigo de los delitos, faltas, &c. que se cometan por los vasallos de S. M. Británica empleados en el servicio de la Compañia, se ha dispuesto que á peticion del Procurador general de el King's-Bench, despues de una instancia hecha por qualquiera que sea, pidiendo orden para ins-

instruir el proceso de un delinquente al Tribunal, autorice á dicho Procurador general, ó la Junta de los Directores de las Indias en nombre de los proprietarios, para informar contra dichos delinquentes por todas las ofensas cometidas desde el primero de Enero de 1785; y en virtud de esta informacion el Tribunal pueda mandar, si lo tuviese por conveniente, que al acusado se le ponga preso en las cárceles de la Torre, de Newgate, ó de la Marshalsea para ser detenido en ellas hasta que sea juzgada su causa, ó preste la caucion suficiente de comparecer, y alegar sobre los capítulos de la acusacion propuesta: luego que el defensor haya respondido en el Tribunal del King's-Bench, el Lord gran Justicia pasará las minutas del proceso al Canciller de la Gran Bretaña, ó á los Comisarios Guardasellos que en consequencia de esto mandarán se nombre una comision del modo que aqui se explicará.

LX. Se ordena por los presentes que si las personas, contra las quales se ha comenzado una informacion semejante, no compareciesen dentro de los términos que se les hubiese concedido para este efecto, pueda el Procurador general comparecer en nombre de la parte que falta, y pedir en su nombre como si estuviese presente, quedando autorizado el Tribunal para proceder en este caso por contumacia.

: LXL Se ordenz tambien que dentro de trein-

ta dias despues de la reunion del Parlamento, tanto en la próxima sesion, como en cada sesion futura, los Lordes espírituales y temporales procedan á elegir, nombrar, y señalar veinte y seis
Miembros, ó si lo tienen por conveniente mayor
número, de entre ellos, cuya eleccion se haga
por sortéo; y la Cámara de los Comunes pase
igualmente á nombrar quarenta Miembros, ó mas
si le pareciese.

Los Presidentes de cada una de las dos Cámaras tendrán cuidado de pasar la lista de las personas nombradas, sellada con sus sellos respectivos, á el Grefier de el Tribunal de la Cancilleria, ó á su Diputado; y quando se haya instituido una comision, en virtud de este acto, dichas listas se pasarán á los tres Jueces designados por el Tribunal de King's-Bench, el de Ais-Comons, y el del Echiquier para recibirlas; y si dichas listas contienen los nombres de mas de veinte y seis Pares, y de mas de quarenta Miembros de los Comunes, los referidos Jueces tres dias despues de haberlas recibido, harán incluir los nombres en una caxa, y sacar los de veinte y seis Pares y quarenta Miembros de los Comunes, y en su consequencia participarán lo que resultáse del sortéo á los Pares, y á los Miembros de los Comunes cuyos nombres hayan salido, como tambien al Procurador general, ó á la parte actora segun lo pida el caso, y fixará ademas el tiempo FOM. II.

y lugar dentro de veinte dias despues de las remesas de dichas listas, para proceder ulteriormente á la execucion de este acto. Los nombres de dichos Miembros de cada Cámara del Parlamento se pasarán al Presidente de cada una de dichas Cámaras dentro de tres dias, si el Parlamento está junto, y si no, tres dias despues de el de su reunion: Y qualquier persona asi nombrada por Comisario, en virtud de este acto, si no compareciese habiendo recibido la noticia de hallarse designada para el seguimiento del proceso, pagará una multa de 500 libras esterlinas, á no ser que los Miembros que falten den razones justas y suficientes para excusarse respectivamente con sus Cámaras.

LXII. El mas antiguo de los tres Jueces que asistan á las asambleas de los Comisarios, nombrados en la forma antecedente, será Presidente de dicha asambléa, donde todo se decidirá á pluralidad de votos, y en el caso de igualdad de ellos, entre los Comisarios el Presidente tendrá voto decisivo.

LXIII. Se ordena que los Miembros de los Comunes que deban ser nombrados por Comisarios, sean elegidos en la forma siguiente: dentro de treinta dias despues de la reunion del próximo Parlamento, y de cada sesion futura, será permitido á la Cámara el dia que la parezca proceder á esta eleccion, mandar que las puertas se cier-

cierren luego que esté completo el número de doscientos Miembros, que el Orador haya ocupado su lugar, y que sean las quatro de la tarde; y entonces se presentarán diferentes listas, las quales tendrá presente una delegacion que hará su relacion á la Cámara del número que haya escogido, y si despues de esta relacion se halláse que el número de dichos Miembros no llega á quarenta, se prevendrá á los demas que estuviesen presentes que completen estas listas, y repitan esta operacion hasta que el número se complete, y asi se haga siempre en caso necesario.

LXIV. Se entiende que si pareciese á la Delegacion que alguno de los Miembros señalados goza ó sirve alguna plaza ó empleo que le haga dependiente de la Corona, ó que fuese Miembro del departamento establecido para el gobierno de la India, ó Director de la Compañia, todos estos sean borrados de las listas, y no puedan ser elegidos por la Delegacion.

LXV. Se establece y ordena, en virtud del acto pasado, que los nombres de qualesquiera Miembros que sean de las dos Cámaras que compongan las listas, se incluyan en una caxa para ser sacados por suerte en presencia del Juez y de las partes, ó sus Abogados defensores; y entonces dichas partes contra quienes se haga la acusacion, tendrán la libertad de recusar trece Pares, y veinte Miembros de los Comunes, del número que haya

sido respectivamente escogido por las dos Cámaras; y el Procurador general de S. M. ó la parte actora, segun le toque, tendrán igualmente derecho de recusar por su parte el número de Miembros nombrados, que juzgue á proposito, especificando á los Jueces las causas de estas recusaciones; despues de lo qual, los quatro primeros nombres de los Pares, y los seis primeros de los Comunes que se hayan sacado sin ser recusados, se pasarán al Canciller, quien cuidará de incluirlos con los de los tres Jueces nombrados en la Comision especial que se ha de expedir en virtud de este acto; y las personas cuyo nombre se inserte en dicha Comision, comparecerán dentro de diez dias á prestar el juramento siguiente ante el Canciller 6 el Guardasellos, ó aute los Comisarios destinados para esto á falta de Canciller.

» Yo el infrascripto N. afirmo con juramento, eque juzgaré y determinaré lo mejor que pueda el masunto que ha de exâminarse ante mí, y que promunciaré con arreglo á los Testimonios que se me presenten. Asi Dios me ayude. «

LXVI. En el caso de quedar por las recusaciones reducidos los nombrados á un número menor que el que aqui se dirá, esto es, de quatro Pares, y de seis Miembros de los Comunes, dichos tres Jueces informarán de ello á las dos Cámaras, las quales procederán con toda la celeridad posible á una nueva eleccion para pasarlos

al Grefier de la Corte, ó á su Diputado, é insertarlos despues en una nueva comision del modo que se ha dicho. Los referidos Comisarios tendrán el derecho, el poder, y la autoridad de oir, determinar, y pronunciar judicialmente sobre los capítulos de la informacion propuesta ante ellos segun la Ley comun del país, asi contra la extorsion y el peculado, como contra qualquier otro crimen de qualquiera naturaleza cometido en la India por los reos; y tambien declararán, á la parte convicta de haberle cometido, incapaz de ser empleada en el servicio de la Compañía de las Indias. Esta sentencia pronunciada por dichos Comisarios despues de una informacion hecha en la forma referida, surtirá plenamente su efecto, sin que pueda concederse por ninguna otra Curia recurso alguno en virtud de un certiorari que apele del conocimiento delegado á los Comisarios para determinar el asunto; y su decision por ningun respeto podrá ser puesta en question en ningun proceso siguiente; sea en los Tribunales que juzgan segun la Ley del país, ó en los que se llaman Curia de equidad.

LXVII. Se ha dispuesto tambien que sea proprio de dichos Comisarios, ó de siete de ellos á lo menos, de los quales será siempre uno, alguno de los Jueces que aqui se han nombrado, el oir y determinar qualquiera informacion, y el juntarse de tiempo en tiempo segun lo tengan por conveniente, y en caso que se reduzca á menos el número de los Comisarios electos por muerte de alguno de ellos, ó por enfermedades que los imposibiliten para proceder antes de desempeñar el objeto de su comision, y que dichos Comisarios se reduzcan al número de seis, ó los tres Jueces mueran ó falten por algun accidente, entonces quede disuelta por el mismo hecho la referida comision, y se forme una nueva para conocer de la acusacion presentada ante la primera, y todos los procedimientos principien de nuevo, excepto aquellos que sean relativos á los testimonios producidos ante dicha Comision; los quales deberán ser recibidos, y admitidos en prueba ante la nueva.

LXVIII: Los Comisarios elegidos y propuestos para la averiguación de los delitos que se han
especificado arriba, tendrán derecho para elegir la
persona que juzguen á proposito con el destino
de Escribano en todo lo que tenga relacion con
la referida Comision, y luego que ésta haya concluido sus averiguaciones, y pronunciado su sentencia, se remitirá por dicho Secretario á el de la
Curia del Banco del Rey la informacion, los alegatos respectivos, las declaraciones y ratificaciones de testigos, la sentencia que haya resultado
de todo, y qualesquiera ptocedimientos relativos
á ella para protocolarlos y conservarlos en dicha
Curia.

LXIX.

LXIX. Se ordena en virtud de este acto, que las citaciones necesarias para hacer comparecer los testigos que hayan de deponer en pro ó en contra de los reos contra quienes proceda la Comision, puedan ser despachadas al Tribunal llamado de la Corona, con apelacion á la Curia del Banco del Rey; y en el caso de no comparecer alguno de los testigos á quienes se les haya hecho saber dichas citaciones, pueda ser castigado por esta falta como mirs demeanor ó culpa leve, y proseguido por indictiment ó decreto provisorio, y en el caso de que dicho testigo, aunque comparezca, no quiera responder, tengan los Comisarios facultad para castigarle con multa ó prision, segun lo tengan por conveniente.

LXX. Se dispone tambien que los Comisatios, en virtud de este acto, puedan enviar á buscar á todas las personas que necesiten, como tambien qualesquiera papeles, registros, minutas, &c.
y puedan ademas exâminar á los testigos que tengan por conveniente preguntar, haciendoles prestar juramento, y tomando sus declaraciones por
escrito, firmadas respectivamente de cada uno
de ellos. Y si sucede que alguno de los presentados ante los Comisarios prevaricáse en su deposicion, ó no se conduxese de un modo conveniente, puedan los referidos Comisarios enviarle á las cárceles de Newgate, ó á las de la Fleet
por el tiempo que les parezca; y si dichos testi-

gos fuesen convencidos de haber dicho falso testimonio, podrán ser mirados como perjuros, y castigados por ello.

LXXI. Tambien se ha especificado que dando caucion á los Comisarios, y obligandose á hipotecar sus tierras, efectos, acciones, contratos &c., dichas tierras y efectos asi hipotecados, queden bien y realmente confiscados de derecho, asi en poder de la persona contra quien se dirija la informacion, como en el de sus apoderados, dependientes, banqueros, agentes, &c. los quales no podrán enagenar ninguno de dichos efectos antes de la conclusion del proceso que se haya fulminado contra el acusado.

LXXII. Se ordena que si las partes contra quienes se ha hecho la informacion explicada arriba resultan reos del delito que se les imputa, puedan
ser condenados á pagar una multa con aplicacion
á S. M. ó á sus succesores. Será permitido al Procurador general ó á dicha Compañia el formalizar
un interrogatorio, y presentarlo á la Curia de la
Tesoreria para el exâmen de las personas condenadas á pagar esta multa, á fin de averiguar si tiemen efectos suficientes para pagar las multas en
que hayan incurrido; y si dichas personas rehusasen comparecer y responder á los interrogamrios, todos los bienes que les pertenezcan, asi en
tierras como en muebles, efectos preciosos, &c.
queden confiscados en beneficio de S. M., sus

herederos ó succesores; ademas de lo qual los reos puedan ser enviados á Newgate ó á la Torre de Londres, donde permanezcan presos por el tiempo que estime couveniente la Curia de la Tesoreria.

LXXIII., Como las antiguas leyes relativas á los delitos cometidos en la India han estado hasta aqui sin fuerza, por la dificultad de hacer la prueba de los delitos, se ordena por los presentes Artículos, que siempre que se haga una acusacion en la forma establecida por este acto, sea permitido á los Jueces de la Curia soberana de Bengala, ó á los de las demas Presidencias el abrir sus Tribunales lo mas pronto que puedan, y exâminar todos los testigos que les sirvan para aclarar el asunto de la informacion, dando publicamente audiencia de ella, sea para citar á los testigos ó á los apoderados de las partes interesadas, juntandose de tiempo en tiempo segun lo juzguen necesario, y haciendo un cuerpo que conste de los testimonios que se le presenten, recibiendo juramento con arreglo à las fórmulas de la religion de los testigos exâminados, y de los intérpretes inteligentes, de suerte que las deposiciones no contengan ambigüedad: y despues de esto dichas justificaciones se envien con el sello de dos de los Jueces de la Curia que haya procedido á este exâmen, á los Oficiales de la del King's-Bench ó Banco del Rey á Londres, los quales por su parte presten jura-· TOM. II. men-

mento de que la informacion que se les ha dirigido se hizo en la India, y de la forma que han recibido los documentos, sin que se haya alterado nada despues de su recepeion; por cuyo medio dichas deposiciones serán reputadas como testimonios suficientes leidas ante los Comisarios, y reconocidas por legítimas, como si el examen se hubiera hecho de viva voz ante ellos, derogandose todas las leyes contrarias á esto; y todas las partes á quienes toque podrán tener una copia á sus expensas, y el Lord Presidente de la Curia del King's Bench, 6 uno de los Jueces de ella tendrá cuidado de remitir dichas informaciones á el Lord Canciller, ó al Guardasellos, ó á los Comisarios destinados en su lugar, quienes de resultas procederán á nombrar la Comision establecida por este acto como queda explicado arriba, y de la forma que se ha mandado observar en su eleccion.

LXXIV. Para completar los medios por los quales se puede administrar justicia, cerciorandose de los hechos que hayan pasado á una distancia tan considerable del País, y buscando la especie de pruebas que haga practicable la naturaleza de las circunstancias, se ordena tambien que en todos los procedimientos que se hagan en virtud de las informaciones que se han especificado arriba, las deposiciones executadas por orden de la Comision, y todos los escritos, minutas, cartas,

letras, &c. que se envien desde la India á la Curia de los Directores, ó por una delegacion de ellas á los Oficiales y dependientes de la Compañia residentes en la India, sean repetudas en todo lo relativo á la informacion principiada por pruebas suficientes por los Comisarios, á no ser que de la naturaleza misma de estas pruebas resulten algunas objeciones, porque entonces podrán ser puestas en qüestion, y hacerse sobre ellas las observaciones que permita la naturaleza de las circunstancias, sin embargo de las leyes contrarlas.

LXXV. La Curia del Banco del Rey tendrá derecho á pedimento del Procurador general ó del actor, ó de la persona contra quien se dirija la informacion, de mandar formar un exâmen sobre el estado y situacion de los testigos residentes en los Reynos de la Gran Bretaña ó Irlanda, y exâminarlos sobre los interrogatorios dispuestos á esté fin; y sus respuestas y declaraciones se publicarán si es necesario, y sus testimonios se leerán ante los Comisarios, y serán miradas como pruebas suficientes en lo legal, salvas las excepciones que se puedan hacer quando se lean, como se ha dicho arriba.

LXXVI. Se ordena por la autoridad que constituye la de este acto, que ninguna pesquisa se entable en consequencia de él quando haya pasado el espacio de tres años despues de la vuel-

ta à Inglaterra de las partes contra quienes se haga, ó de la remesa del inventario que requiere este acto.

LXXVII. Para evitar las dudas que puedan nacer nsobre si las plazas de Comisarios del departamento para el Gobierno de la India y nde sus Secretarios, son reputadas como parte nde las designadas en un acto celebrado en el n sexto año del reynado de la Reyna Ana, intitunlado: Acto para la seguridad de la persona nde S. M., y de su Gobierno, y de la succension de la Corona de la Gran Bretaña en la nlinea protestante, ó sobre si por el nombran miento de dichos Comisarios ó Secretarios vancan las plazas que ocupan en la Cámara de los "Comunes si son Miembros de ella; " se ha determinado por el presente, que dichas plazas no son del número de las comprehendidas en el acto de la Reyna Ana, y que los Miembros del Parlamento aceptandolas no estan obligados á hacerse elegir de nuevo, sin embargo de quanto pueda hallarse contrario en dicho acto, ó en qualquiera otro semejante.

LXXVIII. Que se tenga entendido que ninguna de las clausulas de este Bill deba mirarse como tocante á los derechos del público, ó de la
Compañía, con respecto á las rentas, adquisiciones, y derechos territoriales en las Iadias.

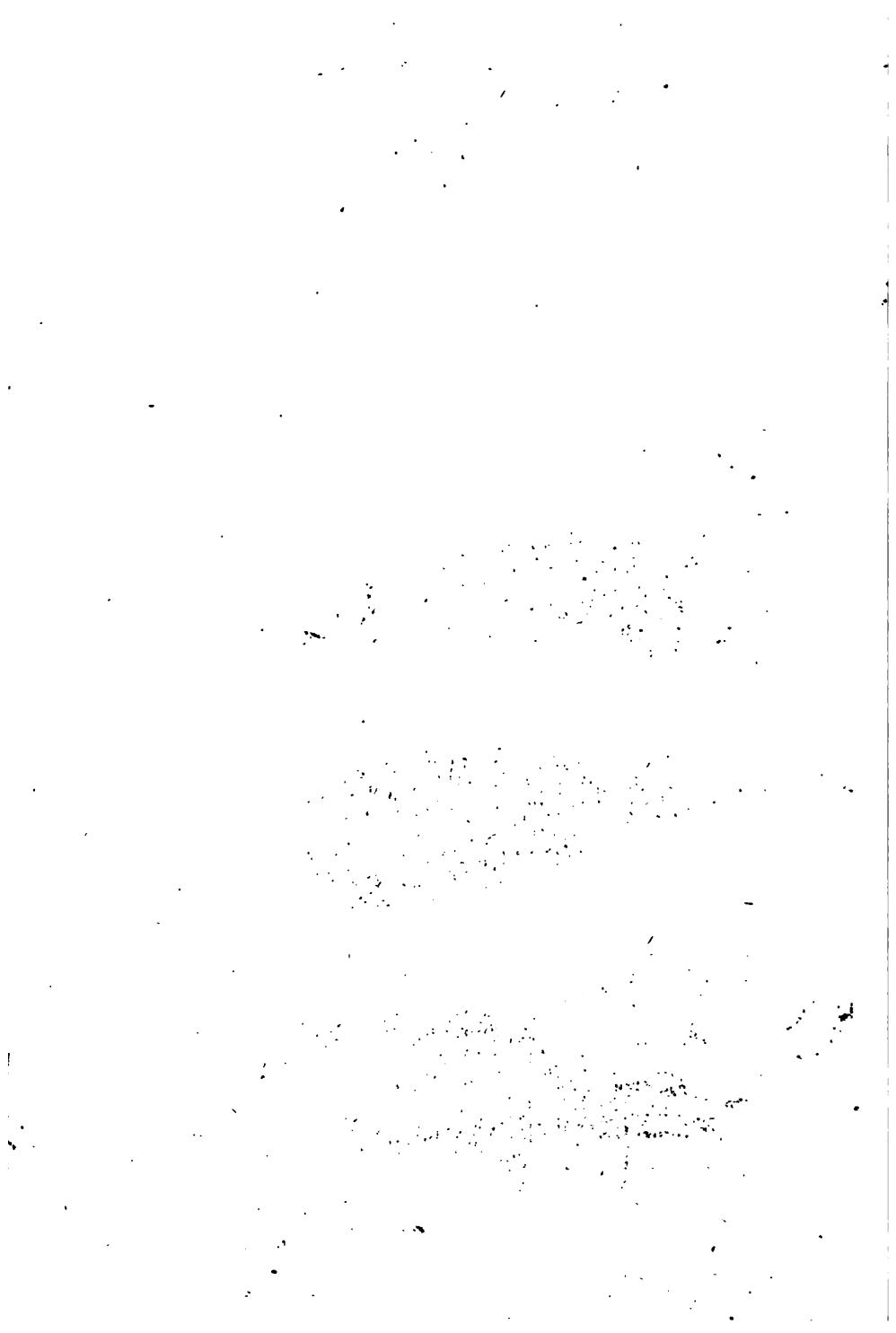
LXXIX. Se ordena que este acto empiece á

tener su fuerza en el Reyno de la Gran Bretaña, luego que reciba la Sancion del consentimiento Real, y tenga igualmente su fuerza de ley en las Presidencias y establecimientos de la India, y en las tierras y dominios que dependen de ella, dese de primero de Enero de 1785.

LXXX. Se ordena ademas que este acto sea tenido y mirado como un acto público, y lo sea en efecto.

. 

-· . • ٠. . -



. /

